

99 % de « oui » au référendum

## L'indépendance de l'Arménie plébiscitée

Difficile  
Caucase

Si l'ancienne URSS, avec ses centaines de nationalités, a pu être comparée à une immense Yougoslavie, aucune de ses régions n'en concentre autant les contradictions que le Caucase : qu'il suffise de dire que les affrontements de toutes sortes qui s'y sont produits depuis trois ans ont causé près de mille morts, beaucoup plus que n'en a encore fait la guerre actuelle entre Serbes et Croates, commandés, il est vrai, beaucoup plus récemment.

De fait, les trois Républiques de Transcaucasie sont très typiques de la situation de l'après-communisme dans des régions faiblement développées, avec ses espoirs et ses ratés. La plus peuplée d'entre elles, l'Azerbaïdjan, a conservé pratiquement toutes ses structures antérieures, notamment un PC recyclé dans le nationalisme, mais toujours au pouvoir avec le même appareil : on a même eu la surprise de voir revenir à la tête du Makhitchévan, son ancien collègue entre l'Arménie et la Turquie, l'un des hommes forts de Bakhnev, l'ancien membre du Politburo Gaidar Aliev...

Le cas inverse, mais tout aussi décevant, est celui de la Géorgie. Première République soviétique - après les États baltes - qui ait proclamé son indépendance, la première aussi qui ait été au suffrage universel (un mois avant M. Eltsine en Russie) un président non communiste, la Géorgie n'a pas tardé en effet à glisser vers un autoritarisme de plus en plus inquiétant. En faisant tirer sur des manifestants au début de ce mois, puis en arrêtant plusieurs chefs de l'opposition, le président M. Gamsakhouria, a paru rétrograder, mais en sens inverse, la tragédie dont s'étaient rendus complices en avril 1989 des généraux soviétiques. Quelle que soit l'issue du combat incertain qu'il mène depuis lors contre son opposition coalisée - et renforcée par une bonne partie de sa garde nationale - il est clair que le retour à la démocratie passe, à terme, par son départ du pouvoir.

Deux lueurs d'espoir dans ce tableau : la première est la mission de médiation que MM. Eltsine et Nazarbajev, les deux hommes forts de la situation soviétique actuelle, ont entreprise pour tenter de résoudre le problème du Haut-Karabakh. Certes, un succès est très aléatoire, mais du moins les présidents russe et kazakh ont plus de chances d'y parvenir par la négociation que M. Gorbatchev dans le passé avec ses « collègues », dont le seul effet était souvent d'exacerber les passions.

Le second « bon cas » est celui de l'Arménie. Malgré un résultat « brejnévien » de 99 % le vote de dimanche en faveur de l'indépendance témoigne en effet de sa cohésion démocratique, et le nouveau contact donne maintenant toutes ses chances à la voie pacifique prônée par le président Ter-Petrosian. Ce dernier ne plaide-t-il pas non seulement pour le maintien des liens économiques avec Moscou, mais aussi pour une ouverture résolue en direction de ses voisins du Sud, y compris de l'ennemi héréditaire turc ? Comme l'a dit un de ses adjoints, c'est bien en devenant des « pays carrefours » plutôt que des « empires » que pourront se constituer les nouveaux États de la région.

M0147 - 09240 - 6.00 F



A la demande de la Croatie

## Nouveau cessez-le-feu en Yougoslavie

L'accord de « cessez-le-feu absolu », conclu dimanche 22 septembre entre les autorités croates et l'armée yougoslave, semblait dans l'ensemble respecté lundi en fin de matinée. L'arrêt des combats est assorti d'une levée du blocus que les forces croates imposaient aux casernes fédérales. Lord Carrington, président de la conférence de paix sur la Yougoslavie, parrainée par la CEE, a décidé de convoquer de nouveau celle-ci jeudi prochain.

### Une reculade de Zagreb

ZAGREB  
de notre envoyé spécial

Zagreb a fêté dans les abris son nouveau cessez-le-feu décrété dimanche à 15 heures, cette fois directement et simultanément par l'armée fédérale yougoslave et le gouvernement croate du président Franjo Tudjman.

Il était près de 14 h 30 lorsque, à la surprise générale, Radio-Zagreb a annoncé la nouvelle, qu'elle a répétée à plusieurs reprises. Plus personne ici ne croyait en vain, vendredi et samedi, par deux fois, un cessez-le-feu. Non seulement ces offres ont été rejetées, mais le ministre

fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, avait assorti ses refus de propos menaçants.

Les événements de samedi soir et de la nuit qui a suivi ont conforté les habitants de la capitale croate dans leur pessimisme. Tandis que des combats et des bombardements étaient signalés sur plusieurs fronts, de nouveaux affrontements éclataient à Zagreb même, autour de l'une des principales casernes de la ville, Borongaj, encerclée par les forces croates.

YVES HELLER

Lire la suite et les articles de FLORENCE HARTMANN et d'AFSANE BASSIR POUR page 4

Compromis entre les Douze à Bruxelles

## Progrès décisifs vers l'union monétaire

Les ministres des finances des Douze ont réalisé, samedi 21 septembre, à l'occasion d'une réunion informelle à Apeldoorn (Pays-Bas), des progrès décisifs en matière d'union économique et monétaire (UEM). La proposition néerlandaise d'une Europe à deux vitesses a été rejetée, l'esprit de compromis a prévalu. La conférence chargée de rédiger le traité instaurant l'UEM, en panne depuis le 1<sup>er</sup> juillet, est remise sur les rails et pourrait conclure en décembre.

### La volonté de réussir

APELDOORN

de notre envoyé spécial

« La volonté d'aboutir avant la fin de l'année à un traité signé par les Douze est apparue évidente de la part de tous. En vérité, face à la situation économique du monde, face à l'émiettement politique de l'Est, l'Europe a une obligation de résultat », a déclaré M. Pierre Bérégovoy à l'issue de la réunion informelle que les ministres des finances des Douze ont tenue samedi à Apeldoorn aux Pays-Bas. Cette opinion optimiste était apparemment partagée par l'ensemble des participants, même si M. Norman Lamont, le chancelier de l'Echiquier, n'oubliait pas complètement la « réserve générale » de la Grande-Bretagne à l'égard du projet de monnaie uni-

que, continuait à nuancer davantage ses propos que ses collègues. L'esprit de compromis a effectivement dominé la réunion.

Les Pays-Bas, appuyés sinon inspirés par l'Allemagne, avaient essayé de faire progresser l'idée d'une UEM réservée aux pays membres les plus performants. Cette approche, qui faisait resurgir le spectre d'une Europe à deux vitesses, avait été dénoncée début septembre par la majorité du conseil. M. Wim Kok, ministre néerlandais des finances, eut la sagesse de faire marche arrière et samedi M. Theo Waigel, le ministre allemand, montra qu'il était disposé lui aussi à faire preuve de souplesse.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite page 23

Le débat sur l'immigration après les déclarations de M. Giscard d'Estaing

## Lâchetés

par François Léotard

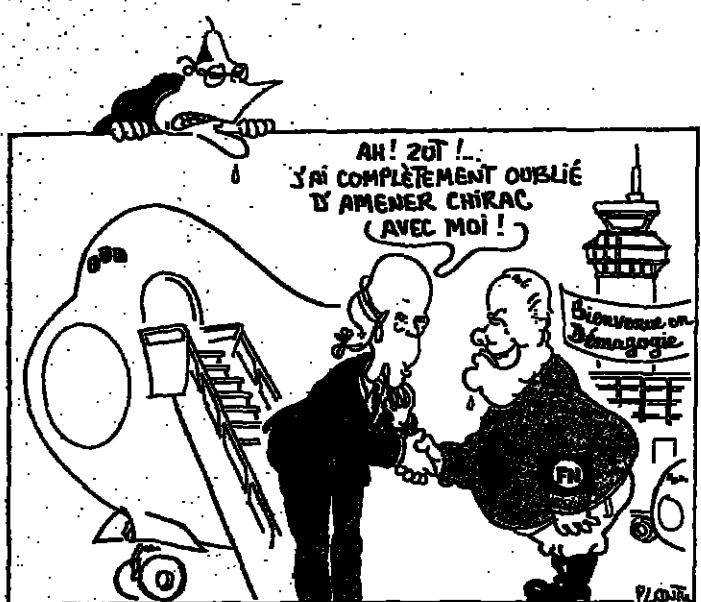
Comment a-t-on pu en arriver là ? Par quelles séries de démissions, de lâchetés, de compromis, de flatteries les plus grands dirigeants de ce pays en arrivent-ils à faire de M. Le Pen l'astre noir autour duquel gravitent ces petites pensées affolées et jalouses ? Quelle est la succession de désastres, quel est l'empirement des ambitions et des calculs qui ont engendré cette poursuite triviale, et passablement déshonorante, de l'un derrière l'autre et de tous vers le pire ? Que depuis dix années on ait pu voir une grande force politique, le PS, un chef d'Etat, François Mitter-

rand, et le désordre des esprits qui accompagne l'un et l'autre, utiliser le Front national après lui avoir donné naissance, est malheureusement incontestable. Que le parti d'extrême droite ait prospéré sur l'humus délétère des calculs électoraux, des manipulations en tout genre, des mensonges et des impuissances, cela est hélas vrai.

Qu'il y ait donc un lien étroit entre le Front national et le PS, l'un se nourrissant de l'autre et chacun ne devant sa survie qu'à la menace de l'autre, l'Histoire le montrera, comme elle l'a montré ailleurs en d'autres temps. Mais qu'aujourd'hui, dans cette course aux voix qui est un véritable épui-

sement de la pensée, il faille se donner comme ligne de conduite « ils le pensent, donc je le dis », voilà qui est de nature à décourager tout civisme et, pour tout dire, tout débat. On ne peut pas porter de jugements régulièrement affligés sur le discrédit qui entoure la chose publique si l'on oublie soi-même que la République suppose, comme premier ressort et premier principe, la vertu, c'est-à-dire, selon Montesquieu, le courage.

Lire la suite et l'article de DANIEL CARTON en page 10  
► M. François Léotard est président d'honneur du Parti républicain.



## Le retour de Scarlett

La suite d'« Autant en emporte le vent » a coûté 6 millions de francs à son éditeur français

par Bertrand Le Gendre

Brisée par le succès, Margaret Mitchell ne voulait pas entendre parler d'une suite d'« Autant en emporte le vent », ni du livre ni du film. Elle traitait par la dérision l'espoir de millions de lecteurs-spectateurs de connaître la fin des aventures de Scarlett O'Hara et suggérait qu'on intitulât cette impensable resucée « Autant en rapporte la brise ».

Elle est morte sans enfant en 1949, renversée par une voiture dans une rue d'Atlanta, sa ville natale. Deux neveux détiennent les droits de son unique livre dont il s'est vendu depuis 1936 vingt-cinq ou vingt-huit millions d'exemplaires, les versions divergent. En France, quarante et une mille « Autant en emporte le vent » trouvent acheteurs chaque année dans l'une des cinq collections où le livre existe chez Gallimard. En 2011, hélas, « Gone With the Wind » ne rapportera plus un cent

aux heureux neveux, le copyright qu'ils ont hérité de leur père arrivant à expiration. A cette date, l'un des plus formidables succès de l'édition risquait de devenir la proie des plagiaires. Ils ont préféré prendre les devants.

Un demi-siècle après sa publication, « Autant en emporte le vent » reste une fabuleuse machine à faire de l'argent. Aux États-Unis, Warner Books a dû déboursier 4,5 millions de dollars pour obtenir des Stephens Mitchell Trusts, la cohorte d'avocats qui veillent sur les intérêts des neveux, le droit de publier la suite de « Gone With the Wind » baptisée « Scarlett ». Dans les neuf autres pays - ce n'est qu'un début - où ces sept cent soixante-huit pages seront simultanément publiées le 25 septembre, le choix d'un éditeur a donné lieu à de mémorables surenchères. Autant en rapporte, peut-être, « Scarlett ».

Lire la suite page 17

CHANTAL MILLON-DELSOL

### Les idées politiques au XX<sup>e</sup> siècle

Du totalitarisme à la démocratie : les chemins de la liberté.

Collection "Premier Cycle" - 272 pages - 79 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

### Rébellion militaire et scènes d'émeutes au Zaïre

A la suite, semble-t-il, de la rébellion d'une unité militaire zaïroise, au cours de la nuit de dimanche 22 à lundi 23 septembre, des scènes d'émeutes et de pillage ont été signalées dans la capitale Kinshasa. Il n'y aurait eu cependant aucun affrontement important. L'aéroport international est fermé et les ambassades occidentales ont conseillé à leurs ressortissants de ne pas quitter leur domicile.

Lire page 34

### CHAMPES ÉCONOMIQUES

#### Les paysans incompris

Malgré leurs manifestations, leur productivité et leur poids politique, les agriculteurs n'ont pas réussi à susciter une politique d'aménagement de l'espace rural. Enquête chez les paysans, avant leur manifestation à Paris, le 29 septembre prochain.

pages 25 à 28

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34

EGYPTE  
CIENNE

## DÉBATS

## Un entretien avec M. Philippe Herzog

Le chef de file des économistes du PCF précise ses critiques contre la direction du parti

M. Philippe Herzog, cinquante et un ans, est ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale supérieure d'administration des entreprises, professeur agrégé de sciences économiques à l'université Paris-X Nanterre, membre du bureau politique du Parti communiste français, député européen. Il a conduit la liste de son parti aux élections européennes de juin 1989. Il anime, depuis vingt-cinq ans, en compagnie notamment de MM. Paul Boccara et Bernard Marx, la section économique du PCF. Ses travaux théoriques, vulgarisés par la revue *Economies et Politique*, qu'il dirige, alimentent ce qu'il appelle lui-même « l'école marxiste de la régulation ».

Il a rejoint dans l'expression d'une critique ouverte, à l'occasion de la dernière réunion du comité central du PCF, le front des contestataires « refondateurs » conduits par M. Charles Fiterman, dont il ne partage pourtant pas toutes les orientations. Il explique sa démarche dans l'entretien qu'il nous a accordé.



« A la Fête de l'Humanité, vous avez confirmé, en les justifiant, les critiques que vous aviez adressées à la direction du PCF lors du dernier comité central. Mais vous avez également constaté, comme le placent des observateurs, que, pour sa part, la direction de votre parti, si l'on se réfère au discours de son secrétaire général, continue de suivre une ligne qui fait fi des arguments des minoritaires critiques dont vous faites désormais partie. Quelles conclusions tirez-vous de ce décalage ? »

« Au comité central et en permanence, je m'adresse à tous les communistes et je leur dis : pour être authentiquement communistes, il nous faut accomplir de nouvelles mutations, construire un véritable projet, reconstruire notre organisation. La faillite du socialisme étatique doit être considérée avant tout comme une chance de sortir enfin d'illusions qui nous ont fait beaucoup de mal. La crise du libéralisme d'Etat, avec son cortège de chômeurs et de déshérences, exige un nouvel apport communiste pour ouvrir des issues. »

« Je m'y emploie et soumetts sans relâche des propositions pour le travail collectif des communistes. Avec une équipe de recherche et d'initiative politique qui travaille depuis près de trente ans, avec nombre de militants, nous expérimentons des idées nouvelles dans la pratique à partir des problèmes posés. Nous avons fait du chemin. Qu'il s'agisse de l'intervention des salariés dans la gestion avec de nouveaux critères, de transformations des institutions pour des avancées autogestionnaires, ou de construire l'Europe autrement, beaucoup de communistes considèrent que c'est un bien du parti. »

« De ce point de vue, j'ai vécu cette fête comme un moment très fort, une très grande réussite. Manifestement, face au choc des événements de l'Est, il y a ici une réaction passionnée d'identité communiste. »

« Georges Marchais a fait un discours exaltant notre passé. Il a raison, nous sommes fiers d'être communistes. En revanche, Georges Marchais bloque sur les innovations dont je viens de parler. Il se défend de s'y opposer, mais, en pratique, c'est le cas. Je n'aiderais pas à comprendre la difficulté de notre renouvellement si je ne le disais pas. »

« D'ailleurs, tous les communistes, moi avec, ont des difficultés à changer tout en y aspirant. La direction, dans un énorme effort collectif, devrait stimuler et aider, mais elle freine. Mon but : avancer, construire avec tous ceux qui veulent, et en levant les obstacles dans une conflictualité constructive. Si le parti était pleinement consulté, il trouverait intérêt à ce qu'on mette en œuvre les novations. »

« L'opposition au changement tue »

« Qu'est-ce qui vous différencie encore des analyses de Charles Fiterman, Antoinette Le Pors, Jack Hallevy et des autres partisans d'une « refondation » du PCF ? »

« Il y a des prises de conscience comparables sur la nécessité du renouvellement, et en même temps ce n'est pas la même école d'analyse, le même comportement : les expériences et les réponses diffèrent. Nous avons conscience, les uns et les autres, de l'ampleur du changement à opérer, y compris dans l'ouverture culturelle et la prise en compte des potentialités du monde en devenir. Il y a des

convergences sur les critiques du centralisme dans le fonctionnement du parti. »

« Cela étant, nous n'en sommes pas au même point. Charles Fiterman le dit lui-même : je n'ai pas de projet dans la poche. Pour notre part, en prenant appui sur une riche créativité théorique et sur les efforts des communistes, je pense que nous avançons non seulement l'esquisse mais la charpente d'un réel projet communiste. »

« C'est le résultat d'une maturation prenant en compte les défis de la révolution informationnelle et des mutations du monde, analysant les réponses nouvelles que tentent les dirigeants capitalistes eux-mêmes, pour mieux concevoir d'autres voies. Le projet d'avancées autogestionnaires appelle un parti fondamentalement différent. D'oligarchie nécessaire pour chacun, pour nous comme pour Georges Marchais et Charles Fiterman, de confrontation des analyses et des réponses. Il y a là un problème de méthode. »

« Je pense qu'il faut viser à nous rassembler tous et faire attention à éviter les clivages. Les vus et les réponses diffèrent parfois divergent ? Raison de plus pour que chacun avance ses propositions et dialogue avec celles des autres. C'est ce que j'essaie de faire. Je soumetts mes idées sans détour au débat et à l'enrichissement. Dans cet esprit, le Parti communiste doit pouvoir s'unir, au lieu de se déchirer. »

« Vous avez affirmé que la direction de votre parti s'était montrée « hypocrite » en niant avoir hésité, le 19 août, au moment de la tentative de putsch. Restez-vous partisan d'une autocritique à ce sujet ? »

« Il y a eu hésitations, et même ambiguïtés, et cela a affaibli d'autant la condamnation qui a eu lieu. Mais l'essentiel n'est pas là. Au fond, la perception de l'ampleur des changements qui sont nécessaires en Union soviétique reste encore insuffisante. La direction et beaucoup de communistes ne voient pas à quel point l'ancien système était failli, à quel point l'ancien et les autres étaient non pas des communistes mais de francs réactionnaires. Le soutien de la perestroïka doit être total car il s'agit d'un changement radical du système ancien. »

« Soutenir, cela ne veut pas dire être inconditionnel. Au contraire, ces peuples ont besoin d'apports critiques constructifs. Il s'agit donc moins de faire une autocritique que d'opérer un tournant dans l'effort d'échanges et de solidarités véritables. »

« Le communiqué du bureau politique du 27 août était plus critique encore que celui du 19 août, car dire que nous n'avons « rien à voir » avec le PCUS, et encore que le changement que nous avons opéré est réalisé pour l'essentiel, ce n'est ni crédible ni solide. »

« Quel bilan votre parti devrait-il tirer des événements d'Union soviétique, tant au niveau international qu'au niveau national ? »

« Je parlerais plutôt d'une mine d'enseignements à tirer, de motivations à puiser, pour nous dépasser. Cela concerne le parti, le projet et notre conception du monde. La chute du PCUS montre que l'opposition au changement tue un parti communiste. On ne peut donc pas ne pas se poser la question pour la France : s'opposer aux novations, est-ce que cela ne peut pas contribuer à nous mettre en danger ? C'est ce qui m'a conduit à poser de front le problème. Je pense qu'il y a des mutations à opérer au-delà de ce que nous avons entrepris. »

« Le cœur de la question, c'est le projet. Un modèle chute. Je suis convaincu que l'idée communiste millénaire n'est pas morte, mais elle doit être absolument soutenue par un nouveau projet, à faire vivre par l'intervention des gens dans la société française et dans le monde. »

« Il ne faut pas diaboliser le patronat »

« Mais quel contenu donnez-vous à votre projet ? »

« Un socialisme avec la démocratie, c'est quoi ? Il faut s'appuyer sur les acquis historiques de l'Etat de droit pour faire plus et autre chose. Il convient de donner sa chance à l'autogestion. Organiser systématiquement la participation des travailleurs et des citoyens aux décisions, avec des pouvoirs pour tous dans des institutions décentralisées et à tous les niveaux, un pluralisme avec reconnaissance et prise en compte des apports de chacun. »

« Le commandement étatique de l'économie, c'est fini. Un socialisme avec le marché, c'est quoi ? Pour dépasser les acquis comme les tares du marché capitaliste, nous préconisons l'intervention des travailleurs dans les gestions des entreprises avec de nouveaux critères marchands, décentralisés, d'« efficacité sociale », pouvant s'opposer aux critères de la rentabilité capitaliste, vivant aussi en coexistence conflictuelle avec eux. »

« Le but est de créer massivement des emplois et des richesses disponibles supplémentaires, en réduisant les coûts matériels et financiers. Il ne faut pas diaboliser le patronat, mais, par une bataille acharnée, établir une prédominance sociale et publique dans une autre économie mixte. »

« Quelle conception du monde ? Camp contre camp, c'est fini. La question des questions, c'est d'établir des coopérations sans dominations, par et pour les peuples. Cela exige des institutions nouvelles associant intimement des nations souveraines en Europe et dans le monde entier. »

« L'œuvre de Marx est inachevée »

« Mais peut-on, aujourd'hui, quand on est communiste, avancer dans une telle voie muni des seules références marxistes, ou faut-il prendre en considération d'autres références, par exemple les travaux des « maîtres à penser » contemporains qui mettent en avant, comme Edgar Morin, la notion de complexité des sociétés humaines et la nécessité d'avoir des réponses complexes aux phénomènes sociaux ? »

« On peut et on doit prendre appui sur Marx. C'est un peu comme Newton en physique : on a été capable de le dépasser. C'est la même chose avec Marx. Marx a créé une théorie économique, mais l'œuvre de Marx est inachevée puisque Marx n'était pas allé jusqu'à traiter de façon développée les problèmes du marché et de la gestion. Si nous avons travaillé à la réappropriation de Marx et à son développement, je ne parle pas encore de dépassement historique, parce que nous aurons beaucoup de pain sur la planche pour aller au-delà. »

« Mais dans cet effort de réappropriation et de développement de Marx il y a déjà des croisements nécessaires. Nous avons appris de Keynes, d'Albert Simon, de Maurice Allais, dont l'œuvre théorique, pratique et les propositions gagneraient à être regardées de plus près. »

« Je pense, d'autre part, qu'il

faudrait revoir le rapport à Lénine. Lénine a surtout été l'homme d'un projet politique ; il a eu une très forte créativité dans les conditions historiques de la Russie et de pays foncièrement arriérés. Or, nos conditions sont fondamentalement différentes et je pense que non seulement la dictature du prolétariat mais la construction léniniste du parti sont effectivement obsolètes. »

« J'ai lu Morin sur l'Est, bien sûr, mais Hannah Arendt est aussi un auteur très intéressant que nous aurions dû regarder de plus près. »

« Il faut donner sa chance à l'autogestion »

« Comment garantir aux citoyens français qui vous observent que les perversions soviétiques ne pourraient pas, d'aventure, se produire en France ? »

« D'abord par la force et la qualité de notre critique. Nous n'avons pas fini avec la démarche ancienne. Ce qui s'est passé à l'Est est plus profond que le stalinisme. La dictature du prolétariat, la conception léniniste du parti portaient en germe certains développements ultérieurs, en tout cas le centralisme toujours prédominant. Il nous faut réfléchir à un autre fonctionnement, permettant la participation de chaque communiste aux novations et aux décisions (formations, liaisons transversales, briser la commande verticale). »

« La critique ne sera crédible que si elle s'accompagne d'innovations hardies pour une construction autogestionnaire. »

« En cette rentrée 1991, nous devrions engager un vaste mouvement mobilisateur, mener campagne dans les entreprises, dans les régions, au niveau de l'Etat, pour développer l'emploi, créer des richesses disponibles accrues, étendre les « marges d'action » de la France, avec des propositions et des initiatives adaptées très concrètes : contrôle social de l'emploi des fonds publics dans les gestions des entreprises, sur le territoire, fiscalité incitant à l'emploi et dissuadant l'exode d'accumulation financière, etc. Or, des cultures s'opposent. Beaucoup de communistes pensent que les propositions ne pourraient être appliquées que lorsque le pouvoir changera et se batent d'abord pour un nouveau « rapport des forces ». »

« J'ai eu un vif débat, là-dessus, à la Fête de l'Humanité. Des camarades m'ont dit : « Tu veux toujours signifier plus les propositions ». « Ce n'est pas ça qui fait problème, c'est le rapport de forces ». Je leur réponds : c'est une vue étatique des choses qui témoigne d'une méconnaissance des exigences modernes de la démocratie. Les gens veulent non seulement savoir pour quelles propositions ils votent, mais surtout y travailler par eux-mêmes, se saisir des problèmes réels, confronter les solutions. Nous devons les aider en avançant nous-mêmes d'autres conceptions de l'Etat et de l'union. »

« Nous extrayons de la culture de bloc »

« Vous préconisez de « décloisonner » votre parti. Que proposez-vous pour y parvenir ? »

« Un de nos moindres d'ordre est « aller vers les gens ». Mais comment ? Pour prêcher la bonne parole ? Riposter à l'anticommunisme ? L'ouverture est vitale pour faire la preuve de notre utilité. Ouverture avec les gens pour confronter les critères et les choix, tirer enseignements des luttes et des expériences. »

« Cela exige un décloisonnement interne entre les communistes et leurs organisations. Nous devons nous extraire de la culture de bloc majoritaire contre minorités oppositionnelles, dépasser la coupure entre la recherche et l'expérimentation. L'utilisation de la recherche ne saurait être décidée ni par la seule direction du parti, ni même « tranchée » par le seul congrès. Un décloisonnement externe, d'autre part, entre les organisations communistes et les institutions de la société mixte. Nos rapports avec l'ensemble des salariés, les patrons, les autres forces, doivent changer. »

« Il ne s'agit pas de faire camp contre camp, ni même alliances pour faire bloc contre un autre, mais de confronter avec tous sur le fond, chercher la coopération constructive même dans les conflits. Quand on fait ça, on rassemble, en tout cas on intéresse. »

« Dans cet esprit, le colloque organisé par la revue *Issues*, les 5, 6 et 7 décembre à La Défense, rassemblant autour de Paul Boccara, mes amis et moi-même, des syndicalistes, des experts et juristes, des élus et des responsables politiques et d'entreprises, comme Jacques Delors, Jean Gaudois, Abel Farnoux, Pierre Guil-

len, Jean Peyrelevade, Guy Carcassonne, Claude Cheysson, Yves Guéna... Voilà un exemple de décloisonnement. »

« Les socialistes sont à bout de souffle »

« Si la direction de votre parti s'enfonçait dans une « illusion » quand elle s'engorge, face au pouvoir, dans une attitude purement protestataire et une stratégie purement revendicative, quels changements devrait-elle opérer pour revenir à une perspective moins étroite et plus crédible ? »

« Il faut être précis au sujet de l'attitude de notre direction. Elle fait appel essentiellement aux ressorts protestataires, même si elle affiche l'intention d'ouvrir une perspective, de travailler à l'union. Mais de quelle façon ? Quand on fait campagne sur l'idée qu'il y a une majorité de gauche à l'Assemblée nationale pour voter le SMIC

« Prenons ce qui s'est passé à l'Est comme une chance et non comme une catastrophe »

à 6 500 F, on mise sur une illusion parlementaire. En réalité, le relèvement des salaires est indispensable, en lien avec un vaste essor des qualifications. Cela exige d'intervenir pour d'autres critères de gestion, d'autres incitations financières... Si l'on ne fait pas cela, les mois d'ordre sont stériles, le lien entre les luttes et la construction politique ne se fait pas et la perspective n'apparaît pas. »

« Cultiver le refus contribue au sentiment d'impuissance et favorise l'intégration. Pour la gauche, la faiblesse d'apport communiste pèse. Or, les dangers de droites s'affirment, avec des positions réactionnaires d'hommes comme François Pericot, Jacques Chirac ou Valéry Giscard d'Estaing. »

« Vous soulignez que le fonctionnement des institutions oblige à des alliances électorales. Êtes-vous donc partisan d'un retour à l'union de la gauche ? Sur quelles bases rassembler la gauche dès lors que votre parti revendique fortement

sa volonté d'assumer son identité communiste au moment où le PS est tenté, lui, de s'ouvrir encore plus avant dans la société-démocratie ? »

« Des alliances sont nécessaires dans le cadre des institutions actuelles. Mais elles doivent s'accompagner d'efforts pour une autre union. L'union de la gauche ancienne, c'est fini. Il s'agit aujourd'hui d'unir tous ceux, des exclus aux plus qualifiés, qui veulent participer à des objectifs de transformation sociale. Le gouvernement ne doit pas être celui d'une coalition appliquant un programme de compromis opposé au mouvement social, mais il doit appuyer au contraire son intervention. »

« Le PS est en difficulté grave. L'expérience social-démocrate échoue en Suède et ailleurs. Les socialistes devraient, eux aussi, consentir une remise en cause, s'ouvrir à des éléments d'anticipatrice sur les choix concernant la mixité, le marché financier, l'Europe. Leur politique est à bout de souffle et quel est leur projet ? Chacun doit contribuer à une ouverture à gauche. Quant à nous, communistes, je le répète, nous devons être plus critiques de nous-mêmes, et travailler à des avancées autogestionnaires. Ainsi se formerait un espace de dialogue à gauche, prémice d'un nouveau pouvoir. »

« Êtes-vous, malgré tout, un communiste heureux ? »

« Je suis communiste, et plus que jamais, parce que l'idéal autogestionnaire est bien en prise avec les défis actuels. Les difficultés sont grandes, mais travailler à leur dépassement me motive. »

« Prenons ce qui s'est passé à l'Est comme une chance et non comme une catastrophe. Heureux ? Oui, je me sens libéré d'une hypothèque et déterminé à saisir la chance d'un communisme plus authentique. Moi-même et mes amis éprouvons une certaine libération devant la possibilité de pouvoir épanouir ce que nous avons entrepris depuis près de trente ans, de notre plus les instruments de personne, d'avoir le courage de nous extraire de méthodes qui enchaînaient notre créativité. Nous avons beaucoup produit mais nous risquons l'essouffement en raison des blocages. En nous montrant plus audacieux nous sommes aussi plus libres de participer à une renaissance du mouvement communiste. »

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT

LA FASCINATION DES FORMES PURES

ETERNA

CHOAIN  
GUILDE DES ORFÈVRES  
25, avenue Albert-  
59300 VALENCIENNES  
Tél. : 27-41-57-74

JEAN MICK  
100-102, rue La Boétie  
75008 Paris  
Tél. : (1) 42-25-85-88

مكتبة من الأصل



سكنا من الاحل

# ÉTRANGER

La situation dans les Républiques après l'effondrement du pouvoir central en URSS

## Ecrasante victoire des partisans de l'indépendance de l'Arménie

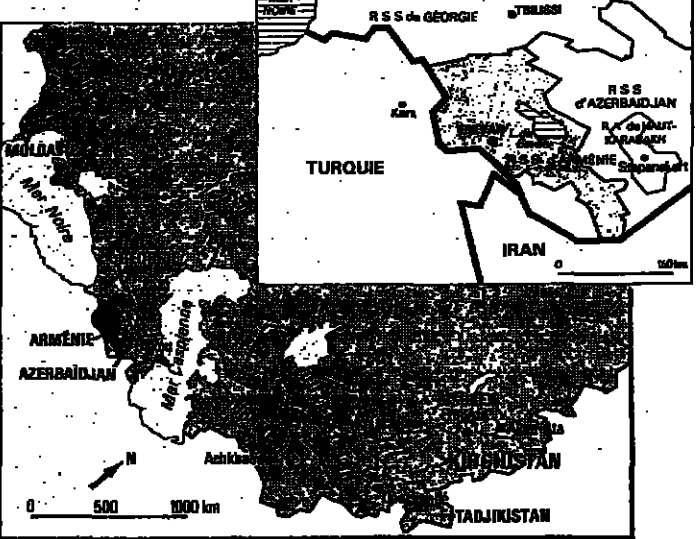
EREVAN  
de notre envoyé spécial

L'Arménie est indépendante. La plus petite, la plus fragile, la plus marquée par les fracas de l'histoire - mais la plus homogène aussi - des Républiques de la défunte URSS a voté samedi 21 septembre manuellement (c'est le mot) pour un nouveau destin : plus de 99 % des votants ont répondu « oui » au référendum ; 94 % des électeurs inscrits se sont déplacés, et il ne s'est trouvé que 4 152 personnes pour répondre « non ».

Si la victoire des « oui » était prévisible, nul n'imaginait qu'elle serait si limpide. Certains sondages ne laissent-ils pas entrevoir des scores beaucoup plus modestes ? Mais ces sondages, expliquait un député arménien, avaient été réalisés avant le putsch d'août. Depuis, tout a changé, nous n'avons plus peur.

Beaucoup en effet pensaient que de nombreux Arméniens se prononceraient contre l'indépendance par crainte de devoir affronter seuls les périls réels ou supposés qui guettent leur petite République : crainte de mesures de rétorsion du « centre » ; crainte des voisins turcs, iraniens ou azéris ; crainte d'être abandonnés par la Russie ; crainte, enfin, de ne pouvoir se sortir tout seuls du désastre économique actuel. Ainsi, ne pensait-on pas que de nombreux habitants des régions touchées par le séisme de décembre 1988 voteraient en majorité pour le « non » ?

Il n'en a rien été. Ainsi même le Catholicos Vazgen, premier « pape » de l'Eglise arménienne, dont l'attitude envers le régime soviétique a été pour le moins



ambiguë, se souvenait fort à propos d'un texte - « *voici que se lève cette étoile de la liberté* » - qu'il avait écrit... en 1928 !

Cette journée de référendum a d'abord été une journée de fête. De Tatiev à Hagepat et de Sardapat à Haghartzin, en passant par Moscou (six cents « oui ») sur 627 votants dans la communauté arménienne, ce ne fut que danses folkloriques, embrassades, chants traditionnels. Les femmes, peut-être un peu plus farcies que d'habitude, avaient mis leurs plus beaux vêtements et les hommes leur costume du dimanche. Cherchant ses mots, un vieillard dit maladroitement : « voter « oui »

c'est moral ». Ici, l'institutrice du village apporte les bulletins « oui » soigneusement dessinés par ses élèves. Là, le président d'un bureau de vote propose aux observateurs étrangers... de mettre un bulletin dans l'urne : « *Allez-y, nous avons confiance en vous* ».

Tous ont un cri du cœur : « *L'Arménie va enfin être libre* ». Ainsi, lorsqu'à 23 heures, les résultats furent proclamés dans l'ancien siège du Soviet suprême par le vice-président Babken Araktsian - et même si chacun, à ce moment-là, connaissait l'ampleur de la victoire des « oui » - il y eut quelques secondes de flottement, comme si toutes les personnes pré-

sentes dans la salle, des Arméniens de la diaspora venus de Los Angeles, de Beyrouth ou de Lyon, aux femmes de ménage, en passant par les militaires, sentaient que l'histoire d'un peuple était en train de basculer. Et puis les bouteilles de champagne furent ouvertes. Les députés du Congrès américain tinrent à être les premiers à féliciter les responsables arméniens et s'engagèrent à demander au président Bush de reconnaître le nouvel Etat.

Certes, il ne suffit pas d'un référendum, si écumonique soit-il, pour que l'indépendance soit effective. Il reste un long processus politique et diplomatique pour que l'Arménie rejoigne, par exemple, les pays belges au sein de l'ONU. La stratégie « légaliste » c'est-à-dire le respect des modalités prévues par la loi soviétique pour permettre à une République de sortir de l'URSS, adoptée par le président Levon Ter Petrossian, pourrait peut-être retarder l'entrée en vigueur de cette indépendance. Encore qu'il faille se demander ce que représente aujourd'hui la loi soviétique. Il faudra certainement que l'Arménie obtienne l'adoubement des grandes puissances, et d'abord de la Russie de Boris Eltsine.

D'ores et déjà, l'Arménie met en place ses structures politiques et, dans quelques semaines, aura lieu une élection présidentielle. Tout indique que Levon Ter Petrossian sortira vainqueur de ce scrutin, tant est grand son prestige dans le pays. Mais cela, c'est l'avenir, et comme il est difficile de parler de l'avenir dans un pays où les références au passé sont si intenses et permanentes.

JOSÉ-ALAIN FRALON

## La mission de conciliation dans le Haut-Karabakh représente un enjeu considérable pour M. Eltsine

Chaotique, émaillée d'incidents, difficile au point de paraître presque impossible, la mission de conciliation entreprise par Boris Eltsine et le président kazakh Nazarbaev pour tenter de trouver une solution au drame du Haut-Karabakh aura au moins un mérite : celui d'avoir eu lieu, et de montrer que les nouveaux hommes forts de l'ex-URSS sont conscients des responsabilités accrues que l'impuissance du « centre » (M. Gorbatchev) leur impose désormais.

MOSCOU

de notre correspondant

Retardée d'une journée par les ennus de santé du président russe, la mission entreprise vendredi dernier, et qui se poursuivait ce lundi 23 septembre se déroule en gros conformément au schéma initialement prévu. Les présidents russe et kazakh se sont d'abord rendus à Bakou pour entendre le point de vue des Azerbaïdjanais apparemment inquiets d'avoir le plus à perdre dans cette affaire. Il est en effet difficile d'imaginer qu'un début de solution ne passe pas au minimum par le rétablissement d'un statut d'autonomie pour ce Haut-Karabakh où la population est en majorité arménienne.

On crut même un moment que le voyage allait tourner court, l'agence d'information azerbaïdjanaise annonçant samedi que MM. Eltsine et Nazarbaev renonceraient à se rendre à Stepanakert, c'est-à-dire au cœur de la zone d'un conflit qui a tué près de mille personnes en trois ans.

Pourtant MM. Eltsine et Nazarbaev finirent bien par arriver dimanche matin dans la capitale du

Haut-Karabakh où des milliers d'Arméniens les attendaient depuis la veille. En fait, ils attendaient Boris Eltsine, accueilli sinon en sursaut, du moins, comme le proclamèrent les pancartes, en « espoir du Karabakh ». Car, tout naturellement, le président kazakh Nazarbaev apparaît dans ce voyage comme un contrepoids « musulman » destiné à montrer que la sensibilité azérie n'est pas négligée. Le président azerbaïdjanais Moulaliyev était venu lui aussi, puisque l'objectif était d'entamer un dialogue entre toutes les parties en présence, mais cette première tentative a échoué. Voyant que les drapeaux arméniens flottaient au-dessus des bâtiments publics de la ville, le président azéri a refusé de participer à la rencontre. De toute évidence, l'ambiance n'était ni au calme ni à la réconciliation : des reporters ont été frappés par une foule surexcitée et, fait beaucoup plus grave, un journaliste azéri a même été enlevé. Ce fut donc, selon l'expression de M. Eltsine, une visite « tumultueuse et complexe » mais les discussions avec les dirigeants locaux furent tout de même « constructives ».

Vint ensuite dans l'après-midi de dimanche l'étape d'Erevan, au milieu d'un impressionnant dispositif de sécurité. A son arrivée à l'aéroport, M. Eltsine a déclaré que, « sur une série de questions, les positions étaient concordantes ». Il était aussi « exclu », a-t-il ajouté, que le conflit « puisse être réglé au niveau du « centre » par le président Gorbatchev, car ce serait perdre comme une imixtion dans les affaires internes des Républiques ».

Rencontres à Jeleznovodsk

Mais la rencontre essentielle, celle où toutes les parties devaient essayer de lancer un long processus de négociation, s'est engagée lundi en terrain neutre à Jeleznovodsk, dans le territoire de Stavropol, c'est-à-dire de l'ancien « fief » de M. Mikhaïl Gorbatchev. Un Gorbatchev qui, dans toute cette affaire, brille par son absence - ce que n'ont pas manqué de souligner les deux médiateurs volontaires. On ne peut pas laisser couler le sang tandis que le « centre » ne fait rien, avait expliqué en substance M. Nazarbaev avant de s'enlever pour le Caucase. M. Eltsine à Stepanakert fut encore plus direct : « *Cela fait trois ans que Gorbatchev avait dit venir ici* ». Le président soviétique avait tenté de jouer un rôle en invoquant lui-même la question du Haut-Karabakh lors de la réunion, il y a une semaine, du Conseil d'Etat. Il préparait aussi un décret qui tendait à restituer à la région un statut particulier et à lui conférer une sorte d'administration provisoire. Mais le projet a déjà été très mal accueilli en Azerbaïdjan, et M. Nazarbaev lui-même, avant M. Eltsine, l'avait pratiquement enterré en déclarant qu'il violait les droits des autorités de Bakou.

Les chances de succès des présidents russe et kazakh restent fort minces en dépit de la « parfaite neutralité » proclamée par M. Eltsine. Il y a eu trop de morts, trop d'atrocités de part et d'autre pour que les esprits s'apaisent rapidement. De plus, la précédente mission entreprise par le président russe au sujet de l'Assistance du Sud (où la population locale refuse le joug géorgien) a été tout sauf un succès. Mais c'était avant que les événements d'août ne bouleversent le paysage soviétique et les rapports de force à Moscou. Même si MM. Eltsine et Nazarbaev n'obtiennent d'autre résultat que d'amorcer une négociation entre les parties, leur mission au Caucase sera peut-être la première d'une longue série. Qui d'autre que les dirigeants des principales Républiques pourrait en effet jouer le rôle de « superpompiers » volant et circonscrivant, sinon éteindre, les incendies qui couvent un peu partout, y compris sur les territoires russe et kazakh ? Un échec complet, par contre, augurerait fort mal de l'efficacité de l'étrange institution provisoire qui consacre la prééminence des dirigeants des Républiques.

JAN KRAUZE

## Le président de la Géorgie accepterait de nouvelles élections

Le président géorgien Zviad Gamsakhourdia a accepté la reprise des travaux du Parlement pour fixer de nouvelles élections, à la suite d'un week-end de tensions et d'affrontements qui a fait trois morts, selon l'agence Tass, dont un opposant qui s'est immolé par le feu. Mais l'opposition, qui s'est emparée du bâtiment de la télévision et bénéficie du soutien de gardes nationaux bien armés, réclame toujours la démission du président.

La journée de lundi 23 septembre s'ouvrait à Tbilissi sur une promesse arachnée au président Zviad Gamsakhourdia de réunir le parlement pour examiner l'organisation de nouvelles élections. Mais il n'est pas certain que cette concession tardive suffise à faire baisser la tension en Géorgie après les violents affrontements de la nuit de samedi à dimanche, qui ont fait, selon l'agence Tass, trois morts et une quarantaine de blessés. Parmi ces trois premiers, victimes des semaines d'agitation qui ont ébranlé cette République caucasienne, figure un médecin de trente-sept ans, M. Givi Abashvili, qui s'est immolé par le feu sur l'avenue Rustaveli en criant « *bas Gamsakhourdia* !. A bas la dictature ! ».

Superstition du patriarche

La tension était véritablement montée samedi soir, lorsque des milliers de manifestants défilèrent, dont le président Guia Tchavtavadze a été arrêté, ont tenté d'entraîner une grève de la fin, sur les marches du Parlement, domaine réservé des manifestations en faveur du président. Ils ont été violemment dispersés par les forces de l'ordre et plusieurs personnes ont été arrêtées. Mais quelques heures plus tard, plus de 10 000 manifestants de l'opposition se sont rendus à leur tour devant le Parlement, alors que les quelques milliers de sympathisants de M. Gamsakhourdia s'attardaient aux barricades de l'opposition érigées à l'autre bout de l'avenue. Les affrontements ont progressé rapidement, détruisant au passage les bureaux de deux partis d'opposition et incendiant des voitures. Mais la police géorgienne n'est pas intervenue et les armes à feu n'auraient pas été utilisées.

Les manifestants de l'opposition se sont alors regroupés dimanche autour de l'immeuble de la télévision, dans lequel l'ancien premier ministre Tengiz Sigua, devenu un des leaders de l'opposition, a pé-

## Poursuite du blocus en Moldavie

La tension est encore montée d'un cran en Moldavie où les Moldaves roumanophones indépendantistes s'opposent aux russophones pro-soviétiques. Les autorités tentent de calmer le jeu. Le président moldave s'est employé à démentir les « spéculations » sur une réunification de la Moldavie et de la Roumanie qui effraient les russophones. Le Soviet de la zone russophone a voté la fin du blocus des trains, mais l'occupation des voies ferrées « jusqu'à la libération de tous les députés » russophones arrêtés par les Moldaves pour soutien au coup d'Etat, nous a déclaré dimanche soir une des organisatrices du mouvement.

Au cours de la nuit de jeudi à vendredi dernier, un incident a fait échouer le marchandage. Alors qu'il se trouvait à Tiraspol, le vice-ministre de l'intérieur moldave, M. Constantin Antoc a été victime d'une tentative d'enlèvement par un russophone. Ce dernier qui portait une arme sur lui a été arrêté, précise l'agence officielle moldave Moldovapress. Des coups de feu ont été tirés selon la porte-parole du Dniestr, joint par téléphone.

Même si le président moldave jouait récemment nécessaire « de prendre des mesures concrètes pour liquider ces foyers de tension inter-ethniques », M. Mircea Snegur, élu dimanche 8 décembre, a tenté samedi de rassurer les russophones

dave et Tiraspol, la ville bastion des russophones à l'est de la Moldavie.

Afin d'entamer des négociations, le Soviet de la « République russeophone du Dniestr » avait voté le 20 septembre la levée du blocus ferroviaire qui paralyse depuis plus de quinze jours l'économie moldave. Mais malgré la libération par Kichinev d'un élu local, le comité des femmes continue l'occupation des voies ferrées « jusqu'à la libération de tous les députés » russophones arrêtés par les Moldaves pour soutien au coup d'Etat, nous a déclaré dimanche soir une des organisatrices du mouvement.

Au cours de la nuit de jeudi à vendredi dernier, un incident a fait échouer le marchandage. Alors qu'il se trouvait à Tiraspol, le vice-ministre de l'intérieur moldave, M. Constantin Antoc a été victime d'une tentative d'enlèvement par un russophone. Ce dernier qui portait une arme sur lui a été arrêté, précise l'agence officielle moldave Moldovapress. Des coups de feu ont été tirés selon la porte-parole du Dniestr, joint par téléphone.

Même si le président moldave jouait récemment nécessaire « de prendre des mesures concrètes pour liquider ces foyers de tension inter-ethniques », M. Mircea Snegur, élu dimanche 8 décembre, a tenté samedi de rassurer les russophones

BUCAREST

de notre correspondant


M. Mikhaïl Gorbatchev a demandé en fin de semaine que les différends ethniques et territoriaux soient résolus par le dialogue, particulièrement en Géorgie et en Moldavie. Dans cette petite République du sud-ouest de l'URSS où s'opposent les Moldaves indépendantistes roumanophones et la minorité russophone pro-soviétique, les autorités de plusieurs cantons tentent sans grand succès d'ouvrir le dialogue malgré la montée de la tension entre Kichinev, la capitale mol-

qui craignent une future « roumanisation ». Il a qualifié de « campagne hystérique et antipopulaire » les « spéculations des séparatistes » selon lesquelles la Moldavie allait être réunifiée avec la Roumanie. Cela ne correspond pas à la « politique officielle » de Kichinev, a-t-il affirmé, bien que la réunification à moyen terme constitue la ligne officielle des autorités moldaves.

Des officiers soviétiques de Tiraspol ont fait savoir qu'en cas de tentative de déblocage par la force des voies ferrées, ils se rangeraient du côté de la garde nationale du Dniestr, jusqu'à décréter la mobilisation. Ces officiers avaient déjà affirmé qu'ils refuseraient d'évacuer le territoire du Dniestr en cas de départ de l'Armée rouge de Moldavie.

En visite officielle à Bucarest, le président turc Turgut Ozal a pris d'autre part vendredi la défense de la minorité gagauze (Turcs orthodoxes) du sud de la Moldavie dont les leaders communistes et pro-soviétiques sont eux aussi détenus à Kichinev, soulignant qu'en mars dernier il n'avait pas rencontré secrètement mais au contraire officiellement le président gagauze M. Stepan Topal, actuellement sous les verrous. Le président turc a déclaré publiquement que « la Moldavie devrait avoir une attitude plus souple vis-à-vis des Gagauzes ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET



# MICHEL ALBERT

Michel Albert  
CAPITALISME  
CONTRE  
CAPITALISME

In-dis-pen-sa-ble.  
Jean-Pierre Elkabbach / Europe 1

Michel Albert a un don : celui de dégager de leurs gangues de vrais problèmes et de les soumettre, une fois épurés, au jugement de ses contemporains.

Jacques Lesourne / Le Monde

Collection L'Histoire Immédiate dirigée par J.-C. Guillebaud. 120 F

Editions du Seuil

## Etat d'urgence au Tadjikistan

Le Parlement du Tadjikistan a instauré lundi 23 septembre l'état d'urgence sur tout le territoire de cette République d'Asie centrale soviétique, à la suite de la suspension annoncée dimanche de l'activité du Parti communiste de la république, a indiqué l'agence Tass.

La décision de suspendre les activités du PC et de nationaliser tous ses biens avait été prise par un décret du président par intérim du Tadjikistan, M. Kadredine Astanov, qui a été amené lundi à donner sa démission. Le PC tadjik s'était transformé samedi, lors d'un congrès extraordinaire, en Parti socialiste. - (AFP)

## EUROPE

YUGOSLAVIE : en réponse aux demandes du président croate

## Le revirement des chefs de l'armée fédérale a permis un nouvel accord de « cessez-le-feu absolu »

BELGRADE

de notre correspondante

Après avoir annoncé, samedi 21 septembre, que l'armée fédérale « avait été contrainte de déclencher de grandes opérations militaires » contre la République de Croatie, qui « ignore totalement le dernier accord de cessez-le-feu signé le 17 septembre à Igalo en présence du médiateur européen lord Carrington », le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijević, a accepté dimanche matin de négocier avec les autorités croates un nouvel accord de cessez-le-feu absolu.

Dans un communiqué diffusé en début d'après-midi, le ministre général Kadijević a ordonné « à tous les commandements et à toutes les unités de l'armée fédérale sur le territoire de Croatie d'interrompre toute opération et tout mouvement de troupes et d'assurer un cessez-le-feu absolu à 15 heures, le 22 septembre ». De son côté, le président de Croatie, M. Franjo Tuđman, sommant les forces armées croates de faire de même et ordonnant aux pouvoirs locaux d'assurer le ravitaillement normal de toutes les casernes fédérales sur le territoire de la République de Croatie.

## « Rompre les ponts »

Le ministre fédéral de la défense a donc fini par céder aux sollicitations pressantes du président croate en vue d'une trêve. Le général Kadijević avait pourtant rejeté le premier appel de M. Tuđman en accusant « le régime croate d'utiliser les méthodes oustachies et une propagande digne de celle de Goebbels (...) pour rompre les ponts entre Serbes et Croates (...) et entraîner la majorité des citoyens de Croatie dans de sanglants conflits inter-ethniques ».

Persévérant, M. Tuđman avait lancé un deuxième appel samedi soir, dans lequel il précisait les conditions du cessez-le-feu, conditions acceptées dans leurs grandes lignes dimanche matin par le général Kadijević.

Dans un communiqué officiel diffusé dimanche à 22 heures, le ministre fédéral de la défense a dressé la liste des attaques menées par les forces croates contre les unités ou les casernes fédérales après l'échec du cessez-le-feu. Se gardant de tirer la moindre conclusion, le général Kadijević sommant les autorités croates de faire respecter l'accord.

Dans le même temps, le président croate estimait à la télévision de Zagreb que « le cessez-le-feu représentait une victoire de la politique croate vers une Croatie souveraine ». Reconnaissant pour la première fois que, parmi les siens, « il y en avait qui refuseraient une solution pacifique », M. Tuđman a appelé ces derniers à comprendre que « la Croatie doit parvenir à son indépendance et à sa souveraineté pacifiquement et avec le moins de victimes possible ».

Reste à savoir, une fois de plus, si les appels de M. Tuđman seront entendus et s'il a les moyens de faire pression sur les forces les plus radicales, très présentes parmi les commandements locaux de la garde nationale croate.

S'il est encore difficile d'expliquer le revirement du général Kadijević, l'insistance de M. Tuđman pour parvenir au plus vite à une trêve témoigne de la crainte de la Croatie face aux menaces réelles d'une offensive de grande ampleur de l'armée fédérale : le haut commandement militaire fédéral avait donné, la semaine dernière, l'ordre de mobilisation partielle.

Cette mesure, prise sans consultation des autorités civiles fédérales, s'était traduite par d'immenses déploiements de troupes et d'armement aux frontières de la Croatie. Certaines unités de réserve provenant de Serbie avaient même déjà pénétré sur le territoire croate, notamment à l'est en Slavonie.

## Les craintes de la Bosnie-Herzégovine

L'appel des réservistes en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro et en Serbie, a provoqué de vives réactions dans la République de Bosnie. Le président du gouvernement, M. Jure Pelivan, a condamné la mobilisation des réservistes de cette République, la qualifiant d'« illégale », alors que la situation est de plus en plus tendue dans cette République où cohabitent Serbes, Croates et Musulmans. Les autorités de Bosnie ont, pour prévenir de nouveaux troubles, mobilisé les réservistes de la police et ordonné samedi le retrait immédiat des troupes provenant de Serbie et du Monténégro.

Les unités mobilisées au Monténégro avaient en effet entrepris une incursion sur le territoire de Bosnie, se déplaçant en Herzégovine jusqu'à Mostar pour empêcher une attaque éventuelle

des forces armées de Croatie contre les installations militaires fédérales de cette ville. Face à la présence de soldats monténégrins dans ces régions à majorité croate et musulmane, la panique s'était emparée des habitants. Bien que le président du Monténégro, M. Bulatović, fidèle allié du président de Serbie M. Milosevic, ait pleinement approuvé la mobilisation, l'opposition de cette petite République du sud de la Yougoslavie a été nette.

Selon plusieurs témoignages, il semblerait par ailleurs que l'incorporation des réservistes au Monténégro se soit faite en partie par la force. En Serbie, la situation est plus complexe puisque le nombre d'insoumis a été compensé par le

nombre de volontaires. Bien qu'aucune information officielle ne permette d'évaluer l'ampleur de la mobilisation de ces derniers jours en Serbie, les milieux étudiants de Belgrade estiment qu'il s'agit d'une véritable mobilisation générale.

Alors que les médias serbes s'efforcent de convaincre les gens de s'enrôler comme volontaires, plusieurs manifestations de réservistes et de leurs familles ont eu lieu ce week-end, en l'occurrence à la caserne de Velika Plana où plusieurs centaines de réservistes ont refusé de quitter la Serbie, ou bien à Novi Sad, où un millier de parents ont appelé à la démobilisation.

FLORENCE HARTMANN

## Une reculade de Zagreb

Suite de la première page

Au petit matin, dimanche, les Croates apprennent la chute d'une ville, Petrijina, située à une soixantaine de kilomètres au sud-est de Zagreb et surtout à une douzaine de kilomètres seulement du centre industriel de Sisak, dont la raffinerie et l'aciérie font une position stratégique d'une extrême importance pour la Croatie.

Dimanche matin, donc, le pessimisme était à son comble lorsque deux nouvelles sont venues atténuer légèrement l'impression de défaite : la prise de deux casernes recelant un arsenal important, l'une à Zadar, sur la côte dalmate - plus de vingt camions d'armes y ont été repérés, selon l'agence croate Hina - et l'autre à Varazdin, à 70 kilomètres au nord de Zagreb. Les militaires fédéraux de cette dernière ville, sur la route menant à la frontière hongroise, se sont retirés, permettant aux Croates de récupérer un bien inestimable : des chars, par dizaines selon des sources croates.

Mais ces nouvelles ne parvenaient pas à faire passer le goût de « petites capitulations » vaines (selon l'expression d'un historien responsable d'un institut d'études sur les pays de l'Est) laissé par les tentatives malheureuses du président Tuđman de faire admettre une trêve par Belgrade. Surtout, elles ne pouvaient dissiper aisément le sentiment que plus rien ne pourrait arrêter l'armée, et certains allaient jusqu'à envisager une « occupation » au moins provisoire de la Croatie. « Tuđman a offert deux petites capitulations mais les

Serbes veulent une capitulation totale », estimait ainsi cet historien, M. Daniel Ivin.

Ces « deux petites capitulations », ce sont les deux lettres que le président croate a envoyées vendredi soir et samedi au général Kadijević. Dans la première, M. Tuđman proposait au ministre fédéral de la défense deux gestes simultanés : que ce dernier ordonne à ses troupes de cesser tout mouvement et toute action offensive, tandis que lui-même ordonne la levée du blocus (eau, électricité et vivres) des casernes.

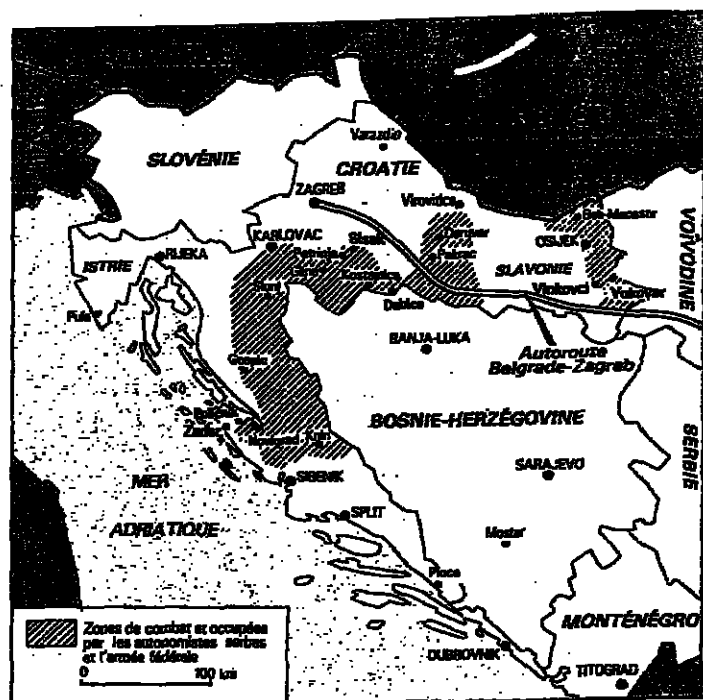
## Recul

de la direction croate

Dans sa réponse, le général Kadijević refusait de fait la simultanéité et, tout en se déclarant « toujours prêt à la négociation », exigeait que les conditions d'un cessez-le-feu soient d'abord observées par la garde nationale croate, à laquelle il reprochait d'avoir enlevé trente-deux casernes. Samedi, le président Tuđman est revenu à la charge, proposant de nouveau au général Kadijević d'ordonner simultanément cessez-le-feu et levée du blocus des casernes.

Cette fois-ci, c'est une déclaration tonitruante du général Kadijević, annonçant une « opération décisive », qui lui a répondu.

Vingt-quatre heures plus tard, toutefois, les combattants croates saucissonnaient et fumaient tranquillement, à découvert, devant la caserne de Borongaj, là où un peu plus tôt, à l'heure même à laquelle la trêve devait être en vigueur, ils étaient encore embusqués derrière



sacs de sable et murs de béton, tandis que les affrontements autour de cette même caserne, de 13 heures à 14 h 30 et une alerte aérienne déclenchée à 14 h 55 et levée près d'une heure plus tard, avaient jeté tout Zagreb dans les sursis.

Entre-temps est tombée la nouvelle de l'accord intervenu directement à 11 h 50, lors d'une conversation téléphonique entre le président Tuđman et le général Kadijević, aux termes duquel le premier a ordonné aux forces croates de « cesser toute attaque et mouvement et de respecter un cessez-le-feu total » dimanche à partir de 15 heures, ainsi que la reprise de l'approvisionnement des casernes fédérales « en eau, vivres, électricité et médicaments ». De son côté, le ministre de la défense a ordonné à l'armée de cesser toutes ses opérations et d'appliquer un cessez-le-feu total. En outre, « après l'application de cet accord sur un véritable cessez-le-feu, des négociations seront engagées sur la mise en œuvre de toutes les obligations contenues dans l'accord signé à Igalo le 17 septembre 1991 ».

Entre-temps, le président croate a tenu à affirmer dans une déclaration télévisée que la Croatie ne renoncera pas à sa politique d'indépendance et que l'accord passé avec l'armée ne représentait pas un compromis. Il a également évoqué la possibilité de bombarder d'autres villes pour justifier son appel au cessez-le-feu, estimant que la Croatie avait frôlé la guerre totale.

Il est néanmoins clair que Zagreb, en réclamant aussi instamment une trêve et en étant forcé de lever le blocus des casernes, a opéré un spectaculaire recul et signifié l'échec de la nouvelle politique de défense plus « agressive » que par le passé, mise au point il y a une dizaine de jours par le gouvernement de M. Tuđman.

Une « nouvelle tactique » dont on faisait grand cas ici et dont le blocus des casernes fédérales constituait le point essentiel. Plutôt que d'affaiblir l'armée, comme on l'espérait à Zagreb, le siège des casernes a déclenché une escalade - offensive, démonstration de force impressionnante et mobilisation massive des réservistes serbes - à laquelle les forces croates ne pouvaient faire face en raison d'une infériorité criante.

La dernière et grosse erreur de M. Tuđman, estime M. Ivin, aura été d'ordonner le blocus et l'attaque des casernes, qui ont touché directement la fierté des soldats. Ceux-ci ne pouvaient accepter une telle humiliation.

## Un incident révélateur

Dans les milieux officiels croates en revanche, on met l'accent sur le « revirement » du général Kadijević, pour l'imputer aux « faiblesses » qui se seraient fait jour au sein de certaines unités de l'armée fédérale. On cite ainsi la facilité et la rapidité avec lesquelles les officiers de Varazdin auraient eux des hommes de troupe désobéissants, qui n'avaient d'autres ressources que de se rendre.

Les événements de ces deux derniers jours n'ont pas moins fait apparaître de profondes et dangereuses divisions en Croatie entre les partisans d'une trêve et ceux pour qui un cessez-le-feu dans l'état actuel des choses friserait la capitulation.

Un incident survenu dans la nuit de samedi à dimanche, en

pleines tractions entre M. Tuđman et l'armée fédérale, est révélateur de ce climat. Le vice-président du Parti du droit, formation d'extrême droite dotée d'une force militaire importante, qui se bat aux côtés de la garde nationale, M. Ante Paradžić, a été tué par la police dans des conditions controversées. Selon le ministre croate de l'Intérieur, un policier a tiré sur la voiture de la victime, alors que celle-ci avait refusé de s'arrêter à un barrage.

Des coups de feu auraient même été tirés de la voiture sur les policiers, dont un aurait été blessé. La version fournie par un cadre de ce parti (dont le directeur Ante Pavelić fut vice-président avant la deuxième guerre mondiale) contredit totalement cette thèse : présent dans la voiture, M. Ivan Orzanić assure que celle-ci s'est arrêtée à tous les barrages disposés sur la route empruntée pour rejoindre Zagreb. Au dernier barrage, dans l'est de la ville, raconte M. Orzanić, un policier s'est légèrement incliné et a posément tiré sur le véhicule immobile, sans rien avoir demandé à ses occupants.

## « Pas de compromis possible »

Ante Paradžić a été tué sur le coup et le chauffeur blessé au bras. Assis à l'arrière, M. Orzanić est sorti indemne. « Je ne peux pas dire que c'est un meurtre mais c'en est tout près », estime ce responsable du Parti du droit, précisant avoir compris qu'un impact de balles sur la voiture. Pourtant, affirme-t-il encore, le Parti aide le régime de M. Tuđman, pour qui il a appelé à voter. Mais le Parti du droit n'est pas avare de critiques contre le gouvernement croate, dont M. Orzanić estime qu'il « porte beaucoup mais ne fait rien ». Il ne croit pas, dimanche matin, son hostilité à un cessez-le-feu, qu'il serait « naïf et stupide d'accepter, alors qu'une grande partie du pays (la Croatie) est occupée ».

« Il n'y a pas de compromis possible sur la question de l'indépendance » et « la seule voie possible est de se battre », juge M. Orzanić, pour qui se rendre équivaut à un suicide. Le milieu de ce parti - intégré à la garde nationale, mais ayant son propre commandement, selon M. Orzanić - est de celles dont la mission de l'information, M. Branko Salaj, disait récemment qu'elle devait se soumettre au pouvoir et intégrer totalement la garde nationale ou s'exposer à être désarmée. Elle est de ces groupes sur lesquels les autorités croates semblent n'avoir qu'un contrôle très réduit, de ces formations bien armées qui se trouvent le plus souvent en première ligne et auxquelles certains, à Zagreb, attribuent une nette propension à ignorer les trêves.

D'autre part, l'accord de cessez-le-feu actuel n'a été conclu qu'entre l'armée fédérale et les autorités croates, laissant les mains libres aux irréguliers serbes, dont la conduite prouve assez la valeur qu'ils accordent habituellement aux trêves et qui ont toujours nié, publiquement, marcher la main dans la main avec les militaires dans leur guerre de conquête.

Excès d'optimisme ou attitude de garanties solides, Zagreb a, pour quelques heures, dimanche soir, retrouvé son visage des nuits ordinaires, ses lampadaires et ses illuminations. Et ce, malgré une fusillade au fin d'après-midi, à proximité de la gare centrale, qui a fait souffler un vent de panique justifiant les pronostics les plus sombres sur les chances de survie de cet éphémère cessez-le-feu.

YVES HELIER

## Aux Nations unies

## La France va présenter un projet de résolution établissant une « force d'urgence »

La France s'appuie à solliciter l'appui de l'ONU pour l'établissement d'une « force d'urgence » qui serait chargée de « vérifier, superviser et confirmer un cessez-le-feu, selon la formule préparée par le Quai d'Orsay ».

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Les consultations au sujet de la Yougoslavie ont commencé, dimanche 22 septembre, avec l'arrivée à New-York des ministres des affaires étrangères des pays membres du Conseil de sécurité. Recevant des journalistes, le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, a estimé que la situation yougoslave était « très malsaine ». En tant que président du Conseil de sécurité pour le mois de septembre, la France souhaite présenter un projet de résolution « ordonnant » un cessez-le-feu en Yougoslavie.

Selon des diplomates occidentaux, la France souhaite l'adoption d'une résolution en vertu du chapitre 7 de la charte des Nations unies. Les décisions prises sous ce chapitre sont contraignantes et peuvent être adoptées « à tous les moyens, y compris la force ». Toutes les résolutions concernant l'invasion du Koweït par l'Irak avaient été adoptées en vertu de

ce chapitre. Faisant allusion aux conséquences des combats pour les pays de la région, et à la menace pour la paix et la sécurité internationales, le projet de texte français devrait « ordonner », selon la formule du ministre, un arrêt « immédiat » des hostilités et apporter son soutien aux efforts pour la paix engagés par la Communauté européenne, notamment l'envoi d'observateurs sur le terrain.

Mais, selon Paris, ceux-ci ne suffisent pas à la tâche, et la France, en tant que présidente du Conseil, désirerait également l'établissement d'une « force d'urgence » mandatée par l'ONU.

## Une idée « flexible »

La France demanderait au secrétaire général des Nations unies d'engager des consultations avec les États membres de la Communauté européenne et les États susceptibles de contribuer à l'établissement de la paix. Comme mesure d'accompagnement, l'éventuelle résolution déciderait un « embargo » sur toutes les livraisons d'armes à la Yougoslavie.

L'idée de la France de faire passer cette résolution au Conseil de sécurité est « pour le moins ambiguë, mais flexible » selon M. Dumas. Au cours d'une première séance de consultations à quinze, jeudi, seules l'Autriche et la Belgique ont appuyé l'initiative

de Paris (Le Monde daté 22-23 septembre). Les Britanniques sont demeurés « très prudents », en se déclarant préoccupés du sort des militaires envoyés sur un terrain dangereux.

Les Britanniques font état de l'expérience des officiers anglais venus conseiller Tito durant la guerre des partisans contre les Allemands. Pour Londres, l'armée yougoslave reste une armée de partisans, et les Britanniques comparent le rôle éventuel des « casques bleus » en Yougoslavie à celui de leurs soldats en Irlande du Nord. Selon eux, il faudrait envisager une force substantielle - le nombre de trente mille hommes a été mentionné - pour assurer cette mission dangereuse, alors que lors de la récente réunion de La Haye on parlait de quatre mille à cinq mille hommes seulement.

## Réticences américaines évolution soviétique

La position des Soviétiques a évolué. Très réservés jeudi, ils apparaissent désormais prêts à soutenir directement l'initiative française, selon certains diplomates qui ont rencontré M. Boris Pankine, le ministre soviétique des affaires étrangères. « Il est très favorable à l'idée de la France d'une ingérence internationale en Yougoslavie », confiait un diplomate.

Les Américains, qui s'étaient gardés de commenter le projet

français, se disent aujourd'hui préoccupés de devoir « s'engager dans ce guépard ». Ils craignent notamment qu'on leur demande de fournir des troupes. La Chine, membre permanent du Conseil de sécurité avec droit de veto, s'est montrée, selon des diplomates, très réticente. L'Inde trouve l'idée d'une force d'interposition en Yougoslavie « inacceptable ».

M. Roland Dumas a demandé « un peu d'audace » de la part des membres du Conseil, en ajoutant : « La communauté internationale ne peut pas se déclarer impuissante face à la guerre civile en Yougoslavie ». Un précédent a notamment été établi avec la résolution 688 - présentée par les Français - qui avait permis l'envoi de forces à l'intérieur de l'Irak pour protéger les Kurdes.

Au moment de sa présentation au Conseil, les réactions occidentales étaient semblables à celles qui prévalent en ce moment à propos de la Yougoslavie. Mais après plusieurs jours de consultations, l'attitude américaine ayant évolué, la résolution 688 avait été adoptée.

Les consultations bilatérales ont été entamées dès dimanche par la diplomatie française, et le ministre espère obtenir une réunion formelle du Conseil au sujet de la Yougoslavie avant son départ de New-York, « jeudi ou vendredi ».

AFSANÉ BASSIR POUR

مكتبة من الأصل



## EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : alors que la tension s'accroît entre Prague et Bratislava

### Le Parlement slovaque est saisi d'une « déclaration de souveraineté »

Le Conseil national slovaque, le Parlement de Bratislava, devait se prononcer par un vote, lundi 23 septembre, sur une « déclaration de souveraineté » de la Slovaquie. Cette initiative a été précédée, jeudi, d'une manifestation nationaliste de vingt mille Slovaques, alors que les relations entre Prague et Bratislava sont de plus en plus tendues. Aux revendications nationales slovaques, attisées par le contexte soviéto-yougoslave, s'ajoutent des divergences sur la réforme économique.

Le 13 septembre, trente-quatre personnalités, parmi lesquelles M. Vladimír Mečiar, premier ministre slovaque jusqu'à avril dernier et actuellement, selon les sondages, l'homme le plus populaire de Slovaquie, et l'acteur Milan Knazko, héros slovaque de la « révolution de velours », député et ancien conseiller du président Havel, ont créé un Comité pour la Slovaquie souveraine. Craignant un éclatement de la fédération tchéco-slovaque, plusieurs intellectuels tché-

ques, à l'initiative de Pavel Tigrid, ont à leur tour lancé, la semaine dernière, une pétition pour défendre « l'Etat commun des Tchèques et des Slovaques », tandis que d'autres appels unitaires circulent.

Jusqu'ici, un seul petit parti, le Parti national slovaque, demande l'indépendance de la Slovaquie. Des deux principaux partis slovaques, l'un, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique, auquel appartiennent MM. Mečiar et Knazko, s'est fait largement

l'écho de la revendication nationale sans pour autant prôner un véritable séparatisme, et le second, le Mouvement chrétien-démocrate du premier ministre Jan Černogurský, entretient des positions assez ambiguës. Dans un entretien accordé au « Monde », M. Milan Knazko, qui participait ce week-end à Die (Drôme), avec la Nouvelle Alternativa, à un colloque sur les nationalismes en Europe centrale, décrit le cheminement de cette déclaration de souveraineté et ce qu'elle implique.

### Un entretien avec M. Milan Knazko, ancien conseiller du président Vaclav Havel

« Si la déclaration de souveraineté est adoptée, quelle sera la prochaine étape ? »

— Il s'agit d'abord de proclamer notre souveraineté, puis d'élaborer une constitution slovaque, avant d'entamer des discussions sur un traité avec la République tchèque et d'organiser alors un référendum. Mais ce traité, nous voulons le négocier en tant que partenaire souverain, nous voulons qu'il ait un caractère international et non pas qu'il soit avalé par la Constitution. Ainsi, lors du référendum, il faut que la question posée soit claire, que les gens sachent sur quelle structure d'Etat commun ils sont appelés à se prononcer. Notre mouvement est plutôt en faveur d'une confédération, où la Slovaquie déléguerait des compétences à des organes communs.

« Le problème slovaque existe, il est naturel, il est issu du droit des nations. Il ne faut pas se fermer les yeux. Depuis 1918, il revient comme un boomerang, car il n'a jamais été sérieusement réglé. Les différents accords supposés le faire, en 1918, en 1946, en

1968, n'ont pas été appliqués. Si on ne résout pas ce problème maintenant, on le retrouvera dans trois ans, dans cinq ans, en plus violent. A qui cela sert-il ? De toutes façons, c'est un processus qui ne s'arrêtera pas.

« Je voudrais prendre un exemple : j'étais d'avis qu'il fallait un acte de jugement des hauts responsables communistes, qu'ils soient condamnés à 1 223 ans de prison, quitte à ce qu'on les libère trois semaines après pour raisons de santé ou à cause de leur âge, mais il fallait un acte qui tienne lieu de purification, au lieu de s'embourber, comme cela se passe maintenant, dans la recherche des petits collaborateurs de la STB [police politique communiste tchécoslovaque]. L'absence de cet acte de justice a engendré une grande frustration. Eh bien, c'est la même chose pour la souveraineté de la Slovaquie : même si les Républiques tchèque et slovaque ne sont souveraines que quelques secondes et qu'après on recommence à vivre ensemble, il faut en passer par là.

— Vous déplorez une mauvaise image de marque du nationalisme slovaque en Occident. Comment l'expliquez-vous ?

— Il y a l'image de l'Etat slovaque (1) pendant la guerre. Mais je n'accepte à aucun prix une culpabilité collective pour cette période, et je refuse d'avoir honte pour quelques politiciens. Il y a eu ensuite le paternalisme tchèque, qui s'est répandu dans les médias étrangers : les Slovaques ne peuvent pas garantir la démocratie,

seuls les Tchèques peuvent le faire. Au nom de quoi ? Comment les Tchèques peuvent-ils nous donner des leçons de droit des citoyens, eux qui ont expulsé trois millions de gens (2) ? Il faut cesser de douter des Slovaques !

— En novembre 1989, lorsque vous meniez la « révolution de velours » à Bratislava avant de devenir conseiller du président Havel, pensiez-vous que les choses prendraient cette tournure ?

— Non, jamais. J'étais naïf. J'ai quitté mon poste de conseiller de Havel lorsque j'ai compris que Prague ne s'intéressait pas au problème slovaque. Le 6 janvier 1990 [tout de suite après son investiture], Havel est allé en Slovaquie. Ensuite, je lui ai dit chaque jour : va en Slovaquie. Mais il a fallu attendre le 23 mai — à part une visite-éclair pour l'anniversaire de Stefanik [dirigeant historique] — pour qu'il y retourne. Je ne voulais pas jouer le rôle du Slovaque du château, alors je suis parti,

en juin 1990. Entre Prague et Bratislava, cela a été une détérioration graduelle. Pourtant, en 1989, il y a eu une révolution à Prague et une à Bratislava. Tout cela n'était pas dirigé. Le fait qu'il se soit passé des choses parallèles à Prague et à Bratislava prouve combien nous sommes proches... »

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN

(1) L'Etat fasciste slovaque avait été créé par Hitler en 1939.

(2) Allusion à l'expulsion des Sudètes après la guerre.

GRANDE-BRETAGNE : épilogue d'une célèbre affaire d'espionnage

### John Cairncross était bien le « cinquième homme »

LONDRES

de notre correspondant

Cette fois, plus de doute, c'est lui : John Cairncross est bien le fameux « cinquième homme », et son identification devrait mettre fin à l'une des plus vives controverses sur les affaires d'espionnage de l'après-guerre. Il était le chaînon manquant, celui qui devait un jour ou l'autre rejoindre Kim Philby, Sir Anthony Blunt, Guy Burgess et Donald MacLean, tous recrutés à l'université de Cambridge, dans les années 30, par les Soviétiques.

C'est son « agent traitant », l'ex-colonel du KGB Yuri Modin, qui vient d'en faire la révélation. John Cairncross, âgé aujourd'hui de soixante-deux ans, coule une retraite paisible en France. L'année dernière, il avait démenti être le « cinquième homme ». Après la dénonciation de son ancien patron, il ne nie plus.

Il est vrai que les affirmations de Yuri Modin peuvent être prises au sérieux : c'est lui qui, le 25 mai 1951, avait organisé la fuite en Union soviétique de MacLean et Burgess. Modin était arrivé à Londres en 1947. Jeune attaché à l'ambassade soviétique, il faisait partie des diplomates chargés de suivre les activités de ce réseau de cinq espions britanniques travaillant pour le compte de Moscou, et qui étaient regroupés sous le nom de « Ring of Five ». C'est à cette époque qu'il fit la connaissance de Cairncross, alors fonctionnaire à l'administration du Trésor. Cairncross avait gagné ses lettres de noblesse d'espion quelques années plus tôt, au cours de la seconde guerre mondiale.

Il était alors employé à l'Ecole du chiffre et des codes de Bletchley, et, grâce à lui, les Soviétiques avaient obtenu des informations essentielles concer-

nant l'activité de la Luftwaffe (l'aviation allemande), peu avant la défaite infligée aux Allemands par les Russes, lors de la bataille de Koursk, en 1943. Mais après le départ de Burgess et de MacLean, Cairncross devint lui aussi suspect, et il quitta la Grande-Bretagne, en 1951.

#### « Une pure coïncidence »

S'il admet aujourd'hui être l'un des « cinq », John Cairncross dément avoir été un espion important, comme Burgess ou Philby. Après la guerre, assure-t-il, il n'a fourni aucune information importante à Yuri Modin. « Je lui donnais des informations à l'époque pour aider les alliés des Britanniques — les Russes — à gagner : c'était des renseignements sur les Allemands. »

Yuri Modin a, de son côté, démenti que les « cinq » constituaient un véritable « réseau », voire une cellule communiste : « Ils travaillaient tous indépendamment les uns des autres. Il me semble que c'est cette erreur [à propos des liens entre les cinq espions] qui explique pourquoi les investigations du MI 5 [services secrets britanniques] en 1951 concernant les « cinq » ont été si longues. »

Les révélations de Yuri Modin, qui, lui aussi, profita, à Moscou, de sa retraite, contredisent la thèse soutenue par Oleg Gordievsky, agent double du KGB employé par les Britanniques qui s'est réfugié à Londres il y a six ans. Gordievsky, dont la femme et les enfants ont été autorisés à quitter l'URSS il y a huit jours, avait dénoncé Modin comme le « cinquième homme ». Il affirmait que les « cinq » constituaient un réseau organisé. Or, selon Modin, le fait que tous aient fait leurs études à Cambridge était une « pure coïncidence ».

LAURENT ZECCHINI

■ BULGARIE : manifestation monarchiste. — Dans un discours enregistré et diffusé au cours d'une manifestation de plusieurs milliers de monarchistes, dimanche 22 septembre à Sofia, l'ex-roi Siméon II a appelé les Bulgares à voter pour

la démocratie aux élections législatives du 13 octobre. L'ancien roi, qui vit en exil à Madrid, a dénoncé l'« illégitimité » du référendum de 1946 en faveur de la République et a demandé un nouveau référendum. — (AFP.)

## OUVERT, C'EST MIEUX !



La semaine prochaine, tous les décideurs européens comprendront pourquoi.

digital™

## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : le voyage de M. Strauss-Kahn à Pretoria

## Le secrétaire général de l'ANC demande aux industriels français de patienter avant d'investir dans le pays

« Vos investissements pourraient perturber le processus en cours dans notre pays. Attendez notre signal. » Par ces quelques mots, le secrétaire général de l'ANC, M. Cyril Ramaphosa, a semé la confusion parmi les chefs d'entreprise français accompagnant à Pretoria le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn. L'ambassade de France avait pourtant bien fait les choses en organisant, le 20 septembre, un dîner-débat autour de cette étoile montante de la future Afrique du Sud, point-à-point promise à une destinée présidentielle. Pour cet homme de Soweto menacé d'expulsion il y a encore dix-huit mois, ce n'était pas rien que de se retrouver à Pretoria, la ville des Boers, en compagnie de son épouse, devant une assemblée de Blancs impassibles et parfois assoupis.

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

M. Ramaphosa a rappelé la condition des Noirs dans ce pays où 87 % de la terre et l'essentiel de la richesse leur échappent. Il parla de sa maison natale de Soweto, un logement de deux pièces - « qui existe encore » - de la dramatique pénurie d'habitations, de cette famille qui ne put enterrer son enfant dans la terre ancestrale parce qu'elle appartenait aux Blancs depuis le vote du *land act*, en 1913. Sous le regard des observateurs noirs de l'ambassade, visiblement fascinés, le jeune leader de l'ANC affirma ensuite que l'actuel gouvernement de l'Afrique du Sud n'était « pas qualifié pour conduire le changement ».

Avec tact mais fermeté, M. Cyril Ramaphosa n'a laissé planer aucune ambiguïté : ni les investissements étrangers, fussent-ils français, ni le soutien du FMI ou de la Banque mondiale par le biais de crédits ne sont, pour

l'heure, attendus. Il faudra au préalable que l'apartheid soit mort et bien mort. « Préparez-vous. Vous êtes les bienvenus, a répété le poulain de M. Nelson Mandela. Mais attendez notre signal. » Cet avertissement a tranché avec un discours économique assez modéré, teinté de prudence, de pragmatisme et parfois d'incompétence avouée lorsqu'un chef d'entreprise demanda, par exemple, à M. Ramaphosa, son avis sur le contrôle des prix. Selon lui, d'éventuelles nationalisations porteraient sur l'eau et l'électricité ; il conviendrait de « décartelliser », par une législation anti-trust, les quatre grands conglomérats (Anglo-American, Anglo-Vaal, Seaboard, Liberty Life) qui contrôlent l'activité minière, industrielle, financière de l'Afrique du Sud. L'économie mixte, avec la coexistence de secteurs public et privé, serait un modèle à suivre.

Dans l'entourage de M. Ramaphosa, on tentait de décoder le discours du représentant de l'ANC sans parvenir à dissiper totalement

le malaise. Quelques heures plus tôt, devant la Chambre de commerce d'Afrique du Sud, le ministre français avait incité les industriels à venir renforcer leur position dans ce pays jugé prometteur. Le soir même, un leader de l'ANC sur orbite vers le pouvoir leur demandait aimablement de patienter.

La France et ses représentants sont-ils venus trop tôt ? L'accord signé entre le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) et le groupe minier GENCOR est-il prématuré ? « Nous ne sommes pas dans la ligne que souhaiterait l'ANC », reconnaissait M. Strauss-Kahn, mais nous ne sommes pas liés à la volonté de cette organisation. Alors que la France, à la demande expresse de M. Mandela, maintient un embargo charbonnier hautement symbolique, certains industriels auraient aimé sentir davantage d'encouragements de la part de M. Ramaphosa.

« Profiter de la vague montante »

Tous n'étaient pas de cet avis. « Si son propos a fait peur aux chefs d'entreprise il faut changer de chefs d'entreprise », confiait l'un d'eux, soulignant que la position de l'ANC était connue et restait inchangée. Le moment est bon pour venir. Il faut profiter de la vague montante. Dans un an, ce sera trop tard. Un point de vue repris par le représentant de Matignon : « Il faut séparer la politique de l'économie. On reproche souvent aux entreprises françaises d'arriver en retard sur les marchés. Cette fois, elles anticipent ».

L'exposé de M. Ramaphosa a eu au moins le mérite de corriger la vision par trop idyllique d'une Afrique du Sud moderne donnée peu avant aux hommes d'affaires par l'Industrial Development Company (IDC), un organisme blanc chargé de promouvoir l'investissement. A grand renfort de courbes, l'IDC laissait entendre qu'il y avait de l'argent à gagner dans la nouvelle Afrique du Sud. Le leader de l'ANC a su trouver les mots pour montrer que son pays n'était pas l'Eldorado annoncé, les cours de l'or - qui représente le tiers des recettes d'exportation - ayant d'ailleurs beaucoup baissé en dix ans.

Avant de s'envoler vers Le Cap pour le week-end, M. Strauss-Kahn et les industriels avaient de quoi méditer. On évoquait l'implantation possible de BSN dans les produits laitiers et la bière, l'accord de principe entre la SNECMA et le groupe ARMSCOR pour la maintenance des moteurs d'avion, et le rachat de l'assureur Sun Life par l'UAP. Bull, après une année de préparation, annonçait l'ouverture récente d'un bureau à Johannesburg. « Si les entreprises veulent s'installer en Afrique du Sud, elles n'ont pas besoin d'un ministre », concluait son représentant. Mais la visite de M. Strauss-Kahn a permis de clarifier la position de la France. Elle était partie. Elle revient. L'arme au pied.

ÉRIC FOTTORINO

anglais, allemand, espagnol, italien, russe...

ENVOI GRATUIT LANGUES ÉTRANGÈRES

Avec Langues &amp; Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues.

Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance. Programmes langue générale, langue des Affaires. INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE

Documentation et Tests gratuits :

LANGUES &amp; AFFAIRES - Soc 5211 - 35 rue Collange 92303 Paris-Levallois - Tél. (1) 42.70.81.38

## ASIE

PHILIPPINES : semblant renoncer à son projet de référendum

M<sup>re</sup> Aquino se rallie à l'idée d'une évacuation progressive des bases américaines

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

La présidente Corason Aquino a fait marche arrière dans l'épreuve de force qui l'oppose au Sénat philippin à propos de la présence militaire américaine dans l'archipel. Elle a souhaité, dimanche 22 septembre, que les sénateurs trouvent un compromis sur les délais dans lesquels les États-Unis évacueraient la base aéronavale de Subic.

Le Sénat ayant refusé, le 16 septembre, de ratifier le traité sur le renouvellement du bail américain à Subic, M<sup>re</sup> Aquino avait menacé d'organiser un référendum populaire sur la question. Cette mise en cause des prérogatives constitutionnelles du Sénat risquait de plonger le pays dans une grave crise politique. « Je veux qu'il soit clair que je n'ai, à aucun moment, envisagé de violer la Constitution », a-t-elle dit, dimanche, au cours de son interview radiodiffusée hebdomadaire.

Les douze sénateurs qui ont voté contre le traité proposent aujourd'hui qu'un délai de trois ans, sans compensations, soit accordé aux États-Unis pour se

retirer de Subic. Les onze sénateurs qui ont voté pour demandent que ce délai soit porté à sept ans et que la flotte et l'aviation américaines conservent, par la suite, le libre accès à la base aéronavale. Tout en appuyant cette deuxième proposition, M<sup>re</sup> Aquino a souligné que les sénateurs parviennent à un compromis.

En d'autres termes, il est beaucoup moins question de s'accrocher à un projet de référendum qui risquait, de toute façon, d'être jugé anticonstitutionnel par la Cour suprême. Le débat porte, désormais, moins sur une remise en selle du traité, qui prévoyait d'accorder un nouveau bail de dix ans aux forces américaines avec un loyer annuel de 203 millions de dollars, que sur l'organisation de leur départ.

Les Américains emploient à Subic quelque quarante mille Philippines. Un retrait précipité aggraverait la crise économique dans une région où l'éruption du mont Pinatubo a déjà eu pour conséquence un quart de million de sans-logis. « Nous ne parlons plus traité nouveau, mais retrait », a résumé M<sup>re</sup> Aquino. Si tel est le cas, les esprits vont se calmer et un compromis est concevable.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## A TRAVERS LE MONDE

BOLIVIE

Une visite de M. Alain Vivien

Deux accords entre la France et la Bolivie ont été « mis au point », dimanche 22 septembre, à l'issue d'une visite de deux jours de M. Alain Vivien, secrétaire d'État aux affaires étrangères, à La Paz. L'un porte sur le transfert des investissements français, que Paris entend favoriser dans ce pays, et l'autre vise à éviter la double imposition en France et en Bolivie. Le secrétaire d'État a par ailleurs salué la politique « courageuse et extrêmement intelligente » du gouvernement de La Paz contre le trafic de stupéfiants. La France apporte un appui technique et financier à des programmes de prévention menés en Bolivie, second producteur mondial de coca et de cocaïne-basée. M. Vivien a conclu à La Paz une visite de huit jours en Amérique latine, qui l'avait conduit auparavant en Uruguay et au Paraguay. - (AFP.)

ETHIOPIE

Un dirigeant érythréen accuse l'Arabie saoudite et la France d'entretenir des troubles

Lors d'un entretien accordé, vendredi 20 septembre, à Addis Abeba, à un groupe de journalistes éthyopiens, le secrétaire général du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE),

M. Issayas Afewerki, a accusé l'Arabie saoudite et la France d'entretenir des troubles dans le nord et l'est de l'Erythrée (ainsi que dans le sud de l'Erythrée). Selon le dirigeant érythréen, ces troubles sont le fait de groupes « financés par le gouvernement saoudien » et sont « entretenus par le biais de la France ». Mais il n'a fourni aucune précision permettant d'évaluer ces accusations.

C'est la première fois que le FPLE, qui gouverne « provisoirement » la province nordiste, depuis la chute du président Mengistu, il y a quatre mois, porte publiquement de telles accusations. Des affrontements armés sont signalés régulièrement dans l'est de l'Erythrée, et plus particulièrement dans les régions frontalières avec la Somalie et Djibouti (où sont basées des troupes françaises). - (AFP.)

MAROC

Plus de cent prisonniers de droit commun ont été graciés

Le roi Hassan II a gracié cent dix-neuf prisonniers, à l'occasion de la fête du Mouloud (anniversaire de la naissance du Prophète), a annoncé, samedi 21 septembre, à Rabat, le ministre de la Justice. Les bénéficiaires de ces nouvelles mesures de grâce n'ont pas été identifiés, mais la tradition veut que seuls des prisonniers de droit commun soient concernés, lors des fêtes nationales. Au total, plus de cinq mille quatre cents prisonniers de droit commun ont été relâchés, depuis le début de l'année, a précisé le ministre de la Justice.

Les autorités restent muettes sur le sort des détenus politiques du régime de Tazmamart, dont la destruction a été officiellement annoncée à la fin de la semaine dernière (le Monde du 22-23 septembre). Toutefois, selon les Comités de lutte contre la répression au Maroc, l'épouse américaine du lieutenant Berek Touil, emprisonné à Tazmamart depuis 1973, aurait reçu notification de la libération de son mari. Mais cela « ne signifie pas que cette libération soit effective », soulignent les Comités. - (AFP, AP, Reuters.)

Un « code de conduite » en discussion

## L'armée serait disposée à se déclarer impartiale

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Les Forces de défense sud-africaines (SADF) seraient prêtes à devenir une véritable armée apolitique, selon la presse dominicale. Le *Sunday Star* estime, en effet, dans son édition du 22 septembre, que le « code de conduite » des SADF, actuellement en discussion entre le gouvernement et le Congrès national africain (ANC), après la signature d'un accord de paix, la semaine dernière, devrait se baser sur le principe occidental de « citoyen en uniforme ».

Chaque soldat deviendrait donc légalement responsable de ses actes et aurait pour devoir de désobéir aux ordres contraires à la Constitution. Ce qui, théoriquement, selon le journal, devrait éviter la création de structures clandestines au sein de l'armée et empêcher de futures tentatives de coups d'État militaires, que ceux-ci

soient fomentés par la gauche ou par la droite. Des dispositions rendant les nouvelles SADF responsables devant la Constitution - et non plus devant le parti politique au pouvoir, comme c'est encore le cas aujourd'hui - pourraient libérer l'armée de cette réputation, fâcheuse mais fondée, qui la fait considérer comme l'« aile militaire du Parti national » (NP), au pouvoir depuis 1948.

Ce projet de code de conduite, élaboré au sein même de l'armée, a été soumis, par le gouvernement, à l'ensemble des participants aux négociations de paix. L'ANC aurait réagi de manière plutôt « favorable », selon le *Sunday Star*, qui souligne cependant que l'organisation de M. Nelson Mandela exige aussi la « démantèlement de toutes les cellules spéciales » des SADF et souhaite que soient créés un poste de médiateur et une commission de la défense nationale dépendant tous deux du Comité national pour la paix.

Mais les positions du gouvernement et de l'ANC ne devraient pas tarder à se rapprocher, estime le *Sunday Star*.

Toutefois ce code de conduite, tel qu'il est présenté, ne fait pas l'unanimité au sein de l'armée. Le nouveau ministre de la Défense, M. Rolf Meyer, nommé en remplacement du général Maguau Malan, à la fin du mois de juillet, a déjà éprouvé la résistance des officiers supérieurs. Il lui reste à franchir l'obstacle de la troupe. Les soldats, depuis des années, participent aux opérations de maintien de l'ordre et de répression, dans tous les ghettos noirs d'Afrique du Sud. La plupart d'entre eux, qui vivent mal la transformation du pays de l'apartheid en une « nouvelle Afrique du Sud, démocratique et non raciale », ne cachent pas leur sympathie pour les groupuscules d'extrême-droite, fondamentalement racistes.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ ALGERIE : prochaine levée de l'état de siège. - L'état de siège sera levé le 29 septembre, a-t-on appris, dimanche 22 septembre, de source officielle à Alger. Instauré le 5 juin, pour mettre un terme à l'agitation déclenchée par le Front islamique du salut (FIS), l'état de siège a été marqué par des vagues de répression massive, au cours desquelles de nombreux militants et dirigeants du FIS - dont MM. Abassi Madani et Ali Benhadj - ont été arrêtés et emprisonnés. - (AFP.)

□ MALI : un référendum constitutionnel sera organisé le 1<sup>er</sup> décembre. - Le chef de l'État, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, a annoncé, samedi 21 septembre, à Bamako, l'organisation d'un référendum sur la Constitution, le 1<sup>er</sup> décembre. En revanche, il n'a pas précisé les dates des élections municipales, législatives et présidentielle, qui devraient être organisées avant le 20 janvier, moment fixé par les militaires pour remettre le pouvoir aux civils. - (AFP.)

□ ZAIRE : l'Eglise catholique se retire de la Conférence nationale. - L'Eglise catholique a annoncé, samedi 21 septembre, qu'elle se retirait de la Conférence nationale, en attendant que celle-ci puisse démontrer « sa volonté de devenir un forum pour la réconciliation, la vérité et la démocratie ». Ouverte début août et consacrée à un programme de réformes politiques, la conférence a été marquée par de nombreux incidents et plusieurs échauffourées. Elle a, de nouveau, suspendu ses travaux, vendredi soir. - (AFP, Reuters.)

Plus vite, moins cher !

1000 véhicules en stock permanent.

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !

NEUBAUER

vend et loue des PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

ECHANGES CULTURELS :  
Le Caire réclame l'Obélisque,  
Paris propose la Pyramide du Louvre.

France inter

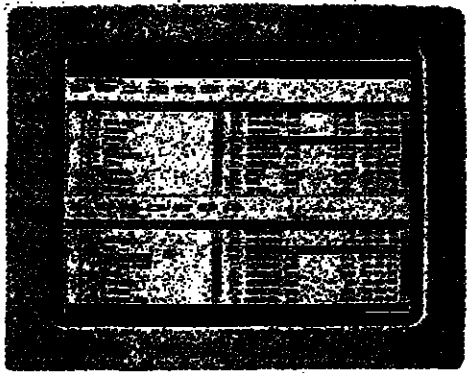
ECOUTEZ, ÇA N'A RIEN A VOIR

LE VRAI  
FAUX JOURNAL  
12h  
Claude Villers

مكتبة من الأصل

# Nouveau Microsoft MS-DOS 5.0: votre micro va se sentir rajeunir pour moins de 790 F. ttc.\*

Rajeunir! Retrouver l'énergie et la souplesse de la jeunesse, c'est ce que va pouvoir réaliser votre plus fidèle allié: votre micro. C'est pour lui que Microsoft lance aujourd'hui la Mise à Jour MS-DOS 5.0



conçue pour les systèmes d'exploitation des micros IBM PC, PS/2 et compatibles.

Bien que la mémoire conventionnelle de votre PC soit loin d'être défailante, lui en donner plus lui permettra d'accueillir des applications à court de mémoire ou de repousser les limites de taille de fichiers. Sur un PC 80286 ou i386™, MS-DOS 5.0 augmente ainsi la mémoire disponible d'au moins 45 Ko dans la plupart des configurations.

MS-DOS 5.0 dispose d'un centre de contrôle totalement renouvelé à partir duquel peuvent être exécutées toutes les commandes DOS. Ce "Shell" MS-DOS, avec son interface à menus déroulants et son support complet de la souris, constitue un environnement beaucoup plus convivial que la célèbre ligne de commande DOS.

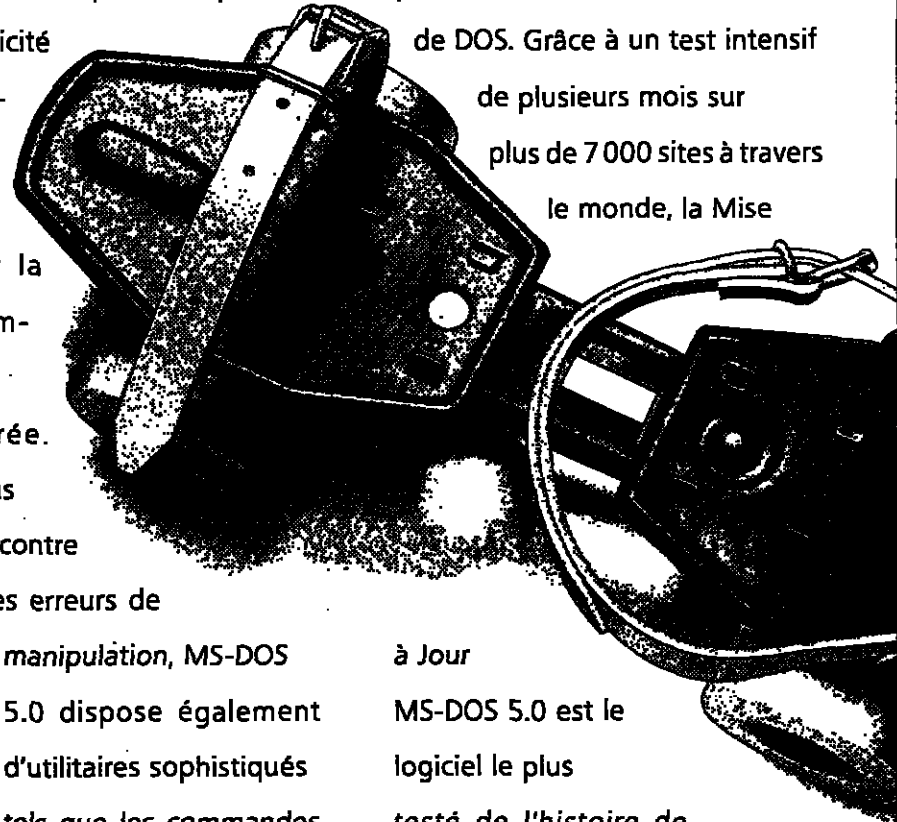
Avec MS-DOS 5.0, Microsoft s'est attaché à rendre les manipulations les plus courantes à la fois simples et performantes. Ainsi, un système complet d'aide est accessible à tout moment, soit

par le menu dans le "Shell", soit en une seule instruction à la ligne de commande. Dans le Gestionnaire de Fichiers, répertoires et fichiers se présentent sous forme d'une arborescence d'icônes. Ainsi, pour déplacer un fichier, il suffit de déplacer son icône avec la souris ou d'ouvrir une simple boîte de dialogue.

Le Gestionnaire de Programmes permet de regrouper les applications en fonction de votre propre organisation. Et, avec la nouvelle fonction de Commutation de Tâches, vous pouvez charger puis mettre en attente plusieurs applications sans qu'il soit nécessaire de les fermer pour passer de l'une à l'autre.

L'ancien éditeur de ligne "Edlin"

est remplacé par un nouvel éditeur pleine page à menus déroulants "Edit" Succédant à l'interpréteur GW-Basic, le MS-DOS QBasic est un langage de programmation Basic moderne qui offre rapidité et simplicité aux utilisateurs intéressés par la programmation structurée. Pour vous garantir contre toutes les erreurs de



manipulation, MS-DOS 5.0 dispose également d'utilitaires sophistiqués tels que les commandes "Undelete" (récupération de fichiers effacés), "Unformat" (annulation de formatage de disque), ou encore la fonction de reformatage rapide d'une disquette.

Enfin, la Mise à Jour MS-DOS 5.0 est si facile à installer (quelle que soit votre version antérieure de MS-DOS à partir de la 2.10) que vous pourrez remettre à niveau chaque PC de votre parc en un clin d'œil. L'installation peut même se faire à travers le réseau lors d'une session de connexion. De plus,

le package de Mise à Jour dispose d'une procédure de désinstallation vous permettant de retrouver, si besoin était, votre configuration initiale équipée de votre ancienne version de DOS. Grâce à un test intensif de plusieurs mois sur plus de 7 000 sites à travers le monde, la Mise

à Jour MS-DOS 5.0 est le logiciel le plus testé de l'histoire de l'informatique avant sa mise sur le marché. Toutes les configurations matérielles et logicielles possibles ont été envisagées pour offrir une fiabilité maximale à votre configuration.

La Mise à Jour Microsoft MS-DOS 5.0 est maintenant disponible chez votre revendeur habituel.

Pour toutes informations complémentaires, appelez le Service Clients au (1) 69 86 46 46 ou tapez 3616 code Microsoft.

Microsoft, 91957 Les Ulis cedex et à Infomart La Défense - Stand N°276 niveau 2.



**Microsoft**

LES LOGICIELS QUI DONNENT DES AILES.

\* Sans taxes, carte, livraison. Prix public conseillé de la mise à jour MS-DOS 5.0 est une marque déposée d'Inter Corporation. IBM est une marque déposée d'International Business Machines.

LE VRAI  
FAUX JOURNAL  
12h  
Claude Vialon



## PROCHE-ORIENT

La réunion du parlement de l'OLP à Alger

## M. Arafat cherche à avoir les mains libres face au processus engagé par les Etats-Unis

Le Conseil national palestinien (CNP-Parlement en exil) devait s'ouvrir, lundi 23 septembre à Alger, dans une atmosphère tendue, non seulement en raison de l'importance de la principale échéance à venir : la conférence de paix que tente de mettre sur pied le secrétaire d'Etat américain James Baker, à propos de laquelle les Palestiniens sont divisés, mais aussi à cause des critiques internes sur le fonctionnement de l'organisation, qui devraient conduire à de nombreux changements au sein des organes dirigeants de l'OLP.

ALGER

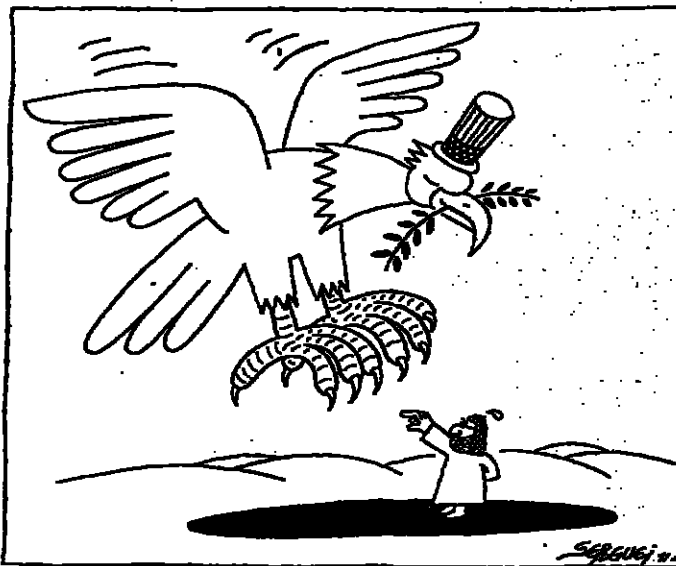
de notre envoyée spéciale

S'il ne faut pas attendre de cette réunion, qui devrait durer six jours, une décision claire et précise sur la participation ou non des Palestiniens à l'éventuelle conférence de paix, le CNP devra toutefois se prononcer sur les grandes lignes d'une politique que sera chargée d'appliquer, à la lumière des évolutions en cours, un Comité exécutif renouvelé. En fait, en réunissant ce conseil à quelques semaines de la date toujours prévue pour la conférence, M. Yasser Arafat cherche avant tout un nouveau mandat pour avoir les mains libres dans les discussions avec le secrétaire d'Etat américain. Si le chef de l'OLP bénéficie d'une majorité au sein du CNP, la bataille sera dure entre les différentes composantes de la centrale palestinienne, qui évaluent très différemment les résultats des tournées de M. Baker.

La lutte interne devrait être

d'autant plus sévère que, depuis les concessions faites au dernier CNP en novembre 1988, c'est-à-dire l'acceptation de la résolution 242 et de la coexistence d'un Etat palestinien avec Israël, le chef de l'OLP a peu de résultats à faire valoir. De plus, la prise de position de la direction palestinienne dans la guerre du Golfe a considérablement affaibli l'OLP, qui a perdu le soutien de nombre de pays arabes, aujourd'hui beaucoup plus réceptifs aux encouragements américains. L'absence des intégristes musulmans de Hamas, bien implantés dans les territoires occupés et rejetant tout compromis politique, comme celle du Front du salut national palestinien (FSNP-coalition de formations palestiniennes pro-syriennes) également hostile aux concessions, devrait faciliter la tâche de M. Arafat. Malgré l'importance de l'enjeu — ou à cause de celle-ci — à la veille de l'ouverture des débats, aucun accord politique minimal entre les factions n'a pu être obtenu et chacun fourbit ses armes dans la perspective de débats qui promettent d'être houleux. Car si, du côté de M. Yasser Arafat, on estime « insuffisantes mais positives » les propositions de M. Baker, le chef du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), M. George Habache, nous affirmait pour sa part, dimanche soir, qu'il opposait « un refus total et catégorique au plan américain » et qu'il « soulignerait devant le CNP la nécessité de rejeter ce projet qui n'est ni de paix ni de solution mais de reddition et de liquidation de la cause palestinienne ».

M. Habache a toutefois exclu un retrait de son organisation du CNP, tout en admettant que la direction du FPLP débattait de la possibilité de se retirer du Comité exécutif de l'OLP si celui-ci, plus tard, conseillait ou acceptait qu'une



délégation palestinienne participe à la conférence de paix. Cette décision « aurait des conséquences destructrices pour l'OLP et pour sa direction, qui perdrait 50 % de sa crédibilité au sein des masses », affirme M. Habache. A défaut de faire totalement prévaloir son point de vue, le FPLP va se battre pour obtenir le rejet d'une délégation commune jordan-palestinienne, seule solution retenue par les Etats-Unis et en faveur de laquelle, selon M. Habache, d'énormes pressions sont exercées sur l'OLP à la fois par « le président égyptien Hosni Moubarak, [par] la Jordanie et [par] les marionnettes arabes des Etats-Unis ». Pour être moins intransigente, la position de fond du FDLP de M. Nayef Hawatmeh (Front démocratique de libération de la Palestine) reste jusqu'à main-

tenant une position de refus des « assurances américaines » qui, selon M. Hawatmeh, ne répondent à aucune des « garanties » réclamées par la centrale palestinienne.

« MM. Bush et Baker sont sérieux »

Face à ces positions dures, M. Arafat va sans doute faire valoir que l'OLP a déjà obtenu des améliorations de la part de M. Baker et qu'il est d'autant plus nécessaire de poursuivre le « dialogue » que l'administration américaine actuelle est la moins pro-israélienne de l'histoire. Un de ses conseillers, M. Bassam Abou Charif, affirme : « Nous croyons que MM. Bush et Baker sont sérieux pour l'organisation d'une conférence de paix basée sur la légalité inter-

naionale, soit les résolutions 242 et 338 qui stipulent la fin de l'occupation israélienne sur les territoires arabes occupés et les résolutions relatives au droit légitime du peuple palestinien. » La « nouvelle lettre » que M. Baker a donnée vendredi à Arafat à M. Arafat, représentant des territoires occupés, comporte selon M. Bassam Abou Charif des réponses « positives même si certaines questions liées au refus répété de Shamir et du gouvernement israélien d'échanger les territoires contre la paix demandent plus de clarification et de confirmation » de la part des Etats-Unis. La centrale palestinienne voudrait, à l'égard du retrait israélien des territoires occupés, un engagement ferme de la part de Washington et non la seule promesse de faire tout son possible. Un tel engagement faciliterait, selon M. Abou Charif, la solution de problèmes jusque-là insurmontables. « Ce qui nous intéresse, dans la représentation palestinienne, c'est le fond et non la forme. L'OLP a le droit de désigner un ou plusieurs Palestiniens à ces négociations, mais l'essentiel n'est-il pas que celles-ci soient fondées sur la légalité internationale, soit la fin de l'occupation ? Le gel de la construction de colonies dans les territoires occupés a-t-il été un signe positif pour le sérieux de l'engagement vers une solution du conflit qui pourrait se refléter sur plusieurs questions de détails y compris la composition de la délégation palestinienne. » Le gel de la colonisation à Jérusalem-est, c'est-à-dire la reconnaissance concrète de l'occupation, pourrait ainsi résoudre le problème du refus israélien de la participation d'un Palestinien originaire de Jérusalem. Reste que, pour l'instant, les Etats-Unis n'ont pris aucun engagement à cet égard, M. Baker affirmant au contraire que ce problème des colonies

devrait être débattu à la conférence. L'évaluation du sérieux des intentions américaines va sans aucun doute diviser les Palestiniens, et le discours que le président George Bush doit prononcer ce lundi à l'ONU est déjà très attendu.

Hormis cette question politique fondamentale, M. Arafat va devoir aussi affronter les critiques de plus en plus nombreuses sur le fonctionnement de l'organisation. La guerre du Golfe a eu des conséquences dramatiques pour nombre de Palestiniens et a accru la malaise d'une organisation qui aborde dans les plus mauvaises conditions une phase décisive de son histoire. La démission de membres, et non des moindres, du CNP (le Monde du 20 septembre), en est une illustration. Mais, conscient de ce fait, le chef de l'OLP a, semble-t-il, pris les devants en laissant entendre qu'il allait profondément renouveler les organes dirigeants de l'OLP pour apporter du sang neuf à la tête de la centrale. Les divisions de ses adversaires devraient lui aussi lui faciliter le travail. Cependant, il ne fera sans doute pas l'économie d'un débat toujours en cours sur la nécessité ou non de constituer un gouvernement en exil.

La substitution au sein du CNP de la règle de l'unanimité en faveur de celle de la majorité devrait permettre à M. Arafat une nouvelle fois de faire prévaloir son point de vue même s'il faut s'attendre pendant ces débats à nombre de surenchères. Un de ses meilleurs atouts pourrait bien être la poursuite de l'intransigence israélienne, face à laquelle il tentera de faire admettre les bénéfices qu'il pourrait y avoir, pour les Palestiniens, à ne pas endosser la responsabilité de l'échec des efforts américains.

FRANÇOISE CHIPAUX

IRAK : malgré les menaces américaines

## Bagdad refuse le survol « sans conditions » de son territoire par des hélicoptères de l'ONU

Bagdad n'a pas remis l'acceptation « écrite et sans conditions » exigée par le Conseil de sécurité afin de permettre à des missions d'inspection de l'ONU de survoler le territoire irakien pour s'assurer de la destruction effective des armes non conventionnelles (chimiques, nucléaires, balistiques et bactériologiques). Un refus qui obligera sans doute les Nations unies à prendre des dispositions plus contraignantes à l'égard de l'Irak.

NEW-YORK

de notre correspondant

Lors d'un entretien, dimanche 22 septembre, avec l'ambassadeur de France aux Nations unies, M. Jean-Bernard Mérimée, président du Conseil durant le mois de septembre, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein, a simplement évoqué la possibilité d'utiliser des hélicoptères mais sans préciser dans quelles conditions. Jusqu'à présent Bagdad a imposé des restrictions aux patrouilles des agents de l'ONU et notamment la présence d'officiers irakiens à bord des appareils.

Tout en réaffirmant la volonté de son pays de « coopérer pleinement avec les organisations internationales », M. Ahmed Hussein a clairement affirmé que l'Irak était seul responsable de sa « souveraineté et de sa sécurité internationale ».

## Une escalade supplémentaire

Des diplomates occidentaux ont indiqué qu'il s'agissait d'un refus de collaboration lourd de conséquences, étant donné que les précédentes résolutions et, notamment, la 678, qui a autorisé l'intervention de la coalition armée pour libérer le Koweït, restaient applicables, à tout moment, tant que l'Irak ne se serait pas conformé pleinement à la totalité

des exigences du Conseil de sécurité. Quelques heures auparavant, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait pourtant fait preuve d'un relatif optimisme en déclarant, à New-York, à propos du dossier irakien, que « les choses avancent, semble-t-il, à bonne allure », espérant que « la sagesse prévaudra du côté irakien ». Le ministre a toutefois rappelé que « la France, qui a pris sa part dans le conflit, n'a pas de raison de se dérober dès lors qu'il y aurait un manquement de droit dans l'exécution des décisions du Conseil de sécurité ». Cet aveu, à peine voilé, intervient après la menace plus directe formulée la semaine dernière par M. George Bush. Ce dernier avait envisagé un recours à la force et l'escorte des hélicoptères de l'ONU par des avions américains au cas où Bagdad ne céderait pas.

Ces derniers temps, les entraves mises aux différentes missions d'inspection de l'ONU et, plus récemment, l'absence d'un accord formel de l'Irak aux conditions posées par l'ONU pour la vente d'une partie de son pétrole à des fins humanitaires étaient interprétées comme la volonté de tester la détermination du Conseil de sécurité et des Américains. A présent, le refus de l'Irak au sujet du survol de son territoire représente une escalade supplémentaire risquant de conduire à une reprise des hostilités.

SERGE MARTI

Les troupes occidentales autorisées à rester trois mois de plus en Turquie. — Le gouvernement turc a annoncé, samedi 21 septembre, que les troupes occidentales stationnées sur son sol pour protéger les Kurdes irakiens d'une attaque de Bagdad, et qui devaient partir à la fin septembre, resteraient trois mois de plus. La prolongation de la présence alliée dans la région intervient après des menaces américaines de recourir à la force si l'Irak ne coopère pas avec les délégations de l'ONU chargées d'inspecter ses armes de destruction massive. — (Reuter.)

LIBAN

## L'attribution d'un prix littéraire à M. Salman Rushdie pourrait retarder la libération des otages

Dans une interview à la BBC, Cheikh Hussein Moussoui, le chef du Hezbollah libanais (pro-iranien), a averti que la remise d'un prix littéraire à l'écrivain Salman Rushdie, la semaine dernière, pourrait retarder la libération des otages britanniques, MM. Jack Mann et Terry Waite.

Selon Cheikh Moussoui, les musulmans ont été « irrités » par l'apparition publique de l'écrivain à Londres pour recevoir le prix de la Gulde des écrivains de Grande-Bretagne récompensant son dernier roman, une œuvre pour enfants.

Il a exigé une clarification immédiate du gouvernement britannique sur son rôle dans l'attribution du prix. Salman Rushdie avait été condamné à mort par les religieux iraniens pour la

publication des *Versets sataniques*, livre jugé blasphématoire par les intégristes de l'islam. — (AFP.)

■ **TURQUIE** : cinq Occidentaux libérés par des rebelles kurdes. — Cinq Occidentaux enlevés le 30 août par des hommes armés dans la province turque de Bingöl ont été libérés dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 septembre. Les cinq hommes, des archéologues, avaient été capturés alors qu'ils recherchaient les vestiges de l'arche de Noé. Les autorités turques attribuent la responsabilité de cet enlèvement au Parti des travailleurs du Kurdistan, organisation indépendantiste en lutte contre le gouvernement d'Ankara depuis août 1984. — (AFP.)

## L'ÉTAT DU MONDE 1992

Annuaire économique et géopolitique mondial



Le seul annuaire qui offre un diagnostic à la fois politique et économique sur tous les États du monde. Le plus complet, le plus fiable, le plus lu.

270 articles inédits rédigés par 130 spécialistes, 43 pages de cartes, 75 pages de tableaux statistiques, 90 bibliographies, présentant plus de 800 références, 14 chronologies thématiques, un index de plus de 3000 entrées, des dessins de Plantu...

Le dossier de l'année : "Le fait national en question".

LA DÉCOUVERTE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCES ET MÉDECINE

هكذا من الأصل

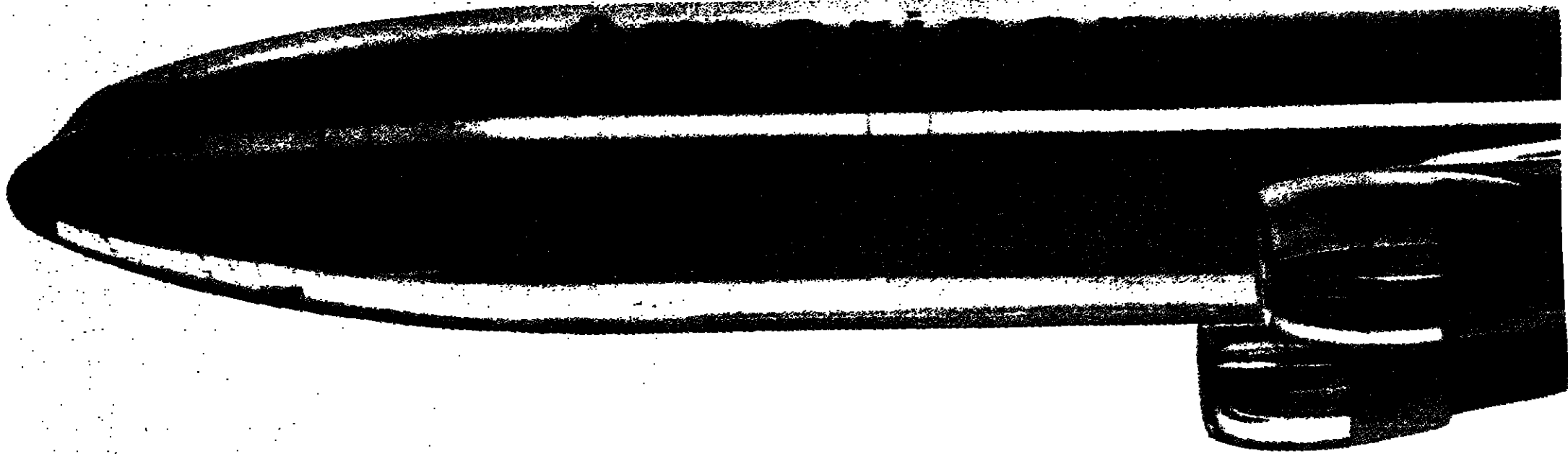


هكذا من الامم

La Monde, jeudi 26 septembre 1991 21

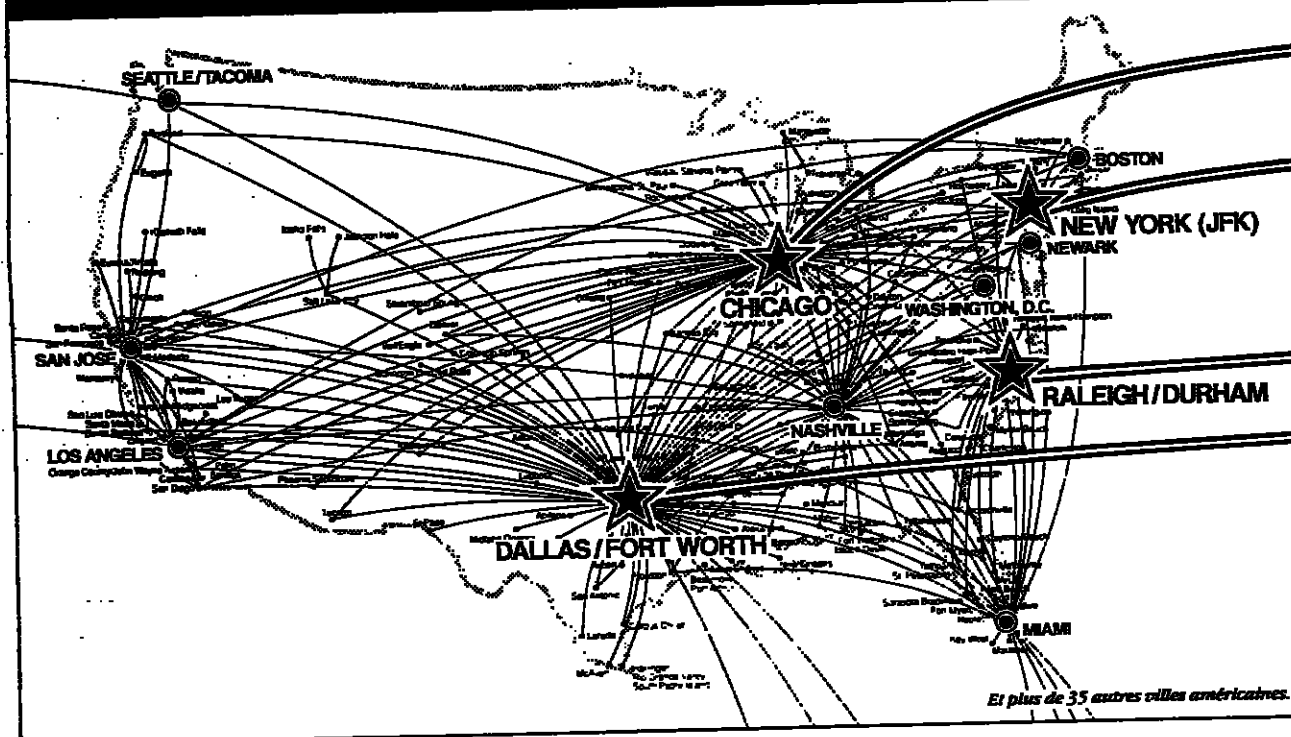
Le Monde • Mardi 24 septembre 1991 9

ins libres  
Etats-Unis



# L'Amérique d'American

Il n'y a qu'une compagnie qui soit capable de vous offrir toute l'Amérique. C'est American Airlines. American Airlines vous propose plus de vols pour les U.S.A. qu'aucune autre compagnie aérienne.



Aujourd'hui, beaucoup de compagnies vous proposent un service non-stop pour les U.S.A. mais une fois arrivé à destination, ce service s'arrête là.

Pour continuer votre voyage, il faut vous adresser à une autre compagnie et tout recommencer à zéro...

Sauf si vous prenez American Airlines.

**Prenez American depuis Paris**  
Non seulement American vous propose tous les jours des vols non-stop de Paris à New York (JFK), Chicago, Dallas/Fort Worth et Raleigh/Durham, mais également 270 autres destinations.

Pour aller à Dallas/Fort Worth, départ de Paris (Orly) à 10h10\* et arrivée à 14h15.

Pour New York (JFK), départ à 12h50\* et arrivée à 15h15.

Pour Chicago, départ à 13h30\* et arrivée à 16h05. Et pour Raleigh/Durham, départ à 15h00\* et arrivée à 18h05.

A chaque étape, vous trouverez les correspondances qu'il vous faut.

De Chicago par exemple, American propose plus de 450 vols non-stop en semaine.

De plus, depuis Dallas/Fort Worth, American propose plus de 500 vols quotidiens non-stop.

\*Départ 1 heure plus tôt du 29/09 au 26/10 - horaires susceptibles de modifications sans préavis.

**Prenez American pour plus de 270 villes**  
Sans changer de compagnie, American vous emmène

dans plus de 200 villes en Amérique, en plus des 70 réparties au Canada, au Mexique, aux Caraïbes, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud, en Asie et dans le Pacifique.

**American pour le travail et le plaisir**

Avec American, vous pouvez vous rendre dans d'importants centres d'affaires tels que Los Angeles, San Francisco, Houston, Denver, Boston, Miami, Atlanta, New Orleans et Washington D.C.

Ainsi que les principaux centres d'affaires internationaux comme Montréal, Mexico, Buenos Aires, Sao Paulo, Santiago et Tokyo.

Et des destinations excitantes pour les vacances : Las Vegas, Acapulco, Orlando, Palm Springs et Hawaï.

**Cartes d'embarquement à l'avance**  
pour tous vos vols.

Nous pouvons bloquer votre numéro de siège jusqu'à 11 mois à l'avance et vous délivrer les cartes d'embarquement 30 jours avant votre départ pour tous vos vols sur American.

**Le service**

**"Flagship" international**

En Première Classe comme en Classe Affaires, vous apprécierez notre cuisine primée, nos grands crus, notre service personnalisé, nos luxueux fauteuils en cuir et laine d'agneau.



Miami : Le soleil, la mer, le sable aux portes de l'Amérique Latine.

En Première Classe, vous pourrez aussi profiter d'un écran vidéo personnel vous offrant ainsi un large choix de films.

**Un privilège d'American**

Si vous allez aux U.S.A. en Classe Affaires, vous voyagerez en Première Classe sur tous les vols intérieurs d'American.

**AAdvantage®**

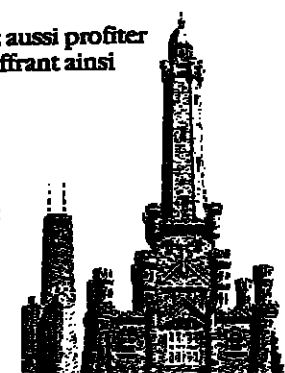
Seule American vous offre le programme AAdvantage, le premier - et toujours le meilleur - programme de fidélisation.

Avec chaque vol, vous obtenez des bons kilométriques qui vous permettent d'être surclassé soit en Classe Affaires soit en Première Classe ou d'obtenir des billets gratuits pour de superbes destinations dans le monde entier.

Appelez simplement American et nous vous inscrirons instantanément.

**Prenez American pour l'Amérique**

Pour tout renseignement, appelez votre agence de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris - Ile de France) ou 05 23 00 35 (Province).



Chicago : Non-stop depuis Paris et à quelques heures seulement des principales villes américaines.



Dallas/Fort Worth : La porte de l'Ouest américain.

**American Airlines**

## POLITIQUE

La polémique sur l'immigration et l'embarras de l'opposition après les déclarations de l'ancien président de la République

## M. Giscard d'Estaing vivement pris à partie par des membres du gouvernement

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui était, dimanche 22 septembre, l'invité de l'émission « 7/7 », sur TF1, s'est défendu d'avoir voulu « jeter de l'huile sur le feu » en ayant parlé de risque d'invasion, à propos de l'immigration, et en ayant proposé de substituer le « droit du sang » au droit du sol dans les critères d'accès à la nationalité française.

Se livrant à une explication de son texte paru dans le *Figaro Magazine*, l'ancien président de la République a affirmé qu'il n'avait « pas fait cet article pour faire une opération politique » mais parce que la direction de l'hebdomadaire lui avait demandé de « commenter un sondage » et qu'il avait « utilisé un mot descriptif et fort pour montrer qu'il s'agissait d'un problème nouveau ». « Mais ce n'est pas du tout les invasions d'autrefois, comme l'Alila, a-t-il ajouté. Il ne s'agit pas du tout d'aller dans le sens de la plus grande pente mais dans le sens de la conscience des problèmes. Je pense que plutôt que de fermer les yeux, il faut les ouvrir, réfléchir, être capable de prendre des décisions concrètes, fermes et justes ». Ce que le propos, a souligné M. Giscard d'Estaing, ressemble à ce que nos voisins ont adopté et est en général plus modéré. Je souhaite que la discussion soit ouverte, discussions sans invective ».

## M. Le Pen : « Je suis débordé... »

M. Jean-Marie Le Pen, qui était en visite dans le Tarn, a manqué l'occasion pour dire, à Revel, au cours d'un déjeuner de presse : « Je suis au centre pulsant, par certaines expressions, M. Chirac et Giscard d'Estaing m'ont largement débordé ». Participant ensuite à un meeting, à Sorèze, devant quelque deux mille militants et sympathisants, le président du Front national a regretté de ne pouvoir être sur le plateau de TF1 « pour plonger [ses] yeux au fond de ceux » de M. Giscard d'Estaing « afin de lui demander s'il se reconnaît bien comme le père de l'immigration à la française ». « Nous nous trouvons dans une conjoncture où la France peut parfaitement disparaître, a-t-il ajouté. Sans doute quelques jeunes y survivront-ils et pourront même aller mendier, le vendredi aux portes des mosquées, pour leur subsistance. Dans le même temps où nous ne faisons plus assez d'enfants, dans le reste du monde il y a une véritable explosion démographique. Il faudrait être aveugle

pour ne pas s'apercevoir que, dans les plus humbles villages, ce phénomène de marée humaine a commencé de se faire sentir. Allez dans une ville moyenne et mettez-vous à la sortie du lycée, regardez, si vous voulez faire votre expérience, allez à la sortie d'une école maternelle et vous aurez là la projection de ce que sera la France dans dix ou vingt ans. »

M. Le Pen s'est posé en « grand rassembleur de la droite et même de la France » et en champion du « peuple de France » avec le baptême de *Clavis*, en 1986, qui a maintenu cette flamme inextinguible qu'est l'âme d'un peuple pendant bientôt mille cinq cents ans, que nous fêterons bientôt lorsque nous serons au pouvoir ».

## M. Bianco :

« Je ne suis pas français... »

« Je ne suis pas français au sens de Giscard d'Estaing. Platini non plus. Yves Montand non plus. Isabelle Adjani non plus. La réaction la plus imagée aux propos de M. Giscard d'Estaing est ainsi venue, au sein du gouvernement, de M. Jean-Louis Bianco, fils d'immigrés italiens, au micro d'Antenne 2, dimanche à 20 heures. Evoquant l'utilisation du mot « invasion », le ministre des affaires sociales a demandé si cela voulait dire « qu'il y a des hordes barbares à nos portes » et « qu'il faut leur faire la guerre ». Il a aussi annoncé que le gouvernement présentera, lors de la prochaine session parlementaire, un projet de loi réprimant sévèrement l'emploi de travailleurs clandestins : « Cela ne me choquerait pas du tout qu'on voie des patrons, quels que soient leurs noms et leur importance, les menottes aux mains, s'ils ne respectent pas la loi ».

## M. Yamgnane :

« Ses ancêtres à part... »

La réplique la plus brutale a été émise, samedi dans un communiqué, par M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'intégration : « Giscard d'Estaing a toujours le droit de prélever la France d'autrefois, mais il n'a pas le droit de leur faire la guerre et de leur enlever leur identité ».

ceux qui nettoient les trottoirs de Paris (...) Ses ancêtres à part, il n'y a pas de hordes barbares à nos portes et qu'il faut leur faire la guerre ». Il a aussi annoncé que le gouvernement présentera, lors de la prochaine session parlementaire, un projet de loi réprimant sévèrement l'emploi de travailleurs clandestins : « Cela ne me choquerait pas du tout qu'on voie des patrons, quels que soient leurs noms et leur importance, les menottes aux mains, s'ils ne respectent pas la loi ».

M. Pierre Bérégovoy, lors du Grand jury RTL-*Le Monde* de dimanche, a été tout aussi ferme, déclarant « consterné » et « blessé pour la France ». Le ministre de l'économie et des finances a ajouté : « La nationalité française ne se divise pas en deux : celle qui est d'origine et celle qui est d'adoption. C'est contraire à la tradition républicaine ». M. Lionel Jospin a tenu à argumenter sa réflexion. Devant les militants de son courant, réuni dimanche à Allortville, il a observé qu'une « rupture par rapport au corps de valeurs républicaines est engagée de manière directe par l'extrême droite, et indirecte par une partie de la droite ».

## M. Jospin : « Cynisme politique »

Celui-ci, selon le ministre de l'éducation nationale, vient d'être rejoint par M. Giscard d'Estaing, « homme installé au cœur de la respectabilité politique », et qui pourtant a agi « délibérément par cynisme politique, par opportunisme électoral ». « Parler d'invasion, c'est évoquer la guerre, a-t-il dit, il n'y a pas de force corruptrice du débat politique, de la vie démocratique, plus grande que celle-là. Je pardonnerais plus aisément de tels propos à un tribun d'extrême droite ».

M. Jean-Pierre Soisson a vu dans les propos de son ancien chef de file la justification de son ralliement à la

majorité présidentielle. Devant les députés départementaux des adhérents directs de France unie, réunis samedi à Paris, il a assuré qu'il était « défendeur des principes fondamentaux de la République ». Constatant que « certains dirigeants de l'opposition se livrent à une démission idéologique, une véritable trahison des clercs », le ministre de la fonction publique a assuré que « de plus en plus, la ligne de partage se fait entre ceux qui recherchent, ou même acceptent, l'alliance électorale avec le Front national, et ceux qui refusent toute compromission avec ce dernier ». Pour regrouper ces derniers, il a appelé à l'organisation du « parti du mouvement ».

## M. Mauroy :

« Compromis honteux »

Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, qui s'exprimait, dimanche, à Allortville (Val-de-Marne), a notamment déclaré : « Jusqu'à présent les divisions de la droite nous faisaient servir ; à présent, sa surenchère me fait frémir. Après les relations ambiguës, voici les mots inévitables et les arguments irrécyclables. Personne n'a oublié le refus [de M. Giscard d'Estaing] de voter la loi de l'immunité parlementaire de Le Pen au Parlement européen. Il faut dénoncer sa complaisance envers la thèse [du Front national] que nous n'acceptons pas et que nous n'accepterons jamais ; il faut combattre la France du compromis honteux entre la droite et l'extrême droite ».

Le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, invité de la Cinquième, dimanche soir, a considéré comme « une ignominie » la proposition de substituer le « droit du sang » au droit du sol.

## L'indignation

de quatre députés RPR

Enfin quatre députés RPR, MM. René André (Manche), Alain Cossus (Mayenne), Jean-François Delalande (Val-de-Loire) et Patrick Devédjian (Hauts-de-Seine), ont signé un texte commun indiquant notamment : « L'identité de la France, nous y tenons. La France, nous l'aimons. C'est pourquoi nous refusons avec fermeté et une indignation attirée l'association entre les réelles difficultés posées par l'immigration et la notion d'invasion ». Cette analyse n'est pas digne de la France qui a intégré tant de peuples différents dans le creuset d'une nation généreuse et ouverte. Nous récusons également l'idée, contraire à l'esprit et au droit français, depuis le séisme seldak, de la seule référence au droit du sang comme condition de la nationalité française ».

## Surenchères

par Daniel Carton

TOUT à l'euphorie de sa victoire programmée, absorbée déjà par ses doctes réflexions sur les formes d'une nouvelle cohabitation avec M. Mitterrand, allant partout répétant qu'elle est prête à ramasser le pouvoir, l'opposition a donc une fois de plus pécunié par manque de modestie. Elle pourra bien continuer, pour rassurer le bon peuple de droite et amuser la galerie médiatique, à multiplier ses déclarations sur tous les sujets qu'elle voudra, tant que ses responsables ne se seront pas résolus à débattre franchement entre eux de la réalité des problèmes et d'en tirer les conséquences, fussent-elles désagréables, toutes ces manifestations seront vaines.

M. Giscard d'Estaing vient de rappeler de la façon que l'on sait que, faute d'avoir su ou voulu définir en temps et en heure une ligne de conduite claire, précise et surtout définitive sur l'immigration, cette opposition continuera de patauger pitoyablement autour de ce dossier, considéré pourtant par l'ancien président de la République lui-même comme le « problème numéro un ». N'est-ce pas d'ailleurs parce qu'ils en avaient déjà per-

namment conscience que le RPR et l'UDF avaient organisé, dès mars 1990, à Villepinte, leurs premiers états généraux précisément sur cette question ? M. Giscard d'Estaing était venu expliquer ce jour-là « que le rôle de l'opposition était de ramener le débat sur l'immigration vers le centre de la société française, là où on peut espérer le traiter dans la clarté, la justice et la fermeté ».

## Le masque trompeur de l'union

A cette époque, l'ancien chef de l'Etat maniait encore les mots avec prudence. Plutôt que de droit du sang, il préférait parler de « droit d'héritage » pour exprimer sa conviction qu'entre ce droit et le droit du sol il n'y avait pas lieu de revenir sur l'équilibre établi par notre code de nationalité. Mais les centristes Jacques Barrot et Bernard Stasi s'étaient fait aussi, jour après jour, pour avoir signifié à leurs amis que ce n'était pas en s'alignant sur le Front national qu'ils gagneraient les élections et que jamais ils n'accepteraient une quel-

conque discrimination entre Français et immigrés au niveau des prestations sociales. Les dirigeants de l'opposition avaient alors chèrement évacué ces problèmes et le masque trompeur de l'union était retombé.

Avec leurs hésitations, leur sourde hantise de M. Le Pen, les dirigeants de l'opposition récoltent aujourd'hui ce qu'ils ont semé hier. L'union étant une obligation, ils continuent de faire comme si tout était limpide, mais, les élections approchant, les vœux prêts à toutes les surenchères. Curieux spectacle ! M. Giscard d'Estaing se laisse à son tour bousculer par les mots, un œil sur la ligne bleue des sondages. Comme il a beaucoup à se faire pardonner après son expédition moscovite, M. Chirac est bien forcé d'applaudir.

Oubliant qu'en juin 1990, la majorité sénatoriale avait fait adopter une proposition de loi reprenant une partie des suggestions du rapport de M. Marceau Long, M. Giscard d'Estaing a suggéré, lundi 23 septembre, sur RTL, que le gouvernement soumette un projet de loi reprenant les propositions de

ce même rapport. Quelle qu'en soit la forme, un tel débat au Parlement devient indispensable. Il montrera sans doute que la ligne de clivage entre ceux qui veulent marcher sur les brisées de M. Le Pen et ceux qui n'y prétendent jamais ne passe plus entre l'UDF et le RPR, mais peut faire éclater chacune de ces structures.

L'indignation attirée de certains députés RPR tels que MM. Patrick Devédjian et Jean-Pierre Delalande devant les propos de M. Giscard d'Estaing en est un premier signe. Si les centristes veulent bien sortir de leurs querelles de boutique, il sera également utile de savoir ce qu'ils pensent réellement du comportement du président de l'UDF. Tenant leurs journées parlementaires à Nimès, les députés du groupe UDF accueilleront mardi 24 septembre M. Giscard d'Estaing. Oseront-ils parler ? Depuis des mois, certains prédisent que la fracture s'opérera sur cette question de l'immigration, qu'une entente de tous les républicains devra bien se bâtir pour faire obstacle à M. Le Pen et à ses thèses. Il est des silences qui deviennent coupables...

## Devant les jeunes du PSD

## M. Chirac lance un appel à ceux qui ont cru aux « belles promesses des socialistes »

## LE TOUQUET

de notre envoyé spécial

Au comptoir de l'union, il n'est décidément point, pour M. Chirac, de profits négligeables. Après le PR qui avait eu la joie, de l'accueillir à Cabourg, la fin de l'été, le président du RPR, grand prince avec les nantis comme avec les plus faibles, a voulu être agréable à la plus petite famille de la maison UDF, le PSD, dont les jeunes, qui ne sont pas non plus légion, tenaient, ce dernier week-end, leur quatrième université d'été au Touquet (Pas-de-Calais).

Combien de divisions, le PSD ? Personne pour répondre mais, en tout cas, un général, M. André Santini, qui, avec talent et humour, réussit encore l'exploit de faire prendre de parti au sérieux quand bien même il n'est plus qu'une tribune vide. Qu'importe ! M. Chirac fit, samedi 21 septembre, le déplacement, à la grande surprise des organisateurs, qui avaient lancé, pour la forme, leurs invitations à tous les dirigeants de l'opposition.

Ainsi sera-t-il dit que rien de ce qui se trame à l'UDF n'est étranger au président du RPR, trop ravi sans doute de confier le sursourcil qu'entre les petites composantes UDF et le parti de la rue de Lille, il existe certains liens étroits qui ne touchent pas seulement au domaine des idées... Devant un tel océan aussi bien disposé à son endroit M. Chirac, arborant un revers de son veston un pin's PSD, commit donc un nouveau prêche sur la grandeur et la force de l'union de

l'opposition. « Pour moi, lança-t-il, l'union de l'opposition, ce n'est pas un acte de foi, mais une réalité concrète. Ce rassemblement est le témoignage de la vitalité, parfois mise en cause mais toujours ressuscitée, de cette union ».

Face à un tel auditoire, réuni sous la bannière « social-démocrate », vivant dans le souvenir de la rupture prémonitrice de 1972 avec les socialistes du Programme commun, devant ce parterre se targuant, selon le mot de M. Santini, d'être « l'âme sociale » de l'UDF, M. Chirac expliqua ensuite que cette volonté de rassemblement devait s'étendre par-delà les limites de la droite. « Là est bien la première exigence : savoir toucher le cœur de nos concitoyens qui n'ont pas encore croisé notre route ou entendu notre message. Cette volonté de rassemblement doit nous porter d'abord vers ceux qui, dans leur générosité, avaient cru aux belles promesses des socialistes (...). Ces déceptions sont autant de défis auxquels il nous faut répondre. Ces réponses portent un nom : l'égalité des chances, le maître mot de notre projet pour la France ». En attendant, cela est devenu un leitmotiv dans tous les discours des dirigeants de l'opposition.

Les orphelins de la justice sociale

Non sans avoir affiché quelques préventions sur l'étiquette « social-démocrate » de ses hôtes bien subversive pour le libéral qu'il est, M. Alain Madelin avait, avant M. Chirac, insisté également sur l'urgence pour l'opposition « de faire face à ses nouvelles responsabilités sociales ». Refusant de condamner le PC « à une sorte d'exil intérieur »,

compréhension de la déception des socialistes, « face à cette gauche de l'argent et de l'immunité fiscale qui, aujourd'hui, pour se faire pardonner, cache à faire popa en confondant », comme M. Chirac, notre sous-pilote du budget - simplicité et vulgarité », le vice-président de l'UDF considère que l'opposition n'a pas « le droit de laisser orphelin cet espoir de justice sociale ».

M. Santini devait y aller également de son conseil : « L'euphorie a, depuis quelque temps, saisi l'opposition, a fait observer le maire d'Issy-les-Moulineaux. J'entends un peu partout qu'il n'y a déjà plus de porte-feuilles vides (...). La modestie est bonne conseillère. Gagner en 1993 ne doit pas se faire contre le Parti socialiste. L'audace, le courage et l'imagination seraient remplacés par la dérive des uns et l'engourdissement des autres. Nous nous réjouissons de l'enthousiasme de l'opposition pour la justice et l'égalité sociale, mais allons jusqu'au bout de ce discours ». M. Santini n'a pas tout à fait tort. A la tribune, personne ne releva la petite plume de M. Giscard d'Estaing sur « l'invasion » des immigrés. Bref, ce discours sur la justice à encore certaines limites.

Les dirigeants du PSD ont préféré, par la suite, fixer leur microscope sur le projet de fusion du PSD et du Parti radical qu'il leur venait officiellement leur soumettre, la veille au soir, le président de cette autre petite composante de l'UDF, M. Yves Galland. Partisan de tout ce qui peut simplifier le fonctionnement de l'UDF, M. Giscard d'Estaing n'y verra sans doute qu'avantages. Et pour M. Chirac ce sera moins de dérangements...

D.C.

## Lâchetés

Suite de la première page

Pourquoi ne pas accepter cette idée qu'aujourd'hui le courage se trouve rarement du côté du plus grand nombre ? Pourquoi ne pas penser que la dignité de la vie publique tient davantage dans le refus que dans la soumission, dans un jugement libre - fût-il solitaire - que dans une expression convenue, fût-elle populaire ?

Or, dans ce dossier carbonisé qui empoisonne la vie politique, et qui s'appelle l'immigration, le courage n'est pas d'en parler, de manière à glisser ensuite, avec d'autres, dans le sens de la plus grande pente.

Ce pourrait être autre chose : retrouver par exemple le chemin de Renan. Lorsque, après la défaite de Sedan, l'impitoyable en grande partie, face à la Prusse victorieuse, aux carences de l'école, l'historien appela à une réforme intellectuelle et morale, sur quoi la fonda-t-il ? Sur la nation, elle-même issue d'un plébiscite quotidien, des adhésions volontaires à un projet. A aucun moment sur la fatalité du sang. Le sang de nos veines n'est pas, à lui seul, le garant d'une identité, qui fut rayonnante tant qu'elle était le

partage d'un idéal et d'une espérance. Il n'est pas plus la certitude d'un patriotisme que l'indifférence ou la malveillance ne le serait d'un sang étranger.

Des centaines de milliers d'étrangers, « mais nos frères pourtant » ont donné à la France - au-delà de leur vie - une dimension que jamais nos concitoyens par le sang n'ont pu - à eux seuls - lui donner. Sans cette dimension, à la fois immatérielle et charnelle, notre pays serait ramené à des frontières invisibles qui le feraient étouffer, mourir avec lui-même.

Ce n'est pas parce que le contenu du mot « France » est aujourd'hui, au moment où nous sommes, vulgaire, de notre propre faute, qu'il faut s'enfermer avec lui pour en faire un postulat d'identité, se suffisant à lui-même dans le confort du sang repaillé. Que l'on aménage avec la plus grande rigueur le droit du sol, qu'on le subordonne à des conditions drastiques d'adhésion à une communauté de valeurs (serment solennel, langue pratiquée, service militaire, période probatoire, etc.), que l'on définit des quotas qui correspondent d'abord à nos intérêts, cela n'est pas contestable et serait fort bien compris de nos compatriotes, comme des pays concernés. C'est d'ailleurs l'esprit (et souvent la lettre) de toutes les propositions faites jusqu'ici par l'opposition.

Reunion des centristes d'Ile-de-France. - La convention centriste de l'Ile-de-France a réuni, samedi 21 septembre, à Versailles, six cents représentants de la première fédération régionale des démocrates-sociaux, qui ont souhaité une « croissance maîtrisée », respectueuse de l'environnement, mais consacrée l'essentiel de leurs débats aux « problèmes de famille » évoqués par M. Jacques Barrot, nouveau président du groupe UDC

Mais que - de grâce ! - dans un débat où se mêlent l'histoire la plus ancienne, la culture et l'image d'un peuple, le patrimoine de valeurs qu'il incarne, le regard que l'on peut avoir sur lui, on ne change pas le droit pour un avantage de pacotille qui ressemble un peu trop à un espoir électoral.

Penser serait-il interdit, expliquer, désuét, convaincre inutile ? En 1940, la France connut la douleur de l'invasion. Ce fut à l'honneur de quelques-uns d'y résister. Le mot n'a pas changé. Il fallait de la vertu que ce n'était pas des bombes et des meurtres pour y faire face. Ceux qui appelaient à cet usage, à cette dignité, à ce courage, eurent raison. Je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui on mesure la portée du précédent inconscientement invoqué. Qui convoque l'estime française légitimement tout ébranlée par le désordre et l'impatience ajoutée à l'amertume : l'invasion, on résiste par la violence ! Et à la violence, par quoi résiste-t-on ? Si l'on consulte un jour les Français sur ce sujet, qu'aujourd'hui au moins on montre de leur passé les plus belles images : celles d'un grand peuple qui ne fut jamais une race.

Depuis les gardes suisses tombant devant les Tuileries jusqu'aux légionnaires de toutes races montant au corps à corps les talus de Dien Bien Phu en passant par le groupe Manoukian, combien sont ceux pour qui les « morts pour la France » ont donné à notre peuple, par le sang versé, beaucoup plus qu'ils n'ont reçu ?

## FRANÇOIS LÉOTARD

de l'Assemblée nationale. Après M. Jean Arthuis, sénateur de la Mayenne, parlant d'« un déficit démocratique » et d'« un déficit d'organisation dans notre maison », M. Claude Gossuque, secrétaire général de la fédération d'Ile-de-France, adjoint au maire de Paris, s'est adressé à la « trinité » (MM. Moïgaierie, Baudis et Bosson) présente en déclarant : « Nous devons faire l'effort de balayer devant notre porte ».

Livres anciens sur les

**PROVINCES DE FRANCE**

Catalogues par Province

Librairie GUÉNÉGAUD

10, rue de l'Odéon

75006 Paris

Tél. : 43-26-07-91

هكذا من الأصل





## SOCIÉTÉ

## Un entretien avec M. James Grant

« Les enfants risquent de souffrir des bouleversements économiques en Europe de l'Est », nous déclare le directeur de l'UNICEF

Les Etats-Unis ont lancé, le 20 septembre, une campagne nationale de vaccination destinée à lutter notamment contre la rougeole et la poliomyélite, un domaine où ce pays accuse un retard. A l'heure actuelle, la Colombie et Cuba connaissent des taux de vaccination supérieurs à ceux des Etats-Unis. Un an après le Sommet mondial de l'enfance qui s'est déroulé les 29 et 30 septembre 1990 à New-York, M. James Grant, le directeur exécutif du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), annonce que le taux de vaccination universelle de 80 %, qui figurait parmi les principaux objectifs de cette manifestation, a été atteint. Mais les bouleversements en Europe de l'Est et la mutation économique de cette région impliquent d'autres dangers pour les enfants.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Lors du Sommet mondial sur l'enfance, 71 chefs d'Etat et de gouvernement se sont engagés par écrit sur vingt-sept objectifs précis. Un an après, quel premier bilan pouvez-vous dresser de cette première action collective ? »

— Ce sommet était la suite logique de la Convention sur les droits de l'enfant, adoptée en novembre 1989 par les Nations unies et qui, à ce jour, a été signée par 141 pays et ratifiée par 97 d'entre eux, ce qui constitue un record historique pour ce genre de Convention.

— Avec quelques exceptions notables, quel est le bilan ?

— C'est vrai. L'administration américaine, qui est traditionnellement hostile à l'égard de ces textes, a refusé pour l'instant de signer, puis de ratifier la Convention sur les droits de l'enfant. Mais le Sénat a

adopté une résolution invitant le président Bush à le faire, et j'ai bon espoir qu'il en ira ainsi. D'une façon générale, le premier bilan est encourageant au regard des engagements pris, notamment sur un point capital, celui de l'immunisation contre les six grandes maladies (rougeole, tétanos, tuberculose, poliomyélite, coqueluche et diphtérie).

— Grâce à l'augmentation importante des programmes de vaccination à la fin de l'année dernière, l'objectif de 80 % de taux de couverture vaccinale dans le monde pour les enfants de moins d'un an a été atteint fin 1990, alors qu'il n'était que de 40 % en 1985. C'est là un point capital, quand on sait que 3 millions d'enfants meurent chaque année faute de vaccination contre ces six maladies (dont un million et demi d'enfants du seul fait de la rougeole) et que l'injection pour les immuniser coûte seulement 13 cents (0,80 F).

— Existe-t-il encore de grandes disparités selon les pays ?

— Nous avons commencé ces programmes de vaccination universelle des enfants en 1984 en Colombie en sensibilisant le public par des annonces à la radio, à la télévision, en utilisant tous les réseaux d'information, dont celui des prêtres. Le succès de ces campagnes a été étonnant. En 1985, nous avons continué avec la Turquie, et progressivement étendu l'expérience aux autres pays. Actuellement, la Chine connaît un taux de vaccination supérieur à 90 %, l'Inde est à 80 %. Seule l'Afrique subsaharienne est en retard, avec un taux de vaccination de 45 % à 50 % pour les enfants de moins d'un an et de 75 % pour ceux de deux ans.

— Qu'en est-il de la thérapie par réhydratation orale, qui était aussi l'un des objectifs importants de ce sommet ?

— Paradoxalement, les programmes de vaccination se sont développés plus vite que ceux de réhydratation, alors que la thérapie est encore plus simple puisqu'il suffit



d'avaler un sachet de sels à 10 cents (0,60 F) que l'on peut trouver dans une épicerie locale pour prévenir les états de déshydratation lors de diarrhées, par exemple. Mais l'attitude conservatrice du corps médical constatée dans certains pays, où les médecins et les hôpitaux craignent sans doute de se voir privés de patients, a freiné la progression de ces programmes. Quand on sait que 40 000 enfants meurent chaque jour alors que leur décès, pour la moitié d'entre eux, aurait pu être évité par la vaccination ou par la réhydratation, il s'agit là d'une attitude moralement obscène.

— Parmi les autres objectifs de ce sommet figurait la protection des enfants lors des conflits. Or, pendant la guerre du Golfe, des milliers d'enfants irakiens et koweïtiens sont morts sans que les chefs d'Etat et de gouvernement qui avaient signé ces textes généraux bougent le petit doigt. Ne s'agit-il pas d'une immense hypocrisie ?

— En temps de guerre, les enfants figurent effectivement parmi les premières victimes. Mais, dans le cas de la guerre du Golfe, l'UNICEF et

l'Organisation mondiale de la santé ont pu utiliser les zones humanitaires mises en place dans le nord de l'Irak pour acheminer des vivres et des médicaments aux populations locales. De même, en Angola, au Soudan, l'instauration de « couloirs de tranquillité » a permis de venir en aide aux enfants. Mais l'exemple le plus frappant est sans doute celui du Salvador où, en dépit du climat de guerre civile qui règne depuis des années dans le pays, les combattants observent chaque année depuis 1985 et pour quelques jours une « trêve humanitaire » qui nous permet notamment de poursuivre nos programmes de vaccination.

— Les bouleversements politiques et économiques se déroulent maintenant en Europe de l'Est. L'Union soviétique craint une famine pour l'hiver prochain. Quelles conséquences en attendez-vous pour les enfants ?

— Quand il y a un changement économique majeur, ce sont souvent les enfants qui souffrent les premiers. On l'a vu en Chine, quand le système des communes a été abandonné en 1980-1981, supprimant automatiquement la garde des enfants, le contrôle de l'eau des puits ou encore l'alimentation collective des bébés. Aujourd'hui, en Pologne ou dans l'ex-Allemagne de l'Est, l'augmentation considérable du nombre de chômeurs rejette sur le sort des enfants.

— Dans ces anciens pays socialistes, le passage à l'économie de marché et les bouleversements qui vont suivre vont certainement altérer le filet de sécurité sanitaire et sociale qui protégeait les enfants. Nous sommes conscients du danger et nous en avons averti les gouvernements en place. Des missions de l'UNICEF ont été récemment envoyées dans les pays de l'Est dans cet esprit. Mais l'ampleur des besoins dépasse largement la capacité financière de notre organisation.

Propos recueillis par SERGE MARTI

## Une anémone pour l'enfance maltraitée

Tandis que l'ancien président de la République préparait l'émission télévisée « 7 sur 7 », M<sup>me</sup> Anne-Aymone Giscard d'Estaing était à l'honneur sur le parvis de la Défense, à Paris, où l'association Fondation pour l'enfance, dont elle est présidente, organisait un « Dimanche des enfants ». Prenant prétexte du report au 5 décembre de la Journée de l'enfance organisée par le secrétariat d'Etat tous les 19 septembre depuis 1988, elle avait décidé de faire bande à part.

Le clou de la journée consistait en une immense fleur : une anémone - logo de la fondation - dessinée par près de cinq mille garçons et filles venus de plusieurs régions de France. Plus tard, alors que les enfants

se divertissaient aux stands de jeux, les adultes étaient invités à réfléchir sur l'enfance maltraitée au cours d'un déjeuner-débat organisé dans un grand restaurant de la défense.

Une mauvaise querelle faite par M<sup>me</sup> Giscard d'Estaing au récent secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées, M. Laurent Cahala, avait quelque peu terni cette journée. Certainement marquée de l'absence de M<sup>me</sup> Hélène Dorbac (avec laquelle la fondation avait l'habitude de travailler) dans le gouvernement. Cresson, M<sup>me</sup> Giscard d'Estaing avait publiquement mis en cause la volonté de M. Cahala de reprendre les dossiers de l'enfance maltraitée.

CHRISTIANE CHOMBEAU

## SCIENCES

A Los Angeles

## Les spécialistes vont avoir accès à 3 000 photos des manuscrits de la mer Morte

La bibliothèque Huntington de Los Angeles a décidé, dimanche 22 septembre, de donner libre accès à tous les chercheurs qualifiés des quelque trois mille photographies des manuscrits de la mer Morte qu'elle a en sa possession mais qui avaient été faites à la condition expresse de ne pas être diffusées.

Découverts entre 1947 et 1951 dans les grottes de Qumran qui dominent la mer Morte, ces rouleaux (souvent en menus fragments) sont les plus anciens textes qui nous sont parvenus de plusieurs livres de l'Ancien Testament et d'ouvrages de la secte juive des esséniens jusqu'alors très peu connus. Des datations récentes ont confirmé ce que la plupart des spécialistes pensaient déjà : les parchemins et papyrus sur lesquels sont écrits les textes datent des deux derniers siècles avant Jésus-Christ ou du premier siècle de notre ère (Le Monde du 3 juillet).

Découverts depuis plus de quarante ans, les manuscrits de la mer Morte n'ont été publiés que pour une toute petite partie, les équipes

successives de spécialistes qui ont la charge de la publication n'ont toujours pas rendu leur « travail » et interdisent à tous les autres savants d'avoir accès à ces documents inestimables pour les juifs et les chrétiens.

Déjà, au début du mois, la publication par Ben-Zion Wacholder et Martin Abegg (Hebrew Union College de Cincinnati, Etats-Unis) et Herschel Shanks (Biblical Archaeology Review) de certains des textes « reconstitués » par eux grâce à l'informaticien avait soulevé de vives controverses dont certaines concernaient la valeur même de ces reconstitutions.

La décision de la bibliothèque Huntington de donner libre accès de ses photographies aux chercheurs compétents a aussitôt déclenché d'âpres disputes parmi les spécialistes : pour les uns, cette décision est la chose du monde la plus scandaleuse ; pour les autres, elle ouvre enfin la voie à une coopération nouvelle et fructueuse avec les spécialistes tenus jusque là à l'écart de ces textes d'une importance unique au monde.

## FAITS DIVERS

Après la découverte du corps dans un canal

## Les causes de la mort du petit Sébastien demeurent incertaines

L'autopsie, pratiquée dimanche 22 septembre, n'a pas permis d'établir si le petit Sébastien, trois ans, dont le corps avait été repêché dans un sac lesté de pierres, samedi, dans un canal EDF au Puy-Sainte-Réparate, près d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), était mort avant d'avoir été jeté à l'eau ou s'il est mort par noyade. Les examens, pratiqués par les médecins légistes, ont cependant révélé que le corps ne présentait ni trace de coups ni blessure. Une analyse des viscères, qui pourrait apporter d'autres éléments, sera effectuée prochainement.

En l'absence de tout résultat probant sur les causes de la mort, le père de l'enfant, Akli Labacci, un forain de vingt-huit ans en instance de divorce, arrêté avant la découverte du corps, demeure inculpé pour séquestration. Il avait expliqué à la police que l'enfant avait été enlevé par des hommes cagoulés pendant une promenade dans un square de Digne (Alpes-de-Haute-Provence), le jour où il exerçait son droit de visite. Il devait être à nouveau entendu, lundi 23 septembre, par le juge Yves Bonnet.

□ Mesures de sécurité renforcées autour de l'ancienne villa de M. Jacques Médéric. Les mesures de sécurité prises pour protéger la villa de M. Jacques Médéric, récemment acquise aux enchères par le ministre du budget, M. Michel Charasse, ont été sensiblement renforcées à la suite de menaces de dynamite. Une affiche et un tract, signés par l'ex-FLNC, ont été adressés, vendredi 20 septembre, à la préfecture des Alpes-Maritimes, annonçant « des sanctions contre Michel Charasse et la villa Lou Soubiran ». Les enquêteurs n'ont pas encore pu identifier les auteurs de ces menaces.

□ Etats-Unis : cinq prisonniers tués au cours d'une mutinerie. Cinq prisonniers ont été tués, dimanche 22 septembre, et huit autres blessés, au cours d'une mutinerie dans l'unité de sécurité maximale de la prison d'Etat de Deer Lodge au Montana. Cinq gardiens ont été retenus en otage durant quatre heures, avant d'être libérés par une unité d'élite appelée sur les lieux. Selon le directeur de la prison, M. Jack McCormick, les décès seraient dus à des affrontements survenus entre les prisonniers durant la prise d'otages. (AFP, AP)

□ Aggression contre un commissariat à Chambéry. — A la suite du constat d'un vol de moto, une bande de quelques jeunes s'en sont pris, dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 septembre, à l'annexe

## MÉDECINE

## Le directeur d'un CECOS dénonce l'existence d'un trafic de sperme en France

Le docteur Jean-Jacques Adnet, directeur du CECOS (Centre d'études et de conservation du sperme humain) de Reims, a dénoncé dimanche 22 septembre l'existence d'un trafic de sperme en France. Le docteur Adnet, qui s'exprimait sur la 5<sup>e</sup> chaîne de télévision, a notamment déclaré : « Il y a eu des tentatives dans plusieurs régions, dont la région Champagne-Ardenne, pour implanter un réel trafic de sperme ».

Selon ce médecin, ce trafic de palettes de sperme conservées par congélation s'effectuerait parallèlement aux organismes officiels et rapporterait « de l'or » à ses organisateurs. Toujours selon le docteur Adnet, ce trafic s'effectuerait sans contrôle ni précautions, et pourrait entraîner des risques très grands de naissances d'enfants séropositifs ou encore souffrant d'anomalies génétiques.

[Les déclarations spectaculaires du docteur Jean-Jacques Adnet n'ont nullement surpris les spécialistes médicaux, pas plus que les pouvoirs publics, parfaitement informés et depuis longtemps d'une situation qui n'est en rien nouvelle. Il existe en effet, parallèlement à la Fédération nationale des CECOS, plusieurs associations qui se sont fixées des objectifs identiques. Il s'agit de fournir à des médecins du sperme conservé par congélation afin de pratiquer des inséminations artificielles. De telles associations existent à Montpellier et à Marseille qui sont en rapport avec de nombreux gynécologues libéraux exerçant dans plusieurs régions de France, en Alsace et dans la Sarthe notamment. A la différence des CECOS qui, depuis près de vingt ans, se sont dotés de règles médicales et éthiques très strictes, les autres associations rémunèrent leurs donneurs et n'observent pas toujours les mêmes précautions. C'est encore plus vrai pour les inséminations réalisées par certains gynécologues-obstétriciens à partir de sperme « frais ».

Cette situation problématique n'est que l'une des conséquences de l'absence de textes de loi en matière de procréation médicalement assistée. Il y a aujourd'hui en total impasse dans ce domaine, la réglementation mise en place en 1987 par M<sup>me</sup> Michèle Barzach, alors ministre de la santé, n'étant nullement respectée. En dépit des risques médicaux et des dérives éthiques, rien n'est prévu à court terme, les pouvoirs publics s'apprêtent de fait à toute initiative visant à légaliser dans le champ de la procréation médicalement assistée. — J.-Y. N.]

## TAUROMACHIE

A la feria des vendanges

## De l'art équestre à l'art tauromachique

NIMES

de notre envoyé spécial

Quand, le samedi 21 septembre à 11 heures, sous un ciel d'été qui garde ses dernières chaudes, trois cavaliers se présentent au passage des arènes nîmoises, une immense ovation secoue l'amphithéâtre romain. Le vieux peuple du taureau a rendez-vous avec la nostalgie et la passion. Menant le bal équestre, Conchita Cintron, la grande « torera » des années 50, qui a enflammé nos pères et leurs pères, dans les plazas au soleil doré, ils découvriront alors une madone racée, affrontant le taureau à cheval parce que le règlement ibérique interdit aux femmes de combattre à pied. A Paris, en 1949, au Vélodrome, on l'a autorisée à planter quelques banderilles. Elle gagne son surnom de « odessa bionda ». Plus de quarante ans après, elle est là, sous nos yeux, cette Péruvienne de légende, née au Chili de père porto-ricain et de mère irlandaise, possédant toujours, à soixante-neuf ans, une élégance et un charme à rendre jaloux ces beaux cavaliers andalous qui caracolent du côté de Jerez de la Frontera.

Près de Conchita la mythique, Manuel Vidrie, un grand professionnel du toro à cheval, un peu

lourd, mais qui sait, face au fauve, retrouver la grâce d'un caballero de l'Escorial, et la Parisienne Marie-Sara Boursailler, vêtue de blanc et or. Conchita Cintron est venue du Mexique, où elle s'est retirée, pour donner une alternative symbolique, adouber cette Française qui, à force de volonté et de travail, acquiert, année après année, ses lettres de noblesse dans l'art de combattre les taureaux à cheval.

## Dressage

Une tauromachie particulière qui a ses règles et ses lois bien différentes du toro à pied. Venu à Madrid en 1970, un médecin français, Bernard Marín, écrit après son passage dans les arènes : « Le manièbre du bien combattre est d'aller, au pas du cheval, à la rencontre du taureau et, en le citoyant, lui planter promptement le javalot et donner du talon au cheval pour le faire passer derrière : car le taureau ne se tourne jamais ».

Aujourd'hui, l'apothicaire venait poser l'enceinte et banderilles « à l'étrier », « à selle passée » ou « à la croupe ». Attaquer le fauve de face, de biais et au fil des barrières. On tue laborieusement à l'aide d'un petit javalot terminé par une lame d'acier en forme de

« feuille de poirier ». Les taureaux sont âgés de trois ans (et non de quatre, comme pour les matadors) et ont les cornes épointées. Cette exigence vise à protéger l'étauillon ou le jument qui, dans l'affaire, prend le maximum de risques. Bref, la corrida à cheval, colorée et chatoyante mais parfois ennuyeuse, est avant tout une question de dressage et s'apparente beaucoup plus à l'art équestre qu'à la tauromachie pure.

Mais les aficionados présents ce samedi n'oublieront pas la beauté des gestes de deux toreros : l'antique Curro Romero et le jeune Julio Aparicio. Plus de cheval ni de décorum, mais l'enchantement de cette école andalouse qui enseigne un toro profond et fleuri.

Limpides et majestueux, les toreros sévillans ont donné la leçon. Il y avait dans l'air un parfum de jasmijn qui embaume les ruelles du bord du Guadalquivir. Leur cape et leur muleta ont entraîné le taureau dans une ronde débarrassée de toutes scories. Curro Romero et Julio Aparicio ont dessiné, à Nîmes, des courbes parfaites et envoûtantes qui resteront comme l'un des moments les plus émouvants de la saison tauromachique qui vient de s'achever.

JEAN PERRIN

## RELIGIONS

□ Billy Graham réunit 250 000 personnes à New-York. — Environ 250 000 personnes ont assisté, dimanche 22 septembre à New-York, dans Central Park, à un prêche de trois heures du prédicateur Billy Graham, doyen américain des évangélistes. Aux Etats-Unis, son plus important sermon avait réuni 134 000 personnes à Los Angeles en 1963. Son record absolu est de 1,1 million de personnes à Séoul. Billy Graham, qui prêche depuis environ trente ans, a estimé que New-York éprouvait un « besoin désespéré de spiritualité ». (AFP)

la référence au bout des pages...

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 1990

380 pages - Prix 550 F

En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE

En 16 domaines et 900 tableaux, une illustration de la France économique et sociale.

هكذا من الأصل



هكذا من الاميل

Le Monde • Jeudi 28 septembre 1991 • 24

Le Monde • Mardi 24 septembre 1991 • 13

## DECLARATION DE SYBEL AUX COMPTABLES

Libres  
s-Unis

# SYBEL-COMPTA EST SUPÉRIEUR

PLUS DE 23.000 ENTREPRISES ONT PLEBISCITE LA SUPERIORITE DE SYBEL-COMPTA  
ET L'ONT ADOPTE POUR LEUR GESTION...

### VOICI QUELQUES-UNES DES FONCTIONS UNIQUES DE SYBEL-COMPTA.

- 1 - PLAN COMPTABLE LIBRE ALPHANUMERIQUE
- 2 - LONGUEUR DES COMPTES PARAMETRABLES (6 A 16 POSITIONS)
- 3 - FERMETURE/OUVERTURE SECURISEE DES COMPTES
- 4 - PLAN COMPTABLE AVEC 8 NATURES DE COMPTE
- 5 - SECURITE COMPLETE PAR JOURNAL (COMPTES INTERDITS)
- 6 - REPRISE AUTOMATIQUE COMPTABILITE EXISTANTE
- 7 - GESTION DES DEVISES ET DES QUANTITES
- 8 - BUDGETAIRE ET ANALYTIQUE
- 9 - UNITE D'ŒUVRE ANALYTIQUE - DOUBLE IMPUTATION
- 10 - LIBELLES LIBRES COMPLEMENTAIRES
- 11 - ZONES UTILISATEURS LIBRES EN ECRITURES COMPTABLE (20)
- 12 - SCHEMAS DE SAISIES AUTOMATIQUES (TOUTES ZONES)
- 13 - IMPORTATION CONTROLEE D'ECRITURES EXTERNES

- 14 - ECRITURES D'ABONNEMENT
- 15 - NATURES D'ECRITURE (CONTROLE ET ANALYSE)
- 16 - AUDIT COMPTABLE AUTOMATIQUE
- 17 - TURBO-ANALYSEUR (PERFORMANCE ET CONTROLE)
- 19 - FENETRE DE RECHERCHE ECRITURES (8 CRITERES)
- 20 - OUVERTURE TOUT TABLEUR TOUTES DONNEES
- 21 - GESTION ET PROVISION CLIENTS DOUTEUX
- 22 - GESTION CONSOLIDATION MULTI-SOCIETES
- 23 - TVA SUR ENCAISSEMENT (TAUX MULTIPLES)
- 24 - MENU PERSONNALISABLE PAR UTILISATEUR
- 25 - CONTROLE ET SECURITE RESEAU ET MULTIPOSTE
- 26 - GAMME IDENTIQUE EN DOS, OS/2, UNIX
- 27 - LIAISON GAMME HOMOGENE 20 LOGICIELS SYBEL

SYBEL-INFORMATIQUE, 31, RUE ANATOLE FRANCE  
92300 LEVALLOIS. TÉL. : 46 99 58 00

### **Demande d'informations complémentaires**

Précisez-moi ce que Sybel-Compta peut apporter immédiatement et concrètement à mon entreprise.

Je désire :

- ☐ Une Documentation sur les fonctions de Sybel-Compta
- ☐ Une Documentation sur la gamme des 20 logiciels Sybel
- ☐ Une Présentation Personnalisée de Sybel-Compta
- ☐ Le Nom de 10 entreprises de mon secteur d'activité, parmi les 23.000 Clients Sybel.

Nom \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_ CA

Secteur d'activité \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

A retourner à :  
SYBEL-INFORMATIQUE, 31, Rue Anatole France, 92300 Levallois

# SYBEL

## LES LOGICIELS DE LA GESTION SUPERIEURE

## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Seize ans après les faits

## L'enquête sur un enlèvement reprend grâce aux empreintes génétiques

NANCY

de notre correspondante

Une mystérieuse affaire criminelle jamais élucidée, l'enlèvement d'un notaire de Saint-Mihiel (Meuse) en octobre 1975, vient brusquement de surgir de l'oubli. Un mois avant la date de la prescription, la chambre criminelle de Nancy, présidée par M. Antoine Vogtensperger, a en effet décidé de rouvrir le dossier en s'appuyant sur la nouvelle technique de recherches d'empreintes génétiques, accordant ainsi à la requête de l'avocat de la famille, M. François Robinet.

Tout commence le 15 octobre 1975 dans une petite ville tranquille de la Meuse. Dans l'après-midi, M. Gilbert Morlet, soixante-huit ans, notaire, reçoit la visite d'un inconnu qui lui demande de venir estimer une maison située à Nancy. Sans méfiance, le notaire accepte de le suivre et monte dans sa voiture. Soudain, en pleine forêt, le pseudo client exhibe un pistolet. C'est un enlèvement.

Dans la soirée, l'épouse du notaire reçoit des coups de téléphone l'informant que son mari a fait l'objet d'un rapt. Elle ne doit surtout pas alerter la police et, le lendemain, elle reçoit une lettre écrite au nomogramme lui réclamant une rançon de 6 millions de francs. Mais, le 17 octobre, M. Anne-Marie Morlet est à nouveau contactée par les ravisseurs de son mari, qui l'informent qu'elle retrouvera ce dernier dans un véhicule abandonné dans une forêt proche de Nancy et qu'ils renouent au projet de percevoir la rançon. Effectivement, le notaire est retrouvé ligoté et bâillonné. De santé précaire, il a été victime au cours de son enlèvement d'un malaise cardiaque probablement consécutif au stress. Jamais complètement remis de sa mésaventure, il s'éteindra en 1981 à l'âge de soixante-quinze ans.

## A un cheveu près

Dans la voiture les policiers avaient découvert un cheveu du ravisseur ainsi qu'un autre, beau-

coup plus long - 27 centimètres - sur le maillot de la victime. Mais ces deux minces indices n'avaient pu être valablement exploités à l'époque. Un instant, les policiers avaient soupçonné un notaire du Var. Avant, finalement, d'abandonner cette piste. Et l'homme avait bénéficié d'un non-lieu en 1980. Le 13 octobre 1980, la chambre criminelle de la Cour de cassation rejetait le pourvoi formé par la partie civile.

A un mois près, l'affaire Morlet était donc définitivement terminée. M. Robinet, un des avocats de l'affaire Weber, au cours de laquelle il a été largement fait état de la recherche d'empreintes génétiques, a donc demandé de recourir à cette méthode pour expertiser les cheveux toujours sous scellés.

Avant de se prononcer, le parquet général de la cour d'appel de Nancy a fait appel à un expert de Colmar, le docteur Ludes, qui a estimé que l'on pouvait entamer une recherche d'empreintes génétiques. C'est ce qu'a décidé de faire la cour d'appel de Nancy.

MONIQUE RAUX

## Le meurtre de Chapour Bakhtiar

## Massoud Hendi a été inculpé de complicité d'assassinats

Le juge d'instruction parisien chargé du dossier sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar et de son secrétaire, M. Jean-Louis Brugnière, a inculpé Massoud Hendi de « complicité d'assassinats et association de malfaiteurs, infractions en relation avec une entreprise terroriste », samedi 21 septembre dans l'après-midi. Ce ressortissant iranien âgé de quarante-quatre ans, qui avait été interpellé par la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris (le Monde du 21 septembre), a aussitôt été écroué.

Massoud Hendi est prévenu d'avoir fourni des moyens ayant permis l'assassinat de Chapour Bakhtiar, ancien premier ministre du chah d'Iran, et de son secrétaire, le 6 août à Suresnes (Hauts-de-Seine). Il est notamment soupçonné d'avoir facilité les formalités administratives d'entrée en France de deux des trois assassins présumés. Arrivés par avion de Téhéran, fin juillet, ces deux hommes, Ali Rad Vakili et Mohammad Azadi, étaient en possession de passeports et de visas en règle. Lors de son interpellation par la brigade criminelle, Massoud Hendi

se trouvait à Paris en voyage d'affaires. Jusqu'en 1987, Massoud Hendi était directeur du bureau de la radio-télévision iranienne à Paris. A cette date, il a été rattaché à Téhéran « en raison de son éventuelle collaboration avec les services de sécurité français », a indiqué un communiqué de la télévision d'Iran, dimanche 22 septembre.

Les « relations professionnelles » entre Massoud Hendi et l'organisme de radio-télévision iranienne ont ensuite été « interrompues » après les « aveux » passés par celui-ci à propos de cette « collaboration », précise le communiqué publié dans la presse iranienne. La même source ajoute que Massoud Hendi « n'a aucun lien de parenté avec l'imam Khomeiny ni avec sa famille », soulignant que « sa visite en France accompagnée de sa famille quarante-cinq jours après l'assassinat de Bakhtiar, ainsi que son arrestation par la police française, suscitent des questions ». L'ambassade d'Iran à Paris a démenti, une nouvelle fois, « toute implication du gouvernement iranien » dans l'assassinat de Chapour Bakhtiar.

## Mise en cause par le juge Brugnière

## La Libye rejette toute responsabilité dans l'attentat du DC-10 d'UTA

La Libye a rejeté, dimanche 22 septembre, par l'intermédiaire de l'agence officielle JANA, toute responsabilité dans l'attentat du DC-10 de la compagnie UTA, qui a fait 170 morts le 19 septembre 1989. Vendredi 20 septembre, le juge d'instruction parisien chargé du dossier, M. Jean-Louis Brugnière, avait formellement mis en cause les services de renseignement libyens dans cet attentat (le Monde daté 22-23 septembre).

Samedi, on apprenait que le numéro deux des services de renseignement libyens, M. Abdallah Seoussi, dont le nom avait été cité dans l'affaire du DC-10, est venu à Paris, les 16 et 17 septembre, pour rencontrer des responsables des services de renseignement français. Il aurait fait savoir à ses interlocuteurs que la Libye n'acceptera pas de « porter le chapeau », et que, si tel était le cas, Tripoli ne manquerait pas d'en tirer les conséquences.

## SPORTS

JEUX OLYMPIQUES : moins de cent cinquante jours avant l'ouverture

## Le malaise financier des sites savoyards

Moins de cent cinquante jours avant l'ouverture des XVI<sup>e</sup> Jeux olympiques d'hiver, à Albertville, le 8 février prochain, les difficultés financières de certaines communes, sites d'accueil, ne devraient pas compromettre la bonne organisation de cette manifestation, dont le coût global dépasse désormais les 11 milliards de francs. Elles créent cependant un malaise dans un département qui, après une période d'euphorie économique, s'interroge sur les conséquences de l'après-J.O.

LYON

## de notre bureau régional

Brides-les-Bains fait comme si de rien n'était. Dans la rue principale défoncée par les travaux, les quelques curistes de la fin de saison tentent de se frayer un passage entre les engins de chantier. Durant tout l'été, cette station thermale de six cents habitants, près de Modirans, a vécu une atmosphère de euphorie, au fur et à mesure que s'édifiaient les nouveaux bâtiments de la cité (1) appelée à devenir, durant le mois de février, le « village olympique » d'accueil des athlètes.

« Faute d'avoir celle des banques, j'espère au moins la confiance des entreprises », dit M. Jean-François Chedal, trent-cinq ans, élu maire (sans étiquette) en mars 1989. Voilà quelques jours, et avec l'accord unanime de son conseil municipal, il a été contraint de demander au préfet de la Savoie la saisine de la Chambre régionale des comptes. Sa commune est exsangue. Il lui manque une bonne cinquantaine de millions de francs pour payer les entreprises.

Toutes les banques contactées pour couvrir un emprunt de 69,5 millions de francs, soit les tiers des 218 millions de francs d'investissements réalisés en 1991, se sont refusées.

« A situation exceptionnelle, moyens exceptionnels », plaide M. Chedal. Pour l'instant, le Comité d'organisation des Jeux (COJO), qui a déjà versé 75 millions pour la mise à disposition de 2 300 logements, se tait. A priori, ces problèmes de trésorerie ne concernent pas directement les installations dont il a besoin. Son co-président, M. Michel Barnier, également président (RPR) du conseil gé-

ral de la Savoie, en appelle, une fois de plus, à la « responsabilité de l'Etat et des organismes qu'il contrôle [...] au nom de l'intérêt général ».

Lui-même confronté à une situation tendue de ses finances, le département est réservé. Depuis un an, il ne garantit plus automatiquement les investissements touristiques décidés par les communes. Cette absence de caution a fait fuir les banques, aussitôt accusées de faire preuve de « frilosité », ou tout au moins de reculer devant la prise de risque. Malgré l'annonce d'une aide exceptionnelle, sous la forme d'un contrat de développement, de l'ordre de 10 millions de francs consentie par le département et la région, l'impasse est totale.

Dès l'origine considérée comme le point faible de la candidature savoyarde, Brides-les-Bains n'est pas un cas isolé. Avant elle, Pralognan, site d'accueil du curling, a « déposé le bilan », accusant un trou de 5 millions de francs au compte administratif de 1990, dû en partie à la réalisation d'une patinoire démesurée. La station de ski de fond des Saïsses connaît également des problèmes de trésorerie, tandis que Méribel-la-Plagne ne sait toujours pas comment elle supportera le déficit de l'exploitation (3 millions de francs par an) de la piste de bobsleigh. Chargée de 45 tonnes d'ammoniaque, elle n'a toujours pas obtenu les autorisations nécessaires à l'ouverture au public.

## Euphorie éphémère

« Par choix ou par obligation, les Jeux ont conduit un certain nombre de communes à réaliser rapidement, avec plus ou moins de discernement, des investissements qui auraient dû être étalés sur dix ans », constate M. Ralph Taranto, représentant du Crédit lyonnais, la banque officielle des JO.

A force d'entendre proclamer que la Savoie allait rattraper son retard et prendre une longueur d'avance, certaines collectivités ont « chargé la barque », sans évaluer concrètement les conséquences de leurs engagements. Voilà deux ans, se souvient M. Taranto, « avec le Crédit agricole de la Savoie, la Caisse des

dépôts et Indosuez, nous avions proposé à toutes les communes olympiques l'émission d'un emprunt obligatoire couvrant l'ensemble de leurs besoins financiers, aux meilleures conditions. Elles ont préféré garder leur indépendance, d'autant qu'elles étaient particulièrement courtisées ». « Les égoïsmes locaux ont joué », confirme M. Bernard Tétaz-Monthoux, directeur du Crédit agricole.

Depuis 1986, il est vrai, la conjoncture s'est renversée en montagne. Le marché de la neige, de l'immobilier et de la fréquentation des stations a brusquement chuté (2). Des équipements engagés dans une période d'euphorie - éphémère - n'offrent plus les mêmes conditions de rentabilité. Toutes les entreprises ou les établissements financiers français ou étrangers - ils furent nombreux à se présenter pour « réaliser des coups » - ont déjà plié bagage.

## Une bataille perdue

« Vu de Paris, ou d'ailleurs, le marché n'est plus porteur », constate M. Tétaz-Monthoux. Il n'est pas étonnant, dès lors, que les banquiers, gagnés par le syndrome d'Angoulême, se soient montrés particulièrement réservés sur la reconversion de Brides en station d'hiver. Outre la rénovation de l'Hôtel des Thermes en régie municipale (30 millions de francs) et la remontée mécanique vers Méribel (110 millions de francs), contestée dès l'origine et condamnée au déficit dès avant son ouverture, l'expansion immobilière de la commune relève du pari. Non loin de là, Courchevel, Méribel ou la nouvelle station de la Tania ont largement contribué à augmenter un pareil pari, qui trouve difficilement preneur.

L'heure des règlements de compte n'a pas encore sonné. Dans la coulisse, certains ne se privent pas d'énumérer les « vices cachés » des Jeux savoyards. « Si l'on avait procédé à une analyse financière sérieuse du dossier de candidature, l'Etat n'aurait sans doute pas soutenu dans les mêmes conditions », indique « off » un haut fonctionnaire. « La situation actuelle est la conséquence directe d'une bataille perdue : celle de l'endettement des sites », proclame un autre. Il ajoute : « A une distribution rationnelle, on a préféré une logique de politique locale, en obligeant les communes à supporter des équipements dont elles n'avaient pas forcément envie, ni besoin ». Loi de décentralisation oblige, l'Etat s'est retranché derrière la liberté des communes. « Ce n'est pas faute de les avoir conseillées », concède M. Jean-Claude Bastion, sous-préfet d'Albertville.

Incontestablement, la « querelle de pâturage des Menuires » (3) a laissé des traces. A quelques détails près, l'ensemble du programme prévu au dossier de candidature a été scrupuleusement respecté. Mais personne n'a osé chiffrer les surcoûts de cette dispersion. Particulièrement, la construction de parkings, d'une déviation routière et d'une remontée mécanique vers Méribel.

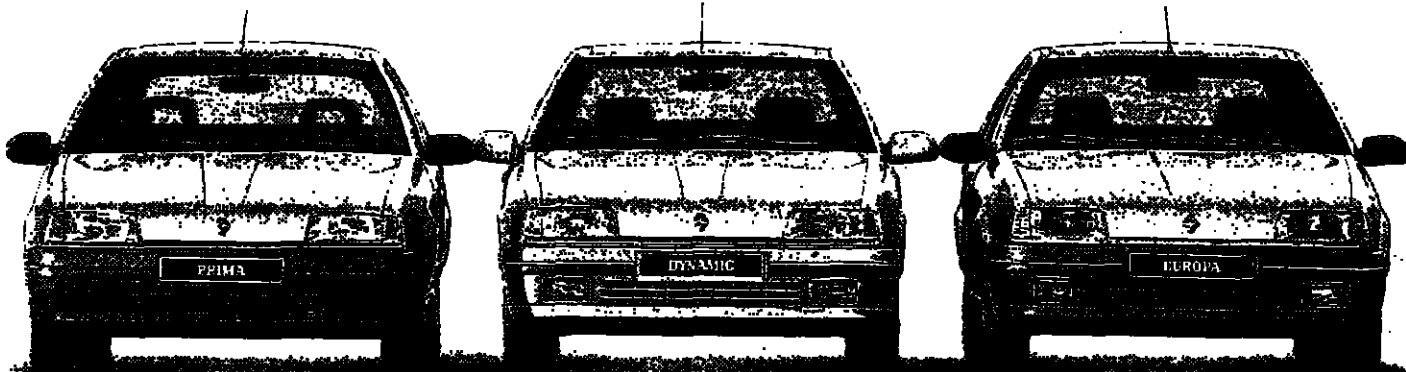
MICHEL DELBERGHE

(1) Brides-les-Bains a réalisé 600 millions de francs avec des investissements publics et privés : un nouvel établissement thermal, la rénovation d'hôtels, de la mairie, du casino, la construction de parkings, d'une déviation routière et d'une remontée mécanique vers Méribel.

(2) La commercialisation des logements touristiques en Savoie a baissé de 26 % en 1990. En Tarentaise, les ventes de logements neufs ont chuté de 50 % sur un marché désormais dominé par l'ancien.

(3) Souhaitant récupérer le dispositif des sites, Jean-Claude Killy s'était heurté à la vive opposition de Saint-Marcel-Belleville, commune sur le territoire de laquelle se trouve la station des Menuires. Il avait alors démissionné de la présidence du COJO, le 29 janvier 1987, avant de revenir le 30 mars 1988.

## Voici trois bonnes raisons d'acheter une voiture.



Trois nouvelles Séries Spéciales Renault 19, trois rapports équipement-prix exceptionnels, trois caractères différents devraient vous fournir une bonne raison d'acheter une voiture.

• A partir de 63 900 F, la Renault 19 Prima peut accueillir une descendance nombreuse et

turbulente : 5 vraies places, un autoradio FM cassettes stéréo, et une santé inépuisable en version essence ou Diesel.

• La Renault 19 Dynamic est réservée à ceux qui ne peuvent envisager de se déplacer sans un certain transport des sens : 2 motorisations vives et souples, un équipement sportif et complet.

• La Renault 19 Europa transforme n'importe quelle grande distance en plaisir : équipement et confort d'une grande routière, autoradio FM cassettes stéréo, motorisation essence ou

Diesel, à partir de 75 600 F. Tarif au 01/07/91. A.M. 92. Garantie anticorrosion Renault 6 ans. D'ici votre financement RENAULT ou elf.

RENAULT 19 Prima, Dynamic, Europa.

SÉRIES SPÉCIALES. POURQUOI VIVRE SANS ELLES ?



DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE

هكذا من الأصل



SPORTS

AUTOMOBILISME : victoire de Riccardo Patrese au grand prix du Portugal

La roue de l'infortune pour Nigel Mansell

L'italien Riccardo Patrese (Williams Renault) a remporté, dimanche 22 septembre à Estoril, le grand prix du Portugal de formule 1. Son coéquipier britannique Nigel Mansell, arrêté par la direction de la course après une manœuvre illicite lors du changement de pneus à son stand, a pratiquement perdu ses dernières chances de rejoindre Ayrton Senna au championnat du monde des pilotes. Deuxième à Estoril, le Brésilien compte désormais 24 points d'avance alors qu'il ne reste que trois grands prix à disputer.

ESTORIL

Héros heureux ou malheureux, Nigel Mansell a souvent été au centre des discussions lors des plus récents grands prix du Portugal. En 1986, il s'était imposé à Estoril avant d'échouer pour le titre mondial derrière Alain Prost. Trois ans plus tard, il provoquait une belle polémique en effectuant une manœuvre illicite lors de son arrêt au stand. Reparti en piste, il affirmait ne pas avoir vu le drapeau noir de la disqualification agité par le directeur de course. Revenu sur Ayrton Senna, il l'éprouvait et le sortait de la piste en tentant de le doubler au freinage en bout de ligne droite. Cet incident lui avait valu une suspension pour une course et une amende de 50 000 dollars.

L'an dernier, le Britannique avait remporté son deuxième grand prix du Portugal après une nouvelle polémique avec Alain Prost. Qualifié en première ligne aux côtés de son coéquipier chez Ferrari, il avait tassé ce dernier contre le mur au départ alors que le Français talonnait Ayrton Senna au championnat du monde. L'incident avait été à l'origine de la cassure entre Alain Prost et Cesare Fiorio, qui dirigeait alors la Scuderia et n'avait pas voulu imposer une discipline de course.

Sensationnelle remontée

Cette année, Nigel Mansell n'est a priori pas responsable de l'incident qui lui a valu une nouvelle disqualification aux conséquences catastrophiques pour lui puisqu'il y perd pratiquement ses dernières chances de devenir champion du monde. La course avait pourtant remarquablement débuté pour les deux Williams Renault. Parti en tête, Riccardo Patrese s'était, comme convenu, laissé doubler par le Britannique au dix-huitième passage devant les stands. Les

deux McLaren Honda de Gerhard Berger et d'Ayrton Senna comprenaient déjà respectivement 8 et 11 secondes de retard.

Nigel Mansell avait choisi de changer ses pneus au trentième tour. Un changement rapide (7 s 75), mais le préposé à la surveillance des opérations lui donnait le signal du départ un peu trop tôt. L'écrou de la roue arrière droite n'était pas complètement serré. La roue se détachait aussitôt et les mécaniciens de Williams effectuaient leur deuxième intervention sur la partie gauche de la piste des stands, exclusivement réservée au trafic. Reparti en dix-septième position à un tour de Riccardo Patrese, le Britannique entamait une sensationnelle remontée qui, en moins d'une demi-heure, le plaçait au sixième rang, à seulement 13 s de Jean Alesi (Ferrari), le troisième. C'est alors que les commissaires de course, qui venaient de se réunir, lui ont fait présenter le drapeau noir.

Une jubilation de potache

Dès lors, une curieuse atmosphère régnait à l'issue de la course dans le stand des Williams Renault, où nul ne savait s'il fallait plutôt se réjouir de la cinquième victoire apportée à l'écurie britannique par Riccardo Patrese, ou déplorer la malchance de Nigel Mansell qui venait de perdre ses dernières espoirs de devenir champion du monde. Même si le Britannique gagnait les trois derniers grands prix, il suffirait, en effet, à Ayrton Senna de marquer 7 points (1) pour obtenir son troisième titre et égaler ainsi Jack Brabham, Jackie Stewart, Niki Lauda, Nelson Piquet et Alain Prost.

Bien malgré lui, Nigel Mansell avait gâché la fête de son dévoué coéquipier qui aurait aimé célébrer, dans d'autres conditions, la cinquième succès de sa longue carrière. Avec 221 grands prix à son actif, Riccardo Patrese pourrait être un pilote blasé. Quinze saisons de formule 1 n'ont pourtant altéré en rien le professionnalisme et la passion qu'il manifeste pour son métier. A trente-sept ans, le vice-doyen des pilotes - huit mois de moins que le Brésilien Nelson Piquet - goûte simplement avec plus d'intensité les meilleurs moments que lui réserve encore le sport automobile.

Ainsi, dès le samedi, c'est avec une jubilation non feinte qu'il avait signé la septième pole position de sa carrière. Comme un potache qui aurait joué un bon tour aux surdoués de sa classe. Seul pilote de formule 1 sacré champion du monde de kart (1974), Riccardo Patrese, qui avait fait ses débuts en grand prix à

vingt-deux ans, semblait pourtant également promis à une carrière aussi précoce que prometteuse. Jusqu'au départ du grand prix d'Italie 1978 où un carambolage monstrueux coûtait la vie au Suédois Ronnie Peterson. Les pilotes les plus anciens avaient, un peu hâtivement, fait de lui le coupable et lui avaient même interdit de prendre le départ du grand prix suivant.

Ce n'est que plusieurs années plus tard qu'un film d'amateur permettra de le disculper. « Je savais que je n'avais rien à me reprocher, mais j'étais timide, raconte-t-il. J'ai commis l'erreur de m'isoler. Je suis devenu solitaire. Une expérience aussi dramatique transforme forcément un homme. » Marginal, il n'a pas souvent attiré l'attention des médias de pointe. Si on excepte deux saisons (1982 et 1983) chez Brabham BMW où il remporta deux grands prix dans l'ombre de son coéquipier Nelson Piquet, rarement il a pu disposer de voitures pour gagner.

L'accident mortel de son coéquipier et ami, Elio de Angelis, lors d'une séance d'essais sur le circuit Paul Ricard en 1985, l'avait profondément choqué au point de lui donner envie de renoncer. C'est la naissance peu de temps après de ses deux jumeaux qui a provoqué un dédramatisé et de changer son image. Ma vie familiale, mes enfants, m'ont apporté un équilibre qui s'est aussi reflété dans ma carrière professionnelle.

La vraie chance de sa carrière aura été son recrutement en 1988 par Frank Williams pour remplacer Nelson Piquet. « J'ai attendu longtemps une voiture qui me permette de me battre pour la victoire que ce n'est pas maintenant que je vais ressentir de la lassitude pour la formule 1 », assure-t-il. Mieux, il estime que l'expérience qu'il a pu accumuler en quinze ans constitue son plus précieux atout. « J'ai gagné mon talent, mes pilotes, mais désormais, je suis économiste, ma voiture en course, mener une séance d'essais avec méthode ou résister à la pression qui pèse sur nos épaules. La formule 1 est devenue une science de plus en plus complexe avec des stands remplis d'ordinateurs. L'expérience est un atout irremplaçable pour comprendre et maîtriser tous les paramètres. Ce n'est pas un hasard si les six pilotes qui ont remporté tous les grands prix depuis deux saisons ont tous plus de trente ans. »

GÉRARD ALBOUY

(1) Les six premiers de chaque grand prix marquent respectivement 10, 6, 4, 3, 2 et 1 points.

TENNIS : demi-finales de la Coupe Davis

Yannick Noah retrouve l'Amérique

La finale de la Coupe Davis 1991 mettra aux prises du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre, sans doute à Lyon, les équipes de France et des Etats-Unis qui ne se sont plus rencontrées à ce niveau depuis 1982. Tenants du trophée, les Américains ont peiné à Kansas-City sur terre battue face aux Allemands privés de Boris Becker : la sélection n'a été acquiescée que dans le dernier simple grâce à la victoire en trois sets d'André Agassi sur Carl-Uwe Steeb. A Pau, la tâche de l'équipe composée par Yannick Noah contre la Yougoslavie a été facilitée par la forfait des joueurs croates : la qualification a été obtenue par cinq à zéro.

PAU

Yannick Noah avec Guy Forget, Henri Leconte avec Arnaud Boetsch, les Français dansent dans les vestiaires. Parodie de samba sur un air folklorique basque pour une parodie de demi-finale de Coupe Davis. Pour la deuxième fois depuis le début de l'année, l'équipe de France aura vu sa petite histoire facilitée par la grande. En avril der-

nier, pour le premier tour, elle avait disposé facilement des Israéliens, venus d'un pays presque en guerre. A Pau, elle a battu une équipe yougoslave qui n'était plus qu'une fiction, privée de ses deux meilleurs éléments croates (le Monde daté 22-23 septembre). Mais les joueurs n'en ont cure. La victoire de la paire Forget-Santoro vient de leur donner le droit de rêver au Saladier d'argent. Neuf ans après la finale perdue de Grenoble contre les Etats-Unis de McEnroe, soixante-neuf ans après la dernière victoire d'une équipe française, au temps héroïque des mousquetaires.

Moins que les autres, Yannick Noah veut entendre parler de soubresauts de l'histoire. « Nous avons trop perdu de matches gagnés d'avance, explique le capitaine de l'équipe de France. Nous avons trop souvent joué en dessous de notre niveau, au temps où nous ne nous sentions pas bien dans l'équipe. Maintenant nous sommes une bande de copains qui poursuivons une belle aventure. »

Les leçons de Grenoble

A la Bourse des valeurs sportives, l'amitié est en forte hausse. L'affectif semble même être devenu le moteur principal des équipes françaises qui gagnent. « La bande à Noah » fait en tout cas fortement penser au sacro-saint « groupe » de Michel Platini. Les deux formations ne sont sans doute pas aussi fortes que leurs glorieuses aînées de la première moitié des années 80. La gloire d'un Guy Forget, sixième joueur mondial, égalé par la hargne d'un Fabrice Santoro, a du mal à faire oublier le tandem Noah-Leconte. Et pourtant les résultats sont là. Comme en football, les qualités morales du groupe semblent combler les lacunes individuelles. « Je me sens très bien dans l'équipe », expliquait ainsi le petit nouveau, Arnaud Boetsch. J'ai l'impression d'avoir remporté une bonne coupe de types géniaux qui m'aident et me font progresser. »

La sauce n'aurait sans doute pas pris sans cet ingrédient clé : le charisme du chef de file. Yannick Noah comme Michel Platini, les deux vedettes incontestées de leur sport, peuvent presque dire l'équivalent de France, c'est moi. Noah, c'est à la fois le grand frère, le conseiller, le confident et le modèle. Celui qui grimace qui rassure lorsque Fabrice Santoro est à la peine contre Zivojinovic. Celui qui s'amuse comme un gamin pendant les doubles aux entraînements. Celui qui monte sur la table, en fin

de dîner de notables palois, pour pousser la chansonnette.

« Les joueurs croient en lui », confie Patrick Jauffret, directeur technique national. Depuis qu'il est devenu capitaine de l'équipe, il y a moins de onze mois, le mérite de Noah aura été d'insuffler cet esprit de commando qui fait la force de sa sélection. Loin des querelles pueriles qui la divisaient il n'y a pas si longtemps.

Mais un groupe, aussi soudé soit-il, a toujours un défaut : il n'est pas extensible à l'infini. Déjà, avant la rencontre de Pau, trois jeunes espoirs, Olivier Delaire, Guillaume Raoux et Rodolphe Gilbert, ont élevé la voix. Le plus virulent, Delaire, s'est même délaissé par Patrice Hagelauer et Eric Deblérier, au profit du trio Forget, Santoro, Champion. Il faut dire que, depuis cette saison, la tâche des deux entraîneurs nationaux s'est compliquée. Pas moins de neuf joueurs français se trouvent dans les cent premiers du classement ATP.

Tout en défendant le système fédéral - « l'un des meilleurs du monde », dit-il - Yannick Noah a décidé de continuer à faire jouer la concurrence en vue de la finale. Seule la locomotive Guy Forget est assurée de prendre le départ. Pour les wagons, Noah a l'embaras du choix. Il assure que Fabrice Santoro ne jouira d'aucun privilège pour avoir disputé les deux simples à Pau, et que même Henri Leconte, s'il se remet de ses blessures, a sa chance : « Il n'y aura pas de lutte au couteau, confiait ce dernier d'humeur étonnamment joviale. Chacun va se disputer dans les tournois qui restent d'ici à novembre, et le mieux placé l'emportera. Mais l'essentiel est que l'équipe reste soudée. »

Le capitaine de l'équipe n'a même pas voulu écarter la possibilité de sélectionner un certain Yannick Noah, pour le double. C'est que, pour lui, cette finale de Coupe Davis a une dimension particulière : en battant de justesse les Allemands dans l'autre demi-finale, les Américains ont exaucé son vœu d'une revanche, neuf ans après la défaite de Grenoble. « A l'époque, expliquait-il, nous n'avions pas participé à la Coupe Davis depuis cinquante ans. Nous avions été nuyés par l'échec de la semaine précédente la rencontre, là où tout se joue, de n'aurait jamais dû perdre le match contre McEnroe. Mais lorsque je menais 2-1, tout le monde est venu me féliciter comme si j'avais gagné. Ces conneries-là, nous les avons faites, mais elles ne nous arrivent plus. »

JÉRÔME FENOGLIO

Les résultats

AUTOMOBILISME		8; 18. Sochaux, 7; 19. Rennes, 6; 20. Nancy, 5.
Grand prix du Portugal de formule 1		
1. Patrese (Ita., Williams-Renault), les 308,910 km en 1 h 35 min 42 s (moyenne 133,526 km/h); 2. Senna (Bré., McLaren-Honda), 20 s 3; 3. Alesi (Fra., Ferrari), à 53 s; 4. Martini (Ita., Minardi-Ferrari), à 1 min 3 s; 5. Piquet (Bré., Benetton-Ford), à 1 min 10 s; 6. Schumacher (All., Benetton-Ford), à 1 min 16 s.		
Championnat du monde des conducteurs (après treize courses)		
1. Senna (Bré.), 83 pts; 2. Mansell (G-B), 59; 3. Patrese (Ita.), 44; 4. Berger (Autr.), 31; 5. Piquet (Bré.) et Prost (Fra.), 25.		
Championnat du monde des constructeurs		
1. McLaren Honda, 14 pts; 2. Williams Renault, 103; 3. Ferrari, 43.		
BASKET-BALL		
Championnat de France messieurs		
NATIONALE 1 A (deuxième tour « aller »)		
*Gravelines b. Racing Paris 81-62	*Amboise b. Vichy 124-106	
*Rennes b. Saint-Quentin 84-75	*Pau-Orthez b. Dijon 79-66	
*Maisonb. Montpellier 92-73	*Cholet b. Le Mans 103-82	
*CRO Lyon b. Tours 83-70	*Limoges b. Reims 88-77	
Classement. - 1. Limoges, Cholet, Amboise, CRO Lyon et Reims, 4 pts.		
FOOTBALL		
Championnat de France		
PREMIÈRE DIVISION (Onzième journée)		
*Montpellier b. Sochaux 3-2	*Morocco et Nîmes 1-1	
*Nantes b. Auxerre 2-0	*Paris-SG b. Metz 3-0	
*Marseille et Lens 1-1	*Lille et Rennes 1-1	
*Lyon et Toulon 1-1	*Nancy et Toulouse 1-1	
*Cannes b. Caen 2-0	Classement. - 1. Monaco, 19 pts; 2. Marseille, 17; 3. Paris-SG, 16; 4. Nantes, 15; 5. Metz, 13; 6. Lille, Le Havre, 12; 8. Auxerre, Caen, Lens, Montpellier et Nîmes, 11; 13. Cannes, Lyon et Toulouse, 9; 16. Saint-Etienne et Toulon, 8.	
DEUXIÈME DIVISION (Onzième journée)		
Groupe A		
*Dunkerque et Orléans 2-2	*Valenciennes et Sedan 0-0	
*Arcen et Beuvais 1-1	*Brest b. La Roche-sur-Yon 2-1	
*Guingamp et Red Star 2-1	*Angers b. Bourges 3-0	
*Laval et Lorient-Cuséaux 0-0	*Tours et Rouen 2-2	
*Amiens et Le Mans 2-2	Classement. - 1. Brest, 16 pts; 2. Valenciennes, 15; 3. Rouen et Lorient-Cuséaux, 14; 5. Angers et Guingamp, 13.	
Groupe B		
*Epinal b. Rodez 2-1	*Châteauroux b. Mulhouse 2-1	
*Saint-Quentin et Strasbourg 1-1	*Aix et Nice 0-0	
*Pérignat et Istres 0-0	*Saint-Saurin b. Martigues 2-1	
*Annecy b. Grenoble 3-1	*Gueugnon b. Ajaccio 2-0	
*Bastia et Bordeaux 0-0	Classement. - 1. Strasbourg, 19 pts; 2. Bordeaux, 18; 3. Istres, 17; 4. Pérignat, 16; 5. Rodez, 14.	
TENNIS		
Coupe Davis		
Demi-finales du groupe mondial A		
A Pau (groseset)		
France b. Yougoslavie 5-0		
G. Forget (Fra.) b. S. Zivojinovic (You), 6-2, 6-1; 6-4; F. Santoro (Fra.) b. S. Zivojinovic (You), 4-6, 7-5, 7-6 (7/0), 3-6, 6-3; G. Forget-A. Boetsch (Fra.) b. S. Zivojinovic-S. Muskatirovic (You), 6-4, 6-3, 6-2; G. Forget (Fra.) b. S. Zivojinovic (You), 6-1, 3-6, 6-2; F. Santoro (Fra.) b. S. Muskatirovic (You), 6-7 (1-7), 6-3, 7-6.		
A Kansas-City (terre battue)		
Etats-Unis b. Allemagne 3-2		
A. Agassi (E-U) b. M. Stich (All), 6-3, 6-1, 6-4; J. Courier (E-U) b. C.U. Steeb (All), 4-6, 6-1, 6-3, 6-4; M. Stich-E. Jelen (All) b. S. Davis-D. Pan (E-U), 7-6 (7/3), 6-4, 6-4; M. Stich (All) b. J. Courier (E-U), 6-4, 7-5, 6-4; A. Agassi (E-U) b. C.U. Steeb (All), 6-2, 6-2, 6-3.		

OMNISPORTS : l'ouverture des cinquièmes Jeux africains

Le rêve olympique de l'Egypte

LE CAIRE

de notre correspondant

Les Egyptiens prévoient. Ils fixent leurs cinquièmes Jeux africains et n'hésitent pas à comparer les festivités de la cérémonie d'ouverture à celles des Jeux olympiques de Los Angeles ou de Séoul.

Il est vrai que le spectacle à la spartakade (la mise en scène était soviétique), version pharaonique, de danses et de figurants, des fresques coupées par onze mille soldats tenant des cartons de couleur sur des gradins dominés par une

FOOTBALL : décès de l'ancien sélectionneur Louis Duganguez. - Louis Duganguez, ancien sélectionneur et entraîneur de l'équipe de France de football, est décédé à l'âge de soixante-deux ans, dimanche 22 septembre, à Sedan (Ardennes). Après avoir été joueur professionnel à Lens, Béthune et Sedan, il avait pris la direction technique de l'Union sportive de Sedan-Torcy en 1950. Sous sa conduite, ce club avait remporté deux fois la Coupe de France (1956 et 1961). En juillet 1967, Louis Duganguez avait succédé à Just Fontaine à la tête de l'équipe nationale, qu'il devait diriger pendant moins de deux ans. Il démissionna de son poste le 2 mars 1969, remplacé par Georges Boulogne. Il était ensuite revenu dans son club pharigien, devenu Sedan-Ardennes. Il s'entraîna jusqu'en 1974, date de la descente de l'équipe en deuxième division.

gigantesque pyramide... en aluminium.

L'Egypte du « président sportif » Hosni Moubarak (qui continue à faire son squash quotidien à soixante-deux ans) n'a pas lésiné sur la dépense. Plus de 120 millions de dollars ont été investis dans la construction d'un complexe sportif comprenant notamment un stade couvert, des piscines olympiques et des bâtiments pour héberger les quarante-deux délégations comprenant quelque sept mille membres.

La dépense n'est pas vue d'un très bon œil par l'opposition, qui estime que « ces millions auraient pu être mieux investis ». Cela n'empêche pas la même opposition d'afficher sa fierté de voir l'Egypte « illustrer son hospitalité et sa civilisation vieille de six mille ans ».

La presse officielle réplique implicitement en écrivant que les cinquièmes Jeux africains constituent tout simplement « une réalisation historique ». Et de citer les records battus au cours de la construction du complexe sportif.

Gigantesque pagaille

Le gouvernement égyptien, qui avait semble-t-il, oublié la complexité d'une organisation des Jeux, n'a commencé à vraiment bouger qu'il y a moins d'un an. Plusieurs responsables, convaincus que les locaux ne seraient jamais prêts à temps, ont même démissionné. Il a fallu l'intervention personnelle du président Moubarak, qui a remplacé le ministre de la jeunesse et des sports, pour que les travaux soient terminés de justesse. C'est ainsi que le jour même de l'inauguration on

pourrait encore voir des ouvriers peindre les portes des stades.

Mais l'infrastructure a pu être finie à temps, il n'en a pas été de même pour l'organisation. Le jour de l'ouverture des Jeux a été l'occasion d'une gigantesque pagaille et d'un embouteillage encore plus monstrueux que ceux auxquels les Carottes sont habitués. Des spectateurs de billets d'entrée se sont fait refouler par le service d'ordre débordé. Le même sort a été partagé par de nombreux journalistes pourtant accrédités.

M. Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique, n'a pu assister à l'ouverture des Jeux qu'après avoir forcé sa voie à pied à travers les insupportables barages. Même les présidents Moubarak et Babangida, du Nigeria, sont arrivés avec une demi-heure de retard. Une demi-heure au cours de laquelle le spectacle, qui avait déjà démarré, a été ralenti.

Cela n'a pas empêché M. Samaranch de déclarer le lendemain que l'Egypte pourrait être le premier organisateur africain des Jeux olympiques en 2004. Une déclaration qui a naturellement comblé d'aise les responsables de l'organisation des Jeux africains, mais qui n'a pas convaincu nombre de journalistes s'expliquant avec des ordinateurs censés donner les résultats, mais préférant rester muets. Harcelé à ce sujet, un des organisateurs a demandé aux journalistes de « ne pas faire passer des ordinateurs à la presse, mais de laisser le temps de nous reposer et de prendre notre vitesse de croisière », a-t-il ajouté.

Quant au reste des Egyptiens, ils sont insensibles aux critiques qu'ils entendent et à la tenue des médailles d'or, d'argent et de bronze

a commencé. Si le rythme se maintient jusqu'au bout, les Egyptiens, comme les Romains dans l'Antiquité, auront oublié durant vingt jours les soucis de leur vie quotidienne et la cherté galopante de la vie.

ALEXANDRE BUCCIANTI

BOXE : championnat du monde des super-moyens

Michael Watson dans un état critique

Le boxeur britannique Michael Watson a subi, dimanche 22 septembre à Londres, une deuxième intervention chirurgicale au cerveau à l'hôpital Saint-Bartholomew. Il avait déjà été opéré dans les premières heures de la matinée pour retirer un caillot de sang à la suite d'une blessure à la tête lors du championnat du monde des poids super-moyens (version WBO) contre son compatriote Chris Eubank. Son état était considéré comme critique mais stable.

Michael Watson, âgé de vingt-six ans, avait été transporté d'urgence à l'hôpital, samedi soir, après avoir perdu connaissance aussitôt après sa défaite contre Eubank, vainqueur au deuxième et dernier round par arrêt de l'arbitre après un combat d'une extrême violence disputé au stade de Tottenham à Londres.

Chris Eubank, âgé de vingt-cinq ans, a lui aussi été admis à l'hôpital pour passer des examens après avoir connu une défaillance physique quelques minutes après le combat. A sa sortie, il a souhaité que Watson soit soumis à un contrôle antidopage. - (AFP)

## ARCHITECTURE

## En toute simplicité

Avec sa Via Alesiana, Wilmotte pousse à Nîmes le cri ancestral de la modernité

Quelle meilleure idée que de choisir les derniers solides de l'été nîmois, la fêta des vendanges et la mise à mort de taureaux solitaires, pour présenter son bâtiment à un troupeau paisible de critiques ? C'est à la même période que, il y a trois ans, la ville de Nîmes fit découvrir Nemausus, ce «beau logis Nouvel» qui venait d'arriver sur la scène de l'architecture nationale. Quelle joie alors, quels cris et quelle révolution ! Mais rien ne dégénérera plus vite qu'une révolution en modèles standardisés et en mode, la belle astuce de Nouvel et l'boa a donné naissance à un nombre inimaginable de logements-saladers, corcés de soleil, et bardés de métal gris. Une véritable épidémie !

Est-ce le sort qui attend cette «Via Alesiana», ensemble de logements qu'est en train d'achever Jean-Michel Wilmotte avec Denis Boyer Gibaud et Patrick Collet-Mancet ? Certainement pas, car si Wilmotte, star du design et de l'architecture d'intérieur, a le sentiment de jouer gros sur ce premier travail d'architecte, il s'est placé sur le registre le plus difficile qui soit, le plus inimitable, celui de la simplicité.

À peine si les trouvailles y sont visibles : elles sont intégrées, ajustées, patinées presque avant usage, un peu comme un vêtement anglais. Il est dit qu'on ne parle plus de «goût», ni bon ni mauvais, en ce bas monde, et que toutes choses se valent dans un univers balaïé de termes plus génériques, comme le talent, ou pis : l'intérêt. La Via Alesiana est-elle intéressante ? Eh bien, non, elle relève tout bonnement du «bon goût».

L'idée n'est pas nouvelle : une rue-corridor (d'où la via latine) autour de laquelle s'articulent sur deux ou trois niveaux des appartements dont il est honnête de dire qu'il s'agit de logements de confortable luxe. Pas de toits, mais des terrasses assez vastes pour accueillir quelques plaisirs de Babylone. Pas de fenêtres, mais des portes pour assurer le lien des pièces amples, hautes, généreuses, avec ce pays de soleil ; ou bien de longues fentes élégamment rythmées, pour limiter l'indiscrétion du même soleil.

## Une adresse de banderillero

Le vocabulaire est strictement moderne, sans complaisance avec la courbe. La dévotion du terrain est maîtrisée avec une adresse de banderillero pour susciter de beaux mouvements d'encolure, dans ce long édifice au corps souple, musculeux. La couleur rouge-rouille de l'ensemble, n'a, elle, rien de cruel. Elle résonne avec le vert sombre, magnifique, des menuiseries. Bref, difficile de s'y tromper, on n'est pas loin de la Méditerranée.

Et puisqu'on est dans ce genre de tradition, on est aussi dans le registre du matériau plein, des murs épais. Tout cela à un tel point qu'une image vient très vite à l'esprit. Via Alesiana, c'est l'anti-Nemausus, l'inverse en tous points : Sussumen, en somme, et ce ne sont pas les réalisations japonaises de Wilmotte qui feront mentir un tel anagramme...

Une autre idée se présente naturellement, lorsqu'on se promène Via Alesiana ou dans ses

autres réalisations nîmoises et lorsqu'on suit la carrière. Ce créateur aux allures bon enfant qui cache avec plus ou moins d'aisance la façon dont il planifie sa carrière en urbaniste de haut vol, aura eu finalement le privilège assez rare de s'exercer sur des projets d'échelle sans cesse croissante.

Des meubles, d'abord, des meubles exactement dessinés, sans la moindre complaisance pour l'air du temps, en particulier pour le kitsch, le pop, les connivences «Grosjean». Pourquoi s'y serait-il risqué puisque aussi bien Wilmotte lui-même a vite fait de servir d'inspirateur à nombre de ses confrères, jeunes et moins jeunes ?

## Un univers à part

Après les meubles, des espaces aussi variés qu'une chambre (à l'Elysée, par exemple), des bureaux, des boutiques, des endroits impeccables où pas un défaut ne trahit, ni sur ni sous les tables, les lits, les fauteuils. A ses métiers de designer et d'architecte d'intérieur, il ajoute naturellement très vite, quoique cette fonction n'ait pas de nom précis, celui de «réhabilitateur» : on lui donne de vieux bâtiments chargés d'ans et de gloire, souvent classés, et il vous en fait d'admirables écrans pour y déposer des «wilmottes», bijoux précieux s'il en est. Un exercice où il excelle, avec la solide agence qu'il dirige.

C'est aussi là, cependant, qu'on rencontrera son défaut. Wilmotte conceptualise dans ses plus infimes détails chacune de ses œuvres. En terrain vierge, cela ne pose pas de problème. Lorsqu'il s'agit de reprendre de fond en comble un édifice ancien et de le respecter avec passion – car il s'agit de manifester le talent des bâtisseurs qu'on lui confie –, cette conceptualisation forcée se heurte à la nécessité des compromis.

Mais que faut-il compromettre, le concept, ou bien l'histoire ? Au Grenier à sel d'Avignon, par

exemple, il saura préserver le concept Wilmotte, et il aura raison, quitte à fâcher quelques puristes des vieilles pierres. A l'Hôtel du Cheval Blanc de Nîmes, qu'il vient d'achever, il aura en revanche dû céder aux pompiers les modifications qu'un architecte de l'Etat n'aurait pu obtenir de lui.

Tout l'hôtel a été restructuré avec cette maîtrise de l'espace, doublée d'un sens aigu des matériaux et des matières, qui fait la valeur de sa signature. Pour donner du jour aux caves, il a écarté les planchers des murs, comme cela se pratique assez usuellement. Malgré les plaques de verre qui ferment ces ouvertures, il aura dû céder et placer un peu partout des barrières métalliques, dont l'allure de balcon régional n'évite pas une lourde répétition.

Les chambres du Cheval Blanc sont d'une perfection formelle telle qu'il faudrait en interdire l'usage, de crainte qu'un misérable n'y déplace une lampe. Le contraire de celles de Jean Nouvel, à l'Élysée, qu'il a construit pour Jean-Marie Amat, à Bouliac, près de Bordeaux ? Oui pour le vocabulaire, les matériaux, les parti pris d'originalité. Non pour leur manière de décliner avec brio l'identité au point de faire de chaque chambre un univers à part.

Et puis, manifestement, certaines des intuitions de Nouvel pour Bouliac semblent avoir fait leur petit bonhomme de chemin à Nîmes. La transparence d'une salle de bains, le statut d'autel conféré à un lit... S'impose la vision cistercienne de l'hôtel, refuge d'un voyageur qui, dans l'ascèse d'une chambre, se prépare aux plaisirs, ici d'une table, là d'une ville antique. Ascèse de luxe et d'intimité. D'ailleurs, si les téléphones, à la tête des lits de Wilmotte, ont l'allure, involontaire, d'une croix, ce n'est sans doute pas seulement pour entendre les voix de la chasteté et de la pauvreté. Même à Nîmes, fief protestant.

FRÉDÉRIC EDELMANN

## VIDÉO

## Mille heures à choisir

Première démonstration de vidéodisque «interactif» au Louvre

Le Musée du Louvre organise le 25 septembre à 19 heures dans l'auditorium une grande première : la projection sur grand écran de deux vidéodisques «interactifs», œuvres d'un cinéaste autrichien, Titus Leber, auteur de films musicaux. Depuis dix ans, Titus Leber s'est spécialisé dans la recherche en matière de vidéo, dont il explore les infinies possibilités. Il a mis au point un écran tactile, comme on le trouve, par exemple, pour se diriger au Forum des Halles, et aussi simple à utiliser. Il suffit de suivre les indications qui s'affichent.

Un écran, un ordinateur, un vidéodisque programmé sur lequel sont enregistrées mille heures d'images à choisir. Ainsi on peut se promener dans Vienne, faire le tour du Ring, s'arrêter dans un musée, y choisir un tableau, zoomer sur un détail, chercher dans ce musée ou à

l'extérieur les tableaux traitant du même thème. On peut remonter dans le temps, visiter Freud, ou assister à cette scène qui hante encore bien des mémoires : le triomphe de Hitler sur la place des Héros... Vienne, l'esprit d'une ville mille heures pour se pénétrer d'un esprit infiniment sophistiqué et morbide.

Le second vidéodisque entraîne dans l'œuvre et la vie de Mozart, dans cette Europe où son destin d'enfant prodige et de compositeur génial l'a fait voyager : paysages, estampes du temps, mises en scène contemporaines. On entre à l'Opéra de Vienne, dans le théâtre de Prague, dans un ossuaire baroque et fou, au Met, à Venise, entre Diderot et l'opéra, dans les heures de choix, deux ans de travail. Une anthologie audiovisuelle.

Le Musée du Louvre espère se doter d'un appareil qui pourrait accompagner l'ouverture en 1993 d'une salle des antiquités orientales. L'idée est de remplacer chaque objet dans son histoire, dans sa mythologie, dans sa géographie. Le rêve de Titus Leber est de réaliser le cinéma du futur selon Eisenstein, qui souhaitait offrir à chaque spectateur la possibilité de construire sa propre vision. Il rêve de rassembler une banque d'images qui permettrait de dialoguer par-delà les barrières de langues et de frontières. Qui sait ?

COLETTE GODARD

Renseignements : 46-97-04-94 et 45-03-19-89.

LES GRANDS RENDEZ-VOUS  
24 septembre 1991 - 20 h 30  
Nelson FREIRE  
25 septembre 1991 - 20 h 30  
Viktor POSTNIKOVA  
26 septembre 1991 - 20 h 30  
Stanislav BUNIN  
Régie : Chagrin  
Tel. réservations : 49.53.05.07

## MUSIQUES

## Donizetti en français

Un opéra stylisé, mais en version originale

## LA FAVORITE à l'Opéra-Comique

Depuis soixante-treize ans que la Favorite de Donizetti a déserté la scène de l'Opéra de Paris, on a oublié qu'elle y avait été créée en 1840 sur un livret français. Les Italiens, eux, le savaient, et déplorait les défauts de la traduction et les faiblesses d'une action remaniée selon les impératifs de la censure. Une édition critique de l'ouvrage rendra à sa langue d'origine vient de paraître chez Ricordi, et le festival Donizetti de Bergame, ville natale du compositeur, a mis la Favorite à l'affiche les 18, 20, et 22 septembre. En France, l'Opéra de Vichy avait pris un peu d'avance en présentant cette version originale – enrichie même d'un duo inédit entre Alphonse et Léonor à l'acte II – les 3 et 5 août dans une production qu'on peut voir actuellement à l'Opéra-Comique.

Composée à l'attention de Duprez, Levasseur et Rosine Stoltz, la musique de la Favorite vaut presque autant par ce qu'on en fait que par elle-même. C'est dire qu'elle appelle des voix d'exception, mais le livret de Royer et de Fels, revu par Eugène Scribe, est aussi bien structuré pour maintenir en éveil l'intérêt du spectateur jusqu'à la fin, et les mélodies de Donizetti assez touchantes ou entraînantes pour que la double distribution réunie à la salle Favart fasse peu à peu oublier certaines insuffisances (1).

Les chœurs, cependant, gagnent à être plus nombreux et l'Orchestre Colonne ne possède pas toute la souplesse d'échine utile pour suivre les écarts éventuels des chanteurs. Le chef, Arturo Tamayo, qui doit bien diriger trois cents sons par an les œuvres les plus diverses aux quatre coins de l'Europe, semble berner ses exigences au vite fait, bien fait.

Les costumes de Patrick Teroit, très haute couture, riches en couleurs et en formes irrégulières, semblent florissamment inspirés de ce que le style armo-castillan du quatorzième siècle peut suggérer à nos imaginations nourries de bandes dessinées.

## La mort du musicien Eugène Mona

Le musicien antillais Eugène Mona est mort, le 21 septembre, à son domicile, dans la banlieue de Fort-de-France. Il était âgé de quarante-huit ans.

Originaire du Vauclain, Eugène Mona, de son vrai nom Georges Nlecam, avait fortement contribué au renouveau de la musique antillaise en la défroquant. Les musiciens des années 60 et 70 ont ainsi retrouvé l'instrumentation et les techniques traditionnelles, auxquelles ils ont assigné un rôle nouveau profondément pensé.

Les autres musiques de la Caraïbe, le jazz, le sens de l'improvisation, la connaissance générale et les idées du temps ont pris leur part dans ce mouvement. Fidélité, chanteur, percussionniste, doué d'une personnalité très forte, Eugène Mona vivait toute prestation publique comme une forme de discours et de communication. Une tentative de carrière nationale – on le vit au Festival d'Angoulême entre autres – ne réussit pas totalement à cet homme secret et comme installé dans un univers intérieur. Replié sur lui-même, il abandonna progressivement la scène, à laquelle il ne consacrait plus que des apparitions, observant la réussite des grands groupes (Malavoi, Kassav) qui avaient ce que leur musique lui devait sans le dire.

FRANCIS MARMANDE

Erratum. – Une erreur de numéro de téléphone s'est glissée dans la critique de Michel Cournot concernant Volpone au Théâtre de la Porte-Saint-Martin (Le Monde du 21 septembre). Il fallait lire : 42-08-00-32.

Le Monde  
SCIENCES ET MÉDECINE



Donizetti vu par le journal «le Chien»

À l'exception du chœur des seigneurs, traité sur le mode comique pour la mauvaise raison qu'Offenbach en fit autant dans la *Perichole* («Épouser la maîtresse, la maîtresse du roi»), San Bartolomé n'a pas cru devoir procéder à une illusoire lecture de l'histoire puisque, selon le principe du grand opéra, toute ressemblance avec des faits ou des personnages ayant réellement existé serait pure coïncidence.

À l'exception des deux seconds rôles de Don Gaspar et Inez confiés à Guy Flercher et à Lydia Mayo, la distribution ne compte pas de chanteurs francophones ; pourtant, on comprend l'essentiel de ce qui se

## NRJ : Festival de mime à la Nation

Dans le cadre d'un «concert» en plein air, pour que vingt-cinq artistes se succèdent sur une scène unique en cinq heures, il n'y a qu'une solution : les empêcher de jouer ou de chanter. C'est le pari qu'a adopté NRJ, samedi soir, place de la Nation à Paris, lors de la célébration de son dixième anniversaire.

A part les Slencers, Dave Stewart et Patrick Bruel, tous les invités ont joué soit sur bande-orchestre (David Bowie, Johnny Hallyday), soit en playback intégral.

Ce que les animateurs exotés présentaient comme le plus grand concert donné à Paris, annonçant la présence de 350 000 spectateurs (alors qu'à six cents mètres de la scène, il

était impossible d'entendre autre chose qu'un vague grondement était au plus la plus grande écoute de disques collective de l'histoire de la capitale.

Quant à la dimension «moco-vite» de l'événement rebaptisé «Concert des héros» et dédié «à la jeunesse russe» (Le Monde daté 22-23 septembre), une fois les deux chanteurs russes expédiés en début de soirée, on ne le devinait que par la projection d'une diapositive juxtaposant le Kremlin et la tour Eiffel.

L'exploit qui consiste à faire mimer leurs chansons à des artistes comme Lloyd Cole, Stéphane Elcher ou Zucchero donne à la fête le mesure du poids de NRJ dans l'industrie musicale et celle de son apport à la création.

T. S.

## La machine à remonter le temps

Les Black Crowes à l'Hippodrome de Vincennes

Les Black Crowes savent ce que voler à contre-courant veut dire. Ouvrant le programme de l'édition 1991 du festival «Monsters of Rock», ils ont été accueillis par un barrage de boîtes de bière. Personne, sur scène ou dans le public, n'en a été autrement surpris. Fondé par deux frères d'Atlanta, Chris (chant) et Rich (guitare) Robinson, les Black Crowes pratiquent un rock qui renvoie irrésistiblement au début des années 70, aux Rolling Stones de l'époque, aux Faces, à Bad Company ou aux Allman Brothers.

Ce n'est pas exactement le régime musical qui suivent la clientèle de Queensrÿche, Metallica ou AC/DC, les groupes de heavy metal qui constituent le reste du programme de ce festival itinérant, qui s'est arrêté samedi pour la deuxième année consécutive à l'Hippodrome de Vincennes. Chris Robinson a vingt-quatre ans, le sens de l'humour et une dévotion à sa musique que l'on devine, même à deux cents mètres de la scène. En jurant comme un charpentier, il a entrepris l'éducation musicale de la foule, chantant comme un jeune Rod Stewart, pendant que le groupe roulait vite sans jamais décaler.

Shake Your Money Maker (Def American/Polygram) le premier album des Black Crowes s'est vendu par millions aux États-Unis. Sur scène, le groupe montre qu'il est capable d'intensifier encore son blues gras et rapide et d'insulter au genre une jeunesse que l'on croyait perdue depuis que Mick Jagger a rejoint la gentry. De surcroît, les Black Crowes adhèrent strictement à l'éthique des débuts du rock. Alors qu'ils assurent la première partie de ZZ Top durant la tournée américaine du trio texan, ils ont été renvoyés, par le sponsor, la bière Miller, parce que Robinson expliquait, chaque soir, que les Black Crowes refusaient toute forme de mécénat commercial, contrairement à ZZ Top. A Vincennes, à la fin de leurs trois heures d'heure réglementaire, les frères Robinson et leurs collègues avaient réussi à mettre dans leur poche les deux tiers au moins de la foule.

Plus tard, dans l'après-midi, Metallica confirma sa réputation de groupe de heavy metal à l'usage des allergiques au genre. Violent, lourd et bruyant, bien sûr, mais aussi économe, sardonique et intelligent, le quatuor sort cette musique de l'arsenal musical qui pétouille, en tirant dans des directions imprévues, pop classique ou punk.

THOMAS SOTINEL

**STOP SADDAM**  
اوقفوا صدام

UNE EXPOSITION SUR LES DESTRUCTIONS CAUSEES PAR UN SEUL HOMME

Exposition sur les destructions causées par un seul homme. Une exposition sur les destructions causées par un seul homme. Une exposition sur les destructions causées par un seul homme.

هكذا من الأصل



هكذا من الراحل

CULTURE

Le retour de Scarlett.

Suite de la première page

La scène se passe à Paris en 1988. Pas un chapitre n'a été écrit de ce que la William Morris Agency, l'agence littéraire new-yorkaise chargée par les Mitchell de mener à bien l'opération *Scarlett*, présente comme la suite d'*Autant en emporte le vent*. L'auteur seul est connu : Alexandra Ripley, élevée à Charleston dans le vieux Sud, cinquante-sept ans aujourd'hui, qui usine depuis 1981 d'honorables sagas « sudistes ». Un « profil » qui fait d'elle une quasi-réplique de Margaret Mitchell laquelle, morte d'angine, laissa publier à trente-six ans le manuscrit de 1 037 pages sur lequel elle peinait depuis dix ans.

d'hui Pierre Belfond pour justifier son pari, cela fut cher pour un livre dont je n'avais pas lu une ligne. Mais j'ai fait confiance à Alexandra Ripley dont Charleston s'est vendu en France autour de 120 000 exemplaires depuis que nous en avons acquis les droits au début des années 80. Et puis l'éditeur américain de Scarlett était la Warner. C'était l'assurance qu'il y avait un jour un film et une série télévisée qui soulèveraient l'intérêt pour le livre. » (Pour l'instant, la décision de tourner *Scarlett* n'a pas été prise.)

Un livre sans fin

Va donc pour *Scarlett*, que Warner Books a décidé de tirer à 500 000 exemplaires et Belfond à 270 000 pour une « mise en place » dans les librairies françaises de « 170 000 à 190 000 volumes », selon André-Gilles Taithe, le nouveau patron de Belfond. Des chiffres qui suscitent autant de jalousie que de scepticisme, quant à la rentabilité de l'opération, chez nombre de ses concurrents.

Le pari, malgré tout, n'est peut-être pas aussi fou qu'il y paraît. Si le succès d'*Autant en emporte le vent*, le livre, ne se dément pas, la notoriété du film ne se compare à celle d'aucun autre. Trois cent millions de spectateurs l'auraient vu en

salle dans le monde, sans compter ceux qui l'ont (re)découvert à la télévision ou grâce au magnéscope. C'est ce public-là que « ciblent » les éditeurs de *Scarlett*. Un public dont ils titillent depuis des semaines l'impatience en promettant de lui révéler le 25 septembre « si Rhett succombe de nouveau à Scarlett », comme on dit chez Belfond.

La lecture d'*Autant en emporte le vent* confirme qu'effectivement les aventures des Butler-O'Hara se prêtent facilement à une suite. Sans fin, l'ouvrage de la dame d'Atlanta l'est même au double sens du terme. Le raccourci n'est pas son fort hormis le fameux « deux semaines après, Scarlett était mariée, deux mois plus tard elle était veuve ». Et, l'on comprend l'agacement du président Roosevelt qui prétendait qu'« aucun livre n'est tenu d'être aussi long ». Quant à savoir si Rhett Butler-Clark Gable et Scarlett O'Hara-Vivien Leigh vont se rabibocher, il faudra patienter quelque temps encore, les avocats des neveux ayant menacé de rupture de contrat les éditeurs qui se rendraient coupables de la moindre fuite avant la sortie mondiale du livre. On sait cependant depuis le début du mois, grâce au magazine *Life* (du groupe Time Warner), qui, le premier, a été autorisé à publier des extraits de *Scarlett*, que ni celle-ci ni le lecteur ne sont au bout de leur peine : Rhett, qui l'a de nouveau laissée en plan après d'énormes retrouvailles, lui impose le divorce sans savoir qu'elle est enceinte de lui pour la troisième

fois, et se remarie... Des péripéties qui - on peut l'imaginer - n'excluent pas d'heureux rebondissements et une fin conforme au modèle, c'est-à-dire autorisant Alexandra Ripley à se remettre à la besogne pour une suite de la suite. Avant 2011. Si, comme le veut l'opinion commune, « Autant en emporte le vent » est un livre unique, exceptionnel (...), le roman absolu (1), elle aura, dans un entretien accordé à *Life*, elle explique avoir relu six fois le livre de Margaret Mitchell et en avoir recopié deux cents pages, pour s'en imprégner, avant de se mettre au travail.

À la mode d'aujourd'hui

On ignore le résultat qu'aurait une pareille recette appliquée à la Recherche du temps perdu ou à l'Olympe de Joyce mais si elle a la moindre chance de succès, c'est peut-être qu'*Autant en emporte le vent* n'est pas « le » roman qu'on dit souvent.

Dans le même entretien, Alexandra Ripley révèle que, dans *Scarlett*, elle parle plus ouvertement de sexe que la prude Margaret Mitchell (l'auteur, car la femme était plus hardie). On y apprend aussi qu'à la différence d'*Autant en emporte le vent* les Noirs n'y causent pas « petit nègre ». Et on en déduit que le militantisme sudiste qui fait du roman de Margaret Mitchell un livre discrètement esclavagiste, ne sera pas de mise non plus.

Près de trois années ont été



nécessaires à Alexandra Ripley pour écrire *Scarlett*, cet *Autant en emporte le vent* en version française. Une autre année a suivi, non prévue au calendrier, justifiée, selon la rumeur, par la déception éprouvée par son éditeur américain à la lecture du manuscrit. Alexandra Ripley a démenti récemment ces allégations dans *Time*. Malgré tout, le président de Warner Books, Laurence J. Kirshbaum, a admis que cette année de retard avait été mise à profit pour procéder à ce que le *New York Times*, qui rapporte ses propos, qualifie d'un peu de réécriture. Étant donné les enjeux de l'opération *Scarlett*, on imagine que rien n'a été négligé pour améliorer le manuscrit original. Warner Books avait confié la relecture de celui-ci à un éditeur indépendant, Jeanne Bernkopf, dont la réputation n'est plus à faire outre-Atlantique comme « médecin de livres ».

C'est ce livre-produit que Belfond lance mercredi sur le marché. « À partir de 140 000 exemplaires à 139 francs, nous commençons à gagner de l'argent », assure son PDG, André-Gilles Taithe. Et de décrire l'opération. Au chapitre des recettes, la prépublication dans *Madame Figaro* de trente-cinq pages du livre, vendues au groupe Hersant 400 000 francs ainsi que la cession des droits de *Scarlett* au Livre de poche (2 millions de francs), au Grand livre du mois (1 million de francs) et à France Loisirs (« 800 000 francs à 1 million de francs attendus »). Sur toutes ces sommes, la moitié ira, contractuellement, aux Stephens Mitchell Trusts. Côté dépenses, il faut ajouter aux frais de traduction (200 000 francs),

ceux, en particulier, de fabrication (1 million de francs) et de promotion (budget prévisionnel : 1,5 million de francs). Sans oublier le million de dollars versé aux neveux...

Le petit monde de l'édition est partagé quant au risque couru par Belfond. Pour les uns, la partie est jouable, pour les autres le pari est hasardeux et pour quelques-uns perdu d'avance. André-Gilles Taithe est assez représentatif de l'opinion moyenne de ses confrères : « Aujourd'hui, je ne prendrais pas ce risque. En 1988, quand Pierre Belfond a acheté *Scarlett*, on faisait plus facilement du best-seller. Actuellement la conjoncture n'est pas bonne, c'est beaucoup plus difficile. »

Chez Gallimard, où l'on connaît à l'unité près les ventes d'*Autant en emporte le vent* en version française (1 545 158 exemplaires de mars 1939 à août 1991), on revendique avec hauteur la décision de ne pas publier *Scarlett* : « La volonté de Margaret Mitchell était qu'il n'y ait pas de suite. » En même temps, Antoine Gallimard, le PDG, reconnaît que les neveux n'auraient pas vu d'un très bon œil sa maison participer aux enchères : « À l'époque, ils étaient en procès avec Ramsay à propos de la bicyclette bleue, qu'ils accusaient de plagiat et dont nous assurons la distribution via la Sodis... » Les neveux ont perdu leur procès en appel mais ils s'en sont consolés, ils ont trouvé mille fois mieux pour faire fructifier l'héritage de tante Peggy.

BERTRAND LE GENDRE

(1) J.-M. G. Le Clézio dans la préface de la plus récente édition d'*Autant en emporte le vent*. Collection Bibles, Gallimard, 1989. 1416 pages. 190 F.

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

LUCINDA CHILDS  
DURAND SEPTUAGINTA  
THEATRE DE LA VILLE

LA RONDE  
ARTHUR SCHNITZLER  
28-29 SEPTEMBRE

BORISLAV TCHAKIRINOV  
CENTRE GEORGES POMPIDOU

LES ENFANTS TANNER  
ROBERT WALTER  
JOEY TANNER  
DU 28 SEPTEMBRE AU 1ER OCTOBRE  
NATIONAL DE MONTAIGNE

JE SUIS  
VALERIE NOVARINA  
DU 28 SEPTEMBRE AU 1ER OCTOBRE  
THEATRE DE LA BASTILLE

PERE UBU  
ALFRED HARRY  
DU 28 SEPTEMBRE AU 1ER OCTOBRE  
CENTRE GEORGES POMPIDOU

LE GRAND CAHIER  
AGOTA KRISTOF  
JEANNE CHAMPAGNE  
DU 28 SEPTEMBRE AU 1ER OCTOBRE  
THEATRE GERARD PHILIPS SAINT-DENIS

LOCATION DANS LES THEATRES - POUR CORRESPONDANCE FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS 154, RUE DE RIVOLI  
JOURNAL PROGRAMME SUR SIMPLE DEMANDE

DANSE

A PARTIR DU 24 SEPT. 20H30

LUCINDA CHILDS  
RHYTHM PLUS  
Ligeti - Ferrar  
avec  
Elisabeth Chojnacka  
clavessin

DANCE  
Philip Glass  
film/décor Sol Lewitt

LOC. 42 74 22 77  
2 PL DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

ROBERT HOSSEIN  
NOUVEAU SPECTACLE

JESUS  
était son nom

adaptation  
ALAIN DECAUX  
de l'Académie française

EUROPE 1

PALAIS DES SPORTS  
PORTE DE VERSAILLES  
A PARTIR DU 4 OCTOBRE 1991  
48 28 40 90

THEATRE EUROPE direction Lluís Pasqual

ODEON FILMS DE THEATRE

26 septembre • 6 octobre

PETIT ODEON

ENTREE LIBRE

30 projections pendant 10 jours  
10 H 30 • 14 H 30 • 20 H 00

G. STREHLER : La Cerisaie, La Tempête, Le Roi Lear / K.M. GRÜBER : Le Roi Lear, La mort de Danton, Bérénice / J. GROTHOWSKI : Le Prince Constant / J. SAZINA : Rapitka / P. STEIN : Les trois sœurs, L'Orestie, Les estivants / P. CHÉREAU : Toller, La dispute, Dans la solitude des champs de coton, Hamlet / L. PASQUAL : El Publico, Edouard II / A. MNOUCHKINE : 1789, Mephisto / J.P. VINCENT : Le misanthrope / R. SOBEL : Edouard II, L'Orestie / G. TOVSTONOGOV : Les petits bourgeois / V. NEMIROVITCH-DANTCHENKO : Les trois sœurs / L. BONDY : Le triomphe de l'amour / P. BROOK : Le Roi Lear

Coproduction : ODEON • THEATRE DE L'EUROPE/LA SEPT avec la participation de l'Union des Théâtres de l'Europe et de la SEA, société d'études pour l'audiovisuel

Programme détaillé des projections, à disposition au Théâtre, Place de l'Odéon.  
Sur simple appel au 43 25 70 32 vous pouvez recevoir la brochure de la SAISON 91-92 ainsi qu'un formulaire d'abonnement.

LETTRES

La duchesse Edmée de La Rochefoucauld est morte

La duchesse Edmée de La Rochefoucauld, écrivain et doyenne du jury du prix Femina, est décédée vendredi 20 septembre à Paris, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Edmée de La Rochefoucauld était une « figure » ; un personnage qui n'est jamais passé inaperçu. N'est-elle pas publiée, l'an dernier, à quatre-vingt-quinze ans, le troisième volume de ses mémoires sous le titre plus « branché » que classique de *Flashs* (avec un sous-titre ambitieux, *les La Rochefoucauld et la Révolution*). « La duchesse », comme l'appelaient avec tendresse ses consœurs du jury Femina, se distinguait aussi en votant, pour le prix Femina, pour des livres et des auteurs qu'elle aimait, sans se soucier des écrivains qui restaient en lice après les diverses « sélections ».

La duchesse de La Rochefoucauld, qui était née Edmée de Fels le 28 avril 1895, à Paris, avait publié son premier recueil de poèmes, *Nombres*, en 1926, sous le pseudonyme de Gilbert Mauge. Elle avait dirigé de 1961 à 1970 la *Revue de Paris*, héritée de son père le comte Edmond de Fels, et s'était particulièrement fait remarquer par ses commentaires et analyses des 255 « cahiers » de Paul Valéry, publiés au Mercure de France. (Ils ont reparu en trois volumes en 1986).

Elle a entretenu, pendant un demi-siècle, un cercle littéraire dans son hôtel particulier, recevant André Maurois, Jules Romains, Paul Morand, ainsi qu'Anna de Noailles ou Léon-Paul Fargue. Jusqu'à un âge avancé, elle resta le témoin attentif de son temps, publiant notamment *Femmes d'hier et d'aujourd'hui*, en 1970, *Speakeurs*, en 1972, et ses *Mémoires* (toutes ces dernières œuvres chez Grasset).

Edmée de La Rochefoucauld était depuis 1962 membre de l'Académie royale de Belgique. Elle avait en revanche été candidate sans succès en 1983 à l'Académie française.

## SPECTACLES

LUNDI 23 SEPTEMBRE

## CINÉMAS

## LA CINÉMATHEQUE

## PALAIS DE TOKYO

Festival du film en trois dimensions, 9 h.

## CENTRE GEORGES POMPIDOU

**SALLE GARANCE (42-78-37-29)**  
Le Cinéma australien : Homestead (1971, v.o. s.t.f.), de Peter Weir ; What ever Happened to Green Valley (1990, v.o. s.t.f.), de Peter Weir, 14 h 30 ; Jeddah (1985, v.o. s.t.f.), de Charles Chauvel, 17 h 30 ; Révolte dans le tannin (1971, v.o. s.t.f.), de Ted Kotcheff, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

**A FLEUR DE PEAU (A. v.o.)** : George V, 8 (45-62-41-46).  
**L'AFFAIRE WALLRAFF (A. v.o.)** : Lucerna, 8 (45-44-57-34).  
**ALICE (A. v.o.)** : Cinoches, 8 (46-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), 8 (45-59-31-97).  
**AN ANGEL AT MY TABLE (réalisateur, v.o.)** : Les Trois Balcas, 8 (45-44-57-34) ; Lucerna, 8 (45-44-57-34).  
**L'APPROCHE FINALE (A. v.o.)** : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).  
**ATLANTIS (Fr.)** : Rex (de Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (42-22-72-33) ; Gaumont Parisse, 14 (43-35-30-40) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50).  
**LA BANDE A PICOU (A. v.o.)** : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Cinoches, 8 (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).  
**BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français, v.o.)** : Utopia, 5 (43-26-84-85).  
**LA BELLE NOISEUSE (Fr.)** : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beauregard, 8 (42-22-72-33) ; Les Trois Balcas, 8 (45-61-10-80) ; Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-88).  
**BOYZ'N THE HOOD (A. v.o.)** : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 8 (42-22-72-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parisse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (46-61-94-85) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

**LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-ind., v.o.)** : 14 Juillet Parnasse, 5 (43-25-58-00).  
**LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)** : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Ranelagh, 16 (42-88-64-44).  
**LA CHAIR (It. v.o.)** : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-18-08) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).  
**LA CHANTEUSE ET LE MILLIONAIRE (A. v.o.)** : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).  
**CHIENNE DE VIE (A. v.o.)** : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).

**LES COMMITMENTS (français, v.o.)** : Forum Horizon, 1 (42-72-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-58-83) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-35-30-40).  
**CYRANO DE BERGERAC (Fr.)** : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).  
**DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.)** : Lucerna, 8 (45-44-57-34) ; Le Barry Zibère, 11 (43-57-51-55) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).  
**DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A. v.o.)** : Lucerna, 8 (45-44-57-34).  
**DANS LA SOIRÉE (It. v.o.)** : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Reflet Logos II, 5 (43-54-42-24) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60).

**DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.)** : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-93-50) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).  
**DELICATESSEN (Fr.)** : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-85).  
**LA DISCRÈTE (Fr.)** : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

**LES DOORS (A. v.o.)** : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).  
**DOUBLE IMPACT (A. v.o.)** : UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-93-50).  
**LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.)** : Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

**L'EMBRÔUILLÉ EST DANS LE SAC (A. v.o.)** : Paris Ciné I, 10 (47-70-21-71).  
**LE FER ET LA SOIE (A. v.o.)** : George V, 8 (45-62-41-46).  
**LE GRAND BLEU (Fr., v.o.)** : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).  
**GREEN CARD (A. v.o.)** : Cinoches, 8 (46-33-10-82).  
**HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.)** : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

**HENRY V (Brit., v.o.)** : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).  
**HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.)** : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Les Trois Balcas, 8 (45-61-10-80) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50).  
**HOMICIDE (A. v.o.)** : Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIOLÉUR (A. v.o.)** : UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88).  
**L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A. v.o.)** : Cinoches, 8 (46-33-10-82).  
**J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.)** : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-26) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-51-55) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-35-30-40).  
**JACQUOT DE NANTES (Fr.)** : Lucerna, 8 (45-44-57-34).  
**JAMAIS SANS MA FILLE (A. v.o.)** : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maitot, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).  
**JUNGLE FEVER (A. v.o.)** : Images Salliers, 8 (45-61-10-80) ; Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-88).  
**LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.)** : Cinoches, 8 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).  
**LIFE IS SWEET (Brit., v.o.)** : Gaumont

**LE PROCÈS DU ROI (Por., v.o.)** : Latina, 4 (42-78-47-88).  
**RAGE IN HARLEM (A. v.o.)** : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-58-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

**RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.)** : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Lucerna, 8 (45-44-57-34).  
**RIO NEGRO (Fr.-vénézuélien, v.o.)** : Latina, 4 (42-78-47-88).  
**ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A. v.o.)** : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Bretagne, 8 (42-22-72-33) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 8 (42-22-72-33) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).  
**SAILOR ET LUI (A. v.o.)** : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio Galand, 5 (43-26-84-85).  
**SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A. v.o.)** : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-18-08) ; Bretagne, 8 (42-22-72-33) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

**LE SILENCE DES AGNEAUX (A. v.o.)** : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).  
**LA TENTATION DE VÉNUS (Fr.)** : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-58-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-46) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-51-55) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).  
**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gamble, 19 (45-22-46-01).**

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr. français de Laurent Heynemann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27)**



## COMMUNICATION

### Procès à Wilmington

# Le Crédit lyonnais dispute à M. Parretti le contrôle de MGM

Le Crédit lyonnais gardera-t-il le contrôle de la Metro Goldwyn Mayer (MGM)? Le tribunal du Delaware (États-Unis), dont les audiences reprennent lundi 23 septembre, doit arbitrer le conflit opposant la banque nationalisée au propriétaire de la « major » hollywoodienne, M. Giancarlo Parretti. Il doit dire qui, du groupe français ou du financier italien, est en droit d'assurer la direction de la société.

Le procès passionne Hollywood. Et surpasse par les dollars en jeu les meilleurs « thrillers » du cinéma. La scène se passe devant le tribunal de Wilmington, au Delaware, et oppose des représentants du Crédit lyonnais, la première banque d'affaires du cinéma, à M. Giancarlo Parretti, un ancien garçon de café d'Orvietto en Italie propulsé au faite de la finance internationale. L'enjeu? Le contrôle de la MGM et de son mythe hollywoodien, qui fut longtemps la plus prestigieuse « major » du cinéma américain (le Monde du 8 août).

Le 16 avril dernier, M. Parretti, principal actionnaire de la MGM au travers d'une cascade de sociétés, était évincé de toute responsabilité exécutive dans la société par son banquier, le Crédit lyonnais. La banque dirigée par M. Jean-Yves Haberer affirmait découvrir que sa filiale néerlandaise, le Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN), avait accordé à M. Parretti, sans en référer à la direction générale parisienne, 160 millions de dollars de crédits-relais, auxquels venaient s'ajouter 400 millions de dollars de « factoring » (une avance sur des recouvrements de créances).

D'énormes facilités financières, qui, venant à la suite de beaucoup d'autres, avaient permis au finan-

cier italien de réussir, fin octobre 1990, le rachat de la MGM. Si l'on en croit la banque française, ces crédits-relais s'étaient transformés en crédit à long terme, aucun des investisseurs ayant promis d'accompagner M. Parretti dans son aventure (le groupe Berlusconi, Rank Organisation, M. Kirk Kerkorian...) n'ayant donné suite à son projet.

#### Un accord écrit en trois points

Au début du second trimestre 1991, la banque française était même contrainte de rajouter 145 millions de dollars au compte de la MGM pour éviter son dépôt de bilan.

C'est à l'occasion de ce refinancement *in extremis* que le Crédit lyonnais avait négocié avec M. Parretti un accord écrit en trois points : la cession immédiate de 40 % du capital de la MGM ; la signature d'un mandat irrévocable de vente de 51 % du capital au profit du Lyonnais si aucun acheteur ne se présente d'ici au 31 décembre 1991 ; l'abandon enfin par M. Parretti de toutes ses responsabilités dans la société au profit d'un comité exécutif présidé par un professionnel d'Hollywood, M. Alan Ladd Jr.

Une décision rendue nécessaire, dit-on aujourd'hui à la banque, par l'absence complète de transparence financière, le manque de fonds propres, la dégradation de

l'image de la compagnie cinématographique ainsi que le départ (forcé ou volontaire) de cadres de haut niveau. Une décision acceptée alors par M. Parretti, assurent les responsables du Lyonnais, mais que celui-ci n'a cessé ensuite de contester.

« Ceci est l'histoire d'une promesse non tenue », affirmait ainsi l'avocat du Lyonnais au premier jour du procès intenté par la banque au financier italien, avant de s'efforcer, fin août et début septembre, d'en administrer la preuve. Et d'accuser le financier italien d'avoir tenté, dès le 17 avril, de reprendre le pouvoir par le biais d'une note de Pathé Communication Corp. (PCC), la société holding de la MGM, avant

de reculer en affirmant qu'il s'agissait d'une « erreur d'ordinateur ». Il lui reprochait aussi de s'être opposé à M. Alan Ladd Jr., qui souhaitait changer les titulaires de la « signature » de l'entreprise, ou bien encore d'avoir réuni, le 14 juin, un conseil d'administration extraordinaire pour lui faire entériner plus d'une douzaine de résolutions, sans même se soucier de l'absence de quorum.

Plus grave encore aux yeux des représentants du Lyonnais : M. Parretti conteste l'autorité du nouveau comité exécutif sur les filiales étrangères de la MGM. Celui-ci ne percevait plus aucune rente financière de la distribution de ses films en Europe, ou bien encore était tenu dans l'igno-

rance des négociations sur la vente de salles de cinéma en Grande-Bretagne. En France, même, les contestations se sont multipliées.

Siôt nommé, en juillet dernier, administrateur provisoire d'Europe image distribution (EID), filiale française de la MGM, M. Hubert Lafont assignait en référé Bernadette International, une société présidée par la propre femme de M. Parretti. Quelques mois auparavant, en effet, EID avait cédé à Bernadette International la participation majoritaire (70 %) qu'elle détenait jusque-là dans une autre filiale, la Cité du cinéma. Une cession faite au prix nominal des parts (105 000 F pour chacune des 1 050 actions en cause).

Or, la Cité du cinéma est une société civile immobilière titulaire d'un crédit-bail portant sur la quasi-totalité des terrains et locaux industriels de Joinville-le-Pont dont M. Lafont évalue la valeur... à plus d'une centaine de millions de francs. Pour l'heure, la transaction est gelée. Le tribunal des référés a nommé M. Lafont administrateur provisoire de la Cité du cinéma et a placé sous séquestre les 1 050 parts litigieuses en attendant que la justice réexamine cette opération, au fond cette fois, le 15 octobre prochain. Une opération que M. Parretti souhaitait, sans doute, renouveler puisque, parallèlement à cette première opération, EID avait fait à Bernadette International une promesse de cession de ses parts dans une autre filiale - Participation immobilière européenne (PIE) - propriétaire de locaux contigus au site de Joinville-le-Pont...

Créteil. Wilmington. Le bras de fer engagé entre le Crédit lyonnais et M. Parretti se joue décidément sur tous les fronts.

PIERRE-ANGEL GAY  
et YVES MAMOU

## De bien étranges montages financiers

De la fin août au début septembre, le tribunal du Delaware a longuement interrogé M. François Gille, directeur général adjoint du Crédit lyonnais, ainsi que plusieurs responsables de la MGM et de son holding américain Pathé Communication Corp. (PCC). Un formidable déballage de dossiers, qui a mis en lumière à la fois « d'étranges » de certaines opérations financières initiées par M. Parretti et la luxurie du Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN) dans sa politique de prêts.

Parmi les étrangetés révélées au cours du procès, il est apparu que le Crédit lyonnais Paris avait, à la fin d'octobre 1990, participé directement au rachat de MGM par le biais d'un crédit de 160 millions de dollars accordé à un holding nommé Sealion. Cette société off shore (autrement dit, qui a son siège dans un paradis

fiscal hors d'Europe), contrôlée par les membres d'une famille fortunée à la fois cliente du Crédit lyonnais Paris et alliée de M. Florio Fiorini, patron de Sasea (lui-même allié de M. Parretti), avait jugé bon de participer à la conquête de la compagnie américaine. Ce prêt du Crédit lyonnais Paris à Sealion, garanti par les biens personnels des actionnaires du holding, a fait l'objet d'un curieux aller et retour.

Selon M. Gille, ces 160 millions de dollars ne sont pas arrivés dans les caisses de MGM-Pathé, mais dans celles de Melia (une société dont le principal actionnaire n'est autre que M. Parretti), laquelle les a ensuite prêtés à MGM-Pathé avant qu'ils ne retournent sur le compte de Melia. Inadmissible, disent alors les actionnaires de Sealion, qui exigèrent le retour au schéma initial. Simple « erreur » de montage

pour le Crédit lyonnais Paris, qui vola au secours de M. Parretti pour éviter l'échec de sa tentative de rachat de MGM. L'« erreur » fut corrigée par un nouveau montage financier. Sur les 200 millions de dollars que le CLBN devait prêter à MGM-Pathé, 50 millions le furent directement par 150 millions transférèrent par Melia.

#### « Presque par hasard »

Autre incongruité financière, un accord de factoring (recouvrement de créances) conclu entre MGM-Pathé et Reteitalia, une société du groupe Berlusconi. Au cours du procès, M. François Gille a reconnu avoir reçu, dans l'après-midi du 28 mai, un coup de téléphone d'une société réclamant à MGM le paiement de 113 millions de dollars plus les intérêts. Après enquête, il appa-

rut que Reteitalia avait payé à MGM 113 millions de dollars de droits sur sa filmographie. Mais la société italienne s'était vu concéder la possibilité de réclamer son remboursement assorti d'intérêts si ces droits n'étaient pas utilisés.

Selon M. François Gille toujours, les auditeurs de Peat Marwick, qui ont audité MGM pour le compte du Lyonnais, ont découvert « presque par hasard » qu'un prêt de 50 millions de dollars avait été accordé à MGM par la Banca popolare di Novara. Les auditeurs de Peat Marwick, non seulement ne s'expliquaient pas les motifs du prêt, mais avaient découvert aussi que cet argent avait été transféré à Sasea, la société de M. Fiorini, ce qui réduisait les fonds propres de MGM-Pathé d'autant...

P.-A. G. et Y. M.

BALANCE PRODUCTIONS,  
EN ACCORD AVEC LÉVON SAYAN,  
présente  
EN EXCLUSIVITÉ À PARIS



# AZNAVOUR

PALAIS DES CONGRES

LOCATION



# MINNELLI

20 NOVEMBRE / 15 DECEMBRE 1991

3 FNAC / VIRGIN MEGASTORE / AGENCES / PALAIS DES CONGRES / TEL. 40.68.00.72 (10 h 00 / 18 h 00) / MINITEL 3615 FNAC

MUSARON

Pour obtenir  
un bon Macintosh,  
prenez le meilleur  
prix IC et rajoutez  
délicatement  
les services IC.



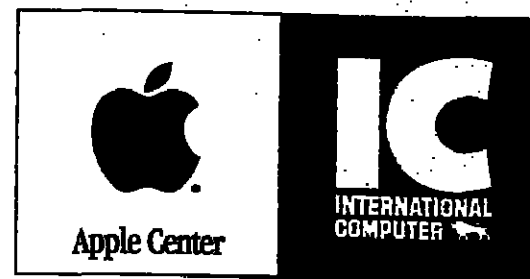
Pour obtenir un bon Macintosh, il ne suffit pas de choisir le meilleur prix, il faut être assuré que le conseil et les services seront à la hauteur. Chez IC, en ce qui concerne le prix, il n'y a pas grand chose à dire, sinon que vous aurez du mal à trouver aussi intéressant ailleurs, et que dans ce cas (peu probable) IC vous fera alors une meilleure proposition. Voilà qui clôt le débat. En devenant client chez IC, vous aurez en plus accès aux conseils et aux services IC : une maintenance au moindre coût, sans être obligé de payer un contrat à l'année,

une hot line efficace, payable à la carte, installation, formation...

Depuis plus de 10 ans, IC propose à ses clients le meilleur service mais aussi et surtout le meilleur conseil. Et ça n'a pas de prix.

Aujourd'hui avec plus de 20 000 Macintosh installés dans les entreprises et chez les particuliers, IC est devenu le premier distributeur Apple en Europe. C'est déjà une bonne raison de choisir IC pour acheter votre Macintosh ou toutes vos configurations Apple. Mais vous le verrez ce n'est pas la seule.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26  
APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90

IC MARSHILLE 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 25 62 32  
IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 78 62 38 38

مكذبا من الأصل



حکومتی اہل

22: Accord de libre-échange entre le Mexique et le Chili  
24: Le Parlement oblige le rattachement de sa dette

24: La bataille de la Manche a commencé  
25 à 28: Champs économiques

30: Marchés financiers  
31: Bourse de Paris

La crise du marché du travail et le financement du déficit de l'UNEDIC

Les privatisations pour l'emploi

Comment seront financées, en 1992, les mesures en faveur de l'emploi que prépare M. Martine Aubry, ministre du travail, pour cet automne ? Dimanche 22 septembre, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a donné, au « Grand Jury RTL-le Monde », la réponse, déjà inscrite dans le projet de budget adopté, mercredi, par le conseil des ministres. L'aide à l'emploi sera financée par les cessions d'actifs de certaines entreprises publiques. Malgré un subterfuge de présentation, le ministre d'Etat accepte une dérogation aux principes de saine gestion des finances publiques auxquels il se dit attaché. Des dépenses courantes - de fonctionnement - vont être financées par des ventes d'actifs. Certes, la liaison entre l'emploi et les privatisations partielles est indirecte. Les recettes tirées des cessions d'actifs seront affectées par priorité au financement des dotations en capital aux entreprises publiques en remplacement des crédits inscrits au budget général. Elles permettront ainsi de libérer les crédits budgétaires pour l'Etat destinés à ces dotations (3,3 milliards de francs) (le Monde du 20 septembre). Ce sont ces crédits qui aideront à financer le plan emploi de l'automne. Le gouvernement de M. Edith Cresson va donc vendre une partie de l'argent de l'Etat pour financer des dépenses courantes. Sur cette vente, M. Bérégovoy retient quelques principes. « Le processus sera engagé quand les modalités et la liste des entreprises concernées auront été arrêtées par le premier ministre et par le gouvernement », il promet de veiller à ce que ces opérations se fassent « sans qu'il y ait bradage du patrimoine public » et dans « la transparence la plus totale ». Avant la mise sur le marché, « le secret le plus absolu devra être observé ». Opposé au départ à une affectation du produit des ventes d'actifs à des dépenses de fonctionnement, Bérégovoy aurait sans doute préféré utiliser les recettes de ces cessions au désendettement de l'Etat ou à des investissements. Compte tenu de l'état des finances publiques, le ministre a dû composer. Et d'affirmer : « Comptez sur notre imagination et sur notre sens de l'intérêt général pour trouver l'argent nécessaire à ce plan emploi. » La gauche avait, en 1982, nationalisé de grandes entreprises pour défendre l'emploi. Aujourd'hui, elle va privatiser - partiellement - certaines de ces sociétés pour le financer !

ÉRIK IZRALEWICZ

Dix-huit cadres de la BCCI vont être inculpés à Abou-Dhabi

Les autorités d'Abou-Dhabi ont l'intention d'inculper pour fraude dix-huit cadres de la Bank of Commerce and Credit International (BCCI), arrêtés début septembre (le Monde du 10 septembre), à Washington Simmons and Simmons, le cabinet d'avocats qui défend les intérêts de l'émir d'Abou-Dhabi. L'émirat est l'actionnaire principal (avec 77,4 % du capital) de la BCCI, dont les activités ont été suspendues dans le monde, dans le cadre d'une action internationale concertée à la suite de la découverte de « fraudes à grande échelle » pratiquées par cette ban-

Les négociations sur le régime d'assurance-chômage s'annoncent très difficiles

Ouverte le 23 septembre, la négociation sur le régime d'assurance-chômage s'annonce mal. Avec l'augmentation du nombre des chômeurs indemnisés, l'UNEDIC devrait connaître un déficit de plus de 16 milliards de francs d'ici à la fin de 1992. Gestionnaires du système, les partenaires sociaux ne sont pas d'accord sur les mesures à prendre. Pour couvrir le tout, le directeur de l'UNEDIC vient d'annoncer sa démission. Après le « trou » de la Sécurité sociale, va-t-on renouer avec cet autre classique de l'actualité sociale, le « trou » du régime d'assurance-chômage ? Tout porte à le croire. Redevenus positifs de 600 millions à la fin de 1990, les comptes de l'UNEDIC se détériorent à mesure que le chômage augmente de nouveau. Dès le mois de mai, ils accusaient un recul de 2,6 milliards de francs et, selon les dernières estimations, ils enregistrent une perte cumulée de plus de 16 milliards à la fin de 1992. Prévue dès décembre 1989, lors de la signature de la dernière convention qui portait sur trois ans, la réunion à mi-parcours du 23 septembre, entre partenaires sociaux, change de nature. Elle inaugure, avec une grande intensité dramatique, une série de séances de négociations délicates. Face à l'ampleur d'un déficit qui n'avait pas été envisagé, il va falloir trouver rapidement des solutions. Or, non seulement les choix seront difficiles, puisque personne n'est actuellement d'accord, mais ils seront compliqués par la récente démission de M. Gabriel Mignot, directeur de l'UNEDIC depuis 1986, contraint de partir sous la pression du CNPF (1).

La crédibilité de l'organisme

Bien sûr, comme à chaque fois en pareil cas, chacun pense à une augmentation des cotisations. Mais l'exercice déplaît à tous, parce que les salariés et les employeurs seraient pénalisés. Les syndicats sont d'autant plus réticents que, en 1989, prétextant hâtivement un retour à la bonne santé financière, la dérogation patronale avait obtenu une baisse de 0,12 %. En tout état de cause, et « par mesure conservatoire », le patronat devrait y renoncer immédiatement. Afin de trouver une parade à l'inductible, celui-ci envisage une opération blanche sur le montant des prélèvements obligatoires en réclamant la suppression des versements à l'AGEFIPH, chargée depuis 1987 de collecter des sommes auprès des employeurs qui n'embauchent pas un quota de travailleurs handicapés. Mais cela désavantagerait la minorité des entreprises qui, elles, appliquent la réglementation en employant des handicapés. Juridiquement, aussi, la situation s'avère inextricable. Dès lors qu'il s'agit de modifier une convention à durée déterminée avant son terme, il faut que tous les partenaires approuvent les nouvelles règles. Ce qui limite singulièrement les marges de manœuvre. Pis, et en l'absence d'accord, cela signifie que l'Etat ne peut pas se substituer aux gestionnaires de l'UNEDIC. Quant à trouver des relais auprès des banques, comme l'imagine la CFDT,

cela apparaît impossible. Pour l'instant, le ministère des finances est opposé à une telle solution. De plus, quelle serait la crédibilité d'un organisme qui agirait de la sorte alors qu'il est sans directeur ? Dans ces conditions, il ne reste plus aux syndicats et au CNPF qu'à examiner des voies qui, ou additionnent les inconvénients pour l'une ou l'autre des parties, ou vont des sources de discordance voire de conflits. Le gouvernement qui, dans cette affaire, joue toujours le rôle du troisième partenaire de l'ombre, pourrait être touché par les éclaboussures.

« Plan de rigueur »

Son intérêt financier ne lui fait pas souhaiter la réintégration dans le FNE (fonds national de l'emploi) de tous les plus de cinquante-cinq ans indemnisés par les ASSÉDIC, bien que la morale soit dans ce sens, que M. Aubry conteste ces abus, et que le surcoût, pour l'UNEDIC, s'élève à 2,5 milliards de francs. De toute manière, l'empoignade est garantie au simple fonction de ce sujet : les syndicats auront beau jeu de mettre en cause les pratiques laxistes d'un certain patronat, en réplique aux accusations adressées aux faux chômeurs.

Favorable à un « plan de rigueur », qui suppose davantage de contrôles et un meilleur recouvrement des cotisations, le CNPF se trouverait pris au piège de sa propre logique. Il faudrait aussi vérifier les documents et les versements des employeurs, alors que le système était jusqu'à présent basé sur la bonne foi des déclarations. Derrière les anomalies, au passage, seraient remis en cause des principes qui avaient été difficilement introduits à partir de 1987, et qui visaient à transformer le régime d'assurance-chômage de système passif d'indemnisation à l'origine en un outil actif de la politique de l'emploi. Or, par exemple, les autorisations d'activités réduites

pour les chômeurs de longue durée, aujourd'hui contestées. Cette « chasse au gaspi », que dénonce M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, sera forcément compliquée et lente. Elle vise les situations de cumul entre un emploi et l'indemnisation, particulièrement sensible dans le milieu du travail temporaire, qui pourrait rapporter 1 milliard d'économies par an si les rapprochements de fichiers sont autorisés. Mais, pour être complet, cela supposerait de supprimer, pour un autre milliard, des dispositions qui avaient été arrêtées deux ans plus tôt, pour tenir compte du développement du travail précaire. Puisqu'il n'est pas question de toucher aux taux et aux durées d'indemnisation, deux solutions s'imposent : corriger des règles et s'en prendre à certains publics. Ainsi, avant de percevoir une indemnité, on instaurerait un délai de carence, sachant qu'un jour permet d'économiser 200 millions de francs. Mais il serait explosif d'aller au-delà de trois ou cinq jours. Quant aux publics, ils pourraient être symbolisés par les salariés intermittents du spectacle. Dans ces professions, les contributions à l'UNEDIC s'élèvent à 537 millions de francs et le régime verse 2,350 milliards de francs, les artistes contribuant pour 25 % au déficit.

Mais les difficultés financières dues au chômage doivent-elles se résumer à des excès ? Pour sortir de l'ornière dans laquelle ils se trouvent, du fait de la situation économique, les partenaires sociaux devront trouver d'autres réponses, à la hauteur du problème posé à toute une société.

ALAIN LEBEAUCHE

(1) Le départ de M. Mignot est justifié par les interventions de M. Bérégovoy, directeur de la commission sociale du CNPF, sur les actes quotidiens de fonctionnement de l'institution, et non par la situation financière. Alors que l'entente régnait avec le précédent président, M. André Bergeron, le représentant patronal lui a récemment retiré sa confiance.

An « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Bérégovoy défend l'idée d'un SMIC-jeunes

Considérant que « le chômage est un drame absolu », M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a déclaré, dimanche 22 septembre, lors du « Grand Jury RTL-le Monde », que « personnellement », il n'aurait « pas prononcé la phrase » de M. Michel Charasse sur les « faux chômeurs ». Le ministre a renouvelé sa proposition en faveur « d'une mesure temporaire pour les jeunes non qualifiés permettant aux entreprises de les embaucher à un salaire net de 4 500 F ». Cette mesure devrait être dans le plan emploi que prépare M. Martine Aubry, ministre du travail, selon M. Bérégovoy.

A propos de la crise agricole, le ministre a expliqué qu'« il nous faut sans doute moins d'agriculteurs », mais des agriculteurs qui aient des revenus décents - je pense en particulier aux éleveurs ». Pour aider l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est, le ministre d'Etat a évoqué « une aide triangulaire » : « La Communauté ouvrirait (à l'URSS) des crédits garantis permettant d'exporter de la viande (...) de Pologne, de Tchecoslovaquie et de Hongrie vers l'URSS (...) Une fois les remboursements effectués, ces crédits permettraient l'achat de biens d'équipement des pays qui en ont besoin. »

3èmes CYCLES  
Admissions sur titre (Bac + 4)  
Jeune Cycle spécialisé : 4 bilans - 7 mois à plein temps  
Ingénieur d'Altus International  
Management avancé  
Marketing et Communication Pharmaceutiques  
Organisation des entreprises - Consulting  
MBA Program : une formation au Management International en 16 mois  
5 mois à Paris - 5 mois à New York - 10 semaines à Tokyo  
10 semaines en Asie - Taipei, Chine, Hong Kong, Singapour  
4 semaines en Europe Centrale (R.S.S. Hongrie, Tchecoslovaquie, Tchécoslovaquie)  
UNE PRESENCE MONDIALE  
INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION  
Établissement reconnu par l'Etat - Diplôme homologué par l'Etat  
Établissement d'enseignement Supérieur Technique Privé  
100 rue de la Fosse - 75010 Paris - Téléphone : (1) 42 55 50 00  
C'est le plus grand centre de formation internationale de l'Europe

Les ambiguïtés de la « grève générale »

Tout en se félicitant de leurs analyses convergentes et brandissant la menace d'une action nationale interprofessionnelle, les syndicats « réformistes » (FO, CFDT, CFE-CGC, CFTEC et FEN) offrent un spectacle qui a de quoi dérouter les salariés. Depuis un mois, ils multiplient les entrevues mais sont incapables de se retrouver à plus de deux autour d'une même table. Pour sa part, FO a annoncé le 20 septembre son intention d'organiser en octobre une grève générale de vingt-quatre heures.

Chacun à sa manière, les syndicats insistent depuis plusieurs semaines sur la nécessité d'organiser une réaction du monde du travail. Mise à part la CGT, toujours tenue à l'écart, les « réformistes » de la CFDT, de la CFTEC, de FO, de la CFE-CGC et de la FEN, qui s'étaient divisés il n'y a pas si longtemps à propos de l'instauration de la contribution sociale généralisée (CSG), se retrouvent pour critiquer sévèrement la politique budgétaire et exiger une « relance sélective » de l'économie susceptible d'atténuer la dégradation de l'emploi. D'où l'idée d'organiser une journée de grève générale interprofessionnelle. La dernière, qui avait associé la FEN et les cinq confédérations, remonte au 24 mai 1977.

Samedi 21 septembre, lors de la fête annuelle de son organisation, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a annoncé que le comité confédéral national de son organisation, réuni la veille, avait décidé d'appeler à une grève générale de vingt-quatre heures en octobre, sans en préciser la date, afin de permettre aux autres syndicats de s'y rallier. Outre la volonté à peine voilée de faire cavalier seul, cette décision reflète la logique de contestation globale dans laquelle FO s'est engagée. Pour son leader, il ne s'agit pas de faire aboutir des revendications mais d'organiser une « journée d'économie morte » pour occuper le terrain, « indiquer qu'il faut se réveiller » et

adresser « un avertissement solennel » au gouvernement. En revanche, la CFDT, la CFTEC, la CFE-CGC et la FEN entendent privilégier la négociation. Avant de lancer le moindre mot d'ordre, elles préfèrent rencontrer le premier ministre - mais aussi le CNPF, suggère la CFDT - pour lui soumettre d'éventuelles revendications communes. Elles estiment aussi qu'une initiative précipitée pourrait faire échouer les discussions salariales dans la fonction publique.

« Petite opération coupe-feu »

M. Blondel, qui n'a pas craint de manier l'euphémisme en admettant qu'une journée de grève lancée par sa seule confédération « n'aurait pas obligatoirement un succès très important », a pris un risque. Malgré l'addition de mouvements sectoriels (des infirmières et les agents de la Sécurité sociale sont appelés par la CGT et FO à cesser le travail le 26 septembre, les infirmières manifesteront le même jour alors que les travailleurs sociaux, les gardiens de prison et les agents de la fonction publique territoriale préparent des actions) l'état des forces syndicales n'est guère rassurant. Les salariés et les demandeurs d'emploi seront-ils convaincus du bien-fondé de lancer une « grève contre le chômage », comme le propose FO ? M. Blondel risque aussi de se retrouver aux côtés de la seule CGT de donner ainsi des arguments à ses détracteurs, à quelques mois de son congrès confédéral.

La CFDT, la CFTEC et la CFE-CGC - soupçonnées selon le secrétaire général de FO, de se livrer à une « petite opération coupe-feu » - sont conscientes que les syndicats n'ont pas les moyens d'assurer le succès d'une grève générale, notamment dans le secteur privé. Dans l'éventualité - que personne n'écarter - où les négociations salariales échoueraient dans la fonction publique, les syndicats pourraient peut-être trouver à la fois un terrain d'entente et une porte de sortie en mobilisant les fonctionnaires.

JEAN-MICHEL NORMAND

Des camions de viande bloqués par les douanes ou interceptés. - Cinq camions chargés de viande de bœuf importée ont été bloqués au centre de dédouanement du pont de l'Europe à Strasbourg pour un contrôle des carnissons. Les douaniers, conformément aux directives du ministère du budget, ont procédé à un pesage individuel des bêtes, afin de déterminer si le poids annoncé par les importateurs était exact. Le poids de la viande déclarée à la consommation sert en effet à l'assiette de la perception de la TVA, qui s'opère sous le contrôle des douanes. D'autre part, trois camions britanniques chargés de viande ovine ont été interceptés dans la Manche, dans la nuit du 20 au 21 septembre, par des paysans du Centre départemental des jeunes agriculteurs et une partie de leur cargaison a été déversée sur la chaussée.

BTR lance une OPA inamicale sur le groupe d'ingénierie Hawker Siddeley

Le conglomérat britannique BTR (British Tyre and Rubber) a lancé, vendredi 20 septembre, une offre publique d'achat (OPA) de 1,5 milliard de livres (15 milliards de francs) sur le groupe d'ingénierie Hawker Siddeley (HSG). Celui-ci l'a immédiatement rejetée en la qualifiant de « non sollicitée » et « inadéquante ». Ce raid est le troisième déclaré en une semaine à la Bourse de Londres après celui, amical, de Hanson sur le groupe de construction Beazer (351 millions de livres) et l'OPA inamicale de Williams Holdings (700 millions de livres) sur Rascal Electronics. Selon Hawker Siddeley (HSG), l'offre de BTR ne tient aucun compte du programme de restructuration en cours. Le groupe, dont les activités vont de l'aéronautique à la construction de rails en passant par les batteries, « recommande fortement » à ses actionnaires de « ne prendre aucune position vis-à-vis de l'offre » et les prévient qu'ils font « la part de BTR en vendant leurs actions sur le marché ».

Ripostant au plan d'achat d'Altus Finance et de la MAAF

Des assureurs américains contrent l'offre française de reprise d'Executive Life

Plusieurs dizaines d'assureurs américains, réunis au sein de l'Organisation nationale de l'assurance vie et santé, ont annoncé, le 19 septembre au soir, leur intention de se porter acquéreurs du groupe d'assurances Executive Life. Ils ripostent ainsi au plan de rachat proposé début août par des investisseurs français pour sauver cette compagnie (le Monde du 9 août).

Executive Life, en quasi-faillite en raison de ses engagements sur le marché des junk bonds (obligations à haut rendement et risques élevés), avait été placée le 11 avril 1991 sous tutelle du commissaire aux assurances de l'Etat de Californie.

Selon ses promoteurs, la proposition américaine garantit aux assurés d'Executive Life « de meilleures conditions que celles promises dans l'offre du groupe d'investisseurs français ». Elle prend la forme d'un plan de sauvetage plutôt que d'une opération de rachat, à la différence de l'offre d'Altus Finance (filiale du Crédit lyonnais) et de la mutuelle d'assurances MAAF, qui prévoyait l'injection de 300 millions de dollars (environ 1,7 milliard de francs) dans le capital d'Executive Life et le rachat de l'essentiel de son portefeuille de junk bonds pour un total de 2,7 milliards de dollars.

Non chiffrée, l'offre américaine se concentre sur le remboursement aux assurés d'Executive Life. Elle prévoit de leur verser 100 % des bénéfices des assurances souscrites dans la limite de 100 000 dollars par contrat, et 85 % des bénéfices au-delà de 100 000 dollars souscrites. Aux termes de ce plan, 95 % des 377 000 assurés de la filiale californienne se verraient intégralement remboursés.

## Chargeurs 1<sup>er</sup> semestre 1991

	Premier semestre		Année
	1991	1990	1990
Chiffre d'affaires net (en millions de francs)	5.287	6.105	10.988
Bénéfice net (en millions de francs)	404	1.539	527
Bénéfice net par action (en francs)	67,11	243,34	84,80

Le chiffre d'affaires au 30 juin 1991 est en recul de 13,4 % par rapport à fin juin 1990. Cette baisse s'explique essentiellement par la chute des cours de la laine intervenue en février 1991. Le bénéfice net est en recul de 73,7 % : hors éléments extraordinaires (plus-values sur la cession du secteur transport aérien) il est en amélioration par rapport à 1990.

La reprise observée depuis le printemps sur le marché mondial de la laine, l'arrivée à son terme, fin 1991, du programme de restructuration engagé depuis 1989 dans les tissus d'habillement, la bonne progression de l'audience de la télévision par satellite BskyB, constituent des facteurs favorables. Ils permettent de confirmer les espoirs d'une nette amélioration des résultats en 1992.



126 000 LECTEURS du Monde  
exercent une PROFESSION LIBÉRALE.  
Le Monde est leur premier titre d'information.  
(IPSO 91)

## SOUSCRIVEZ AUX EMPRUNTS FRANCE TELECOM

### 1<sup>er</sup> EMPRUNT : 2 milliards de francs

Prix d'émission : 99,27 % soit 4 963,50 F par obligation

DURÉE : 11 ANS - TAUX NOMINAL : 9 % - TAUX ACTUEL : 8,11 %

Intérêt payable le 7 octobre de chaque année et pour la première fois le 7 octobre 1992.  
Amortissement au pair en fin le 7 octobre 2002. Date de jouissance et de règlement : le 7 octobre 1991.

### 2<sup>e</sup> EMPRUNT : 500 millions de francs

en 2 tranches au choix du souscripteur, assimilable à l'emprunt 9,30 % juillet 2001.

DURÉE : 9 ANS ET 275 JOURS - TAUX NOMINAL : 9,30 % - TAUX ACTUEL : 8,12 %  
Amortissement au pair en fin le 8 juillet 2001.

#### TRANCHE A

Assimilable dès la cotation. Prix de souscription : 103,37 % soit 5 168,50 F par obligation comprenant le prix d'émission de 101,058 % soit 5 052,90 F et le coupon couru de 2,312 % soit 115,60 F. Date de jouissance : 8 juillet 1991. Date de règlement : 7 octobre 1991.

#### TRANCHE B

Assimilable après paiement du premier coupon. Prix d'émission 100 % soit 5 000 F par obligation. Le 1<sup>er</sup> coupon payable le 8 juillet 1992 sera de 284,70 F correspondant à un taux d'intérêt de 5,694 % sur la période, soit 7,578 % en équivalent annuel. Date de jouissance et de règlement : 7 octobre 1991.

Souscription dans les banques, bureaux de Poste, Trésor, Caisses d'Épargne. BALO du 23 septembre 1991.  
vsa CGB n° 91-353 du 18 septembre 1991. Une fiche d'information est tenue gratuitement à la disposition du public.



35 000  
DÉCIDEURS  
FINANCIERS  
lisent  
le Monde.  
Le Monde  
est  
leur  
premier  
quotidien  
d'informations  
générales.  
(IPSO 91)

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE

Renseignements :  
46-62-72-67

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lacombe, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Freppart  
directeur de la rédaction  
Jacques Gué  
directeur de la gestion  
Manuel Luchet  
secrétaire général

#### Rédacteurs en chef :

Jacques Arnalric  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi  
Philippe Hermon  
Jacques-François Simon

Daniel Vermet

(directeur des relations internationales)

#### Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

#### RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-65-30-10

**sogerap**

Filière de la SNEA

### RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Le résultat net au 30 juin 1991 s'élève à 56,8 millions de francs contre 47,8 millions de francs au 30 juin 1990.

Les produits courants progressent de 13,7 % et atteignent 29,1 millions de francs contre 25,6 millions de francs au 30 juin 1990. Ils comprennent pour l'essentiel :

- 14,5 millions de francs de dividendes reçus des participations (contre 13,1 millions de francs en 1990).

- 3,2 millions de francs de revenus des titres de placement (contre 5,0 millions de francs au 30 juin 1990).

- 11,4 millions de francs (contre 7,5 millions de francs) de produits financiers.

Les produits exceptionnels principalement représentés par des reprises de provisions totalisent 34,3 millions de francs contre 26,3 millions de francs au 30 juin 1990.

Le Conseil d'Administration a nommé M. Jacques GRUNDMAN, Directeur Général. Il a en outre constaté que 174 471 actions nouvelles de 100 F de nominal avaient été émises en paiement du dividende 1990 en actions, portant le capital de 489 423 200 F à 488 870 300 F. A la suite de cette nouvelle augmentation de capital celui-ci se trouve réparti de la manière suivante :

SNEA	52,80 %	contre	51,47 %
Parifrance	13,25 %	contre	13,74 %
Suez	8,83 %	contre	9,16 %
Tiers	25,32 %	contre	25,63 %

La perspective de résultat pour l'exercice 1991 dépendra bien sûr de l'évolution des cours de bourse. Toutefois sur les bases du résultat au 30 juin et compte tenu d'un renforcement des revenus courants lié à l'encaissement de nouveaux dividendes, le résultat net de 1991 devrait être légèrement supérieur à celui de 1990.

### GROUPE DOCKS DE FRANCE

#### RÉSULTATS SEMESTRIELS

Courants après impôt : + 13,8 %

Le Conseil d'Administration des Docks de France réuni le 19 septembre 1991 a arrêté les comptes du premier semestre 1991.

Les chiffres consolidés essentiels sont les suivants :

en M.F.	1 <sup>er</sup> semestre 90	1 <sup>er</sup> semestre 91	Variation
Chiffre d'affaires hors taxes	12 097,6	13 782,1	+ 13,9 %
Résultat courant avant impôt	138,5	139,9	+ 1,0 %
Résultat courant après impôt	88,3	100,5	+ 13,8 %
Résultat net	(1) 91,6	101,1	+ 10,3 %

(1) Pour la comparaison du résultat net, il n'a pas été tenu compte de la plus-value exceptionnelle de 25,3 millions de francs déduite en 1990.

mammoth - ATAC

**CAISSE NATIONALE  
DES AUTOROUTES**  
GÉRÉE PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## Emprunt Septembre 1991

1,3 milliard de Francs  
soit 260 000 obligations de 5 000 F

Prix d'émission : 4 988 F

Taux nominal : 9,20 %

Taux de rendement actuariel brut : 9,23 %

1<sup>er</sup> coupon payable le 7 Octobre 1992 pour un montant de 460 F

Durée : 15 ans  
Amortissement en totalité le 7 Octobre 2006

Jouissance, règlement : 7 Octobre 1991

Souscription auprès des Banques,  
de la Poste, des Caisses d'Épargne, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor.  
Une fiche d'information (vsa C.O.B. N° 91-351 du 17/09/1991) peut être obtenue sans frais auprès de la  
CNA, 11, rue Saint-Dominique - B.P. 140-07 - 75326 PARIS Cedex 07  
ou des Établissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez aux emprunts de la CNA  
pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

مكزا من الأصل



# ÉCONOMIE

CEE

## La volonté de réussir

Suite de la première page

Les Douze ont ainsi révisé en les consolidant aux formules de compromis imaginées lors de leur précédente session informelle, en juin, à Luxembourg. La deuxième étape de l'UEM débute, sauf décision contraire des Douze, le 1<sup>er</sup> janvier 1994. Durant cette deuxième étape de nature transitoire, le pouvoir monétaire restera attribué aux États membres. Aussi, contrairement à ce qui avait été envisagé par le conseil européen de Rome, en octobre 1990, la Banque centrale européenne ne sera pas mise en place durant cette deuxième étape mais seulement au début de la troisième.

Sur ce point, les Allemands, les Néerlandais et les Britanniques ont obtenu satisfaction. Il sera cependant créé, en ce début de phase deux, un Institut monétaire européen (IME) chargé de préparer la « communautarisation » de la politique monétaire. Le passage à la troisième étape, « celle où le souveraineté nationale se transforme et où les parités deviennent fixes et irrévocables », comme l'a qualifiée M. Kok, sera décidé par le conseil européen, c'est-à-dire par les Douze. Pourront y participer les pays membres dont les performances économiques répondront à des critères objectifs (concernant en particulier l'inflation et le déficit des finances publiques) mais, comme l'a dit M. Bérégovoy, « qui seront appréciés en tendance, c'est-à-dire de façon politique ».

### Une procédure communautaire

« Il va de soi que les critères de convergence ne devront pas s'appliquer de manière mécanique et qu'il y aura de la place pour une appréciation politique », admettait dès le début de la réunion M. Waigel. Au cours des semaines passées, Allemands et Néerlandais, obérés par la crainte de voir certains États membres s'embarquer à la légère dans l'entreprise, avaient ferraillé pour imposer le respect de conditions sévères « objectives et transparentes ». Ils ajoutaient qu'il reviendrait aux seuls membres jugés vertueux au regard de ces critères de fixer la date du passage à la troisième étape. Les Britanniques, soucieux de retarder le plus possible la perspective de cette troisième étape, appuyaient ce point de vue.

Les gouvernements de Bonn et de La Haye, sauvant ainsi la conférence intergouvernementale de l'impasse, ont assoupli leurs positions à la fois sur les conditions à remplir et sur les modalités du passage à la troisième étape. Au plus tard le 31 janvier 1996 (rien n'interdit que ce soit plus tôt, a précisé M. Jacques Delors), la Commission européenne d'une part, l'IME d'autre part feront un rapport au conseil « Ecofin » (les ministres des finances des Douze) sur les résultats de la deuxième étape et les progrès de la convergence. Le dit conseil « Ecofin » évaluera alors les pays qui sont prêts à passer au stade de la monnaie unique et ceux qui ne le sont pas encore. Il fera rapport au conseil européen (les chefs d'État et de gouvernement), lequel fixera, le cas échéant, la date du passage à la troisième étape.

Selon les Anglais, celui-ci ne devrait être décidé que si huit pays membres au moins sont jugés capables de supporter le choc. Les autres délégations considèrent plutôt qu'une majorité des Douze (donc sept pays membres, ce qui devrait inclure normalement l'Italie) devrait suffire. Personne ne sera forcé de financer le pas. C'est là une disposition conçue à l'attention du Royaume Uni pour lui faciliter la signature du traité.

### L'institut monétaire européen

Elle signifie que le Parlement de Westminster sera invité non seulement à ratifier le traité en 1992, mais plus tard à se prononcer une nouvelle fois sur l'opportunité de participer à la troisième étape de l'UEM. En contrepartie, il est acquis que personne ne sera autorisé à opposer un veto à la troisième étape. Les pays qui n'auront pas été jugés en mesure de participer d'entrée de jeu à la troisième étape pourront rejoindre le peloton dès lors qu'ils satisfont aux critères définies dans le traité. Selon M. Kok, « si l'Union est maintenue vers l'avant de convergence, il n'y a aucune raison d'écarter l'idée d'une troisième étape démarrant en 1997 ».

Le contenu de la deuxième étape, étape de transition, demeure à préciser et notamment la composition et les missions exactes du nouvel Institut monétaire européen. « Je souhaite que ce soit une véritable institution, pas un simple cache-sexe pour perpétuer sans

changements l'actuel conseil des gouverneurs de cette Banque centrale », a souligné M. Delors. Le fait qu'une majorité des États membres, dont la France et l'Italie, se montrent vigilants à éviter ce danger d'une « fausse nouvelle institution » devrait permettre d'aboutir, espère-t-on à Bruxelles, à un statut satisfaisant. Parmi ses missions, outre une meilleure coordination des politiques monétaires, figurera le renforcement du rôle de l'écu et la préparation de la mise en place de la Banque centrale commune. L'IME disparaîtra dès que cette dernière sera installée.

M. Bérégovoy, appuyé par M. Delors, s'il a renoncé à sa formule, qui effarouchait, de « gouvernement économique européen », insiste pour qu'un pôle de décision économique soit mis en place au niveau communautaire pour faire pendant à la très puissante Banque centrale européenne dont il est acquis qu'elle sera indépendante des gouvernements. « Pour qu'il n'y ait pas de dérapage qui menace la stabilité monétaire, il convient que la politique économique soit rationnellement conduite », souligne le ministre français.

Les Allemands et les Néerlandais renâclent, craignant que de telles interférences menacent la liberté de la Banque centrale. Là aussi, un rapprochement s'est produit. Le conseil européen arrêtera

chaque année les principales orientations de la politique économique de la Communauté et le conseil « Ecofin » veillera à ce que les politiques (budgétaire, fiscale, salariale, etc.) menées de façon autonome par chacun des gouvernements soient en phase avec ces directives.

Un point d'application particulier concerne la politique de change. « Les rapports entre les monnaies relèvent de la responsabilité politique. C'est vrai que la monnaie unique doit être au moins aussi bonne que la meilleure des monnaies ayant actuellement cours dans la Communauté. Mais c'est vrai aussi que nous ne devons pas perdre notre compétitivité. Avec les accords du Plaza et du Louvre, nous avons amorcé un système de réorganisation du système international. C'est une tâche que le pouvoir politique doit continuer », a souligné M. Bérégovoy.

M. Waigel semble, là aussi, soucieux de trouver une formule médiane puisqu'il se contente de demander que le conseil « Ecofin » fixe les lignes directrices de la politique de change « en coopération » avec la Banque centrale.

Les points politiques restant à trancher ne sont pas insignifiants. Il reste que, les principales options étant maintenant arrêtées, la tâche première de la conférence intergouvernementale consiste désormais à rédiger le traité, avant le conseil européen de Maastricht de décembre.

PHILIPPE LEMAÎTRE

ÉTRANGER

## Deuxième accord en Amérique latine

## Le Mexique et le Chili ont signé un traité « historique » de libre-échange

SANTIAGO

de notre correspondant

« Nous avons laissé de côté l'éternel discours sur l'intégration pour passer aux actes ». Le chef de l'État chilien, M. Patricio Aylwin, et son homologue mexicain, M. Carlos Salinas de Gortari, affichaient une fierté légitime après avoir signé, dimanche 22 septembre à Santiago, un accord bilatéral de libre-échange qualifié d'« historique ».

C'est en effet la première fois que deux nations latino-américaines décident d'éliminer progressivement leurs barrières douanières. Le traité de Santiago succédant à celui d'Asunción, qui a donné naissance en mars dernier au Mercosur - création d'une zone de marché commun entre l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay d'ici à quatre ans, - l'année 1991 fera date dans le difficile processus d'intégration régionale.

Le Chili et le Mexique sont allés vite en besogne. Après une brouille de dix-sept ans (Mexico a rompu ses relations diplomatiques

avec Santiago au lendemain du coup d'État militaire de 1973), il n'aura fallu qu'une année de négociations pour que les présidents soient en mesure de signer le traité commercial. Ce mariage est contracté par les deux meilleurs élèves de la classe latino-américaine : dans les deux pays, une croissance soutenue s'accompagne d'une inflation modérée (moins de 20 %), à la suite de l'adoption de sévères mesures d'ajustement structurel.

### Nation-charnière entre les deux Amériques

L'accord stipule que les tarifs douaniers seront abaissés à 10 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992 et seront progressivement éliminés d'ici à 1996 ou 1998, selon les produits considérés. Les échanges commerciaux entre les deux pays, qui n'atteignent aujourd'hui que 160 millions de dollars et sont nettement favorables au Mexique, pourraient quadrupler dans les prochaines années.

Tel est du moins le vœu formulé par MM. Aylwin et Salinas. Les

deux économies sont en tout cas complémentaires : le Chili s'est spécialisé dans la commercialisation des produits primaires (miniers, agricoles, forestiers, halieutiques), alors que le Mexique a développé son infrastructure industrielle, en particulier grâce aux maquiladoras (usines de sous-traitance tournées vers l'exportation).

L'accord de Santiago confirme le Mexique dans son rôle de nation-charnière entre les deux Amériques. En négociation pour la signature d'un traité de libre-échange avec les États-Unis et le Canada - deux pays qui ont déjà accepté la levée progressive de leurs barrières tarifaires d'ici à 1998, - il n'en néglige pas pour autant de jeter des ponts vers le Sud. Fort du traité signé avec le Chili, le gouvernement de M. Salinas de Gortari espère conclure dans l'avenir autant d'accords bilatéraux avec les pays centra américains, ainsi qu'avec la Colombie et le Venezuela.

GILLES BAUDIN

## NCR NotePad.

## Voici désormais la meilleure position pour se servir d'un portable.

L'arrivée du NCR 3125 NotePad sur le marché des portables bouleverse radicalement les habitudes de travail hors du bureau. L'utilisateur mobile peut désormais quitter sa table et son clavier d'ordinateur. Le NCR NotePad s'emploie comme un bloc-notes, muni d'un écran en guise de papier et d'un stylo ! Plus de fils, ni de clavier, ni de souris.

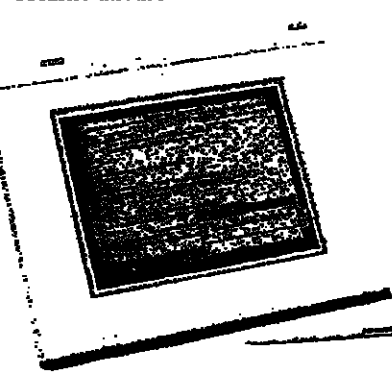
Calé au creux du bras, c'est un outil indispensable pour tous les utilisateurs qui ne pouvaient se servir jusque-là des portables classiques, inadaptés à leurs besoins de mobilité, tels que les agents commerciaux, les conseillers financiers, les enquêteurs, les magasiniers, les experts

d'assurance, les architectes... Prenons, par exemple, un chef de clinique. Il peut, durant la visite, consulter un dossier d'un patient, le mettre à jour, afficher les résultats des diverses analyses, imprimer une ordonnance... Résultat : une amélioration considérable de la productivité et un gain de temps indiscutable.

Rien n'a été laissé au hasard. Tout a été pensé en terme de mobilité : son poids de 1,8 kg ; son format réduit (24 cm x 30 cm et 2,5 cm d'épaisseur) ; son écran pleine page VGA rétroéclairé ; jusqu'à 8 Mo de mémoire vive ; un disque dur ou de la mémoire flash ; 4 heures d'autonomie et plus... Le tout

orchestré à 20 Mhz par le puissant microprocesseur i386SL. Sans oublier, une grande ouverture vers l'extérieur : modem/fax, imprimante, télécommunications...

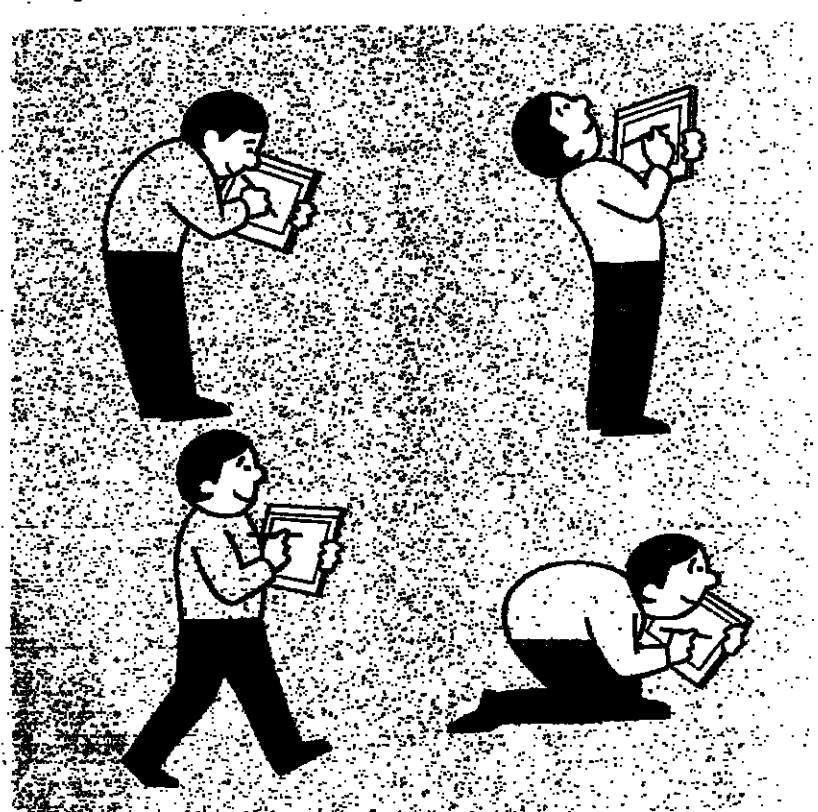
Le NCR NotePad est le seul, à ce jour, à fonctionner sur les 3 systèmes d'exploitation standard de l'industrie : PenOS®, PenPoint® et MS-Windows for Pen Computing®. Des systèmes qui permettent l'emploi du stylo, mais surtout d'apprendre et de reconnaître l'écriture de son utilisateur ! De plus, le NCR NotePad peut instantanément authentifier sa signature. Un atout sécurité dissuasif.



Dernier-né des Systèmes NCR 3000, le NCR 3125 NotePad complète la stratégie de la Libre-Informatique® qui assure le traitement de l'information de toute l'entreprise, d'un bout à l'autre de son organisation.

Afin de mieux connaître cet ordinateur mobile, NCR vous invite à suivre un séminaire sur le NCR 3125 NotePad.

Veuillez remplir le coupon-réponse ci-contre, indiquant le jour de votre choix et renvoyez-le à : NCR France, Dépt. Marketing Direct, Françoise RAGOT, Tour Neptune Cedex 20, 92086 Paris-La Défense. Tél. 4903 2775.



NCR, NCR NotePad et PenOS sont des marques déposées de NCR Corp. PenPoint est une marque déposée de GO Corp. Windows for Pen Computing est une marque déposée de MICROSOFT Corp. i386SL est une marque déposée de Intel Corp. © Marque déposée de NCR France.

NCR

La Libre-Informatique®  
Pour maîtriser le changement.

### SÉMINAIRES PARIS NCR 3125 NOTEPAD

Centre de démonstration  
NCR FRANCE - Tour Neptune  
20, place de Seine - Paris-La Défense 1  
17/10/91 - 9 h 30/17 h  
1 Journée VARS.

22/10/91 - 9 h 30/12 h  
2 Banques - Approche patrimoniale, aide à la vente : de nouvelles perspectives.

22/10/91 - 14 h 30/17 h  
3 Assurances - Une efficacité accrue des commerciaux et des experts.

23/10/91 - 9 h 30/12 h  
4 Banques - Approche patrimoniale, aide à la vente : de nouvelles perspectives.

23/10/91 - 14 h 30/17 h  
5 Le stylo informatique au service du transport et de la logistique.

24/10/91 - 9 h 30/12 h - 14 h 30/17 h  
6 Comment rendre votre force de vente plus efficace et plus productive ?

28/10/91 - 14 h 30/17 h  
7 L'informatique mobile dans la distribution.

28/10/91 - 9 h 30/12 h  
8 L'informatique mobile au service de l'immobilier.

### SÉMINAIRES RÉGIONAUX NCR 3125 NOTEPAD

12/11/91 - 16 h/18 h  
9 NCR TOULOUSE - Futuropolis  
ZAC du Parc de la Plaine  
8, rue Maryse-Hilsz - 31502 Toulouse

13/11/91 - 16 h/18 h  
10 NCR MARSEILLE  
Parc du Griffon  
511, route de la Seds - 13127 Vitrolles

14/11/91 - 16 h/18 h  
11 NCR LYON  
56, rue du 11-Novembre 1918  
69160 Tassin-La-Demi-Lune

Je souhaite participer au séminaire NCR 3125 NotePad

du

☐ matin ☐ après-midi.

Numéro du séminaire

Société

Nom

Fonction

Adresse

Code postal

Ville

Tél.

Nombre de personnes

## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Après un an d'ajustement structurel

## Le Pérou obtient un rééchelonnement de sa dette

Le Pérou vient de conclure avec ses créanciers publics du Club de Paris un rééchelonnement avantageux de sa dette (le Monde du 19 septembre). Le pays bénéficie à nouveau de prêts des organisations internationales. Ce retour en grâce est l'aboutissement d'un an de politique de sévère austerité, imposée par le FMI au président, M. Alberto Fujimori.

LIMA

de notre correspondante

Après quatorze mois de difficiles négociations avec ses créanciers des institutions multilatérales de financement (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement), le Pérou a obtenu un traitement de faveur qui va lui permettre d'être réintégré au sein de la communauté financière internationale. Il en avait été banni il y a cinq ans, suite à la décision de l'ex-président Alan García de ne consacrer que 10 % des exportations au remboursement de sa dette. La «réinsertion» était l'un des principaux objectifs de son successeur, le président Alberto Fujimori.

Pour mériter cette «réinsertion», les autorités péruviennes ont tout d'abord dû adopter un programme d'ajustement structurel draconien, le 8 août 1990, imposé par les fonctionnaires du FMI et de la Banque mondiale, puis effectuer les corrections nécessaires pendant treize mois. Finalement, le 13 septembre dernier, le FMI a approuvé officiellement ce «programme de référence» valable jusqu'en décembre 1992.

Mais le Pérou peut désormais bénéficier d'une «accumulation des arriérés de sa dette» envers le FMI (850 millions de dollars, soit 6,6 milliards de francs). Ce système consiste à repousser le remboursement des arriérés jusqu'à la fin de l'année prochaine. Une solution de ce même type semble pouvoir être négociée prochainement avec la Banque mondiale (930 millions de dollars). Le Pérou devient ainsi le second pays après la Zambie à profiter de cette

«opération de sauvetage». Pour couvrir les échéances courantes face à ses créanciers (FMI, Banque mondiale et BID), qui représentent un déboursement mensuel de 55 millions de dollars en 1991 et d'environ 90 millions de dollars en 1992, le Pérou va utiliser un crédit-relais de 1160 millions de dollars octroyé par un «groupe de soutien». Celui-ci est parrainé par les États-Unis et le Japon, qui apportent chacun 400 millions de dollars, et ils sont secondés par l'Allemagne (135 millions), l'Espagne (55 millions), le Canada et le groupe andin (40 millions chacun), l'Italie (30 millions), la Hollande (20 millions), la France (15 millions), la Suisse (10 millions), la Suède, la Norvège et la Belgique (5 millions chacun).

## Accepter toutes les conditions

Une deuxième opération triangulaire a été négociée de façon parallèle pour que le Pérou puisse régler ses arriérés vis-à-vis de la Banque interaméricaine de développement : le Fonds latino-américain de réserve (FLAR) lui a concédé un crédit-relais de 400 millions de dollars. Le montant de l'aide destinée à épauler la réforme du commerce extérieur n'a pas de précédent puisqu'il s'agit de 425 millions de dollars qui seront déboursés avant la fin de l'année. Un crédit de 1 milliard de dollars sera alloué avant décembre 1992 si le Pérou poursuit les réformes structurelles destinées à libéraliser ses importations.

Fort du feu vert du FMI, le ministre de l'économie, M. Carlos Bolana, s'est présenté, le 16 septembre, devant le Club de Paris (organisme qui regroupe les créanciers publics) pour refinancer des arriérés pour environ 5 milliards de dollars (1400 millions de dollars sont dus aux États-Unis, 1270 à la France). M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor français et président du Club de Paris, avait promis à M. Bolana qu'il ferait montre de flexibilité, étant donné la situation critique du pays et les efforts courageux entrepris par son gouvernement.

Théoriquement, le Pérou ne pou-

vait bénéficier du régime de faveur accordé au sommet de Toronto aux pays les plus pauvres (ceux qui disposent d'un revenu *per capita* inférieur à 600 dollars, alors que celui du Pérou a été évalué à 1100 dollars), et il ne pouvait pas non plus demander le «pardon» d'une partie de sa dette, comme l'ont fait la Pologne et l'Égypte, le Japon s'opposant à ce type de règlement.

Après vingt heures de négociations, les membres du Club de Paris ont adopté une formule exceptionnelle, qui représente à court terme un allègement significatif du poids de la dette : le Pérou ne remboursera que 4 % des arriérés, soit 300 millions de dollars, jusqu'à décembre 1992. En 1993, le rééchelonnement des impayés fera l'objet d'une nouvelle réunion avec les créanciers.

«En une dizaine de jours, nous sommes parvenus à réunir les quatre éléments-clés de la réinsertion, résume le ministre de l'économie. Tout d'abord, la formation du groupe de soutien, puis l'approbation du programme de référence par le Fonds monétaire international, l'accord avec le Club de Paris et, enfin, le prêt de la BID.» Mais cette réinsertion ne s'est pas faite sans sacrifices. Le Pérou a dû accepter toutes les conditions posées par ses créanciers, à savoir : le programme d'ajustement du FMI, les réformes structurelles imposées par la Banque mondiale et la BID et la politique de lutte antidrogue dessinée par les États-Unis. Ces mesures ont entraîné un relatif contrôle de l'inflation (la moyenne mensuelle est tombée de 40 % à 10 %) et une forte diminution du déficit budgétaire, mais au prix d'une profonde récession, dont le corollaire est la diminution de la capacité de paiement.

Malgré la bonne volonté montrée par le président Alberto Fujimori, malgré l'extrême sacrifice de sa population, le Pérou reste un débiteur dont l'avenir est lourdement hypothéqué par une dette de 22 milliards de dollars. Traqué par ses créanciers, le pays s'est vu par les terroristes du Sentier lumineux qui, en onze ans, ont provoqué des dégâts matériels pour un montant égal à la dette extérieure.

NICOLE BONNET

## TRANSPORTS

Ferries contre Eurotunnel

## La bataille de la Manche a commencé...

Suppressions d'emplois, fermetures de lignes, les compagnies de ferries assurant la liaison trans-Manche connaissent de sérieuses difficultés, qu'aggrave la perspective de l'ouverture d'Eurotunnel, en juin 1993. Leur survie à terme passe sans doute par l'abandon d'une concurrence suicidaire et par la mise en commun d'une partie de leurs infrastructures.

LONDRES

de notre correspondant

Cette guerre-là a déjà fait des victimes avant même le début des hostilités... La décision, annoncée le 18 septembre, de la compagnie Sealink Stena Line de procéder à 1 569 licenciements au cours des prochains mois laisse pressager un conflit d'envergure, une guerre des tarifs qui se jouera sur les quelques 50 kilomètres qui séparent l'Angleterre de la France. Dans vingt et un mois, le 15 juin 1993, Eurotunnel commencera l'exploitation du tunnel sous la Manche, entrant directement en compétition avec les principales compagnies de ferries qui assurent aujourd'hui le transport de plus de 18 millions de passagers par an. Ce marché, qui représente quelque 600 millions de livres (6,2 milliards de francs) par an, croît chaque année d'environ 5 %, et il est probable que la mise en service du tunnel va entraîner momentanément un phénomène de curiosité et donc une augmentation du trafic.

A terme cependant, le marché se stabilisera, et il devra être partagé. Les promoteurs d'Eurotunnel sont convaincus qu'ils pourront récupérer 70 % de l'ensemble du trafic (passagers, véhicules et fret); les compagnies existantes, de leur côté,

espèrent limiter la part du nouvel arrivant à 30 %. Quel que soit le chiffre réel - et on ne le saura vraiment qu'après la mise en exploitation - le choc financier sera rude pour les compagnies de ferries. Elles devront nécessairement réduire leurs coûts d'exploitation et s'entendre pour tenter de faire front devant la concurrence du tunnel. Faute de quoi l'une d'entre elles risque fort de disparaître sous le poids des déficits.

Sealink et P & O European Ferries (cette dernière contrôlait 51 % du trafic passagers trans-Manche en 1990) sont les deux «gigants» de la liaison France-Angleterre, d'autres compagnies, comme RMT et Hoverspeed, se partageant une part minoritaire du marché.

## Sacrifices budgétaires

Les économies budgétaires qui viennent d'être annoncées par Sealink vont notamment se traduire par la fermeture de la ligne Folkestone-Boulogne avant la fin de l'année (celle-ci était en service depuis 1842), ce qui devrait entraîner le licenciement de 568 personnes. La compagnie, qui emploie actuellement près de six mille personnes au Royaume-Uni, supprimera également un millier d'autres emplois, notamment sur ses lignes avec l'Irlande. Dans l'avenir, il est probable que Sealink devra consentir d'autres sacrifices budgétaires, sans compter le gel des investissements.

P & O, de son côté, a déjà annoncé la fermeture de sa liaison Douvres-Zeebrugge à partir du 31 décembre, et devra se résoudre à de nouvelles suppressions de postes. Mais P & O est dans une situation financière bien moins inquiétante que celle de ses rivaux. Anciennement compagnie nationale anglaise,

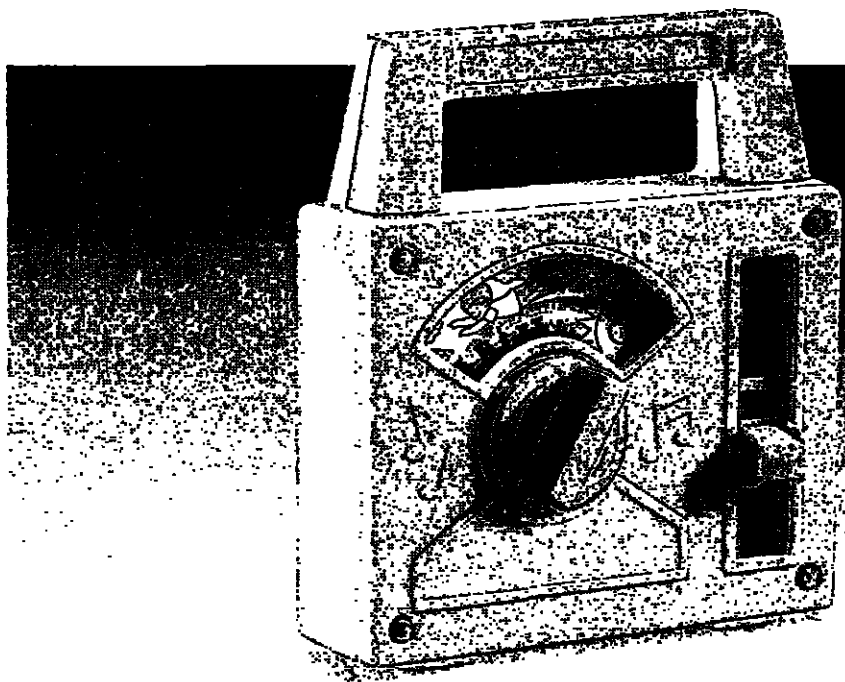
Sealink a été privatisée en 1984, et rachetée 259 millions de livres, en 1989, par le groupe suédois Stena. Or, cette année, celui-ci doit faire face à des pertes de 28,2 millions de livres imputables au déficit commercial de Sealink.

Dans cette bataille à armes inégales, les deux compagnies ne peuvent espérer assurer leur survie qu'à condition de cesser une coûteuse compétition et de mettre en commun leurs énergies, c'est-à-dire une partie de leurs infrastructures. Telle est l'idée qui prévaut actuellement. Une joint-venture pourrait être créée dans l'avenir, qui permettrait l'exploitation en commun de la ligne Douvres-Calais. Ailleurs, sur d'autres routes, la concurrence serait préservée. Par une harmonisation des horaires, un départ toutes les demi-heures pourrait être assuré, ce qui permettrait d'être plus compétitif par rapport au tunnel. Celui-ci, avec ses deux voies ferrées, conservera l'avantage de la vitesse.

D'ores et déjà, les deux compagnies ont fait de gros efforts pour moderniser leur flotte de ferries; réendant ceux-ci plus confortables et plus attrayants (bouddiques hors taxes approvisionnées, par exemple). Mais, outre qu'une telle solution de joint-venture suppose une autorisation de la Commission européenne à Bruxelles, qui n'est pas acquise d'avance, cela ne suffira peut-être pas pour résister à l'offensive commerciale d'Eurotunnel. Les seuls gagnants de cette nouvelle bataille de la Manche seront les passagers: quel que soit le moyen de transport choisi, ils profiteront largement de la guerre des tarifs qui s'annonce.

LAURENT ZECCHINI

## Utiliser un copieur Océ? Un jeu d'enfant!



Chez Océ, nous pensons que la simplicité est la meilleure façon d'obtenir la qualité et la fiabilité. Basés sur la technologie Copy Press, tous nos copieurs moyen et haut volume transfèrent directement l'image sur le papier et non l'inverse. Au lieu d'être projetée électrostatiquement, l'image est fixée par pression sur le papier. Le procédé exclusif Océ présente un double avantage: le trajet papier très court élimine pratiquement tout risque de bourrage et vous obtenez en permanence une plus haute qualité de copie.

Avec la même volonté de simplicité, nous avons conçu des copieurs faciles à utiliser. Sur leur tableau de bord, des messages clairs vous guident dans la réalisation de vos travaux. Et vous n'aurez ni à vous pencher, ni à tendre le bras pour placer vos originaux ou sortir vos copies. L'énorme capacité de nos magasins papier vous donnera rarement l'occasion de les remplir. Vous n'aurez pas à recharger le toner. Notre service après-vente s'en charge, lors de ses visites préventives.

Bien sûr, vous pourriez faire tout cela vous-même! Mais nous pensons que les copieurs Océ sont là pour simplifier la vie. Pas pour la compliquer.

Océ=Q.I.



Copier et imprimer avec une simple touche de génie.

Océ-France S.A., 32 avenue du Pavé Neuf, 93160 NOISY-LE-GRAND, Tél.: (1) 45.92.50.00.

مكتبة من الأصل



سكننا من الازل

# Le Monde

## CHAMPS ECONOMIQUES

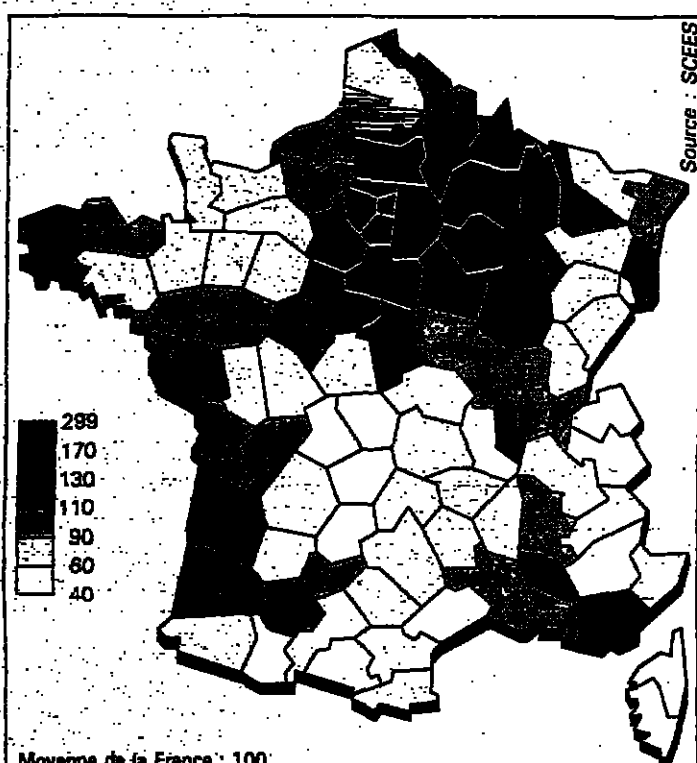
### Les paysans incompris

Malgré leurs manifestations, leur productivité et leur poids politique, les agriculteurs n'ont pas réussi à susciter une politique d'aménagement de l'espace rural

**A**u risque de recourir à des mots prétentieux, la crise qui n'en finit pas de secouer l'agriculture dépasse les simples données économiques, sociales ou démographiques. Elle est « existentielle ». La France a-t-elle encore besoin de ses paysans ? Doivent-ils se contenter de produire ou se transformer en jardiniers et gardiens du territoire ? Comme toutes les catégories minoritaires, les agriculteurs se demandent si leur rôle est encore connu des Français qui s'agglutinent dans des villes de plus en plus insatiables et si la fonction qui consiste à produire du lait, du bœuf ou des brebis est encore un vrai métier.

Ce n'est pourtant pas les associations, syndicats, lobbies agricoles en tous genres qui manquent pour tenir les hommes politiques et l'opinion en éveil. Pas non plus les actions spectaculaires vigoureuses (abattoirs occupés, camions frigorifiques interceptés la nuit, jets de purin, grossièretés verbales) ou charnelles (produits du terroir aimablement offerts, accueil des gamins des banlieues à la ferme, transformation miraculeuse des Champ-Elyées en Beauce fertile).

Habituellement, parfois, le monde paysan cherche par la pédagogie à mieux sensibiliser les représentants de l'Etat, leurs interlocuteurs naturels sur le terrain. C'est ainsi qu'en province, à la grande manifestation parisienne du 29 septembre, les jeunes agriculteurs du Bas-Rhin



Disparités du revenu agricole par département

ont invité les sous-préfets de Sélestat, de Saverne et de Haguenau à passer quelques heures dans leurs fermes, « pour voir quel est le travail... ».

Il reste que les éleveurs, les cultivateurs ou les viticulteurs ressentent plus que de l'amertume contre un Etat suspect d'immobilisme et une Europe d'ultra-libéralisme. Ils sont tout bonnement déboussolés, car la France urbaine ne les reconnaît plus et ne les comprend pas.

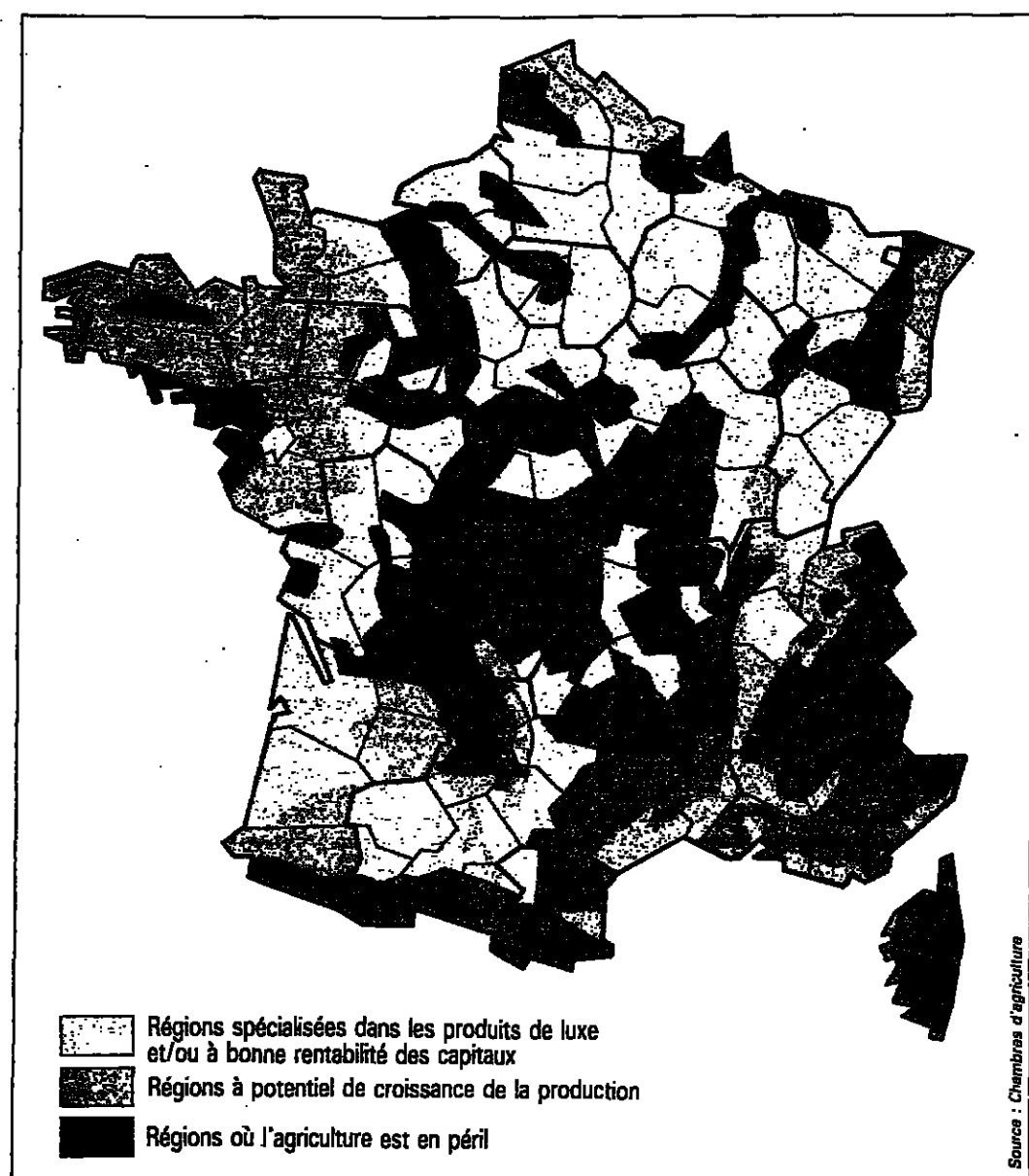
Il est vrai qu'à travers les discours officiels ou dans le vocabulaire économique en vogue, qui sacrifient volontiers à la finance, à la compétitivité, aux dividendes, aux performances, on va presque jusqu'à oublier les réalités permanentes qui font partie de la tradi-

tion française, celle des herbages, des domaines, des haies et des pâturages, des laboureurs et des cultivateurs, des notaires et des vétérinaires de campagne, des sillons et des épis. Balzac s'empresse de le noter dans les premières pages de ses *Paysans* : « Oh ! Voilà la vraie littérature, il n'y a jamais une fausse de style dans une prairie. »

#### Un reflux inachevé

Nostalgie ringarde ? Peut-être. Et pourtant, les livres « terriens », les émissions télévisées comme « l'Arrière-Pays » (« Océaniques » sur FR 3), les croisades pour les paysages - écologie aidant - font florès. Qui n'a pas, durant l'été, participé avec émotion et plaisir à une fête des moissons, poussé la poutre d'une étable ou conversé avec un berger ? Depuis quand un tracteur rutilant serait-il moins superbe qu'un portefeuille bien garni de SICAV ou un gratte-ciel miroir à la Défense ?

Pourtant, même si la composition du Sénat ou des conseils généraux peut encore induire en erreur, la paysannerie diminue : 65 % de la population active en 1830, 10 % il y a quinze ans, moins de 6 % aujourd'hui... et 3 % aux Etats-Unis. La productivité du secteur a fait un bond considérable puisqu'un agriculteur qui nourrissait dix personnes en 1960 en nourrit trente aujourd'hui. Mais plus d'un million d'emplois ont été perdus en vingt ans et l'on évalue à quelque soixante mille le nombre d'exploitants en difficulté, à cause notamment d'un endettement excessif, conjugué à une diminution d'un quart du revenu moyen depuis vingt ans (1). Toutefois, en dépit d'un reflux dont on peut penser qu'il n'est pas terminé, l'agriculture française reste, de loin, la plus importante de l'Eu-



rope des Douze... ce qui la rend plus sensible que d'autres aux contraintes des décisions communautaires. Elle fournit, par exemple, 34 % des céréales à la CEE, 43 % des oléagineux, la moitié du vin. Une performance et une interdépendance qu'on illustrera par deux chiffres : les exportations françaises de céréales rapportent 13 milliards de francs, dont 21 milliards émanent d'acheteurs allemands, britanniques ou ibériques.

On comprend, dans ces conditions, la levée de boucliers qu'ont provoquée dans les milieux professionnels les propositions de réforme de la politique agricole commune - axées essentiellement sur la baisse des prix garantis et une déregulation progressive des marchés - et l'empressement mis par Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la forêt, et fin politique, à dénoncer « l'excessive brutalité » des orientations défendues par le commissaire européen Mac Sharry.

Mais l'« eurocratie » bruxelloise ne sont pas seules responsables des maux de l'agriculture, qui a toujours eu pour pouvoir compter sur une sorte de droit historique à la préférence et à la solidarité nationale à travers une kyrielle d'aides budgétaires aux producteurs de montagne, aux vaches allaitantes, aux victimes du gel ou de la sécheresse ailleurs. La surproduction européenne, les importations massives de viande des pays de l'Est ou d'aliments pour le bétail du Brésil ou de Thaïlande, les modifications des habitudes alimentaires des consommateurs y sont aussi pour beaucoup.

#### Des musées ethnologiques

Heureusement, si, dans le secteur du lait ou de la viande, la situation apparaît franchement catastrophique, d'autres producteurs ne s'en tirent pas si mal, grâce à des prix soutenus. C'est le cas des éleveurs de porcs ou de volailles - ou de la plupart des viticulteurs. Beaucoup de régions abritent d'ailleurs des entreprises, du secteur privé ou coopératif, qui ont accompli dans maints domaines des progrès considérables, qu'il s'agisse de la technique, de la gestion, de la recherche ou de l'exportation. Crise des productions et des revenus, crise régionale aussi. Quelque deux cents cantons, selon les critères retenus,

allant des Pyrénées au Morvan, au Massif Central, à la Champagne, aux Ardennes, aux Cévennes, à la Bretagne intérieure et englobant la presque totalité de la Corse, relèvent quasiment d'une situation de déperdition économique et démographique. Depuis plus de vingt ans, les gouvernements successifs ont bien tenté d'enrayer la spirale du déclin, mais en vain.

C'est là un grand échec de la politique d'aménagement du territoire, car on a laissé l'espace devenir un sous-produit du développement économique, alors même que, parallèlement, le processus de concentration urbaine désordonnée provoquait les surcoûts, les crispations et les violences que l'on déplore aujourd'hui dans nos grandes villes. Agglomérations qui craquent, titubent et explosent d'un côté, campagnes asphyxiées et menacées de devenir des musées ethnologiques dérisoires de l'autre.

« 80 % de la population est concentrée sur 20 % du territoire ; on marche sur la tête ! », a lancé récemment, lors d'un congrès à Strasbourg, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales et maire d'Orléans. Un grand hebdomadaire ne craint pas, pour sa part, de titrer en manchette : « Faut-il fuir Paris ? La province est formidable... »

Parce qu'il y avait eu, il y a plusieurs mois, le discours de Bron pour mettre en selle la politique des banlieues, il y a eu en écho, la semaine dernière, le discours de Chinon, dans lequel le président

de la République a assuré la France que ses petites villes et ses campagnes auraient droit aussi à une légitime solidarité. Acceptons-en l'augure, avec toutefois les plus expresses réserves qu'imposent tant d'années pendant lesquelles les politiques concrètes n'ont jamais suivi les incantations ou les instructions officielles.

Pour être concret, on formulera l'espoir que, sur trois points au moins, les professions agricoles, l'Etat et les responsables européens apportent sans tarder des éclaircissements :

- le degré de la crise agricole étant si différent d'une zone à l'autre (le vignoble champenois n'est pas touché comme les monts du Cantal), faut-il décentraliser davantage, au niveau des régions, les analyses, les moyens financiers et les solutions politiques ?
- les besoins alimentaires de l'Afrique ou de l'URSS apparaissent d'une telle ampleur que les agriculteurs du premier pays paysan de la CEE doivent, à l'évidence, être associés à la définition des programmes d'aides ;
- si l'Etat peut dégaier, comme l'a montré Edith Cresson, quelque 10 milliards de francs pour les PME en allègements fiscaux, les exploitations agricoles n'ont-elles pas aussi quelque raison pour demander à l'Etat un soutien dynamique ?

FRANÇOIS GROSCHARD

(1) *La Cerve agricole*, par Jean-Yves Dupré et Stéphane Yrie, La Documentation française, 1991, 134 p., 75 F.

### Après les bouchers...

Les agriculteurs ont un revenu moyen nettement inférieur à celui des autres non-salariés, puisque, selon le rapport annuel du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts), quand un notaire dispose de 600 000 F à 650 000 F par an et un boucher-charcutier de 200 000 F à 250 000 F, le paysan, lui, doit se contenter de 50 000 F à 100 000 F.

On a constaté toutefois en 1989 et 1990 une sensible revalorisation du revenu brut agricole par exploitation. Mais les écarts selon les régions sont considérables, puisque, pour un indice moyen national de 100, le revenu bas-normand stagne à 69, celui de Midi-Pyrénées à 71, celui de Limousin à... 41, alors qu'il dépasse 240 en Champagne-Ardenne, 170 en Picardie et 150 en Ile-de-France.

Il reste que la valeur ajoutée brute de l'agriculture représente depuis 1987 un peu moins de 4 % du produit intérieur brut marchand. Si l'on considère l'ensemble du secteur agroalimentaire, elle ne constituait en 1989 que 6,9 % du PIB au lieu de 11,4 % en 1970.

Enfin, au niveau européen, on remarquera que, si le secteur agricole de la CEE ne représente que 8 % de la population active des Douze, les dépenses agricoles atteignent plus des deux tiers de l'ensemble des dépenses communautaires. Mais, contrairement à une idée répandue, c'est l'exploitant néerlandais, suivi du paysan danois, qui touche le plus de subventions de Bruxelles, le français, l'allemand et le belge étant nettement moins pour-

F. Gr.

Le prochain « Monde affaires » daté vendredi 27 septembre présentera une série de reportages sur la filière agroalimentaire.

### BACHELIERS, DECOUVREZ LE NOUVEAU MONDE DU MANAGEMENT

3 Centres d'enseignement : Paris-La Défense, New-York, Tokyo  
10 Années de contacts permanents avec les plus grandes entreprises américaines et japonaises

Une Ecole Supérieure de Commerce permettant une réelle immersion économique et culturelle au Japon et aux Etats-Unis

4 Années d'études, dont une année à Tokyo et à New-York.

ADMISSIONS

- En 1ère année : Bac + concours
- En 2ème année : BTS, DEUG, DUT + concours

**CESMI** 83, avenue François Arago  
92000 Nanterre La Défense Tél : (1) 46 95 10 00

REP : Nanterre Préfecture 18 8 rue du Cheval de Guerre 92000 Nanterre  
Etablissement d'Enseignement Supérieur Technique Privé

**CESMI**

LECOLE DE POINTE DU MANAGEMENT INTERNATIONAL

## CHAMPS ECONOMIQUES

Les paysans incompris

## Limousin : les éleveurs mal récompensés

Deux races reines pour la viande de qualité, un concert d'éloges, mais des cours en chute, des comptes en rouge... et l'Est

**A**PRÈS un été étonnamment calme, du plutôt à la conviction que « *quel qu'on fasse, on est foutu* », l'agitation a repris chez les éleveurs du centre de la France, visant cette fois élus et responsables politiques dans une zone qui, fait notable, vote souvent à gauche et englobe quelques-uns des bastions les plus sûrs de la majorité présidentielle. Sans préjudice des actions plus traditionnelles (sièges de préfectures, contrôles du trafic routier, destructions de cargaisons), l'abattoir de Guéret (Creuse) a ainsi été réduit plusieurs jours à l'inactivité parce qu'on y traite, accusent les éleveurs limousins, jusqu'à 30 % d'animaux d'importation hors Communauté européenne.

L'approche de la manifestation du 29 septembre fait remonter la tension dans la vaste zone d'élevage bovin qui, sur une quinzaine de départements, de la Bourgogne au Limousin et au Poitou-Charentes, couvre tout le Centre-Ouest et est perçue à Bruxelles comme une sorte

de no man's land entre les régions productivistes de l'Europe du Nord et les paysanneries traditionnelles de l'Europe du Sud. Une zone de plus en plus saignée par l'exode rural.

Dans le jargon professionnel, elle constitue « *le bassin allaitant* » consacré à deux races bovines reines : la charolaise en Bourgogne, Morvan, Bourbonnais; la limousine, dans la province du même nom, le Berry, le Périgord vert et les marches du Poitou-Charentes. Deux races dites allaitantes parce qu'elles ne produisent pas de lait pour la consommation humaine mais seulement pour nourrir leurs veaux. Ces races exclusivement élevées pour la viande sont minoritaires en France : face à l'immense troupeau laitier frison-holstein (4,2 millions de vaches), normand (1,6 million) et montbéliard (1 million), la charolaise ne compte que 1,3 million de vaches mères et la limousine 500 000.

Tous les problèmes qui se posent aujourd'hui à la politique agricole commune devraient, en principe,

assurer un bel avenir à cet élevage allaitant. L'heure n'est plus à l'élevage intensif mais, au contraire, à l'extensif. L'évolution qui se dessine en faveur d'activités plus liées à l'occupation de l'espace, avec de moindres coûts de production, plaide en faveur d'un retour à l'élevage de plein air traditionnel. L'évolution du goût des consommateurs vers la qualité, également.

## Une exaspérante unanimité

Après les violences de l'été 1990 dans tout le centre de la France et ailleurs, avait été créée une commission d'enquête parlementaire. Président : Gaston Rimareix, député de la Creuse; rapporteur : Martin Malvy, député du Lot; tous deux socialistes et élus de ce bassin allaitant. Le rapport remis le 5 avril dernier au président de l'Assemblée nationale enregistre des avis presque unanimes.

Qu'on en juge. Cet élevage à viande « *peut servir à la reconversion de surfaces auparavant utilisées pour*

la production laitière ou d'autres : dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire et de maintien d'un espace cultivé, nous devons rechercher des types d'élevage selon des modes plus traditionnels, davantage liés au sol », note Pierre Cormoreche, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture. « *La France a les meilleures races du monde; on vient de partout y chercher les meilleurs géniteurs* », ajoute Marcel Bruel, président de l'Interprofession bétail-viandes. « *Les engraisseurs italiens considèrent les races françaises, notamment la limousine, comme les meilleures pour la rentabilité de leurs ateliers de taurillons et regrettent les fréquentes ruptures d'approvisionnement qui les obligent à se reporter sur d'autres races, notamment la simmenthal allemande* », note la commission elle-même.

Bref, « *il faut prendre des mesures qui permettraient l'occupation du territoire et une production de qualité susceptible d'être exportée* », affirme Robert Bories, président de la Fédé-

ration nationale des commerçants en bœufs. Et le ministre de l'agriculture, Louis Mermaz, lui fait écho : « *Il faut favoriser le retour à des productions bovines herbagères. Ces productions étaient relativement en déclin depuis dix ans pour des raisons de coûts de production. C'est, en effet, une viande plus coûteuse que la production industrielle* », mais, « *nous pensons qu'il s'agit d'une bonne orientation qu'il faut encourager* ».

Une unanimité aussi louangeuse et aussi parfaite a, sur le terrain, un effet inattendu : il rend les éleveurs littéralement furieux. Car ce qu'ils continuent à vivre, c'est l'inverse : un marché qui se dégringole, des cours en chute constante, le rouge à peu près général dans les comptes en banque. Et l'impression de marcher inéluctablement vers une mort non seulement annoncée mais programmée.

Comme le rappelle Guy Mazzière, éleveur de bovins limousins au Chaptel-en-Dognon (Haute-Vienne), « *le kilo-carcasse de taurillon était à 27 francs en 1988; il est aujourd'hui à 23 francs; le veau maigre est descendu de 21 à 18 francs* ». « *Le revenu des producteurs de viande a baissé de quelque 10 % en un an* », ajoute Christian Decerle, éleveur de charolais à La Quiche (Saône-et-Loire), responsable pour les bovins au Centre national des jeunes agriculteurs (CNA) et administrateur à la Fédération nationale bovine (FNB). Dans le même temps, le consommateur continue à voir grimper régulièrement les prix en aval.

## Des trafics incontrôlés

Aussi la création de la commission d'enquête parlementaire Rimareix-Malvy a-t-elle été considérée non pas comme la preuve d'une réelle préoccupation du gouvernement, mais comme une victoire arrachée par les actions dures et les violences de l'été 1990. « *Nos dirigeants syndicaux nous disent qu'il faut se montrer responsables et se gagner la compréhension des autres catégories sociales. Mais les autres catégories sociales se foutent pas mal de nos problèmes; elles ont assez à faire avec les leurs. Et ce n'est pas leur compréhension qui nous empêchera de crever* », résumait un éleveur de la Charente limousine qui a participé, voilà un an, à des traques et à des destructions nocturnes de viandes importées et qui brûle de recommencer.

Pourtant, souligne Christian Decerle, « *le rapport de la commission parlementaire (qui regroupait tous les groupes politiques de l'Assemblée nationale, du RPR au PCF) nous donne entière satisfaction. Il nous suit sur toute la ligne dans nos analyses et nos revendications; il met noir sur blanc l'évidence que le trafic de viande est véritablement incontrôlé, que l'emploi des antibiotiques l'est tout autant, que les distorsions de concurrence sont énormes. Il*

n'est plus possible de dire, depuis que ce rapport a été déposé, aux organisations professionnelles et syndicales qu'elles font de la démagogie ». L'amertume, c'est que ce rapport, à bien des égards exposé, six mois après qu'il a été publié au Journal officiel semble déjà oublié.

La baisse chronique des cours de la viande apparaît aux éleveurs du bassin allaitant comme un tunnel sans fin. Il y eut d'abord les quotas laitiers, qui ont incité les producteurs bretons, normands, vendéens et charentais (les deux tiers de la production nationale) à liquider massivement leur cheptel spécialisé, à engorger les frigos et à dégrader les cours. Concurrence déloyale : une vache laitière dite « *de réforme* » a largement, si l'on peut dire, fait son beurre lorsqu'elle finit à l'abattoir; sa viande n'est plus qu'un sous-produit, considéré comme tel, dont les races à viande ne peuvent supporter la concurrence.

A peine le marché donnait-il des signes de stabilisation qu'est arrivée l'ouverture à l'Europe de l'Est. Ce fut pour les éleveurs plus qu'une ouverture : un véritable raz de marée. Claude Dauphin, éleveur de bovins limousins à Azerables (Creuse) et président de la plus puissante coopérative limousine, la CELMAR (Coopérative des éleveurs du Limousin et de la Marche, mille cinq cents adhérents, 280 millions de francs de chiffre d'affaires) s'est rendu dans l'ex-RDA.

Il en est revenu atterré : « *La-bas, c'est une braderie permanente et incontrôlée. J'ai vu le bœuf partir à 8 francs le kilo-carcasse, le tiers de ce qui serait en France le minimum acceptable. Et derrière l'ancienne Allemagne de l'Est, il y a la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et même l'URSS, qui font la même chose. Il n'y a aucune logique économique dans tout cela : les pays de l'Est étaient globalement auto-suffisants, et cette débâcle m'a semblé beaucoup plus idéologique qu'économique : on liquide et on ferme. Ce trafic d'animaux vers l'Ouest, pour se procurer vite des devises, est une désintégration à court terme, qui est en train de créer un vide alarmant* ».

Mais le résultat est là : « *La désorganisation de l'Europe de l'Est va accélérer celle de l'agriculture de l'Ouest* ». Outre qu'il a le sentiment de travailler dans l'excellence et de ne pas coûter grand-chose aux finances de la CEE, le bassin allaitant charolais et limousin se bat le dos au mur. « *Ici nous n'avons pas le chept, nous sommes condamnés à vivre avec nos bêtes* », répètent unanimement les éleveurs aux abois. De plus, précise l'un d'eux, « *on nous dit que nous avons raison, que c'est chez nous que sont les solutions à la crise de la surproduction européenne; et, dans le même temps, on nous étrangle. C'est le talent puni. Comment voulez-vous que nous ne devenions pas égarés?* ».

de Limoges  
GEORGES CHATAIN

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALCATEL  
ALSTHOM

Réuni sous la présidence de M. Pierre SUARD le 18 septembre 1991, le Conseil d'administration d'Alcatel Alsthom a examiné le rapport sur l'activité et les résultats du premier semestre, qui a été attesté par les Commissaires aux comptes.

**Résultat net consolidé  
du premier semestre 1991 :  
3,5 milliards de francs,  
en progression de 24 %**

Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 74.770 millions de francs, en augmentation de 9 % à structures réelles par rapport au premier semestre 1990 et de 6 % à structures comparables.

Le résultat opérationnel d'un montant de 6.550 millions de francs a progressé de 26 % grâce à une nouvelle amélioration des taux de marge des grandes filiales industrielles, en particulier Alcatel.

Le résultat net consolidé du Groupe s'est élevé à 3.466 millions de francs dont 2.599 millions de francs pour la part du Groupe. Ces montants, qui augmentent respectivement de 24 % et de 32 % par rapport au premier semestre 1990, incluent un résultat net courant de 630 millions de francs provenant pour l'essentiel de la cession au groupe Fiat d'actions Alcatel Alsthom en application de l'accord relatif à Telettra et à l'échange de titres des sociétés mères.

Compte tenu d'un nombre d'actions en circulation de 113 millions au 30 juin 1991 contre 87,3 millions un an auparavant, le bénéfice par action s'élevait à 28,00 francs au premier semestre 1991 au lieu de 20,20 francs au premier semestre 1990. Hors éléments non courants, le bénéfice par action ressort à 17,40 francs au lieu de 15,30 francs au premier semestre 1990.

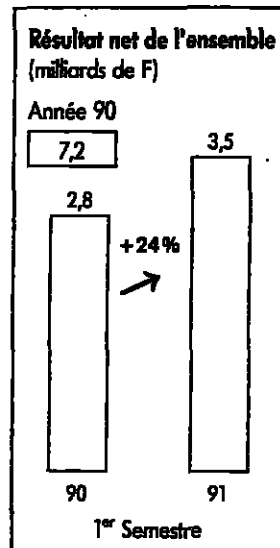
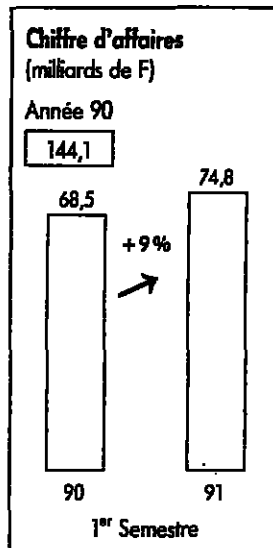
Pour l'ensemble de l'exercice 1991, les tendances constatées à fin juin laissent prévoir une croissance du montant des ventes voisine de celle observée au premier semestre. Sauf événement conjoncturel non prévu, la progression du résultat net courant annuel devrait être plus modérée que celle du premier semestre, mais serait sensiblement plus rapide que celle des ventes, tandis que le résultat net courant resterait voisin de celui enregistré au premier semestre.

Le Conseil d'administration a constaté avec satisfaction l'accueil réservé par les actionnaires à la proposition qui leur avait été faite de percevoir le dividende de l'exercice 1990 en actions : 1,7 million d'actions ont ainsi été créées, représentant un reinvestissement de 912 millions de francs soit 67 % du dividende global mis en paiement.

A la suite de la création de ces actions et de celles provenant de conversions d'obligations et de levées d'options de souscription offertes à des salariés, le nombre d'actions composant le capital social d'Alcatel Alsthom se trouve majoré de 2.044.201 actions. Il en découle une augmentation de capital de 82 millions de francs, assortie d'une prime de 955 millions de francs.

Le capital social d'Alcatel Alsthom est ainsi porté à la date du 31 août 1991 de 4.731 millions de francs (montant à l'issue des fusions avec Générale Occidentale, Trocadéro Participations, Suif

Comptes de résultat consolidés			
(en millions de francs)	1 <sup>er</sup> semestre 1991	1 <sup>er</sup> semestre 1990	Exercice 1990
Chiffre d'affaires net hors taxes	74.770	68.550	144.053
Résultat opérationnel	6.550	5.184	12.550
Résultat courant des sociétés intégrées avant impôt	4.059	3.493	8.787
Résultat net courant	2.836	2.219	6.233
Résultat net de l'ensemble	3.466	2.797	7.230
Résultat net part du Groupe	2.599	1.975	5.136



et Locatel) à 4.813 millions de francs. Il est composé de 120,3 millions d'actions ayant toutes jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1991.

Par ailleurs, conformément à l'autorisation qui lui avait été accordée par l'Assemblée générale extraordinaire du 26 juin 1990, le Conseil a décidé d'offrir à certains cadres dirigeants du Groupe des options de souscription d'actions d'Alcatel Alsthom et de procéder à une nouvelle augmentation de capital en faveur de l'ensemble des salariés.

Les options de souscription pourront être exercées au prix de 530 F par action entre le 18 septembre 1993 et le 18 septembre 1996 et porteront sur un maximum de 1.500.000 actions.

L'augmentation de capital en faveur de l'ensemble des salariés devra intervenir au plus tard le 31 décembre 1992 et donnera lieu à la création de 500.000 actions, pouvant être portées jusqu'à 1.500.000 actions; leur prix de souscription a été fixé à 470 F.

## ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT :

• MINITEL : 36.16 Code CLIFF  
• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561

## COMPTABILITE GESTION FINANCE

Devenez avec l'IGEFI  
des partenaires pour  
l'entreprise

DIPLOMES D'ETAT et cautionnés par  
l'ASSOCIATION DES COMPTABLES  
Mutuelle Professionnelle

Institut de Gestion et d'Etudes Financières  
94, rue St-Lazare 75009 Paris -  
Tél. (1) 48 74 33 15 - 42 82 16 92  
Etablissement privé d'enseignement supérieur

COURS DU JOURS OU FIN DE JOURNÉE ET CONTRAT DE QUALIFICATION

## DEMANDE DE DOCUMENTATION

- ☐ BP Bureautique  
☐ BTS Comptabilité Gestion  
☐ DPECF Diplôme Préparatoire Etudes Comptables et Financières  
☐ DECF Diplôme Etudes Comptables et Financières  
☐ DESCF Diplôme Etudes Supérieures Comptables et Financières  
☐ FINAL Expert Comptable

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

IGEFI, 94, rue St-Lazare 75009 Paris

## DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

SCIENCES  
ET MÉDECINE

هكذا من الأصل



## CHAMPS ECONOMIQUES

Les paysans incompris

# Rhône-Alpes : la colère des producteurs de lait

Pour la première fois depuis quinze ans, le prix du litre de lait a baissé aux dépens des exploitations isolées

**E**n cet été fort sec, le mûle ne pouvait plus attendre. Françoise Favrot a dû écourter sa petite semaine de vacances à Briançon, pour rentrer participer à l'ensilage à Saint-Jean-d'Ardières, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Lyon, où elle s'est établie en GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) avec son fils aîné. De retour dans la verdoyante vallée de la Saône, cette femme aux yeux clairs, vive et intelligente, mère de huit enfants, a manqué laisser choir son propre journal professionnel. On n'est jamais trahi que par les siens.

En dernière page figurait une publicité insérée par le magasin Inter-marché de Villefranche-sur-Saône en faveur d'un lait demi-crémé UHT, vendu 2,50 francs le litre, à l'occasion des vendanges. Et au recto on pouvait lire le compte rendu d'une manifestation organisée par la FNSEA dans un hypermarché afin d'obtenir le respect d'un accord national avec la grande distribution prévoyant pour le même lait un prix-plancher de 2,80 francs à la vente au consommateur.

### La question des prix

C'est peu de dire que les producteurs sont las de voir, ainsi, leur lait jouer un rôle de produit d'appel, au moment où la Communauté européenne se désengage du financement de stocks incensés de beurre et de poudre. Pour la famille Favrot, et tant d'autres, la question des prix devient simplement lancinante. En 1984, le GAEC avait « droit » à une cinquantaine de têtes. Il ne peut en compter aujourd'hui que 38 car, selon la réglemen-

tation des quotas laitiers, son « droit à produire » annuel a été réduit à 273 000 litres.

Aussi a-t-on regardé avec inquiétude le marché s'effondrer nettement, durant la campagne laitière engagée depuis le 30 mars : « C'est du jamais vu, la première baisse depuis quinze ans ». En juillet, on en était à un retard de 12 centimes au litre par rapport à l'année précédente, confirme Paul-André Desplaud, un éleveur installé à Tartaras, dans la Loire.

Tout s'en mêle : Bruxelles, la pression de la grande distribution, un marché « lourd » et des dépassements occultes de quotas, reconnaît Françoise Favrot. « A la touche », pourtant, les producteurs de Rhône-Alpes ne sont pas si mal lotis. En 1990, le prix au litre a atteint 1,93 franc, c'est-à-dire 3 centimes de plus que la moyenne française. Les producteurs de lait bénéficient d'une appellation d'origine contrôlée – surtout beaufort, reblochon – se sont largement mieux tirés d'affaire. Au bout du compte, 60 à 70 % de la collecte a été réalisée par le système coopératif.

L'année précédente, selon les dernières statistiques du bureau régional de l'INSEE, l'industrie agro-alimentaire rhônalpine a pu fournir 423 millions de litres de lait de consommation, 6 800 tonnes de beurre et surtout 98 900 tonnes de fromage, avec la présence des tout-puissants Yoplait, Danone, Chambourcy, Bongrain, Besnier. Cependant, le lait représente un petit tiers du produit agricole et un cinquième à peine si on ne lui inclut pas la vente des bêtes de réforme.

S'il est permis un jeu de mots usé jusqu'à la corde, le ras-le-bol

menace. Car on compte ici un peu moins de 20 000 producteurs, contre 55 000 en 1984. La région a surtout vu disparaître des étables de moins de 20 vaches laitières, et donc 167 000 de ces sympathiques animaux. Pendant ce temps, les étables de 30 têtes et plus progressaient en nombre et en cheptel, avec 53 000 vaches supplémentaires (+71 %).

### Une affaire de quotas

On devine ainsi que la moyenne annuelle des livraisons par exploitation, estimée à 72 300 litres, dissimule de forts contrastes. Elle est encore largement moindre que la « norme » nationale (112 400 litres), baissée par l'ouest de la France. Selon Claude Guérin, ingénieur à la direction régionale de l'agriculture et de la forêt, une production annuelle de 200 000 à 250 000 litres de lait laisserait un revenu mensuel de 8 000 francs par famille, « sans rien faire d'autre ». Un bon producteur de lait possède un niveau de formation de technicien supérieur, estime Michel Guglielmi, enseignant-chercheur à l'Institut supérieur d'agriculture Rhône-Alpes (ISARA), « mais il n'en a pas le salaire ».

Ce sont là quelques-uns des effets de la politique des quotas laitiers instituée en avril 1984, des effets « d'autant plus négatifs que le niveau technique et la taille des exploitations étaient faibles et que les besoins en développement n'étaient pas assurés », estime Michel Guglielmi. Contrairement au discours dominant, ce ne sont pas, au moins en Rhône-Alpes, on l'a vu, les gros producteurs en croissance qui ont été le plus touchés.

De 1979 à 1989, c'est-à-dire entre les deux recensements généraux de l'agriculture, le nombre des vaches laitières a baissé de 21 % et le total des livraisons de lait, de 6 % seulement. Tout n'est pas allé de mal en pis. Les livraisons ont progressé dans le Rhône, la Loire, la Savoie. Elles sont restées stables en Ardèche et en Haute-Savoie. Elles ont diminué dans l'Isère, l'Ain et surtout la Drôme.

L'âge moyen des producteurs est passé à cinquante-quatre ans. Il aurait dû être sensiblement plus élevé si l'on avait simplement extrapolé les résultats du recensement. Du point de vue de l'économie générale, la politique agricole aurait donc produit quelques bienfaits.

Cependant, il subsiste d'autres questions, que pose avec insistance le monde paysan. Certains agriculteurs peinent à transmettre leur exploitation à leurs descendants. Celui qui reste à la terre doit racheter la part des frères et sœurs, au prix d'un endettement insupportable. Comment ont évolué les bénéficiaires de la redistribution des droits à produire ? A-t-on véritablement contribué à améliorer la collecte et la compétitivité des sous-filières ?

Il n'est pas clair pour tout le monde que le slogan « big is beautiful » puisse triompher dans le monde agricole. « Dans la Loire, ceux qui vivent le mieux produisent seulement 80 000 à 100 000 litres par an », estime Paul-André Desplaud. Ce « paysan de gauche », dira-t-on pour simplifier, membre de la Confédération paysanne, ne revendique pas de nouvelles aides, susceptibles de soulever l'ire des citadins, auxquels l'impôt-séche-

resse de 1976 a laissé un souvenir indélébile.

Il souhaite une autre répartition des subsides existants et l'institution d'un prix-plancher que viendrait compléter un surcroît tenant compte de la nécessité de maintenir une présence paysanne sur l'ensemble du territoire. Cela ne constituerait pas une réforme, mais une révolution.

Les pouvoirs publics et certains programmes de la CEE ont déjà évolué en faveur d'une aide au producteur plus qu'au produit, mais un risque subsiste de voir se développer des friches, comme sur le plateau du Vercors. Le robuste Savoyard Michel Paravy, établi à Saint-Cassin, s'empare presque : « Il faut que tous les rôles des paysans soient reconnus par le biais des prix ».

### Des fermes d'avenir

Dans son Forez, Paul Chataignon fait écho : « On ne peut pas se satisfaire d'entretenir le paysage sans produire. Il ne suffit pas de donner un coup de faux par an et d'attendre le touriste pour le plumer... » En définitive, il s'agit de lever un malentendu portant sur ce que désirent les citadins et ce que peut leur proposer le monde rural.

A l'adresse de ces jeunes qui battent en brèche la prépondérance de la FNSEA (1), Françoise Favrot déclare : « Nous ne sommes pas si éloignés ». Eux rétorquent que le syndicat dominant est à la fois juge et partie, en co-administrant le système laitier, et notamment les coopératives de collecte, qui n'ont pas, de l'avis général, un comportement très différent de l'industrie privée, nuisant à la qualité de l'en-

vironnement – « la spécialisation nous conduit à l'usage de produits chimiques », assure le Drômeois Max Bonnardel – et à un harmonieux aménagement du territoire. Car coopératives et industriels classiques décident au mieux de leur intérêt pour organiser la collecte avec de gros porteurs et sont tentés de laisser à l'écart des exploitations isolées.

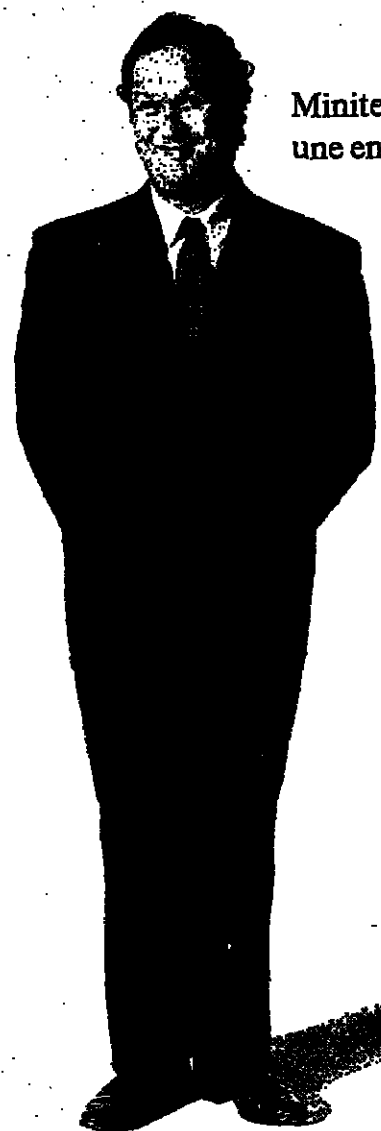
La prépondérance de la FNSEA résulte d'une longue tradition d'organisation, qu'André Rul, directeur de la Fédération laitière Rhône-Alpes, date des années vingt. Malgré tout, la profession ne se sent pas assez prise en considération. Elle a été déçue de recevoir sur la tête, aux premiers jours de septembre, un « énème » plan bruxellois, prévoyant pour la région 270 millions de francs pour le rachat de droits à produire, soit 8 % du litrage. Deux pour cent seront « gelés » et le solde sera redistribué à des agriculteurs prioritaires, des jeunes ou des exploitants particulièrement dynamiques.

Le 29 septembre à Paris, Françoise Favrot battra donc le pavé, lors de la grande manifestation nationale de la FNSEA. Pratiquement à la même date, dans les villes de la région, la Confédération paysanne multipliera les « fermes de l'avenir », où les citadins pourront découvrir les veaux, vaches, cochons et couvées. Et le monde paysan.

de Lyon  
GÉRARD BUÉTAS

(1) Lors des dernières élections à la chambre régionale d'agriculture, en 1989, la FNSEA a obtenu en Rhône-Alpes 66,5 % des 57 646 suffrages exprimés, devant la Confédération paysanne (22,7 %), le MODEF (7,1 %) et la FFA (3,7 %).

eu de



Minitel 36 29 00 59. Parce que quand une entreprise a l'air de bien marcher...

...il est parfois utile d'examiner son bilan.



CALLEGARI BENVILLE

Pour accéder à la totalité des 1 950 000 comptes et bilans des SA et SARL publiés ces cinq dernières années en France et donc savoir à qui vous avez à faire dans les affaires, composez sur votre tél. le 36 29 00 59 et appuyez sur la touche connexion/fin de votre minitel. Vous accédez instantanément aux bilans comptes de résultat, annexes et ratios de structure, d'endettement, de trésorerie... Possibilité de capture sur micro.

MINITEL 36290059. TOUS LES COMPTES ET BILANS DE TOUS LES GREFFES DE FRANCE.



## CHAMPS ECONOMIQUES

## CHRONIQUE

**C**ELA ne manque, a priori, pas d'allure de plaider pour cause d'urgence en faveur d'une réforme du système monétaire international ou, plutôt, en faveur de la création d'un nouveau, car celui qui est en place serait plutôt un « non-système ». Le moins qu'on puisse dire est que cette nécessité n'est guère perçue de nos jours, ni par les hommes politiques, ni par les praticiens, ni par les professeurs de sciences économiques. Elle est, au contraire, expressément ou implicitement niée : où sont les crises de change à répétition et de plus en plus graves que prévoyaient les Cassandre ? Qui peut prétendre, disent encore les modernes Pangloss, que les échanges sont entravés par des causes monétaires ? La liberté des mouvements de capitaux ne s'est-elle pas aussi étendue à de nombreux pays, dont la France, qui pratiquaient depuis la guerre, avec une sorte de jubilation où entraînait le sadisme, les contrôles les plus inquisiteurs ?

Il se trouve qu'un banquier, agissant sur la demande d'un homme politique, s'est livré à cet exercice quelque peu iconoclaste. Il s'agit de Jean Guyot, fondé de pouvoir à la Banque Lazard, et bien connu depuis longtemps des milieux financiers et de la haute administration — il fit partie du comité Rueff de 1958 qui prépara un plan d'assainissement budgétaire draconien, accompagné d'une forte dévaluation et d'une soudaine ouverture de l'économie française sur l'extérieur. C'est sur une suggestion d'Edouard Balladur qu'il a rédigé un rapport portant le titre ruffien : *Avant qu'il ne soit trop tard, réflexions sur le système monétaire international* (1).

Si le thème est insolite par les temps qui courent, les solutions préconisées posent souvent autant de questions qu'elles semblent en résoudre. Outre qu'il s'agit de certaines propositions de l'ancien ministre des finances, lesquelles pourraient redevenir, dans les années à venir, d'actualité, le document rompt opportunément avec certaines conformances du Quai de Bercy : à sa manière, il apporte une bouffée d'air frais dans un climat inexplicablement caractérisé par un satisfecit quasi général.

Tandis que les théoriciens régnant sur les facultés de France et d'Angleterre, comme d'Amérique et du Japon, continuent d'enseigner des doctrines s'inspirant de la conviction que les marchés financiers sont essentiellement « ration-

nels » ; qu'en vertu de cette doctrine dominante aucune mesure de modernisation n'est désormais plus décidée dans un pays civilisé, qui ne soit directement dictée par les professionnels, il est bon, dans de telles circonstances, qu'un praticien de grand renom et d'impeccable orthodoxie vienne rappeler que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Son mérite est encore de relever le lien, en général passé sous silence, entre, d'une part, les procédés contestables des marchés de capitaux, où le volume des transactions double en l'espace de quelques années, et, d'autre part, l'absence d'un système monétaire auto-régulateur.

« La technique des marchés à terme et des marchés d'actifs conditionnels », dit Jean Guyot, conduit les opérateurs à s'insérer le plus souvent dans la tendance du marché, seule manière de réaliser les profits à court terme généralement recherchés. De ce fait, la tendance du marché va s'amplifier. Selon l'expression d'un spécialiste, il se crée de la sorte des « marchés de Panurge ».

Notre auteur ne s'en tient pas là. Il ajoute aussitôt : « Une autre conséquence de la facilité financière presque illimitée qui résulte de l'absence de toute contrainte monétaire extérieure est le développement incontrôlé des opérations de « leverage », où le recours au crédit — et notamment au crédit extérieur — tient lieu de plan de financement, au défi de toutes les règles traditionnelles de prudence financière ».

Sur les marchés des changes, les écarts de cours, désormais considérables, « ont sur la charge réelle des dettes, exprimée dans une monnaie qui n'est pas celle de l'emprunteur — ni parfois celle du prêteur, — un tel impact qu'ils font passer sur la situation financière des intervenants un risque anormal et qu'ils fragilisent la politique des Etats en matière de taux d'intérêt ».

Au sujet du fameux divorce, dont il était si souvent question au cours des récentes années, entre le monde de la finance et l'économie dite réelle, Jean Guyot dit simplement, en usant d'un vocabulaire empreint de bon sens : « Les décalages

croissants qui se produisent entre cette sphère de spéculation et la zone d'activité industrielle et commerciale « normale » en matière de bénéfices, mais aussi de rémunération ou de loyer, risquent de provoquer des perturbations de plus en plus graves dans le jeu des activités productrices, avec des transferts d'hommes et de ressources peu conformes à l'utilité économique et sociale ».

« Au surplus, le danger n'est pas nul de voir la pression inflationniste transmise de la sphère de spéculation à la zone d'activité « normale ». C'est le cas notamment dans le secteur immobilier : les prix considérables atteints par les bureaux et les appartements des quartiers recherchés des grandes capitales attirent vers eux ceux des immeubles moins bien situés. » Il est vrai que, depuis que ces lignes ont été écrites, des corrections ont eu lieu : les golden boys ont été licenciés et les appartements à Paris (et dans d'autres grandes capitales) ont accusé une chute des cours s'élevant entre 20 % et 40 %. Mais la brutalité de ces rajustements apporterait plutôt de l'eau au moulin de notre auteur.

**U**N point sur lequel on aurait aimé voir Jean Guyot pousser plus loin l'analyse est le paradoxe présenté par un monde où, effectivement, les disciplines monétaires et de crédit se sont relâchées, mais où l'obsession de la politique monétaire est devenue universelle. Faute d'élucider complètement cette question, son argumentation n'est pas exempte de contradiction. « L'absence de toute contrainte monétaire extérieure », dont il parle à la page 13 (voir le passage cité plus haut) ne cadre pas avec la juste remarque qu'il fait sous forme d'interrogation à la page 35 : « ... Qui peut raisonnablement soutenir que la contrainte extérieure sur la politique économique a été moins forte depuis l'instauration du flottement ? »

La raison de cette antinomie se trouve sans doute dans l'ineffable situation dans laquelle le fonctionnement du système d'échange de change-dollar place les instituts d'émission du monde entier. A ce

mécanisme, il est fait allusion par référence aux analyses de Robert Triffin et de feu Jacques Rueff. Peut-être aurait-il fallu insister davantage sur la fatalité à laquelle il condamne les autorités monétaires. L'inflation mondiale, résultant de l'accumulation des réserves monétaires en devises (principalement dollars, mais aussi, en proportion croissante, deutschemarks), conduit les banques centrales à émettre de la monnaie. Cette monnaie est la contrepartie précise des crédits inviolables octroyés aux pays devenus centres de réserve. Simultanément, ces mêmes banques centrales sont amenées à pratiquer des politiques de plus en plus restrictives pour essayer de neutraliser les effets de ces interventions.

Quand il en arrive au chapitre des propositions, Jean Guyot rappelle les trois solutions possibles dont avait parlé Edouard Balladur en 1988 (*Le Monde* du 20 janvier de cette année-là). La première consisterait à renforcer la coopération internationale telle qu'elle existe ; la seconde tendrait à bâtir un système analogue au système monétaire européen. Ces solutions, il les critique à la suite d'Edouard Balladur lui-même : l'ancien ministre s'exprime sur le sujet dans la préface.

La première approche, illustrée par les accords du Livre de février 1987, « repose entièrement sur la bonne volonté des participants ». Jean Guyot ne précise pas qu'en réalité ces accords étaient le contraire d'un rétablissement des disciplines. Ne faisions-ils pas obligation à l'Allemagne et au Japon d'abaisser leurs taux d'intérêt à des niveaux déraisonnables (les taux d'escompte de ces deux pays ont été alors ramenés à 2,5 %) ? On peut regretter que notre auteur ne relève pas non plus la grande différence entre le SME (système monétaire européen) et le SMU (système monétaire international). Au sein du SME, il est bien prévu un mécanisme de crédit à court terme illimité, de banque centrale à banque centrale, pour défendre les parités ; mais ces crédits sont remboursables à bref délai. Autrement dit,

le mécanisme de soutien ne crée pas durablement de la monnaie d'inflation.

La raison de cette omission est peut-être qu'en 1987-1988 Edouard Balladur, suivant la tradition du ministère des finances, essaya d'arracher aux Allemands et aux Hollandais une réforme du SME qui aurait abouti à faire de celui-ci une source autonome de création monétaire par accumulation de réserves en monnaies communautaires. Au passage, Jean Guyot tord le cou à la rhétorique, chère également à la direction du Trésor, relative aux « zones de référence monétaire », dont la caractéristique — remarquons-la pour notre part — est qu'elles ne seraient pas de véritables références. Les limites supérieures et inférieures à l'intérieur desquelles les monnaies seraient autorisées à fluctuer resteraient le secret des autorités d'intervention.

**C'**EST donc sur la troisième solution que Jean Guyot concentre toute son attention. Il s'agit de créer un nouvel instrument de réserve, qui serait, en fait, un panier de monnaies, éventuellement complété par une composante or ou matière première. Rien de très nouveau dans cette proposition. Notre auteur pense qu'elle pourrait permettre de sortir de l'étalon de change. Vraie. L'instrument de réserve ne représenterait-il pas les monnaies faisant partie du panier qui serviraient à le définir (dollar, yen, monnaies de la zone européenne) ? Les pays qui détiendraient cet instrument de réserve seraient ainsi amenés en réalité à faire crédit aux Etats-Unis, à l'Europe et au Japon.

Jean Guyot propose de créer une nouvelle institution pour gérer le système. Il n'est pas déconseillé par l'impuissance du Fonds monétaire à se hausser à un tel rôle. L'auteur pense que « le nouvel instrument monétaire devrait remplacer les devises étrangères qui constituent aujourd'hui les réserves des banques centrales ». A la fin des années 70, il était question de créer un « compte de substitution ». Le projet n'a pas eu de suite.

(1) Le document, de quarante-huit pages, distribué par son auteur, ne porte aucune mention d'éditeur.

## Insaisissable réforme monétaire

PAUL FABRA

## Le capitalisme est nu

par Didier Pene

**L**ES hommes politiques et les économistes des pays occidentaux ont de la chance. L'effondrement de l'économie des pays communistes concentre l'attention des médias et la détourne des médiocres performances de l'économie occidentale. L'absence d'alternative au système dominant fait que l'on considère tout ce qui se produit chez nous comme normal. Or, une dizaine d'années après les débuts de la « révolution » libérale, il est permis de poser des questions.

La croissance des économies occidentales au cours de la dernière décennie a été simplement comparable à celle des années 1974-1979, et notablement inférieure à celle des « trente glorieuses ». L'inflation a diminué, mais les pressions inflationnistes sont permanentes. La plupart des pays industriels n'ont pas retrouvé le quasi-plein-emploi des années 60, ni même le taux de chômage des années situées entre les deux chocs pétroliers.

## Un système qui grince

Et, dès qu'une récession arrive, l'emploi diminue rapidement dans presque tous les pays industriels. On a demandé aux salariés d'accepter une stagnation de leur pouvoir d'achat au début des années 80, mais les revenus ont à peine repris leur croissance depuis 1988 que le niveau de vie stagne de nouveau.

Beaucoup de pays en voie de développement connaissent une diminution de leur niveau de vie qui conduit parfois à une effroyable misère. Tout cela sans parler de l'accroissement de l'écart entre les revenus et les patrimoines, qui s'accompagne d'une « clochardisation » de ceux qui sont en dehors du système, ni des scandales financiers à répétition.

Au bout de dix ans de libéralisation, de déréglementation et de privatisation, les résultats sont maigres. Selon la plupart des experts, la

reprise attendue sera molle et ne modifiera pas ce diagnostic.

En fait, le système grince en plusieurs endroits. Les taux réels de l'argent excessifs en sont l'un des symptômes. Des taux d'intérêt réels élevés dépendent d'une forte demande de capitaux, de risques élevés d'inflation et de variation des taux de change ou d'une épargne insuffisante. Mais la demande de capitaux est-elle proportionnellement supérieure à ce qu'elle était à la fin de la seconde guerre mondiale, quand il y avait tant à reconstruire, ce qui n'empêchait pas les taux de l'argent d'être proches de 0 % ? Pourquoi le risque d'inflation augmenterait-il plus le coût réel de l'argent dans une période où l'inflation est relativement maîtrisée que quand elle galopait ? Et si la variation des taux de change est une cause du coût élevé de l'argent, la liberté de fluctuer n'apporte pas que des bienfaits.

Reste l'insuffisance de l'épargne des ménages. La stagnation de l'épargne financière paraît paradoxale avec des taux réels fortement positifs. Mais, selon les experts, l'augmentation de la valeur des patrimoines, un endettement important et surtout la baisse de la capacité de financement des ménages ont joué en sens inverse.

Et si les taux d'intérêt excessifs font le bonheur des épargnants, ils favorisent surtout les placements à court terme les moins risqués et freinent l'investissement des entreprises en pesant lourdement sur une rentabilité déjà grevée par d'autres charges élevées. On constate ici un phénomène de type circulaire. Si le coût excessif de l'argent réduit les investissements, ce qui ralentit la croissance du revenu des ménages, dont la faiblesse entraîne une insuffisance de l'épargne qui augmente le coût de l'argent, on tourne en rond et la croissance ne peut qu'être freinée.

L'anémie de cette dernière explique aussi partiellement le niveau élevé du chômage. Mais ce dernier dépend aussi du coût élevé de la main-d'œuvre par rapport à sa qualification. Ce coût résulte, suivant

les pays, plutôt du salaire lui-même ou des charges sociales. L'insuffisance de la qualification découle, d'un côté des défaillances du système d'éducation, qui a du mal à suivre l'évolution de l'économie, de l'autre du fonctionnement même de l'économie, qui exige une capacité d'évolution permanente des travailleurs et marginalise ceux qui ne peuvent pas suivre. On retrouve ici un autre phénomène de type circulaire.

Le coût élevé d'une main-d'œuvre trop souvent insuffisamment qualifiée devrait encourager l'investissement, mais, comme ce coût dépend largement d'un salaire indirect qui ne génère pas suffisamment d'épargne, celle-ci manque pour financer les investissements, ce qui pèse sur le coût de l'argent et donc sur l'investissement et la croissance. Ces faiblesses du système se traduisent par une augmentation de la productivité, qui, malgré un taux élevé d'innovation technologique, reste inférieure à celle que l'on a connue depuis la seconde guerre mondiale.

## De quoi désespérer

Pourquoi ne parvient-on pas à retrouver une vraie croissance durable ? Selon certains, l'essentiel est qu'on évite une détérioration plus grave, mais il y a alors de quoi désespérer de l'économie ! D'autres demandent de faire preuve de patience. Mais s'il faut ajouter aux dix-sept ans qui se sont écoulés depuis la première crise pétrolière neuf ans pour satisfaire aux demandes de l'industrie automobile européenne, de tels délais laissent perplexes ! D'autres encore prétendent que des contraintes sociales excessives subsistent. Mais des pays où elles sont faibles, comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, n'obtiennent pas des résultats supérieurs aux autres.

Si l'on ne peut incriminer ni les réglementations, ni une durée d'application insuffisante, peut-être faut-il chercher du côté des facteurs démog-

graphiques ? Ainsi, aux Etats-Unis, la jeunesse de la génération du « baby boom » expliquerait largement l'endettement considérable, le faible taux d'épargne, donc un coût élevé de l'argent. Celui-ci ne baisserait que lorsque la récession arrive, comme en 1990-1991, le taux relatif-ement faible du chômage s'élevant alors brutalement. La structure démographique plus âgée du Japon expliquerait un taux d'épargne plus élevé qu'ailleurs et un coût de l'argent plus faible. Le chômage moins élevé s'expliquerait aussi partiellement par une formation plus efficace et une meilleure intégration des travailleurs.

L'Allemagne bénéficierait aussi d'une structure démographique âgée et d'une épargne d'entreprise élevée qui abaisseraient le coût de l'argent. Elle réduirait également mieux que ses concurrents le problème de la formation de sa jeunesse, ce qui expliquerait également un chômage modéré. La France pâtirait à la fois d'une structure démographique moins âgée expliquant une épargne à la baisse et un coût de l'argent excessif, de charges collectives importantes élevant le coût de la main-d'œuvre et d'un système de formation et d'intégration insuffisant.

Il est symptomatique que les pays les plus performants, le Japon et l'Allemagne, sont ceux qui ont apporté le plus d'attention à ces problèmes de formation et d'intégration des jeunes, alors que les pays anglo-saxons, qui sont les principales victimes de la récession actuelle, ont plus laissé les choses se faire toutes seules. Donc, le roi capitaliste déréglément est partiellement nu, soit que ses instruments tournent en rond, soit que des variables démographiques et sociologiques au moins aussi importantes que les économiques lui échappent. Cela revient-il à dire, pour paraphraser Winston Churchill, que le régime capitaliste est le plus mauvais des régimes... à l'exception de tous les autres, ou qu'il faut revoir la copie ?

► Professeur au groupe HEC.

## BIBLIOGRAPHIE

## Dans les coulisses de l'entreprise

**N**E vous fiez pas trop aux discours rassurés sur le nouvel esprit des entreprises françaises. Il n'y a pas que du vent, certes, nous dit Danièle Linhart, chercheur en sociologie au CNRS dans son nouveau livre. Mais bien de vieux comportements inspirés du taylorisme n'ont pas été évacués, surtout dans la manière d'organiser la firme. Pour les observateurs extérieurs, « l'entreprise, d'endroit républicain qu'elle était, devient bel et bien un lieu de fascination », écrit notre auteur. Voir, même répété aux couleurs appétissantes des médias, elle n'a pas réussi — en tout cas sous sa forme industrielle — à susciter l'intérêt des jeunes. C'est même tout le contraire si l'on en croit un récent sondage commandé par l'Union des industries métallurgiques et minières (*Le Monde* du 16 août).

Même si l'on fait la part des fantasmes des quinze-dix-sept ans auxquels on posait la question, il est certain que la métamorphose culturelle annoncée n'a pas du tout l'ampleur qu'on lui prête. La raison principale ? Le management, à parfaitement compris que, pour être compétitif, il fallait associer davantage les travailleurs à la marche de l'outil de production, mais le vieux réflexe de méfiance, de peur de « l'opposition de classe » pousse les dirigeants à continuer « de verrouiller, de contraindre, de contrôler ».

Les employeurs entendent remotiver les salariés sans pour autant lâcher quoi que ce soit de leurs prérogatives. Ils sont aidés autant par la conjoncture (pour du chômage) que par la diminution de la pression syndicale. Danièle Linhart estime que l'atelier se réveille (nouvelles technologies, polyvalence professionnelle, essais d'introductions de modèles participatifs), mais que la firme se « retaylorise », à travers une plus forte standardisation et intégration. Notre auteur ne passe pas pour autant sous silence les tentatives hardies d'innovation dans la sidérurgie, par exemple, ou l'expéri-

mentation de Peugeot à Mulhouse, où l'on tend vers une heureuse « homogénéisation de l'espace de qualification ».

Une des analyses les plus fines de Danièle Linhart porte sur ce qu'elle appelle le « consentement paradoxal » des travailleurs. Objectivement, ils épousent les intérêts de l'entreprise et contribuent individuellement et collectivement par leurs efforts et leurs « savoirs cachés » à « pallier les multiples dysfonctions entrainées par toute organisation formelle du travail ». Mais, subjectivement, cette activité de l'ombre (système D pour remédier aux pannes, ombilic des contraintes de sécurité pour produire plus, etc.) représente une contestation de la logique du système.

C'est ainsi que des collectifs de travail prospèrent dans les failles de l'organisation taylorienne. Les lois Auroux conduisant à la mise en place de « groupes d'expression des travailleurs » ont plus ou moins officialisé ces collectifs et obligent souvent les directions à essayer de diminuer leur influence ou à les faire entrer dans l'espace de rationalité de l'entreprise.

C'est là un risque qui menace les démarches participatives à l'œuvre. Car les « cercles de qualité » et autres groupements de ce type initiés par les directions sont composés de volontaires, il ne faut pas l'oublier, ce qui limite leur audience.

On n'a pas encore balayé dans les coulisses de l'entreprise les résidus d'un siècle et plus d'affrontements. Mais il faudrait une forte dose d'optimisme pour croire à l'éradication des conflits. Le pouvoir, la vie, en sont la source même. Le seul espoir est que le désordre devienne créateur d'ordre... jusqu'au prochain désordre.

PIERRE DROUIN

► La taylorisation de l'entreprise. L'éternelle modernisation des entreprises françaises de Danièle Linhart. Seuil, 250 p., 120 F.

هكذا من الأصل



هكذا من الاعمال

• Le Monde • Jeudi 28 septembre 1991 • 24

• Le Monde • Mardi 24 septembre 1991 • 29

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde des Dirigeants

POSTES A PLUS DE 400 KF

### DIRECTEUR GENERAL Vente / Location de Biens d'Equipements

Lille - Les postes qui permettent à un dirigeant ambitieux de prouver sa capacité à faire prospérer une entreprise tout en étant personnellement aux résultats sont peu nombreux. Celui-ci en fait partie. L'entreprise appartient à un groupe international doté d'un outil de production puissant. Leader sur son marché, ce groupe, dont le siège se trouve en Grande-Bretagne, est présent dans six pays d'Europe continentale. Son activité s'exerce dans le monde entier. La filiale française assure la vente et la location d'une gamme étendue de produits ; performante, elle est bien implantée dans l'ensemble du pays. Le directeur général prendra en charge l'ensemble de l'exploitation : équipe commerciale, services administratifs, services techniques. Sa principale mission sera de faire progresser le chiffre d'affaires, en développant et en

tirant le meilleur parti du réseau de centres de location. De nationalité française, âgé d'au moins 35 ans, vous souhaitez prendre désormais la tête d'une entreprise en pleine croissance qui réussit. Ce poste vous apporte l'occasion de donner la pleine mesure de vos compétences. L'anglais courant est indispensable. La rémunération, qui comporte un intéressement et qui est assortie d'une voiture de fonction, est à la hauteur des ambitions que place le groupe dans sa filiale française. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client ; prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant la référence B/5039M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

### LA DIRECTION D'UNE ENTREPRISE ... LA DIMENSION D'UN GROUPE INDUSTRIEL

Groupe industriel français rassemblant des Entreprises performantes autour d'un métier commun : la Fabrication et la Distribution d'Éléments d'Assemblages, nous réalisons un C.A. de 1,5 Milliard de Francs, avec un effectif de 2.800 personnes. Nous sommes classés parmi les tout premiers producteurs européens.

### DIRECTEUR GENERAL

500 KF+

Nous souhaitons aujourd'hui recruter un véritable Chef d'Entreprise pour prendre en main une nouvelle société industrielle que nous venons d'acquérir (200 pers. 100 MF).

De formation Ingénieur, vous aimez la technique, vous aimez aussi produire. Vous avez déjà une expérience de Direction si possible dans les biens de consommation industriels et la pratique d'une clientèle exigeante où qualité, délai et service sont vécus au quotidien. Vous parlez anglais couramment et si possible allemand.

Entrepreneur, réalisateur, animé d'une volonté déterminée, vous savez communiquer votre dynamisme et votre envie de réussir à vos équipes. Nul doute alors que nous nous entendrons.

Pour ce poste basé dans le Nord, notre Conseil vous remercie de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la réf H/TH/LM à : R.P.C., 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS



**Raymond Poulain Consultants**

Première marque automobile japonaise en France et en Europe

### DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES



En France, RICHARD-NISSAN importe et distribue les véhicules NISSAN. Elle crée le poste de Directeur des Ressources Humaines.

Rattaché au Vice-Président, il prend en charge la gestion complète des Ressources Humaines : Gestion des Carrières, recrutement, politique salariale... et de l'Administration du Personnel : Relations sociales (Partenaires sociaux, CHSCT), Services Généraux.

Il organise, anime, coordonne l'ensemble de ces services qu'il devra structurer et suggère l'organisation correspondant aux besoins actuels et projetés en mettant en place une véritable politique des Ressources Humaines.

Ce poste concerne un cadre d'environ 40 ans de formation supérieure (juridique, Sup de CO, Sciences Po...) ayant une expérience significative à un poste similaire, de préférence dans le secteur de l'automobile, et maîtrisant parfaitement tous les aspects de la fonction.

La maîtrise de la langue anglaise est impérative. Poste basé en proche banlieue Ouest.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf. M 88/4358 A à :

**EGOR S.A.**  
8, rue de Belfort - 75008 PARIS  
Tél. : (1) 42.25.71.07

**EGOR**

PARIS AG-EN PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BRUXELLES DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

GRUPE D'INGENIERIE DE DIMENSION INTERNATIONALE,  
nous recherchons pour Paris le

## Responsable

de nos

activités

chimie et

environnement

Sous l'autorité immédiate de la Direction Générale du Groupe, vous aurez pour mission d'assurer le développement de nos activités CHIMIE et ENVIRONNEMENT.

Ajouté à votre formation d'Ingénieur, votre passé professionnel sera le meilleur gage de votre réussite.

Vous avez :

■ dirigé un centre de profit important

■ assuré le management de grands projets

■ pratiqué des relations commerciales de haut niveau

Vous avez également une solide expérience internationale.

**ORHUS**  
INTERSEARCH  
EN FRANCE

ORHUS, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature, sous la référence JMP/31, au 25, rue Michel Salles 92210 SAINT-CLOUD.

## Rénovez... Dirigez

Entreprise de bâtiment de 110 personnes, profitable, bénéficiant d'une très bonne image dans son domaine, la réhabilitation, recherche son :

## Directeur

Bras droit du Président, vous aurez en charge la gestion opérationnelle de l'entreprise et élaborerez la stratégie à moyen terme. 30/35 ans, de formation Ingénieur en bâtiment, vous avez avant tout une parfaite connaissance du secteur du bâtiment acquise au sein d'une entreprise spécialisée dans le second-œuvre.

Vous souhaitez aujourd'hui élargir votre champ d'actions en devenant le responsable d'un centre de profit dans un climat motivant. Homme de contact, d'initiative et de décision, vous intégrerez une entreprise saine et efficace.

La rémunération proposée intéressera une personnalité de premier plan.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, et rémunération actuelle) sous réf.1508 à notre Conseil PSYNERGIE, 1 square de Luyne, 75007 PARIS.

**PSYNERGIE** PARIS  
MARSEILLE MONTPELLIER

## Le Monde

### SÉLECTION IMMOBILIÈRE

#### appartements ventes

##### 7<sup>e</sup> arrdt

Superbe imm. XVIII<sup>e</sup>  
3/4 pièces, 30 m<sup>2</sup>,  
2<sup>e</sup> étage. Très bon état.  
Basse consommation.  
(1) 42-91-05-57

##### 15<sup>e</sup> arrdt

#### CROIX-NIVERT

Limites 7<sup>e</sup>. Petit immeuble.  
10 appart. fac. plan. Bon vitrage.  
Divisé en 5 p. d'après le plan.  
Livraison novembre 1991.  
Région : CD/CE1. Contact :  
AVCO. 42-25-99-09

##### 16<sup>e</sup> arrdt

#### VILLA LONGCHAMP

50 m<sup>2</sup>, et cit. 2 000 000 F.  
Immo. Marquet. 42-52-01-82

##### 18<sup>e</sup> arrdt

Grande résidence standing.  
Jardin. 2 p. 41 m<sup>2</sup>.  
71 appart. 600 000 F.  
Immo. Marquet. 42-52-01-82

##### 22<sup>e</sup> arrdt

33 m<sup>2</sup> à rénover.  
Montmartre 2 p.  
Bâtiment mod. 630 000 F.  
Rue d'Orléans 3 p.  
Rue Marquet 3 p.  
Av. St-Ouen 3/4 p. 1 350 000 F.  
Immo. Marquet. 42-52-01-82

##### BUTTE-MONTMARTRE

Splendide cour, 2 PCES.  
et cit. mod. mod. 750 000 F.  
Immo. Marquet. 42-52-01-82

##### 19<sup>e</sup> arrdt

BUTTES-CHAUMONT. Récent.  
beau 3 p. + petit. Loggia.  
1 190 000 F. 47-00-72-21

##### 126/130

LES BUTTES-CHAUMONT.  
Nouveau, livraison autonome.  
Disponible : 3 APPTS  
STUDIO 31 m<sup>2</sup>  
2 p. 45 m<sup>2</sup>  
4 p. 96 m<sup>2</sup>  
42-03-71-22

##### 92

HAUTE-DE-SEINE.  
MONTROUGE. Prox. Pl. J. Jaurès.  
Imm. récent, stand. 5 p. Vue  
dégagée. Sol. Très agréable.  
3 p. 63 m<sup>2</sup>. Cuis. éq.  
Balc. 1 250 000 F. Bon en  
option. Prox. 42-60-30-15

##### locations

meublées  
demandes

##### Paris

RÉSIDENTIE CITY  
URGENT recher. pour dirigeants  
étrangers d'importantes groupes  
anglo-saxons LUXUEUX  
APARTEMENTS  
MEUBLES, DÉSIRÉ 1 A 2 ANS  
LOYERS GARANTIS  
Tél. : (1) 45-27-12-19

#### locations

non meublées  
demandes

Cte FONCIÈRE DE SEINE  
rech. APPTS DE STANDING  
même MEUBLES  
GARANTIE ASSURÉE  
Tél. : 42-56-28-16

#### EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine 75008 Paris.  
recherche APPARTS  
DE GRANDE CLASSE  
VIEUX ou MEUBLES  
HOTELS PARTIC. PARIS  
et VILLAS PARIS-EST  
T. (1) 45-62-30-00

#### MASTER GROUP

recherche appart. vides  
ou meublés du studio au 7 p.  
POUR CADRES, DIRIGEANTS  
DE SOCIÉTÉS ET BANQUES  
47, rue Vauveau Paris 7<sup>e</sup>  
Tél. : 42-22-86-70

#### bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
SARL - RC - SAS  
Constitution de sociétés.  
Déclaration et services.  
Permanence téléphonique.  
43-55-17-50

#### bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL  
A L'ÉTOILE  
10<sup>e</sup> CHAMPS-ÉLYSÉES  
ou AVENUE VICTOR-HUGO  
Bureaux, appart. 2 p., 3 p., 4 p., 5 p., 6 p., 7 p., 8 p., 9 p., 10 p., 11 p., 12 p., 13 p., 14 p., 15 p., 16 p., 17 p., 18 p., 19 p., 20 p., 21 p., 22 p., 23 p., 24 p., 25 p., 26 p., 27 p., 28 p., 29 p., 30 p., 31 p., 32 p., 33 p., 34 p., 35 p., 36 p., 37 p., 38 p., 39 p., 40 p., 41 p., 42 p., 43 p., 44 p., 45 p., 46 p., 47 p., 48 p., 49 p., 50 p., 51 p., 52 p., 53 p., 54 p., 55 p., 56 p., 57 p., 58 p., 59 p., 60 p., 61 p., 62 p., 63 p., 64 p., 65 p., 66 p., 67 p., 68 p., 69 p., 70 p., 71 p., 72 p., 73 p., 74 p., 75 p., 76 p., 77 p., 78 p., 79 p., 80 p., 81 p., 82 p., 83 p., 84 p., 85 p., 86 p., 87 p., 88 p., 89 p., 90 p., 91 p., 92 p., 93 p., 94 p., 95 p., 96 p., 97 p., 98 p., 99 p., 100 p., 101 p., 102 p., 103 p., 104 p., 105 p., 106 p., 107 p., 108 p., 109 p., 110 p., 111 p., 112 p., 113 p., 114 p., 115 p., 116 p., 117 p., 118 p., 119 p., 120 p., 121 p., 122 p., 123 p., 124 p., 125 p., 126 p., 127 p., 128 p., 129 p., 130 p., 131 p., 132 p., 133 p., 134 p., 135 p., 136 p., 137 p., 138 p., 139 p., 140 p., 141 p., 142 p., 143 p., 144 p., 145 p., 146 p., 147 p., 148 p., 149 p., 150 p., 151 p., 152 p., 153 p., 154 p., 155 p., 156 p., 157 p., 158 p., 159 p., 160 p., 161 p., 162 p., 163 p., 164 p., 165 p., 166 p., 167 p., 168 p., 169 p., 170 p., 171 p., 172 p., 173 p., 174 p., 175 p., 176 p., 177 p., 178 p., 179 p., 180 p., 181 p., 182 p., 183 p., 184 p., 185 p., 186 p., 187 p., 188 p., 189 p., 190 p., 191 p., 192 p., 193 p., 194 p., 195 p., 196 p., 197 p., 198 p., 199 p., 200 p., 201 p., 202 p., 203 p., 204 p., 205 p., 206 p., 207 p., 208 p., 209 p., 210 p., 211 p., 212 p., 213 p., 214 p., 215 p., 216 p., 217 p., 218 p., 219 p., 220 p., 221 p., 222 p., 223 p., 224 p., 225 p., 226 p., 227 p., 228 p., 229 p., 230 p., 231 p., 232 p., 233 p., 234 p., 235 p., 236 p., 237 p., 238 p., 239 p., 240 p., 241 p., 242 p., 243 p., 244 p., 245 p., 246 p., 247 p., 248 p., 249 p., 250 p., 251 p., 252 p., 253 p., 254 p., 255 p., 256 p., 257 p., 258 p., 259 p., 260 p., 261 p., 262 p., 263 p., 264 p., 265 p., 266 p., 267 p., 268 p., 269 p., 270 p., 271 p., 272 p., 273 p., 274 p., 275 p., 276 p., 277 p., 278 p., 279 p., 280 p., 281 p., 282 p., 283 p., 284 p., 285 p., 286 p., 287 p., 288 p., 289 p., 290 p., 291 p., 292 p., 293 p., 294 p., 295 p., 296 p., 297 p., 298 p., 299 p., 300 p., 301 p., 302 p., 303 p., 304 p., 305 p., 306 p., 307 p., 308 p., 309 p., 310 p., 311 p., 312 p., 313 p., 314 p., 315 p., 316 p., 317 p., 318 p., 319 p., 320 p., 321 p., 322 p., 323 p., 324 p., 325 p., 326 p., 327 p., 328 p., 329 p., 330 p., 331 p., 332 p., 333 p., 334 p., 335 p., 336 p., 337 p., 338 p., 339 p., 340 p., 341 p., 342 p., 343 p., 344 p., 345 p., 346 p., 347 p., 348 p., 349 p., 350 p., 351 p., 352 p., 353 p., 354 p., 355 p., 356 p., 357 p., 358 p., 359 p., 360 p., 361 p., 362 p., 363 p., 364 p., 365 p., 366 p., 367 p., 368 p., 369 p., 370 p., 371 p., 372 p., 373 p., 374 p., 375 p., 376 p., 377 p., 378 p., 379 p., 380 p., 381 p., 382 p., 383 p., 384 p., 385 p., 386 p., 387 p., 388 p., 389 p., 390 p., 391 p., 392 p., 393 p., 394 p., 395 p., 396 p., 397 p., 398 p., 399 p., 400 p., 401 p., 402 p., 403 p., 404 p., 405 p., 406 p., 407 p., 408 p., 409 p., 410 p., 411 p., 412 p., 413 p., 414 p., 415 p., 416 p., 417 p., 418 p., 419 p., 420 p., 421 p., 422 p., 423 p., 424 p., 425 p., 426 p., 427 p., 428 p., 429 p., 430 p., 431 p., 432 p., 433 p., 434 p., 435 p., 436 p., 437 p., 438 p., 439 p., 440 p., 441 p., 442 p., 443 p., 444 p., 445 p., 446 p., 447 p., 448 p., 449 p., 450 p., 451 p., 452 p., 453 p., 454 p., 455 p., 456 p., 457 p., 458 p., 459 p., 460 p., 461 p., 462 p., 463 p., 464 p., 465 p., 466 p., 467 p., 468 p., 469 p., 470 p., 471 p., 472 p., 473 p., 474 p., 475 p., 476 p., 477 p., 478 p., 479 p., 480 p., 481 p., 482 p., 483 p., 484 p., 485 p., 486 p., 487 p., 488 p., 489 p., 490 p., 491 p., 492 p., 493 p., 494 p., 495 p., 496 p., 497 p., 498 p., 499 p., 500 p., 501 p., 502 p., 503 p., 504 p., 505 p., 506 p., 507 p., 508 p., 509 p., 510 p., 511 p., 512 p., 513 p., 514 p., 515 p., 516 p., 517 p., 518 p., 519 p., 520 p., 521 p., 522 p., 523 p., 524 p., 525 p., 526 p., 527 p., 528 p., 529 p., 530 p., 531 p., 532 p., 533 p., 534 p., 535 p., 536 p., 537 p., 538 p., 539 p., 540 p., 541 p., 542 p., 543 p., 544 p., 545 p., 546 p., 547 p., 548 p., 549 p., 550 p., 551 p., 552 p., 553 p., 554 p., 555 p., 556 p., 557 p., 558 p., 559 p., 560 p., 561 p., 562 p., 563 p., 564 p., 565 p., 566 p., 567 p., 568 p., 569 p., 570 p., 571 p., 572 p., 573 p., 574 p., 575 p., 576 p., 577 p., 578 p., 579 p., 580 p., 581 p., 582 p., 583 p., 584 p., 585 p., 586 p., 587 p., 588 p., 589 p., 590 p., 591 p., 592 p., 593 p., 594 p., 595 p., 596 p., 597 p., 598 p., 599 p., 600 p., 601 p., 602 p., 603 p., 604 p., 605 p., 606 p., 607 p., 608 p., 609 p., 610 p., 611 p., 612 p., 613 p., 614 p., 615 p., 616 p., 617 p., 618 p., 619 p., 620 p., 621 p., 622 p., 623 p., 624 p., 625 p., 626 p., 627 p., 628 p., 629 p., 630 p., 631 p., 632 p., 633 p., 634 p., 635 p., 636 p., 637 p., 638 p., 639 p., 640 p., 641 p., 642 p., 643 p., 644 p., 645 p., 646 p., 647 p., 648 p., 649 p., 650 p., 651 p., 652 p., 653 p., 654 p., 655 p., 656 p., 657 p., 658 p., 659 p., 660 p., 661 p., 662 p., 663 p., 664 p., 665 p., 666 p., 667 p., 668 p., 669 p., 670 p., 671 p., 672 p., 673 p., 674 p., 675 p., 676 p., 677 p., 678 p., 679 p., 680 p., 681 p., 682 p., 683 p., 684 p., 685 p., 686 p., 687 p., 688 p., 689 p., 690 p., 691 p., 692 p., 693 p., 694 p., 695 p., 696 p., 697 p., 698 p., 699 p., 700 p., 701 p., 702 p., 703 p., 704 p., 705 p., 706 p., 707 p., 708 p., 709 p., 710 p., 711 p., 712 p., 713 p., 714 p., 715 p., 716 p., 717 p., 718 p., 719 p., 720 p., 721 p., 722 p., 723 p., 724 p., 725 p., 726 p., 727 p., 728 p., 729 p., 730 p., 731 p., 732 p., 733 p., 734 p., 735 p., 736 p., 737 p., 738 p., 739 p., 740 p., 741 p., 742 p., 743 p., 744 p., 745 p., 746 p., 747 p., 748 p., 749 p., 750 p., 751 p., 752 p., 753 p., 754 p., 755 p., 756 p., 757 p., 758 p., 759 p., 760 p., 761 p., 762 p., 763 p., 764 p., 765 p., 766 p., 767 p., 768 p., 769 p., 770 p., 771 p., 772 p., 773 p., 774 p., 775 p., 776 p., 777 p., 778 p., 779 p., 780 p., 781 p., 782 p., 783 p., 784 p., 785 p., 786 p., 787 p., 788 p., 789 p., 790 p., 791 p., 792 p., 793 p., 794 p., 795 p., 796 p., 797 p., 798 p., 799 p., 800 p., 801 p., 802 p., 803 p., 804 p., 805 p., 806 p., 807 p., 808 p., 809 p., 810 p., 811 p., 812 p., 813 p., 814 p., 815 p., 816 p., 817 p., 818 p., 819 p., 820 p., 821 p., 822 p., 823 p., 824 p., 825 p., 826 p., 827 p., 828 p., 829 p., 830 p., 831 p., 832 p., 833 p., 834 p., 835 p., 836 p., 837 p., 838 p., 839 p., 840 p., 841 p., 842 p., 843 p., 844 p., 845 p., 846 p., 847 p., 848 p., 849 p., 850 p., 851 p., 852 p., 853 p., 854 p., 855 p., 856 p., 857 p., 858 p., 859 p., 860 p., 861 p., 862 p., 863 p., 864 p., 865 p., 866 p., 867 p., 868 p., 869 p., 870 p., 871 p., 872 p., 873 p., 874 p., 875 p., 876 p., 877 p., 878 p., 879 p., 880 p., 881 p., 882 p., 883 p., 884 p., 885 p., 886 p., 887 p., 888 p., 889 p., 890 p., 891 p., 892 p., 893 p., 894 p., 895 p., 896 p., 897 p., 898 p., 899 p., 900 p., 901 p., 902 p., 903 p., 904 p., 905 p., 906 p., 907 p., 908 p., 909 p., 910 p., 911 p., 912 p., 913 p., 914 p., 915 p., 916 p., 917 p., 918 p., 919 p., 920 p., 921 p., 922 p., 923 p., 924 p., 925 p., 926 p., 927 p., 928 p., 929 p., 930 p., 931 p., 932 p., 933 p., 934 p., 935 p., 936 p., 937 p., 938 p., 939 p., 940 p., 941 p., 942 p., 943 p., 944 p., 945 p., 946 p., 947 p., 948 p., 949 p., 950 p., 951 p., 952 p., 953 p., 954 p., 955 p., 956 p., 957 p., 958 p., 959 p., 960 p., 961 p., 962 p., 963 p., 964 p., 965 p., 966 p., 967 p., 968 p., 969 p., 970 p., 971 p., 972 p., 973 p., 974 p., 975 p., 976 p., 977 p., 978 p., 979 p., 980 p., 981 p., 982 p., 983 p., 984 p., 985 p., 986 p., 987 p., 988 p., 989 p., 990 p., 991 p., 992 p., 993 p., 994 p., 995 p., 996 p., 997 p., 998 p., 999 p., 1000 p., 1001 p., 1002 p., 1003 p., 1004 p., 1005 p., 1006 p., 1007 p., 1008 p., 1009 p., 1010 p., 1011 p., 1012 p., 1013 p., 1014 p., 1015 p., 1016 p., 1017 p., 1018 p.,





## BOURSE DU 20 SEPTEMBRE

**Cours relevés à 18 h 02**[illegible]

**COMPTANT**

**(sélection)**

**SICAV**

**(sélection**

**19/9**

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Franch net	VALEURS	Emission	Franch net	VALEURS	Emission	Franch net	VALEURS	Emission	Franch net
<b>Obligations</b>																							
Emp. État 0,95/77	120 95	2 80	C.I.T.M.	1028	...	Mag. Union	182	...	A.A.A.	1089 35	1023 55	Franchises	893 35	851 80	Power Gen.	61527 45	61527 45	Franchises	893 35	851 80	Power Gen.	61527 45	61527 45
Emp. État 0,95/78	100 75	1 87	C.I.T.R.A.M. (S)	2800	...	Mageur	680	670	André	219 74	215 05	Franchises	28 70	28	Power Gen.	10857 95	10857 95	André	219 74	215 05	Power Gen.	10857 95	10857 95
Emp. État 0,95/80	122 30	3 47	Cochet	92 40	93 40	Midi Dépt.	575	573	Aggrange	819 64	784 34	Franchises	10859 95	10730 03	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aggrange	819 64	784 34	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/82	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85	100 30	10 02	Cochet	256	...	Midi Dépt.	575	573	Aménage	7683 81	7688 25	Franchises	5080 50	5067 83	Phyco. Eclair.	112 42	111 31	Aménage	7683 81	7688 25	Phyco. Eclair.	112 42	111 31
Emp. État 1,15/85																							

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché contr

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

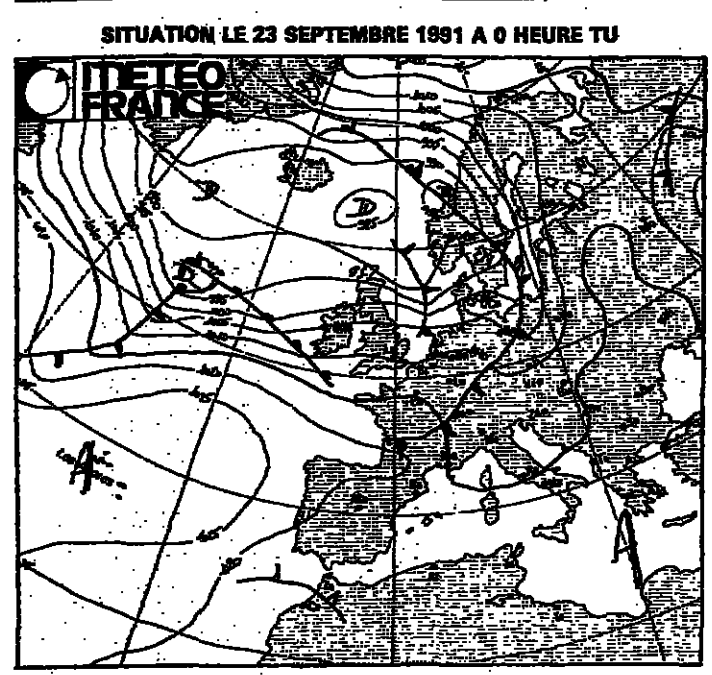
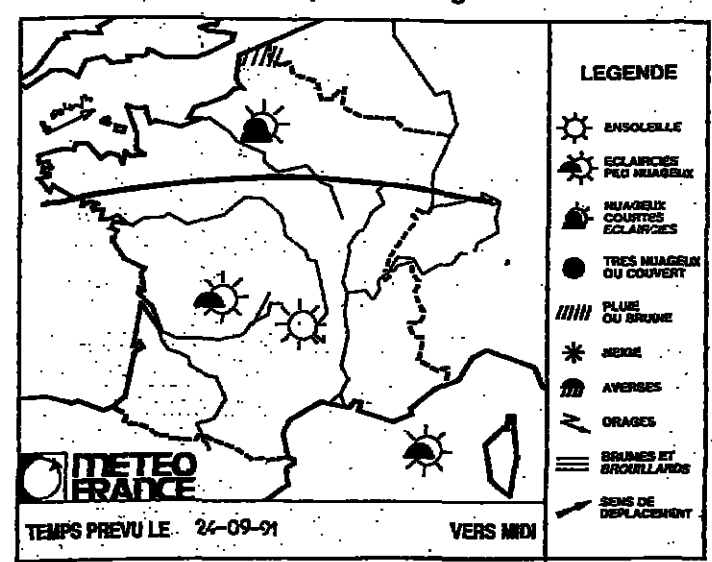




حکومتی اہل

# MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 24 septembre 1991  
Soleil au Sud, plus de nuages au Nord



**Mardi 25 septembre:** aggravation pluvieuse. Dans la nuit de mardi à mercredi, le temps se sera dégradé sur les régions du Nord-Ouest sur lesquelles il pleuvra le matin. L'après-midi, les pluies se calmeront, mais le ciel restera très nuageux avec des vents d'ouest modérés.

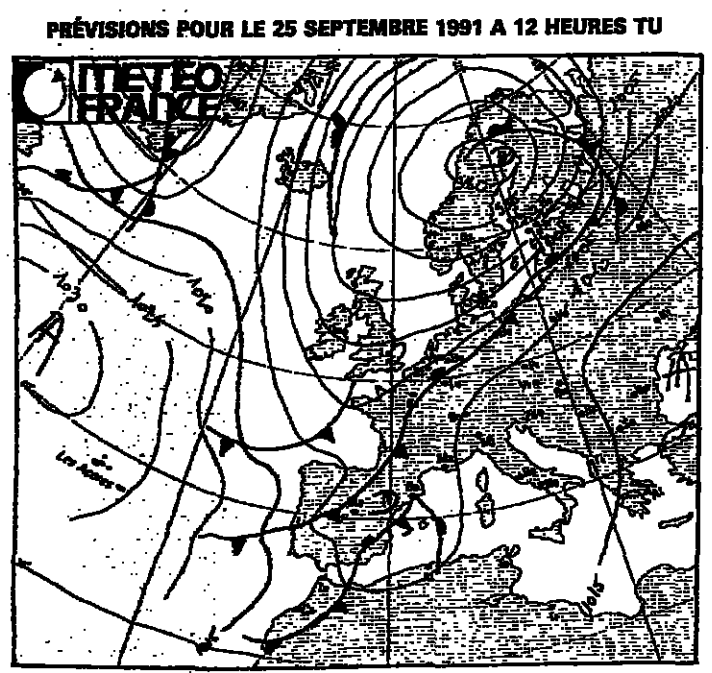
Dès la fin de matinée, ces pluies gagneront le Sud-Ouest, les régions du Centre, le bassin Parisien et le Nord-Picardie. Elles cesseront dans l'après-midi. Mais on ne retrouvera pas pour autant le beau temps, les nuages restant bien présents.

Dans le Sud-Ouest et le massif Central, ces pluies prendront un caractère orageux et pourront être parfois assez importantes.

Les régions plus à l'est ne connaîtront la pluie qu'en soirée, mais ce ne sera tout de même pas une belle journée, le soleil au fil des heures s'effaçant au profit des nuages.

Au lever du jour, les températures seront comprises entre 12 et 17 degrés du nord au sud.

L'après-midi, sur le Nord et le Nord-Ouest, le thermomètre ne dépassera pas 19 à 22 degrés. Ailleurs, la journée sera encore chaude, de 23 à 28 degrés.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé											
Valeurs exprimées en degrés Celsius											
le 23-9-1991 à 19 heures TU et le 23-9-1991 à 5 heures TU											
FRANCE				ÉTRANGER							
ALGER	23	13	D	TOULOUSE	29	16	G	LOS ANGELES	27	17	N
MARSEILLE	24	14	C	TOURS	21	11	N	LUXEMBOURG	-	-	-
BELGRADE	25	15	C	POitiers+Poitiers	20	10	P	MALDRE	28	18	N
BUDAPESTE	26	16	C					MARSEILLE	-	-	-
CHANGHAÏ	27	17	C					MEXICO	-	-	-
CHONGKING	28	18	C	ALGER	32	23	N	MILAN	-	-	-
CHONGKING	29	19	C	AMSTERDAM	15	15	N	MONTREAL	17	8	N
CHONGKING	30	20	C	ATHENES	28	20	N	MOSCOW	11	7	C
CHONGKING	31	21	C	BANGKOK	32	23	N	NEW-YORK	21	12	N
CHONGKING	32	22	C	BANGKOK	33	24	N	OSLO	18	8	N
CHONGKING	33	23	C	BANGKOK	34	25	N	PALM-DEJAL	28	18	N
CHONGKING	34	24	C	BANGKOK	35	26	N	PARIS	20	10	N
CHONGKING	35	25	C	BANGKOK	36	27	N	PEROU	20	10	N
CHONGKING	36	26	C	BANGKOK	37	28	N	SEATTLE	18	8	N
CHONGKING	37	27	C	BANGKOK	38	29	N	SINGAPOUR	27	18	N
CHONGKING	38	28	C	BANGKOK	39	30	N	STOCKHOLM	17	7	C
CHONGKING	39	29	C	BANGKOK	40	31	N	TOKYO	20	10	N
CHONGKING	40	30	C	BANGKOK	41	32	N	VIENNE	19	9	C
CHONGKING	41	31	C	BANGKOK	42	33	N				
CHONGKING	42	32	C	BANGKOK	43	34	N				
CHONGKING	43	33	C	BANGKOK	44	35	N				
CHONGKING	44	34	C	BANGKOK	45	36	N				
CHONGKING	45	35	C	BANGKOK	46	37	N				
CHONGKING	46	36	C	BANGKOK	47	38	N				
CHONGKING	47	37	C	BANGKOK	48	39	N				
CHONGKING	48	38	C	BANGKOK	49	40	N				
CHONGKING	49	39	C	BANGKOK	50	41	N				
CHONGKING	50	40	C	BANGKOK	51	42	N				
CHONGKING	51	41	C	BANGKOK	52	43	N				
CHONGKING	52	42	C	BANGKOK	53	44	N				
CHONGKING	53	43	C	BANGKOK	54	45	N				
CHONGKING	54	44	C	BANGKOK	55	46	N				
CHONGKING	55	45	C	BANGKOK	56	47	N				
CHONGKING	56	46	C	BANGKOK	57	48	N				
CHONGKING	57	47	C	BANGKOK	58	49	N				
CHONGKING	58	48	C	BANGKOK	59	50	N				
CHONGKING	59	49	C	BANGKOK	60	51	N				
CHONGKING	60	50	C	BANGKOK	61	52	N				
CHONGKING	61	51	C	BANGKOK	62	53	N				
CHONGKING	62	52	C	BANGKOK	63	54	N				
CHONGKING	63	53	C	BANGKOK	64	55	N				
CHONGKING	64	54	C	BANGKOK	65	56	N				
CHONGKING	65	55	C	BANGKOK	66	57	N				
CHONGKING	66	56	C	BANGKOK	67	58	N				
CHONGKING	67	57	C	BANGKOK	68	59	N				
CHONGKING	68	58	C	BANGKOK	69	60	N				
CHONGKING	69	59	C	BANGKOK	70	61	N				
CHONGKING	70	60	C	BANGKOK	71	62	N				
CHONGKING	71	61	C	BANGKOK	72	63	N				
CHONGKING	72	62	C	BANGKOK	73	64	N				
CHONGKING	73	63	C	BANGKOK	74	65	N				
CHONGKING	74	64	C	BANGKOK	75	66	N				
CHONGKING	75	65	C	BANGKOK	76	67	N				
CHONGKING	76	66	C	BANGKOK	77	68	N				
CHONGKING	77	67	C	BANGKOK	78	69	N				
CHONGKING	78	68	C	BANGKOK	79	70	N				
CHONGKING	79	69	C	BANGKOK	80	71	N				
CHONGKING	80	70	C	BANGKOK	81	72	N				
CHONGKING	81	71	C	BANGKOK	82	73	N				
CHONGKING	82	72	C	BANGKOK	83	74	N				
CHONGKING	83	73	C	BANGKOK	84	75	N				
CHONGKING	84	74	C	BANGKOK	85	76	N				
CHONGKING	85	75	C	BANGKOK	86	77	N				
CHONGKING	86	76	C	BANGKOK	87	78	N				
CHONGKING	87	77	C	BANGKOK	88	79	N				
CHONGKING	88	78	C	BANGKOK	89	80	N				
CHONGKING	89	79	C	BANGKOK	90	81	N				
CHONGKING	90	80	C	BANGKOK	91	82	N				
CHONGKING	91	81	C	BANGKOK	92	83	N				
CHONGKING	92	82	C	BANGKOK	93	84	N				
CHONGKING	93	83	C	BANGKOK	94	85	N				
CHONGKING	94	84	C	BANGKOK	95	86	N				
CHONGKING	95	85	C	BANGKOK	96	87	N				
CHONGKING	96	86	C	BANGKOK	97	88	N				
CHONGKING	97	87	C	BANGKOK	98	89	N				
CHONGKING	98	88	C	BANGKOK	99	90	N				
CHONGKING	99	89	C	BANGKOK	100	91	N				
CHONGKING	100	90	C	BANGKOK	101	92	N				
CHONGKING	101	91	C	BANGKOK	102	93	N				
CHONGKING	102	92	C	BANGKOK	103	94	N				
CHONGKING	103	93	C	BANGKOK	104	95	N				
CHONGKING	104	94	C	BANGKOK	105	96	N				
CHONGKING	105	95	C	BANGKOK	106	97	N				
CHONGKING	106	96	C	BANGKOK	107	98	N				
CHONGKING	107	97	C	BANGKOK	108	99	N				
CHONGKING	108	98	C	BANGKOK	109	100	N				
CHONGKING	109	99	C	BANGKOK	110	101	N				
CHONGKING	110	100	C	BANGKOK	111	102	N				
CHONGKING	111	101	C	BANGKOK	112	103	N				
CHONGKING	112	102	C	BANGKOK	113	104	N				
CHONGKING	113	103	C	BANGKOK	114	105	N				
CHONGKING	114	104	C	BANGKOK	115	106	N				
CHONGKING	115	105	C	BANGKOK	116	107	N				
CHONGKING	116	106	C	BANGKOK	117	108	N				
CHONGKING	117	107	C	BANGKOK	118	109	N				
CHONGKING	118	108	C	BANGKOK	119	110	N				
CHONGKING	119	109	C	BANGKOK	120	111	N				
CHONGKING	120	110	C	BANGKOK	121	112	N				
CHONGKING	121	111	C	BANGKOK	122	113	N				
CHONGKING	122	112	C	BANGKOK	123	114	N				
CHONGKING	123	113	C	BANGKOK	124	115	N				
CHONGKING	124	114	C	BANGKOK	125	116	N				
CHONGKING	125	115	C	BANGKOK	126	117	N				
CHONGKING	126	116	C	BANGKOK	127	118	N				
CHONGKING	127	117	C	BANGKOK	128	119	N				
CHONGKING	128	118	C	BANGKOK	129	120	N				
CHONGKING	129	119	C	BANGKOK	130	121	N				
CHONGKING	130	120	C	BANGKOK	131	122	N				
CHONGKING	131	121	C	BANGKOK	132	123	N				
CHONGKING	132	122	C	BANGKOK	133	124	N				
CHONGKING	133	123	C	BANGKOK	134	125	N				
CHONGKING	134	124	C	BANGKOK	135	126	N				
CHONGKING	135	125	C	BANGKOK	136	127	N				
CHONGKING	136	126	C	BANGKOK	137	128	N				
CHONGKING	137	127	C	BANGKOK	138	129	N				
CHONGKING	138	128	C	BANGKOK	139	130	N				
CHONGKING	139	129	C	BANGKOK	140	131	N				
CHONGKING	140	130	C	BANGKOK	141	132	N				
CHONGKING	141	131	C	BANGKOK	142	133	N				
CHONGKING	142	132	C	BANGKOK	143	134	N				
CHONGKING	143	133	C	BANGKOK	144	135	N				
CHONGKING	144	134	C	BANGKOK	145	136	N				
CHONGKING	145	135	C	BANGKOK	146	137	N				
CHONGKING	146	136	C	BANGKOK	147	138	N				
CHONGKING	147	137	C	BANGKOK	148	139	N				
CHONGKING	148	138	C	BANGKOK	149	140	N				
CHONGKING	149	139	C	BANGKOK	150	141	N				
CHONGKING	150	140	C	BANGKOK	151	142	N				
CHONGKING	151	141	C	BANGKOK	152	143	N				
CHONGKING	152	142	C	BANGKOK	153	144	N				
CHONGKING	153	143	C	BANGKOK	154	145	N				
CHONGKING	154	144	C	BANGKOK	155	146	N				
CHONGKING	155	145	C	BANGKOK	156	147	N				
CHONGKING	156	146	C	BANGKOK	157	148	N				
CHONGKING	157	147	C	BANGKOK	158	149	N				
CHONGKING	158	148	C	BANGKOK	159	150	N				
CHONGKING	159	149	C	BANGKOK	160	151	N				
CHONGKING	160	150	C	BANGKOK	161	152	N				
CHONGKING	161	151	C	BANGKOK	162	153	N				
CHONGKING	162	152	C	BANGKOK	163	154	N				
CHONGKING	163	153	C	BANGKOK	164	155	N				
CHONGKING	164	154	C	BANGKOK	165	156	N				
CHONGKING	165	155	C	BANGKOK	166	157	N				
CHONGKING	166	156	C	BANGKOK	167	158	N				
CHONGKING	167	157	C	BANGKOK	168	159	N				
CHONGKING	168	158	C	BANGKOK	169	160	N				
CHONGKING	169	159	C	BANGKOK	170	161	N				
CHONGKING	170	160	C	BANGKOK	171	162	N				
CHONGKING	171	161	C	BANGKOK	172	163	N				
CHONGKING	172	162	C	BANGKOK	173	164	N				
CHONGKING	173	163	C	BANGKOK	174	165	N				
CHONGKING	174	164	C	BANGKOK	175	166	N				
CHONGKING	175	165	C	BANGKOK	176	167	N				
CHONGKING	176	166	C	BANGKOK	177	168	N				
CHONGKING	177	167	C	BANGKOK	178	169	N				
CHONGKING	178	168	C	BANGKOK	179	170	N				
CHONGKING	179	169	C	BANGKOK	180	171	N				
CHONGKING	180	170	C								

Réunis à Alfortville

## Les amis de MM. Jospin, Mauroy et Mermaz critiquent la politique économique de M<sup>me</sup> Cresson

Les militants socialistes du courant 1 - celui de MM. Lionel Jospin, Pierre Mauroy et Louis Mermaz - se sont réunis dimanche 22 septembre à Alfortville, dans le Val-de-Marne, pour une journée de réflexion qui devait être consacrée à la préparation du « projet » du PS.

Les débats ont été largement occupés, en présence de plusieurs ministres, par la critique de la politique économique du gouvernement et par une évaluation morose du bilan de l'action des socialistes au pouvoir.

Ce que M. Mauroy a appelé « l'esprit de juillet » - date de la

réunion du comité directeur lors de laquelle, il y a deux mois et demi, les différents courants du PS s'étaient mis d'accord pour convoquer, en décembre prochain, un congrès extraordinaire consacré au « projet » du parti - règne au Parti socialiste et vaillait, en tout cas, sur la réunion du courant 1 à Alfortville. Ce courant a pour caractéristiques principales de rassembler des mitterrandistes hostiles à M. Laurent Fabius et d'offrir un pied-à-terre à un possible candidat à l'élection présidentielle en la personne de M. Jacques Delors.

Or, de M. Fabius, il n'a pas été question dimanche, et M. Delors était, comme d'habitude, retenu à Bruxelles. Le président de l'Assemblée nationale, d'une part, et M. Michel Rocard, d'autre part, pouvaient donc passer un dimanche paisible, sans s'inquiéter de ce qui se disait à Alfortville, d'autant qu'ils avaient été invités, pour bien marquer que le temps des affrontements est dépassé, leurs principaux représentants à la direction du PS : M. André Billardon, numéro deux du parti, fabiusien, et M. Gérard Lindeperg, membre du secrétariat national, coordinateur des rocardiens.

A la réflexion, MM. Fabius et Rocard pourraient trouver malgré tout, dans la relation qui leur sera faite des débats de dimanche, quelques motifs de préoccupation. Le premier ne manquera pas d'observer que deux ministres ont été la cible du ressentiment des orateurs et qu'ils sont, tous deux, fabusiens.

Ce n'est certes pas à ce titre que MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse ont été mis en cause, mais la vigueur avec laquelle ont été dénoncées les conceptions économiques de l'un et les propos de l'autre sur le chômage est annonciatrice d'embarras pour le chef de file du courant Egalité lorsqu'il devra, un jour ou l'autre, se prononcer sur les positions de ses amis du quai de Bercy.

Quant à M. Rocard, il ne lui échappera pas que, si M. Delors n'était pas à Alfortville, l'« ancrage » du président de la Commission européenne dans le courant 1 a été rappelé par la présence du directeur de son cabinet, M. Pascal Lamy, assidu tout au long de la journée et auteur, comme il se devait, du rapport introductif au débat sur l'Europe.

Tous les dirigeants socialistes pourront mesurer, à l'écoute des débats de dimanche, la profondeur du doute qui taraude les militants. Des différentes composantes du dispositif de la gauche, c'est, certainement, le PS qui s'est usé le plus à l'épreuve du pouvoir, alors même que, selon les sondages, il

demeure, aux yeux de citoyens sévères pour les partis politiques, le plus sympathique d'entre eux. Usure lorsque M. J. Glavany, que l'on se rappelle entrant triomphalement à l'Elysée, en mai 1981, comme chef de cabinet du président de la République, délégué interministériel aux Jeux olympiques aujourd'hui, s'exclame, au sujet des déclarations de M. Charasse sur les faux chômeurs : « On est passé notre capacité d'indignation ? ».

« Avant 1981, a-t-il ajouté, si un ministre de droite avait dit cela, je me demandais si le premier secrétaire du Parti socialiste (NDLR : M. Mitterrand) n'aurait pas fait une conférence de presse ! »

Usure lorsque M. Dominique Taddéi, chargé de mission auprès du ministre du travail, naguère rocardien, constate : « Il y a une grande démobilité, dans ce parti, par rapport à la loi. On ne croit plus à la loi, on s'en remet aux accords entre partenaires sociaux ou au budget pour modifier les choses. »

Usure encore quand M. Mermaz, ministre de l'Agriculture, évoque « la transformation, voire la disparition » du parti né il y a vingt ans au congrès d'Epinal.

« Merci »

pour le gouvernement !

Premier secrétaire de la fédération du Val-de-Marne, qui accueillait la réunion, M. Patrick Sève s'est estimé en droit de moissonner les applaudissements des mille deux cents participants en dénonçant, tour à tour, les propos de M. Brice Lalonde, ministre de l'Environnement, qui envisageait récemment des alliances à droite ; ceux de M. Bérégovoy, prenant « Poincaré pour référence », ce qui est « une provocation » ; ceux de M. Charasse, enfin, qui « devient insupportable - faut-il le dire ? - faut-il le dire ? ».

« Si vous n'avez pas lancé M. Sève, dont l'empoiement a fait paraître modérée, par comparaison, la proposition de M. Glavany de rédiger dix amendements « politiques » au projet de budget, de le faire connaître par « dix millions de tracts » et de dire au gouvernement : « Si vous n'avez pas fait ça, nous le ferons nous-mêmes », assure-t-il, pour sa part, M. Jean-Pierre Masseret, sénateur et premier secrétaire fédéral de la Moselle, qui remportait le prix de l'émulation en expliquant que le PS avait bien réussi dans les années 70, mais que depuis 1981, il ne parvient plus à jouer son rôle.

En commençant son propos par un ironique « Merci pour le gouvernement ! », M. Mermaz exprimait l'impression d'urgence produite par ces propos tenus devant plusieurs ministres et secrétaires d'Etat : MM. Jospin, Michel Delebarre, Henri Nallet (l'assistance a exprimé sa solidarité à l'ancien trésorier de la campagne de M. Mitterrand), Mermaz, André Laigret, Louis Mervaud.

M. Jospin a usé des circonlocutions qui s'imposaient à un collègue pour aboutir à regretter le « style bistrot » de M. Charasse et expliquer : « Il faut concentrer nos efforts sur la lutte contre le chômage comme nous avons su le faire, en outre, s'accorder sur « un texte précisant nos orientations pour la période qui vient. »

Voilà, pour M<sup>me</sup> Edith Cresson, de nouvelles raisons de se faire du souci.

PATRICK JARREAU

o Démission du président du conseil général du Jura. - M. Lucien Guichard (UDF-CDS) a présenté, lundi 23 septembre, sa démission de la présidence du conseil général du Jura. Dans un communiqué, il explique que c'est pour raisons de santé qu'il abandonne cette fonction qu'il occupait depuis le 30 octobre 1989.

Brusque aggravation de la situation au Zaïre

## Des soldats se révoltent et déclenchent des émeutes à Kinshasa

La situation s'est brutalement aggravée au Zaïre, et particulièrement à Kinshasa, où la 31<sup>e</sup> brigade de l'armée serait entrée en rébellion, dans la nuit du dimanche 22 au lundi 23 septembre. Selon des sources dignes de foi, ce mouvement n'aurait suscité, jusqu'à présent, aucun affrontement important, bien que des tirs d'armes automatiques et des explosions de grenades aient été entendus, lundi à l'aube, dans différents quartiers de la capitale. L'aéroport de Kinshasa est fermé et le trafic téléphonique national interrompu.

Les soldats exigent, depuis des mois, le versement régulier et une amélioration de leur solde. Leur action a déclenché des scènes de pillages, auxquels se livrent tout aussi bien les militaires, des membres de la garde présidentielle, que la population civile. L'anarchie, qui est déjà quasiment latente, serait devenue presque totale. « Plus personne n'assure le maintien de l'ordre », déclare un témoin.

La caserne de la 31<sup>e</sup> brigade est située aux abords de l'aéroport international, qui a été fermé au trafic de la nuit de la nuit de dimanche à lundi et dont un entrepôt a été mis à sac par la troupe. A Kinshasa, « plus un avion ne peut atterrir ni décoller », précise-t-on de bonne source. Les communications téléphoniques nationales ont également été interrompues.

Il semble que les militaires de la 31<sup>e</sup> brigade aient reçu l'assurance de voir leurs revendications satisfaites : le gouvernement se serait engagé, officiellement, à débiter 2 millions de zaires pour payer soldats et officiers. Mais cette nouvelle n'aura pas forcément pour conséquence de faire revenir l'ordre et pourrait, au contraire, de « griser les troupes, qui vont exiger plus », en poussant d'autres unités à se mutiner, estiment des observateurs.

La crédibilité du gouvernement est actuellement au plus bas. Les hésitations du gouvernement à accepter un véritable démantèlement de la Conférence nationale - dont les travaux ont, une nouvelle fois, été suspendus vendredi - ne contribuent pas à redonner de l'autorité à un pouvoir « central » de plus en plus délégué. Le déclenchement des troubles n'avait suscité, lundi en début d'après-midi, aucun commentaire officiel de la part du gouvernement ou du président Mobutu, pas plus que celui des dirigeants de l'opposition.

Les ambassades occidentales ont lancé, dès lundi matin, des consignes de vigilance à l'adresse de leurs ressortissants, auxquels il est conseillé de ne pas quitter leurs domiciles. A Lubumbashi, capitale de la province du Shaba (sud-est), des recommandations identiques ont été adressées aux étrangers, en leur suggérant de « préparer leurs valises ».

C. S.

o L'Eglise catholique se retire de la Conférence nationale. - Au Zaïre, l'Eglise catholique a annoncé, samedi 21 septembre, qu'elle se retirait de la Conférence nationale, en attendant que celle-ci puisse démontrer « sa volonté de devenir un forum pour la réconciliation, la liberté et la démocratie ». Ouverte début août et cassée d'un programme de réformes politiques, la conférence a été marquée par de nombreux incidents et plusieurs chauffouffes. Elle a, de nouveau, suspendu ses travaux, vendredi soir. - (AFP, Reuters.)

**MODE: AH.**  
**SI VOUS POUVIEZ**  
**DEPENSER 150 F !**

En échange de 150 F, vous pourriez vous offrir par exemple ces métrages : 2 fois 2,50 m de tissu ravissants à 30 F le mètre, donc 2 robes nouvelles...

Et tout est à l'avantage : excitant, nouveau, libre, élégant. Oubliez enfin la contrainte des prix, la prétention des boutiques, etc. !

Et venez rencontrer « La Mode-Liberté » depuis 30 F le mètre

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Petit commerce

TIENS, encore un petit boulot bien payant et bien pénard qui risque de prendre un coup dans l'ailé, celui de donneur de sperme. Attention, s'agit pas du bénévolat qui va faire un placement de père de famille, accompagné de Madame, au CECOS, banque para-publique, à succursales multiples, histoire de dépanner un couple dans le besoin. Mais du client à qui certaines agences privées ouvrent des comptes rémunérés.

Parait qu'elles sont plus ou moins louches, qu'il y en a un peu partout, à Brest, à Lyon, à Mans, à Strasbourg et à Marseille. Et qu'elles se livrent à des opérations douteuses mettant en danger la santé des nouveau-nés.

Invité par Elabbach dimanche sur la Cinq, le responsable du CECOS de Reims est monté sur ses grands chevaux. Haute au trafic de paillottes qui peut rapporter jusqu'à un million de francs par an, à partir d'une demi-douzaine de dépôts dont on ignore, faute d'enquête préalable, s'ils ne sont

pas porteurs du sida. Ça peut pas continuer comme ça. Pensez un peu à toutes les nanas en mal d'enfant qui viennent, seules ou accompagnées, vierges même parfois, retirer du liquide contaminé pour se retrouver neuf mois après avec un produit avarié. Faut des sanctions, faut des lois.

Si on va par là, que vont devenir les étudiants - il y en a à des tas - en cheville avec un gynéco de quartier, ravis de se faire un peu d'argent de poche en se soulageant devant une revue porno et derrière un paravent. Déjà qu'en engendrant une ribambelle de frères et de sœurs qui s'ignorent et qui pourraient être tentés de lapiner à leur tour, bonjour la consanguinité, faudrait pas qu'en plus ils aient le virus.

Remarque, depuis que le monde est monde, la petite graine, en cas de besoin, nous, les femmes, on se la procure sans passer à la banque. Et pour pas un rond. Maintenant, avec tous ces contrôles, nous voilà obligées de l'acheter au noir.

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

**Débats : un entretien avec M. Philippe Herzog**

Le chef de file des économistes du PCF précise ses critiques contre la direction du parti ..... 2

**Les tensions en Tchécoslovaquie**

Le Parlement slovaque est saisi d'une « déclaration de souveraineté » ..... 5

**L'Irak et le contrôle de l'ONU**

Bagdad refuse le survol de son territoire ..... 8

**Les élections partielles**

M. Evén (PS) réélu en Loire-Atlantique ; M. Roussel (FN), à Marseille ..... 11

**Les enfants de l'Est**

Un entretien avec M. James Grant, directeur exécutif de l'UNICEF ..... 12

**Les Jeux d'Albertville**

La malaise financière des sites savoyards ..... 14

**Formule 1**

L'infortune de Nigel Mansell ..... 15

**L'architecte Wilton**

à Nîmes

L'immeuble d'habitation Via Alésiana est une superbe démonstration de simplicité ..... 16

**« La Favorite » à l'Opéra-Comique**

L'opéra de Donizetti enfin joué dans sa langue d'origine : le français ..... 16

**Le Crédit lyonnais contre M. Parretti**

Procès aux Etats-Unis pour le contrôle de la Metro Goldwyn Mayer ..... 19

### SECTION B

**Le déficit de l'UNEDIC**

Difficiles négociations entre les partenaires sociaux ..... 21

**La mort de Jean Cathala**

Un journaliste spécialiste de l'URSS ..... 32

**CHAMPS ÉCONOMIQUES**

• Les paysans incompris • Limousin : les éleveurs mal récompensés • Rhône-Alpes : la colère des producteurs de lait • Le capitalisme est nu • Dans les coulisses de l'entreprise • La chronique de Paul Fabra : « Insaisissable réforme monétaire » ..... 25 à 27

### Services

Abonnements ..... 32  
Annonces classées ..... 29  
Carnet ..... 32  
Loto, Loto sportif ..... 32  
Marchés financiers ..... 30  
Météorologie ..... 33  
Mots croisés ..... 32  
Radio-Télévision ..... 33  
Spectacles ..... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22-23 septembre 1991 a été tiré à 519 122 exemplaires.

## PRATIQUEZ

Le sport de la personnalité !

## ET GAGNEZ

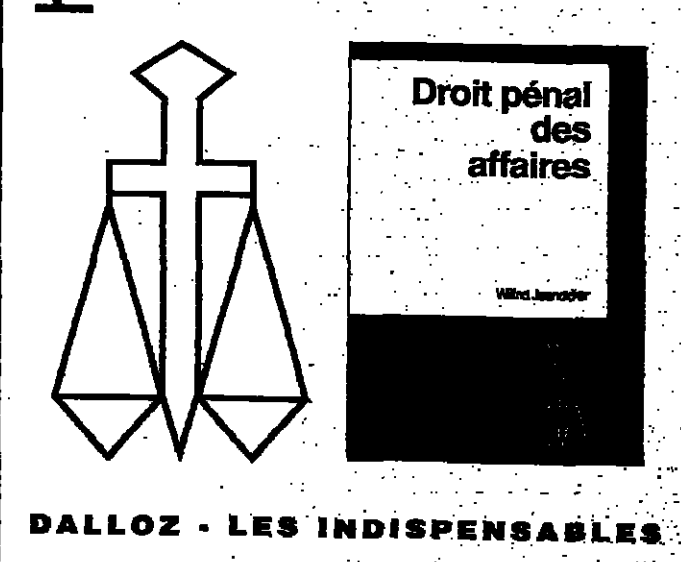
- Impact sur un public
- qualité des contacts
- influence en réunions
- maîtrise en entretiens
- force de conviction
- rayonnement de votre personnalité

## CONFÉRENCES GRATUITES

90 CHAMPS ÉLYSÉES  
Mer 24 et Mer 25 Sept  
de 15h30 à 17h15  
de 18h précises à 20h45  
les 24, 25, 26 septembre :  
de 18h précises à 20h45  
GARE de LYON, Hôtel Fronteur  
Jouant le tour de la Gare  
Mardi 24 Septembre  
de 18h précises à 20h45  
LE CHESNAY,  
Party 2 bureaux,  
près de l'Hôtel Mercure  
2, rue de la République  
Lun 30 Sept et Mer 3 Oct  
de 18h précises à 20h45  
SAINT GERMAIN  
Pavillon Henri IV  
21 rue Thiers, RER à 100 m  
Mardi 1<sup>er</sup> Octobre  
de 18h précises à 20h45

**ENTRAÎNEMENT CARNEGIE®**  
Leçon morale de la formation  
Présenté en France par la 36 Wayne  
2, Rue de la République - 75002 Paris  
Tél 139 54 61 06 - Fax 139 54 81 26

On gagne  
tous jours  
à être  
précis



Droit pénal  
des  
affaires

DALLOZ - LES INDISPENSABLES

هكذا في الأصل